HAL
open science

Régimes politiques, développement économique et croissance urbaine de Taiwan

Chun-Ya Liu

To cite this version:

Chun-Ya Liu. Régimes politiques, développement économique et croissance urbaine de Taiwan. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2020. Français. NNT : 2020PA01H015 . tel-03136249

HAL Id: tel-03136249

https://theses.hal.science/tel-03136249

Submitted on 9 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE PARIS I PANTHÉON SORBONNE
U.F.R de Géographie
École doctorale de géographie de Paris
U.M.R 8504 Géographie-Cités

Régimes politiques, développement économique et croissance urbaine de Taiwan

Chun-ya LIU

Thèse de doctorat en géographie
Sous la direction de Natacha AVELINE-DUBACH

Présentée et soutenue publiquement le 2 Septembre 2020

Membres du jury

Natacha AVELINE-DUBACH, Directrice
Directrice de recherche CNRS, Géographie-cités

Gilles GUIHEUX, Rapporteur
Professeur, Université de Paris

Nadin HEÉ, Rapporteure
Junior professeur, Université libre de Berlin

Nathalie LANCRET, Examinatrice
Directrice de recherche CNRS, AUSSER

Chih-chung WU, Examinateur
Représentant de Taiwan en France ;
Professeur, Université de Soochow (Taiwan)

Résumé

Cette thèse livre une lecture macro-régionale du processus d'urbanisation à Taiwan depuis ses origines, soit sur une durée de quatre siècles. Les caractéristiques de la croissance des villes sont saisies en lien avec les stratégies de développement des divers régimes qui se sont succédés sur l'île. La méthode croise une approche historique, basée sur les écritures controversées du grand récit taiwanais, avec des techniques d'information géographique (logiciel QGIS) permettant de spatialiser les processus historiques.

Au cours de ces quatre siècles, le territoire taiwanais a été essentiellement dominé par des pouvoirs exogènes ou coloniaux, tout en étant le support d'intenses brassages ethniques, notamment par l'afflux de migrants issus du continent chinois. Le développement économique et urbain de Taiwan s'est donc trouvé à l'interface de stratégies spatiales de domination occidentale et orientale. Les puissances occidentales ont développé des villes portuaires dans le cadre d'une stratégie coloniale inscrite dans un commerce mondial (comptoirs coloniaux hollandais et espagnols), tandis que les pays orientaux ont poursuivi une stratégie plus continentale, soit en cherchant à isoler Taiwan aux confins d'un monde chinois trans-détroit (domination des Qing), soit en y développant des réseaux urbains à distance des côtes (stratégie coloniale japonaise, poursuivie par le KMT et maintenue jusqu'à nos jours).

Du fait de cette histoire heurtée, la capitale du pays, Taipei, a connu un processus de macrocéphalie moins prononcé que ses consoeurs d'Asie orientale. Cela trahit une croissance urbaine plus équilibrée, concentrée cependant dans la partie occidentale de l'île, le long d'un axe de transport continental nord-sud reliant deux grands pôles portuaires. La topographie très accidentée de Taiwan et sa proximité de la Chine ont également concouru au développement occidental du réseau urbain. A l'exception des Qing (mandchou), tous les pouvoirs exogènes à Taiwan se sont appuyés sur l'ethnie han —selon des stratégies diverses face à ses formes complexes—, reléguant une grande

partie des aborigènes dans les espaces montagneux de l'est et réduisant leur riche diversité linguistique et culturelle.

Si la diversité ethnique de Taiwan est revendiquée depuis l'avènement d'un régime démocratique, le réseau urbain actuel conserve l'héritage du dispositif spatial de la période coloniale japonaise, tout en se repliant sur le nord-ouest de l'île par suite de la désindustrialisation du pôle portuaire méridional de Kaohsiung. Cette situation amène à réinterroger l'application du concept « d'Etat développeur » (*developmental state*, Johnson, 1982) au cas taiwanais. La thèse démontre que Taiwan répond aux critères d'une stratégie productiviste d'Etat développeur au cours de la période autoritaire du KMT, mais que ce n'est plus le cas à l'ère démocratique en raison de l'affaiblissement de l'agence de pilotage économique et de la délocalisation d'une grande partie de l'appareil industriel taiwanais en Chine.

Mots-clés

Taiwan – Colonisation japonaise – KMT – Chine - SIG historique- Etat développeur

Summary

This thesis provides a macro-regional reading of the urbanization process in Taiwan since its origins, over a period of four centuries. The characteristics of city growth are captured in relation to the development strategies of the various regimes on the island. The method intersects a historical approach, based on the controversial writings of the great Taiwanese narrative, with geographic information techniques (QGIS software) to spatialize historical processes.

During these four centuries, the Taiwanese territory has been essentially dominated by exogenous or colonial powers, while at the same time being the support of intense ethnic mixing, notably by the influx of migrants from the Chinese mainland. Taiwan's economic and urban development has thus found itself at the interface of Western and Eastern spatial strategies of domination. The Western powers developed port cities as part of a colonial strategy embedded in world trade (Dutch and Spanish colonial trading posts), while the Eastern countries pursued a more continental strategy, either by seeking to isolate Taiwan on the borders of a trans-strait Chinese world (domination of the Qing), or by developing urban networks at a distance from the coasts (Japanese colonial strategy, pursued by the KMT and maintained to the present day).

As a result of this conflicting history, the country's capital, Taipei, experienced a less pronounced process of urban primacy than its East Asian counterparts. This betrays a more balanced urban growth, concentrated however in the western part of the island, along a north-south continental transport axis linking two major port hubs. Taiwan's very rugged topography and its proximity to China have also contributed to the western development of the urban network. With the exception of the Qing (Manchu), all the exogenous powers in Taiwan have relied on the Han ethnic group – according to various strategies in the face of its complex forms –, relegating a large part of the aborigines to the mountainous areas of the East and reducing their rich linguistic and cultural diversity.

While Taiwan's ethnic diversity has been asserted since the advent of a democratic regime, the current urban network retains the legacy of the spatial arrangement of the Japanese colonial space system, while retreating to the northwest of the island as a result of the deindustrialization of the southern port of Kaohsiung. This situation leads us to reexamine the application of the concept of the "developmental state" concept (Johnson, 1982) to the Taiwanese case. The thesis shows that Taiwan met the criteria of a developmental state productivist strategy during the authoritarian period of the KMT, but that this is no longer the case in the democratic era due to the weakening of the economic pilot agency and the relocation of a large part of the Taiwanese industrial apparatus to China.

Keywords

Taiwan - Japanese colonization - KMT - China - Historical GIS - Developmental state

Note sur la romanisation

Cette thèse utilise le système de transcription hanyu pinyin pour les termes généraux. Les patronymes et toponymes sont transcrits selon le système Wade-Giles, par exemple Chiang Kai-shek, Lee Teng-hui, Chen shui-bian.

À l'exception de certains besoins particuliers, tels que les livres publiés en Chine continentale, tous les caractères chinois figurant dans cette thèse sont en chinois traditionnel.

Le caractère de *tai* pour Taiwan, est officiellement écrit comme '臺', mais dans la pratique écrit comme '台'. Dans cette thèse, nous utilisons le caractère de '台', à l'exception de cas particuliers, tels que des titres des livres utilisant '臺'.

Remerciements

Cette année est ma dixième année en France, et comme le dit le proverbe chinois, « dix ans pour aiguiser un sabre » (*shi nian mo yi jian* 十年磨一劍) : j'ai pu réaliser mon rêve de venir en France et d'obtenir mon doctorat. Je n'aurais jamais pu réaliser ce travail doctoral sans le soutien d'un grand nombre de personnes dont la générosité, l'aide et l'intérêt manifesté à l'égard de ma recherche m'ont permis de progresser dans cette phase délicate de « l'apprenti-chercheur ».

En premier lieu, je tiens à remercier ma directrice de thèse, Madame Natacha Aveline-Dubach, pour la confiance qu'elle m'a accordée en acceptant d'encadrer ce travail doctoral, pour ses multiples conseils et pour toutes les heures qu'elle a consacrées à diriger cette recherche. J'aimerais également lui dire à quel point j'ai apprécié sa grande patience et son courage dans la direction d'une étudiante étrangère comme moi. Enfin, j'admire la rigueur avec laquelle elle a dirigé cette thèse. Pour mieux m'encadrer, elle a tout fait pour comprendre Taiwan. Elle en sait plus sur Taiwan que je ne l'aurais jamais cru possible. Je suis très chanceuse d'avoir eu Natacha comme ma directrice.

Je remercie sincèrement Madame France Guérin-Pace, Monsieur Claude Grasland, mes deux directeurs de master à Paris 7 (geographie) et Monsieur Christophe Guilmoto, mon directeur de master à Paris 5 (démographie). Grâce à leur direction et les formations que j'ai reçues, j'ai pu réaliser une thèse de longue haleine à grande échelle qui combine cartographie, évolution de la population et aménagement du territoire.

Je souhaiterais exprimer ma gratitude à Monsieur Jean-Louis Marmond et l'association du Coup De Pouce Université (CPU) qu'il représente comme président. En tant qu'étudiante étrangère, j'ai reçu beaucoup d'aide de l'association et j'ai vraiment ressenti l'esprit de "solidarité" qui est mis en avant en France.

Mes remerciements vont également à Monsieur Gwennaël Graffric, maître de conférences de langue chinoise à Lyon 3 et vice-président de l'Association Francophone d'Etudes Taïwanaises (AFET). Lui-même et l'association, m'ont donné des conciles utiles et experts sur Taiwan. J'ai eu le privilège de participer aux conférences organisées par l'AFET au fil des ans et j'en ai toujours tiré un grand profit.

Je suis infiniment gré à ceux qui ont consacré leur temps et leurs efforts à ma thèse. Mademoiselle Clémentine Bonnet, Monsieur Pierre Jacquier et Monsieur Jean-Louis Marmond ont été très attentifs à la relecture de son contenu. Monsieur Marmond a aidé également au travail de la mise en page. Monsieur Aman Arora et Mademoiselle Yan-kiu Mok, mes deux amis très proches, m'ont apporté leur soutien technique pour les travaux de cartographie. Un grand merci encore à Aman pour tous les travaux de relecture en anglais pendant mon parcours doctorant.

Ma reconnaissance va à ceux qui ont plus particulièrement assuré le soutien affectif de ce travail doctoral : mes parents et ma famille. Ma mère Hsiu-pi Lin, mon père I-chang Liu sont les deux personnes qui m'ont le plus soutenue dans le long parcours du doctorat. À plusieurs reprises, j'ai voulu abandonner et ce sont leurs encouragements constants qui m'ont permis de continuer jusqu'à aujourd'hui. J'ai trouvé auprès de mon mari Yu-chang Wang et de ma fille Annabelle Xi-an Wang les encouragements et la présence affectueuse qui ont fait que mon processus de recherche n'a pas été solitaire.

Liste des abréviations

AIT	*American Institute in Taiwan*
CEPD	Conseil pour la planification et le développement économiques
CIECD	Conseil de coordination économique
CUSA	Conseil de l'aide américaine
DPP	Parti démocrate progressiste
ECFA	*Economic Cooperation Framework Agreement*
EPB	*Economic Planning Boards* (Corée du Sud)
EPC	Conseil de la planification économique
IDB	Bureau du développement industriel
KMT	Parti Nationaliste *Kuomintang*
MITI	*Ministry of International Trade and Industry* (Japon)
NDC	*National Development Council*
NTD	Dollar taiwanais
NTU	Université Nationale de Taiwan
ODM	*Original Design Manufacturer*
OEM	*Original Equipment Manufacturer*
ROC	République de Chine
RPC	République Populaire de Chine
TECRO	*Taipei Economic and Cultural Representative Office*
THSR	*Taiwan High Speed Railway*
TRO	*Taipei Representative Office*
VOC	Compagnie Unie des Indes Orientales
ZFIE	Zones franches industrielles d'exportation

Sommaire

Résumé ..... - 6 -
Mots-clés ..... - 7 -
Summary ..... - 8 -
Keywords ..... - 9 -
Note sur la romanisation ..... - 10 -
Remerciements ..... - 11 -
Liste des abréviations ..... - 13 -
Sommaire ..... - 14 -
Introduction ..... - 16 -
I : LA PLURALITE DES RECITS HISTORIQUES SUR TAIWAN ..... - 34 -
INTRODUCTION ..... - 34 -
1 - LES DIFFERENTS REGARDS SUR L'HISTOIRE DE TAIWAN A TRAVERS LES OUVRAGES GENERAUX ... - 36 -
2 - LA NARRATION DE CHAQUE PERIODE SELON LES SOURCES HISTORIQUES ..... - 45 -
CONCLUSION ..... - 58 -
II : L'ETABLISSEMENT DE COMPTOIRS COLONIAUX (1624-1662) ..... - 59 -
INTRODUCTION ..... - 59 -
1 - TAIWAN, UN SITE STRATEGIQUE A L'ERE DES GRANDES DECOUVERTES ..... - 61 -
2 - LE DEVELOPPEMENT DES VILLES PORTUAIRES ..... - 70 -
CONCLUSION ..... - 78 -
III : LES GOUVERNEMENTS DE TUTELLE CHINOIS (1662-1895) ..... - 79 -
INTRODUCTION ..... - 79 -
1- LA DOMINATION DE TAIWAN PAR LE CLAN ZHENG (1662-1683) ..... - 81 -
2 - TAIWAN SOUS CONTROLE DE LA DYNASTIE QING (1683-1895) ..... - 92 -
CONCLUSION ..... - 109 -
IV : LE REGIME COLONIAL NIPPON (1895-1945) ..... - 111 -
INTRODUCTION ..... - 111 -
1- UN CONTROLE TERRITORIAL « SCIENTIFIQUE » ..... - 112 -
2 - TAIWAN, UN LABORATOIRE D'EXPERIMENTATION URBAINE ..... - 124 -
3 - LA STRATEGIE D'EXPLOITATION COLONIALE ..... - 137 -
CONCLUSION ..... - 163 -
V : LE REGIME AUTORITAIRE DU KMT (1949-1987) ..... - 165 -
INTRODUCTION ..... - 165 -
1 - D'UNE DOMINATION TERRITORIALE A L'AUTRE ..... - 168 -
2 - LE MIRACLE ECONOMIQUE TAIWANAIS ..... - 181 -

3 - TAIWAN EST-IL UN ETAT DEVELOPPEUR ? - 198 -
CONCLUSION - 206 -
VI : LE REGIME DEMOCRATIQUE (1987-2016) - 208 -
INTRODUCTION - 208 -
1 - L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ÉTAT DEVELOPPEUR : DU MIRACLE A LA CRISE - 210 -
2 - RECONFIGURATION SPATIALE DE L'APPAREIL PRODUCTIF NATIONAL - 221 -
CONCLUSION - 232 -
Conclusion - 234 -
Bibliographie - 246 -
Table des figures - 269 -
Table des cartes - 270 -
Table des tableaux - 271 -

Introduction

Peuplé de 23,6 millions d'habitants, Taiwan est un petit archipel[1] de plus d'une centaine d'îles dont la superficie totale, de 36 150 km^2, avoisine celle d'une région française comme le Centre Val de Loire. Son île principale, au cœur de cette thèse, concentre 99% de la superficie nationale et la quasi-totalité de la population. Elle présente un massif montagneux de haute altitude (60 sommets de plus de 3000 mètres) sur la partie orientale du territoire, ce qui se traduit par de fortes densités humaines dans les plaines alluviales de l'ouest. De par son extrême proximité du continent chinois, à distance de seulement 160 km des côtes de la province du Fujian, Taiwan a connu une destinée intimement mêlée à celle de la Chine.

L'histoire de Taiwan remonte à la Préhistoire, vers 30 000 avant JC. Différents groupes proto-Austronésiens en provenance de la baie de Hangzhou s'y installèrent à partir de 4 000 av. J.-C (Blust, 1985; Bellwood, 1991; Li, Tsang, & Hua, 1995; Trejaut, et al., 2014). En marge de ces autochtones, l'île devint un comptoir commercial temporaire pour les marchands chinois et japonais, mais aussi de repaire de pirates. Elle n'attirait pas l'attention des deux empires voisins de Chine et du Japon, qui se contentaient d'envoyer occasionnellement leur marine réprimer les pirates. En 1544, l'île fut remarquée par des marins portugais qui lui donnèrent le nom de Formose (*formosa*, « belle ») sous lequel elle resta connue en Occident jusqu'au XXème siècle. Cependant les Portugais choisirent plutôt en 1553 d'occuper l'île de Macao, plus propice au commerce avec la Chine.

Malgré l'histoire très ancienne de Taiwan, les premières concentrations humaines y sont plutôt récentes, remontant au XVIIème siècle avec l'installation des comptoirs néerlandais. Afin de répondre aux besoins de la construction urbaine et du commerce, ces derniers introduisent de manière planifiée des populations han issues des zones côtières

[1] Le territoire taiwanais est constitué de quatre principaux archipels, tous revendiqués par la Chine : l'île principale au large de laquelle sont associées 21 petites entités insulaires ; l'archipel de Penghu (64 îles), de Kinmen (13 îles) et de Matsu (36 îles).

de Chine, ce qui fut à l'origine d'une série de vagues d'immigration en provenance du continent. Les han chinois remplacèrent alors les Austronésiens comme population majoritaire à partir du XVIIIème siècle.

Cette thèse traite de l'évolution du développement des villes à Taiwan, en lien avec les stratégies économiques des régimes politiques qui se sont succédé sur ce territoire. Elle livre une lecture macro-régionale du processus d'urbanisation depuis ses origines, portant sur une période de quatre siècles.

Si l'histoire urbaine des pays d'Asie du sud-est est bien documentée, celle de Taiwan est demeurée à l'écart de l'historiographie occidentale. Les relations « organiques » de Taiwan avec la Chine et sa domination par une puissance coloniale non occidentale lui ont en effet conféré une trajectoire singulière au sein de l'ensemble régional est-asiatique.

Ainsi que le résume bien Steven E. Phillips : « Depuis les années 1600, Taiwan a été définie comme une petite partie d'autre chose. L'île a abrité des peuples non-han chinois pendant des millénaires, puis est devenue une préfecture de la province chinoise du Fujian en 1684, une province à part entière en 1885, une colonie japonaise en 1895, une province de la République de Chine (ROC) en 1945, la « seule » province de la ROC en 1949 et finalement une nation pratiquement indépendante, qu'elle demeure aujourd'hui[2] » (Phillips, 2003, p. 3).

Tout au long de son histoire, Taiwan s'est en effet singularisé au sein de sa région, rendant difficile tout travail de comparaison avec les pays voisins. Peu de temps après avoir été brièvement sous domination des Pays-Bas à l'ère des Grandes découvertes au

[2] [Traduction depuis l'anglais] *Since the 1600s, Taiwan has been defined as a small part of something else. The island was home to non-han Chinese peoples for millennia, then became a prefecture of China's Fujian Province in 1684, a full-fledged province in 1885, a Japanese colony in 1895, a province of the Republic of China (ROC) in 1945, the "only" province of the ROC in 1949, and eventually a virtually independent nation, which it remains today.*

XVIIème siècle, l'archipel taiwanais a été intégré à la Chine pendant plus de 200 ans, quand la plupart des pays d'Asie orientale passaient sous contrôle des puissances européennes. La domination chinoise n'ayant pas visé d'objectif d'exploitation coloniale, Taiwan figurait à part dans la région, jouissant d'une relative liberté malgré l'isolationnisme pratiqué par les Qing. Le régime colonial nippon qui s'est imposé ensuite présentait en revanche des caractéristiques communes avec celles des pays voisins, par son projet de transformer Taiwan en « appendice agricole » du Japon (Jolly & Chaponnière, 1989) en exerçant la violence au nom d'une mission civilisationnelle (Heé, 2014). Cependant, le processus de réécriture du grand récit taiwanais au cours de la période démocratique a contribué à singulariser le moment colonial japonais, faisant de Taiwan une « colonie modèle » gouvernée selon une approche scientifique.

Ce n'est qu'au cours des trois décennies de l'après-guerre, sous le régime autoritaire de Chiang Kai-shek (蔣介石) (dirigeant du parti *Kuomingtang* ou KMT [國民黨]), que la destinée de Taiwan est apparue convergente avec celle des pays voisins, notamment la Corée du sud, Singapour et Hong Kong. Marquée par des performances exceptionnelles, cette remarquable co-évolution a fait de Taiwan un des quatre « dragons », dont la croissance a été expliquée par un processus d'intégration économique régionale tiré par le Japon (Taillard, 2004; Boyer, Uemura, & Isogai, 2015). Le cas taiwanais a alors été associé à celui des autres « dragons », dans une démarche de décryptage du « miracle asiatique » (World Bank, 1993). Des politistes ont utilisé le concept d' « Etat développeur » pour insister sur le rôle clé des politiques productivistes étatiques dans le pilotage de cette croissance exceptionnelle. Ce concept, défini par Chalmers Johnson (1982) pour le Japon, adapté ensuite à la Corée du Sud (Luedde-Neurath, 1988 ; Amsden, 1989; Woo-Cumings, 1999; Kim K., 2006) et à Singapour (Lim, 1983; Deyo, 1987; Low, 2001; Siddiqui, 2016) a été également appliqué à Taiwan (Gold, 1986; Wade, 1988; White & Wade, 1988).

Cependant, là encore le cas taiwanais interroge : sous le gouvernement de Chiang Kai-shek, Taiwan n'était pas considéré comme un Etat-nation mais comme la province capitale de la République de Chine (ROC, *Zhonghua mingguo* 中華民國), même si cela relevait d'une vision fantasmée — la ROC ayant cessé d'exister sur le continent après la

proclamation de la République Populaire de Chine (RPC, *Zhonghua renmin gongheguo* 中華人民共和國) par Mao Zedong (毛澤東) en 1949. Dès lors, la comparaison avec les autres Etats développeurs pose problème car il est nécessaire d'identifier la période à partir de laquelle Taiwan peut être catégorisée comme « Etat développeur », question qui fera l'objet d'une discussion dans cette thèse.

Par ailleurs, la majorité des pays ont fait le choix de développer des relations diplomatiques avec la Chine (la RPC) à partir des années 1960, au détriment de la ROC qui n'est aujourd'hui reconnue officiellement que par quinze Etats. Si cet isolement diplomatique n'a pas empêché l'économie insulaire de prospérer en développant d'intenses relations commerciales, l'impossible affiliation de Taiwan aux grandes organisations internationales (OCDE, Banque mondiale, etc…) entretient une certaine invisibilité de ce pays dans la littérature occidentale, qu'elle soit grise et académique.

L'ambiguïté de la position de Taiwan rend difficile la construction d'une historiographie insulaire et délicate la définition du « sujet » taiwanais. La construction d'une discipline historique insulaire est tardive. Si l'on doit au gouvernement colonial japonais l'avènement de la science historique comme discipline moderne à Taiwan, celle-ci n'en restait pas moins un élément de l'histoire du Japon impérial. L'arrivée du KMT en 1949 marque une rupture du référentiel historiographique, qui devient l'histoire nationale chinoise. Il faudra attendre les années 1980 pour voir émerger des savoirs historiques proprement insulaires (Morier-Genoud, 2010), de sorte que l'histoire demeure aujourd'hui mal enseignée au lycée (Xue, 2016), souffrant de lectures divergentes du passé ou d'une tendance à l'hyper simplification (Shih C.-w., 1999). Selon un projet de recherche[3] publié en 2004 sur les documents historiques en langue chinoise publiés sur Taiwan entre 1945 et 2000, on recense très peu de livres d'histoire générale en comparaison de la riche histoire dynastique chinoise (Lin & Lee, 2004). Dans les années 2010, la plupart des livres nouvellement publiés sur l'histoire de Taiwan sont des ouvrages illustrés ou des synthèses succinctes (Kang P., 2016). Le seul livre savant sur

[3] Ce projet est financé par le gouvernement démocratique du DPP en 2004.

l'histoire générale de Taiwan reconnu dans le milieu universitaire est « l'Histoire illustrée de Taiwan (*Taiwan lishi tushuo* 臺灣歷史圖說)» de Chou Wen-yao (周婉窈), publié en 1997 puis réédité en 2009 et en 2016. Pourtant, son contenu est relativement concis. A ce jour, aucun compte-rendu complet et savant de l'histoire insulaire n'a donc été encore produit (Wang E. Q.-j., 2002; Lin & Lee, 2004).

Ces difficultés résultent, certes, de l'imposition de référentiels historiographiques extérieurs à Taiwan mais également — et cela est lié — de la construction tardive d'une identité insulaire taiwanaise. Celle-ci a été freinée par les brassages ethniques provoqués par les flux d'immigrants issus du continent et leur intégration au sein d'un peuple autochtone multiethnique.

La population taiwanaise comprend aujourd'hui 97% de Chinois de l'ethnie han qui descendent d'immigrants venus par vagues successives de Chine continentale (Hakka Affairs Council (ROC), 2016). Bien que seuls les peuples dits 'aborigènes' puissent être qualifiés de Taiwanais de souche, ils ont longtemps été tenus à l'écart des han chinois par les politiques d'aménagement du territoire en raison de leur faible taille démographique et du mépris dont ils ont fait l'objet. La domination coloniale japonaise a contribué à forger une identité insulaire, taiwanaise, des immigrants han et de leurs descendants. Cependant, l'irruption de Chiang Kai-shek et de ses troupes en 1949 à Taiwan a déclenché une nouvelle vague d'immigrants du continent, qui s'est poursuivie sous le nouveau régime de la République de Chine à Taiwan. Ces immigrants, dits « continentaux » (*waixing ren* 外省人 ou *dalu ren* 大陸人), littéralement « gens des provinces extérieures » et « gens du continent », la seconde appellation étant devenue plus courante depuis l'autonomisation de Taiwan, conservaient un fort attachement à leur pays d'origine, et se distinguaient des han insulaires (*Taiwan ren* 台灣人) ou « Taiwanais ». Au fil du temps, lorsque la reconquête de la Chine par Chiang Kai-shek s'est avérée impossible, et que la deuxième génération d'immigrants continentaux a émergé, la différence entre les deux groupes s'est progressivement estompée, faisant émerger un sentiment pluriel d'identification nationale (Corcuff, 2000). Si la vie politique taiwanaise reste rythmée par une alternance entre le KMT, favorable au rapprochement avec la Chine, et le DPP (le Parti

Démocrate Progressiste, *minzhu jinbu dang* 民主進步黨 / 民進黨) qui prône l'indépendance, ces choix politiques ne recoupent pas l'appartenance d'origine des han mais plutôt les relations économiques avec la Chine et les réalités géostratégiques de la région.

Problématique de la thèse

Cette thèse s'inscrit dans ce contexte historique complexe pour explorer l'évolution des stratégies macroéconomiques et industrielles menées par les régimes politiques successifs, les stratégies d'aménagement régional et urbain qui les accompagnent et les dispositifs macro-régionaux qui en résultent. Nous formulons ici trois grandes hypothèses :

H1. L'organisation spatiale du territoire et les hiérarchies du système urbain se reconfigurent à chaque mode de gouvernement, de façon plus ou moins marquée.

Dans le cadre de cette hypothèse, nous analysons la stratégie productiviste de l'Etat taiwanais pour savoir quand quelle mesure et à quelle époque la qualification d'« Etat développeur » est pertinente au regard des stratégies économiques et d'aménagement régional.

H2. La stratégie spatiale de la colonisation japonaise diffère de celles des autres puissances coloniales (occidentales) en Asie orientale.

Le Japon a suivi une stratégie spatiale commune aux trois colonies qu'il contrôlait (Taiwan, la Corée et la région de Mandchourie) : construction d'un chemin de fer continental associé à la création d'un port à des fins d'exportation. A partir de ce constat, nous analysons les raisons de cette stratégie à Taiwan et nous en étudions les effets sur la configuration des réseaux urbains.

H3. La structure ethnique des populations a joué un rôle fondamental dans la configuration de ces dispositifs macro-régionaux.

Sur ce minuscule territoire co-existent des aborigènes répartis en neuf ethnies selon les études japonaises (et seize aujourd'hui sous la poursuite des études japonaises par le gouvernement démocratique) et des han issus de différentes vagues de migration. Les différents gouvernements ont mené des politiques distinctes à l'égard ces diverses ethnies (y compris, et de façon manifeste, au sein de l'ethnie han), s'appuyant sur les unes pour affaiblir les autres dans le but d'assurer une stabilité politique espérée. Cela a eu des conséquences sur les structures de peuplement dans l'espace national, lesquels offrent une clé de lecture indispensable à la compréhension des déséquilibres territoriaux de l'île.

Méthodologie

Pour mener à bien cette recherche, nous avons combiné l'approche historique avec des techniques cartographiques appliquées à des données démographiques et économiques.

Ayant obtenu un premier master en sciences politiques à l'Université Nationale de Taiwan, puis un deuxième master en démographie à Paris 5 (Population et Développement à Paris 5), complété par un troisième master en cartographie (Géoprisme à Paris 7), l'auteure a pu mobiliser ces compétences pour opérer des traitements cartographiques permettant de visualiser les transformations à grande échelle des réseaux urbains et des structures ethniques de peuplement au cours de cette longue période de quatre siècles. Cependant, cette thèse a fait face à de deux grands défis pour satisfaire à l'exigence de neutralité scientifique : le défi d'une pluralité d'historiographies sur l'histoire de Taiwan, et celui de la représentation spatiale des processus historiques.

La pluralité des historiographies sur l'histoire de Taiwan

En raison du contexte historique particulier de Taiwan, territoire soumis à diverses puissances exogènes, il n'a pas été simple de procéder au découpage des périodes historiques et à leur caractérisation. Les grands récits historiques de Taiwan sont fondés sur l'idéologie des régimes politiques qui se sont succédés dans l'île (Wang E. Q.-j., 2002; Cheng W.-c., 2014; Wu M.-c., 2014). Ils relèvent de quatre principales historiographies : historiographie coloniale occidentale, coloniale japonaise, nationaliste chinoise du KMT, et, plus récemment, insulaire taiwanaise (Chang L.-c., 2009). Aborder l'histoire de Taiwan selon une démarche scientifique oblige donc à analyser les corpus historiques et en décrypter les sous-jacents idéologiques. Un tel travail a été nécessaire dans le cadre de cette thèse pour délimiter les périodes historiques par lesquelles aborder l'histoire des villes. Il est rendu compte de ce travail dans le chapitre 1.

Le découpage de certaines périodes ne nous semble ne pas présenter d'ambiguïté. C'est le cas de l'occupation hollandaise (et espagnole) d'une part (1624-1662), et de la colonisation japonaise d'autre part (1895-1945), qui relèvent clairement de stratégies d'exploitation coloniale et dont les bornes temporelles sont bien identifiées. La caractérisation de ces périodes est en revanche sujette à controverses. S'agissant de la période néerlandaise, la plupart des auteurs officiels du KMT utilisent le mot « invasion » (Guo, 1954; Sen, Wang, & Kao, 1977; Lin H.-x., 1973; Gao, 1977; Song, 1980), tandis que les autres historiens n'ont pas de position claire. Certains la définissent comme une période de domination coloniale (Su X., 1993; Chen B.-s., 1993; Xie & Furuno, 1995; Hsu, 1996; Su B. , 2014), d'autres se contentent de l'appellation neutre « d'époque néerlandaise » (Ong, 2018; Xue, 1999) ou « d'époque des Grandes Découvertes » dans des manuels (Chen, Wen, Dai, & Wu, 1996; Huang, Chang, & Wu, 1997). Cette seconde approche a eu tendance à se généraliser avec la démocratisation du régime insulaire. Nous pensons quant à nous qu'il importe de souligner la nature coloniale de cette occupation occidentale, dont les objectifs (implanter des comptoirs comme relais commerciaux en Asie orientale) ne diffèrent en rien de ceux des autres régimes d'Asie du sud-est à la même époque. C'est pourquoi ce moment a été nommé ici « période des comptoirs coloniaux ».

En ce qui concerne la seconde phase de domination coloniale à Taiwan sous contrôle japonais, le KMT la qualifie par décret exécutif depuis 1951 « d'époque de l'invasion » (*riju shiqi* 日據時期) (Guo, 1954; Sen, Wang, & Kao, 1977; Gao, 1977; Song, 1980; Su X., 1993; Ong, 2018), tandis que les travaux récents des historiens taiwanais tendent au contraire à en euphémiser la mémoire, au point que le terme de « colonial » (Chen B.-s., 1993; Lin Z.-f., 1994; Hsu, 1996; Huang, Chang, & Wu, 1997; Lee & Liu, 1998; Xue, 1999; Su B., 2014) ou même seulement le sens de « domination » (Lin H.-x. , 1973; Chen D.-s., 1992; Lin Z.-f., 1994; Itô, 1994; Chen, Wen, Dai, & Wu, 1996; Chou W.-y., 2016) est le plus souvent occulté. Il faut noter que ces auteurs s'appuient principalement sur l'historiographie coloniale japonaise, et que celle du KMT n'a livré que très peu de sources sur cette période, son histoire étant celle de la Chine nationaliste (cf. Chapitre I, Tableau 10). Pour notre part, nous considérons avec Nadin Heé (2014) que la nature coloniale de l'occupation japonaise ne présente pas d'ambiguïté, d'où la dénomination de cette période « coloniale nipponne ».

Plus difficiles à définir sont les périodes de domination par des gouvernements issus du continent chinois. On distingue deux grandes périodes :

- L'intervalle de deux siècles (1663-1895) entre les deux épisodes coloniaux cités plus haut, au cours duquel deux types de gouvernements se sont succédés : celui du clan Zheng, appartenant à l'ethnie han et loyaliste de la dynastie Ming en Chine (1644-1683) (cf. Chapitre III, Tableau 12) et celui des mandchous Qing, dynastie régnante sur le continent, qui finira par annexer Taiwan à la Chine. Bien que ces gouvernements aient poursuivi des objectifs différents, l'historiographie nationaliste du KMT les associe en les présentant comme une restauration du pouvoir continental à Taiwan. En revanche, l'historiographie insulaire considère le gouvernement Zheng comme le premier pouvoir indépendant de Taiwan, tandis qu'il met l'accent sur la nature exogène du pouvoir des Qing (*Qing ling* 清領, « occupation Qing »). Cependant, dans la mesure où Taiwan était considérée comme un territoire des confins du monde chinois par ces deux gouvernements, dont les objectifs étaient sécuritaires plutôt que coloniaux, nous avons pris le parti de les rassembler en une seule période que nous avons nommé « période de tutelle

chinoise », tout en étant consciente que cette appellation trahit une vision insulaire de l'histoire taiwanaise.

- Le long pas de temps qui s'étale de l'irruption du KMT à Taiwan jusqu'à nos jours, au cours duquel se sont succédés un régime autoritaire et un régime démocratique. La frontière temporelle entre ces deux régimes fait débat. Doit-on faire remonter à 1945 l'année l'accession du KMT au pouvoir, lorsque le Japon a été vaincu et a rendu Taiwan au gouvernement chinois (c'est-à -dire au KMT qui était alors au pouvoir) ? Ou bien en 1949, lorsque le KMT a perdu sa souveraineté sur la Chine et s'est réfugié à Taiwan ? Le KMT revendique son pouvoir à Taiwan depuis 1945. Cependant, pour d'autres historiens, ce parti exogène n'a aucune légitimité à dominer Taiwan ; ils considèrent 1949 comme la date d'accession au pouvoir du KMT. De même, en quelle année devrait-on définir la fin de cette période ? Si l'on retient l'exercice officiel du pouvoir par le KMT, ce parti a cessé de diriger Taiwan en 2000 au terme d'une autorité ininterrompue de 50 ans. En revanche, si l'on prend en compte le régime politique, la levée de la loi martiale en 1987 marque la fin de la période autoritaire, même si le KMT conserve ensuite le pouvoir dans le cadre d'un régime démocratique.

Nous avons considéré pour notre part que la période autoritaire du KMT a démarré en 1945 et qu'elle s'est achevée avec la levée de la loi martiale en 1987.

La période démocratique qui lui succède est traitée dans cette thèse jusqu'à l'année 2016. Au cours de cette période ont eu lieu quatre élections directes ayant porté deux présidents au pouvoir. Les partis du DPP et du KMT ont chacun remporté deux mandats : 2000-2004 et 2004-2008 pour le DPP, 2008-2012 et 2012-2016 pour le KMT. De 2016 à 2020, puis de 2020 à 2024, le DPP est de nouveau retourné aux affaires. Le système démocratique de Taiwan montre donc une certaine régularité dans l'alternance des partis.

Le biais d'interprétations liées à l'expérience de l'auteure

Dans la recherche en sciences sociales, il apparaît essentiel d'interroger la position inévitablement subjective du chercheur, au-delà de la mobilisation de statistiques ou d'analyses graphiques permettant d'appuyer la crédibilité scientifique de la thèse. La disposition des chapitres de cette thèse se base ainsi autant sur la chronologie exposée ci-dessus, que sur une démarche subjective personnelle. Le vocabulaire employé pour qualifier chaque période repose sur mes propres interprétations de faits objectifs.

Venons-en aux préjugés auxquels l'auteure a pu difficilement se soustraire. En tant que Taiwanaise d'origine han née à la fin de la période autoritaire du KMT, sa vision de l'histoire de Taiwan a subi de grands changements. Pendant ses années d'études, elle a été exposée au point de vue totalement sino-centré de l'approche historique et géographique du KMT. Elle a ainsi été éduquée avec l'idée que la culture taiwanaise est héritière d'une civilisation de plus de 5 000 ans ; que ce pays est le deuxième plus spacieux du monde après l'Union Soviétique ; qu'il a connu une guerre de résistance contre le Japon ; que les Japonais sont des ennemis. Après cela, elle a été soumise au choc cognitif amené par la période démocratique. De nombreuses déclarations anti-KMT et antiautoritaires se sont fait jour grâce aux élections et sont devenues la voix dominante à Taiwan. Dans un tel contexte, elle doit avouer qu'il s'est difficile d'être totalement neutre ! Cependant, elle s'est efforcée de suivre autant que possible une démarche scientifique. Sa directrice s'a souvent alertée sur ses biais d'interprétation, concernant notamment un regard trop positif à l'égard de l'Etat colonial japonais.

Le défi des représentations spatiales des processus historiques

L'approche scientifique nécessite l'usage de méthodes permettant de saisir les sources historiques dans leur dimension spatiale. Nous sommes aidés pour cela par les progrès de la technologie des systèmes d'information géographique (SIG), et par le programme de collecte numérique des études taiwanaises que le gouvernement démocratique a commencé à promouvoir après 2000.

Cette étude relève donc d'une approche de géographie historique, permise par le Système Informatique de Géographe (SIG), nommé « SIG historique » (Gregory & Healey, 2007; Fan & Liao, 2008). A partir d'une méthode qui associe la lecture de corpus historiques avec la confection de cartes basées sur des statistiques, par la cartographie, je tente de présenter visuellement le dispositif spatial du développement économique et urbain de Taiwan à différentes périodes. De cette façon, nous pouvons observer les spatialités des stratégies politiques et économiques des gouvernements de chaque époque.

Avant l'avènement de la technologie de SIG, la dimension spatiale a longtemps été négligée par les études historiques. Définie par Marc Bloch de l'Ecole des Annales, l'histoire est connue comme la « science des hommes dans le temps » (Bloch, 1952, p. 4). Auparavant, le temps n'était pas un critère de recherche en géographie. Richard Hartshorne, géographe américain, écrit : « Alors que les études historiques considèrent des sections temporelles de la réalité, les études chorographiques considèrent des sections spatiales ; la géographie, en particulier, étudie les sections spatiales de la surface de la terre, du monde » (Hartshorne, 1939, p. 184). C'est la raison pour laquelle la « géographie historique » n'a pas eu d'orientation thématique claire ni de méthodes de recherche correspondantes dans le passé (Johnston, 1983).

Depuis la fin des années 1990, le SIG est devenu un outil de recherche important en géographie historique (Lee & Gu, 2014). Le mot clé de cette technologie est la géolocalisation. Par ce fait, le SIG est un domaine technologique qui intègre des

caractéristiques géographiques, sous forme de points, de lignes, de polygones ou de cellules de grille, à des données d'attributs, sous forme de base de données conventionnelle, afin de cartographier, d'analyser et d'évaluer des problèmes du monde réel. Cette structure permet de répondre aux questions non seulement sur les caractéristiques de la base de données, mais aussi sur leur emplacement. C'est ce qui rend le SIG unique (Gregory & Healey, 2007). Parmi les nombreux outils de SIG disponibles aujourd'hui, nous avons utilisé un logiciel en open source pour la cartographie appelé QGIS.

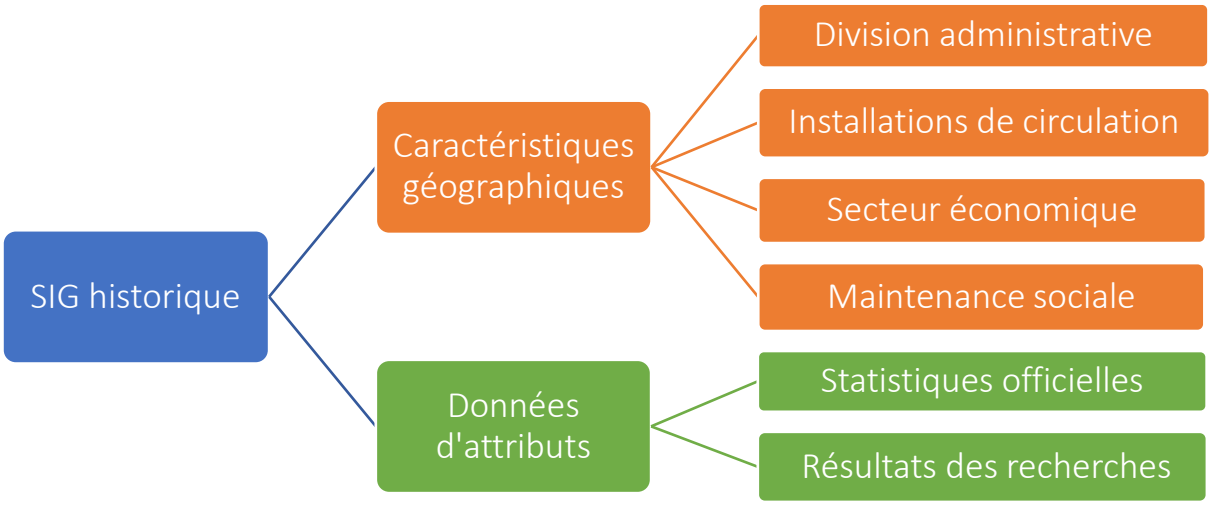


Figure 1 : Utilisation du SIG historique

SOURCE : L'AUTEURE

La figure 1 montre les deux conditions de base de la recherche en SIG historique et leurs applications de cette étude. Dans les caractéristiques géographiques, le principal travail est l'établissement de cartes numériques ; dans les données d'attributs, c'est l'établissement de la base de données selon les unités géographiques ou les coordonnées. Cependant, ces deux conditions indispensables doivent nécessiter beaucoup de main-d'œuvre et de temps, il est impossible de compter sur l'œuvre d'un seul individu ! Heureusement, dans le but de promouvoir la « taiwanisation », le Programme National d'Archives Numériques de Taiwan (*Taiwan shuwei diancang jihua* 台灣數位典藏計畫) répond aux besoins de recherche du SIG historique. Lancé par le gouvernement démocratique depuis 1998, ce programme comprend deux parties : le Programme de

Musée numérique (*shuwei bowuguan jihua* 數位博物館計畫) de 1998 à 2001 et le Programme des Collections Numériques Nationales (*guojia shuwei diancang ji hua* 國家數位典藏計畫) de 2001 à 2011 (Liao, 2008). Les cartes numériques et les bases de données connexes de ces projets nationaux sont obtenues pour étudier l'histoire de Taiwan de manière spatiale et synthétique.

Le site web « *Taiwan History and Culture in Time and Space* » (THCTS, *Taiwan lishi wenhua ditu* 臺灣歷史文化地圖) (http://thcts.ascc.net/), mis en place par l'Academia Sinica en 2003, fournit toutes les cartes numériques nécessaires à cette thèse. La carte du fort de Taiwan (*Taiwan bao tú* 臺灣堡圖) (1904) à l'échelle 1/20 000° et la carte topographique de Taiwan (*Taiwan dixing tu* 臺灣地形圖) (1921) à l'échelle 1/25 000° sont les deux cartes spatiales numériques de base pour travailler sur la période de colonisation japonaise. Une carte de base moderne datant de l'époque démocratique est ajoutée en plus comme référence (Liao, 2008). Grâce à la recherche documentaire, les descriptions textuelles sont traduites en géographie afin de fournir une variété de cartes thématiques de la période néerlandaise à nos jours. Certaines caractéristiques géographiques telles que les divisions administratives historiques, les dispositions en matière de transport, l'organisation et le développement industriel peuvent être visualisées et analysées dans notre étude.

Notre base de données concerne principalement deux aspects : des matériaux et documents historiques sélectionnés, et des statistiques officielles de la période japonaise. Le site web « *Taiwan Database for Empirical Legal Studies* » (TaDELS, *Taiwan fa shizheng yanjiu ziliaoku* 臺灣法實證研究資料庫) (http://tcsd.lib.ntu.edu.tw/), créé par l'Université Nationale de Taiwan en 2008, propose toutes les statistiques officielles du Gouverneur général de Taiwan sous la colonisation nippone. Ce projet archive 681 ouvrages officiels au cours de la période japonaise dont 194 075 enregistrements statistiques sont numérisés. Un total de 29 domaines complets sont enregistrés sous forme de PDF: travaux publics, terrains, industrie, ménages, industrie de l'eau, justice, statistiques de la criminalité, PIB, trafic, affaires militaires, documents officiels, forêts, temple et religion, services sociaux, météorologie, finances publiques, affaires et

commerce, monopole, éducation, politique autochtone, économie et industrie, agriculture, associations, industrie des pêches, santé, industrie sucrière, police, mines et autres. Cette base statistique est principalement dérivée de l'enquête foncière, qui a commencé en 1898 et du recensement, qui a commencé en 1905 (TaDELS, 2008).

L'importance du facteur spatial pour l'étude de l'histoire

Après avoir obtenu la carte numérique et la base de données correspondante, nous pouvons enfin construire l'histoire de la croissance urbaine de Taiwan dans une perspective spatiale. Utiliser le SIG historique comme méthode de recherche permet non seulement de faire une étude plus neutre et objective de Taiwan, mais aussi de produire différentes interprétations des points de vue historiques existants. Par exemple, considérer la souveraineté de Taiwan du point de vue du temps (l'histoire) et de l'espace (la géographie) conduit à des conclusions différentes. Du point de vue du temps, les différents régimes politiques sont considérés comme ayant été les acteurs principaux de l'histoire de Taiwan. En l'absence d'espace, ces régimes sont facilement perçus comme ayant la pleine souveraineté sur Taiwan. Si des observations de l'espace sont ajoutées, on constate qu'aucun régime n'a eu de souveraineté sur l'ensemble du territoire taiwanais avant la colonisation japonaise.

La division des régions administratives peut être considérée comme une démonstration de la puissance du régime dans l'espace, c'est-à-dire de sa souveraineté réelle sur le territoire revendiqué. Les régimes néerlandais et espagnol ne détiennent chacun qu'une très petite partie du territoire qui sont devenues des villes. Sous la dynastie Qing, pendant près de deux cents ans, le gouvernement impérial a défini neuf fois les divisions administratives de Taiwan mais il n'a contrôlé qu'un tiers du territoire de Taiwan. Près des deux tiers de la partie orientale de Taiwan étaient inoccupés. Même lors de la dernière division, la partie centrale montagneuse de l'île est restée inoccupée. Pendant les cinquante ans de la période coloniale nippone, l'Etat colonial a conduit dix fois des divisions administratives. Ce n'est qu'à partir de la neuvième division administrative, après 1920, que l'île de Taiwan a été entièrement contrôlée par le Japon.

À l'époque démocratique, des chercheurs taiwanais se sont opposés à un découpage de l'histoire de Taiwan par une chronologie des régimes politiques. Ils considèrent que Taiwan doit être considéré comme une unité complète d'espace géographique pour étudier les groupes ethniques de l'archipel à différentes périodes (les autochtones et les han) (Cheng C.-r., 1983; Tsao, 1996; Shih C.-w., 1999 ; Chou W.-y. , 2016). Chou (2016) adopte cette idée dans son ouvrage, « *Nouvelle histoire illustrée de Taiwan* ». Il évite de caractériser les différents régimes politiques et tente de minimiser leurs rôles dans l'histoire de Taiwan (cf. Chapitre I, Tableau 4). Toutefois, l'influence des différents régimes politiques sur l'histoire de Taiwan ne peut être ignorée, elle reste l'axe principal du contenu dans son ouvrage.

Par conséquent, la non prise en compte de la dimension spatiale dans les études historiques de Taiwan entraîne une mécompréhension des faits. De même, sans l'axe historique construit par les régimes politiques, l'approche spatiale ne peut pas tout expliquer. L'objectif de cette étude est d'explorer l'influence des différents régimes politiques sur le développement économique et l'expansion urbaine de Taiwan, et d'ajouter la dimension spatiale à l'analyse.

Plan de la thèse

La thèse est organisée en six chapitres. Le premier chapitre présente des différents points de vue sur l'histoire de Taiwan en lien avec leurs sous-jacents idéologiques. Les différentes versions de la table des matières de l'histoire générale de Taiwan sont comparées, en énumérant autant que possible tous les ouvrages pertinents et en les passant en revue selon les points de vue qu'ils représentent. Ce travail aide à examiner avec plus d'objectivité la littérature applicable à cette thèse.

Le chapitre II situe Taiwan au sein de l'histoire des Grandes Découvertes. Il souligne le rôle de l'île principale comme comptoir colonial et aborde la stratégie maritime des Hollandais et des Espagnols à Taiwan. La discussion porte sur le rôle de Taiwan dans le commerce international et sur la manière dont les deux puissances

opèrent à Taiwan. Ce chapitre explique pourquoi le développement portuaire à Taiwan est moins prononcé que dans les autres villes d'Asie orientale et n'est guère abordé dans la littérature occidentale.

Dans le chapitre III, nous abordons la succession des gouvernements du clan Zheng et de la dynastie Qing. Le premier, en tant que régime han temporaire, poursuit des objectifs similaires à ceux des pays coloniaux occidentaux en s'inscrivant dans le commerce maritime mondial, mais n'institue pas un régime colonial à Taiwan. Pendant les deux siècles suivants, Taiwan est considérée comme un territoire frontalier par la dynastie Qing et subit une politique isolationniste. Pendant cette période, la migration des han augmente considérablement, et les Qing manchous équilibrent le pouvoir croissant des han en accordant la propriété foncière aux autochtones. La dynastie Qing met en œuvre sa stratégie continentale en limitant le développement des villes portuaires et en créant des cités administratives intérieures. Ce chapitre se concentre sur la transformation du développement urbain de Taiwan, de la stratégie maritime (le développement des villes portuaires) à la stratégie continentale (la création de cités intérieures) ayant été impactées par l'intervention directe de l'État.

Le chapitre IV, portant sur le régime colonial nippon, examine les particularités de ce régime en termes de stratégie spatiale de développement. Le gouvernement d'occupation colonial japonais adopte une politique d'assimilation et différencie les han et les aborigènes de manière plus nuancée en fonction de leurs zones et dialectes d'origine. Ce chapitre s'intéresse à la différence entre le développement urbain tel qu'il a été engagé en suivant la stratégie continentale du Japon envers Taiwan et celui mené par la stratégie maritime des pays occidentaux envers les pays coloniaux d'Asie du Sud-Est par la macrocéphalie urbaine.

Dans le chapitre V, nous abordons la façon dont le KMT a imposé l'idéologie d'une identité chinoise à la population insulaire qui était japonaise depuis 50 ans. L'afflux d'une masse d'immigrants issus du continent a provoqué d'intenses conflits ethniques sur l'île. Au niveau de l'aménagement du territoire, le KMT a poursuivi la disposition spatiale

continentale héritée du Japon, tout en développant des zones industrielles destinées à l'exportation. Ce chapitre discute de la nature particulière de l' « Etat développeur » à Taiwan en analysant les politiques industrielles mises en œuvre par le KMT.

Dans le chapitre VI, nous mettons en évidence la complexité des relations sino-taiwanaises, en tension entre la tentation séparatiste taiwanaise et les étroites relations économiques transdétroit. L'émergence de la conscience taiwanaise incite les différents groupes ethniques de l'île à se réconcilier progressivement et à rechercher une identité unique. Le gouvernement démocratique fait face à la délocalisation de l'industrie taiwanaise vers la Chine en renforçant la répartition spatiale des stratégies continentales et en développant des zones industrielles. Ce chapitre traite des difficultés rencontrées par le modèle économique de « l'Etat développeur » taiwanais dans le cadre d'un régime démocratique.

I : La pluralité des récits historiques sur Taiwan

Introduction

Du fait de sa position aux confins du monde chinois, exposée aux appétits coloniaux occidentaux et japonais, Taiwan a connu une histoire toute en ruptures, dont le récit diffère considérablement selon l'origine du narrateur (Wang E. Q.-j., 2002 ; Chang L.-c., 2009 ; Wu M.-c., 2014; Cheng W.-c., 2014). Il est possible d'identifier quatre principales historiographies de Taiwan: l'historiographie coloniale japonaise, qui témoigne d'une démarche scientifique d'observation de l'île sous toutes ses dimensions (composition ethnique, cultures et pratiques quotidiennes …) dans le but de dominer l'intégralité du territoire et d'en exploiter les ressources; l'historiographie nationale chinoise, qui a toujours considéré Taiwan – et la considère encore – comme une province frontalière de Chine, et qui n'a en conséquence pas livré de récit propre au territoire taiwanais; l'historiographie occidentale, qui a surtout découvert Taiwan grâce à son miracle économique, les puissances coloniales européennes ayant été tenues à distance de l'île; enfin, l'historiographie indigène taiwanaise qui s'est construite sous le régime autoritaire du KMT, qui présente une histoire victimisante de Taiwan avant d'explorer la complexité de son identité sous le régime démocratique.

En tenant compte de ces points de vue divergents, nous examinerons dans ce chapitre la qualité et la fiabilité des matériaux et documents historiques existants afin de saisir les enjeux politiques et géopolitiques des grands récits historiques de Taiwan. Nous présenterons d'abord les ouvrages généraux, qui ont permis de découper les périodes historiques de l'île, puis nous analyserons la manière dont les différents corpus historiques rendent compte de chacune de ces périodes. Nous disposons de sept ouvrages généraux sur l'histoire de Taiwan (Tableau de 1 à 7), qui, de par leurs différentes sources, reflètent les points de vue variés des historiographies citées plus haut. Nous avons différencié par un codage en couleur les différents corpus historiques dans les tableaux 8 à 11 : en rouge pour l'historiographie japonaise, en bleu pour la chinoise, en jaune pour

l'occidentale et en vert pour la taiwanaise. Nous avons également marqué en gras les (rares) travaux des chercheurs français sur Taiwan.

Il faut mentionner ici deux limites auxquelles nous avons été confrontés. La première est liée à la capacité linguistique de l'auteure : elle ne peut rendre compte que des travaux écrits en chinois, anglais et français et elle est tributaire de traductions dans ces langues pour les ouvrages originaux en japonais et en néerlandais. En second lieu, ce chapitre ne se réfère qu'aux ouvrages généraux et ne prend pas en compte les articles de revues scientifiques, ce pour deux raisons : d'une part parce que les ouvrages offrent un contenu historique plus vaste que les articles et tiennent lieu de référence non seulement dans les milieux académiques mais également dans d'autres cercles, d'autre part parce que c'est un type de support qui reste encore largement privilégié par les historiens, alors que d'autres disciplines se tournent plutôt vers les articles de revues évalués par les pairs. Le choix de ne présenter que des ouvrages comporte cependant un biais important depuis l'époque démocratique, car les historiens travaillant sur Taiwan ont de plus en plus tendance à publier dans des revues.

Dernière remarque : ce chapitre ne traite pas des livres sur l'histoire de Taiwan publiés en Chine continentale (sauf dans le cas particulier du livre de Xu Zhuo-yun [許倬雲]). Si ceux-ci ne présentent pas d'obstacle linguistique, leur interprétation très biaisée et faiblement documentée de l'histoire taiwanaise les rend impraticables. A cet égard, leur approche converge avec celle du KMT, comme il est possible de constater dans le tableau 7.

1 - Les différents regards sur l'histoire de Taiwan à travers les ouvrages généraux

1.1 - La période coloniale nippone

Inō Kanori (*Yineng jiaju* 伊能嘉矩), un expert japonais sur les peuples autochtones de Taiwan, a publié en 1899 une histoire générale de Taiwan : « La place de Taiwan dans le monde » (*sekqi ni okeru Taizwn no ichi* 世界に於ける臺灣の位置). Ce livre montre comment les Japonais interprétèrent l'histoire de Taiwan (Tableau 1). Dans cet ouvrage, Kanori brosse un tableau complet des pouvoirs politiques à Taiwan, de la préhistoire à la période précédant la domination japonaise. Il utilise des termes neutres pour décrire ces régimes en se concentrant sur l'administration Qing de Taiwan (Ch7-11). C'est la seule histoire générale de Taiwan que nous puissions trouver écrite par un auteur japonais.

Inō Kanori (1899), « La place de Taiwan dans le monde »

1	La position de Taiwan dans le monde	世界中台灣的位置
2	La découverte de Taiwan	台灣最初被世界所知的時期
3	Le changement de toponyme de Taiwan	關於台灣地理稱呼的變遷
4	**Taiwan comme base néerlandaise**	**作為荷蘭根據地的台灣**
5	**Les Espagnols à Taiwan**	**在台灣的西班牙人**
6	**Taiwan, fondation des Zheng**	**台灣，鄭氏的基地**
7	**La prise de Taiwan par la dynastie Qing**	**清朝對台灣的佔領**
8	**La gestion de Taiwan par le gouvernement Qing**	**清政府的台灣經營**
9	Le problème de la région sauvage de Taiwan	台灣蕃地領域的問題
10	Le gouverneur de Taiwan, Liu Mingchuan.	台灣巡撫劉銘傳
11	La fin de la domination de Taiwan par les Qing	台灣做為清朝領土的末期
12	La position de Taiwan dans le monde aujourd'hui	台灣在當今世界上的位置

Tableau 1 : Histoire de Taiwan rapportée par un historien japonais de l'époque coloniale nipponne

SOURCE : INO, 2017, PP. 23-24

1.2 - La période autoritaire

À l'époque autoritaire du KMT, deux points de vue antagonistes sont présentés : celui du KMT et ses opposants, les Taiwanais de souche. La publication d'ouvrages historiques taiwanais devient un outil pour façonner l'identité politique. De nombreux livres historiques sont publiés durant cette période, mais ils sont souvent biaisés dans leurs opinions, voire déviants dans leur compte rendu des faits réels (Shih C.-w., 1999).

La vision historique du KMT place l'évolution de Taiwan dans le cadre de l'histoire de la grande Chine. L'ouvrage de Guo Tin-yi (郭廷以) professeur d'histoire venu à Taiwan avec le gouvernement du KMT en 1949, « Un aperçu de l'histoire de Taiwan » (*Taiwan shishi gaishuo* 臺灣史事概說), est représentatif de cette approche (Tableau 2). Il présente les périodes de domination des puissances étrangères au monde chinois (les Pays-Bas et le Japon) sous la forme d'une 'chute' (*lunxian* 淪陷) de Taiwan (Ch2 & Ch8). En revanche, les périodes sous les Zheng et le KMT sont appelées 'restauration' (Ch3 & Ch8). L'époque des Qing est décrite comme une contribution au développement de Taiwan (Ch4). De plus, on constate un déséquilibre dans la place occupée par les différents chapitres. Celui concernant la dynastie des Qing constitue la plus grande partie de l'ouvrage (Ch4-7), tandis que la période d'occupation japonaise est ignorée et remplacée par celle du KMT (Ch8).

Guo, Tin-yi (1954) « Un aperçu de l'histoire de Taiwan »

1	La phase initiale	早期經營
2	**L'invasion hollandaise et la première chute de Taiwan**	**荷蘭侵入與臺灣之初次淪陷**
3	**La première restauration**	**初次光復**
4	Les réalisations du développement	開發之成就
5	La révolution nationale	民族革命
6	L'invasion des puissances étrangères et la crise de Taiwan	列強侵擾與臺灣之危機
7	Avant et après l'obtention du statut de province (de Chine)	建省前後
8	**Chuter à nouveau, puis remonter**	**再度淪陷與再度光復**

Tableau 2 : Histoire de Taiwan racontée par le KMT à l'époque autoritaire

SOURCE : GUO, 1954

Tout autre est la vision insulaire s'opposant au KMT, qui a été écrite selon un point de vue de peuple colonisé et qui a mis l'accent sur les actions de la résistance populaire. Ces ouvrages écrits par des Taiwanais ont pour la plupart été publiés initialement en japonais (au Japon) tandis que la version chinoise n'a été publiée qu'à l'ère démocratique. Deux ouvrages représentatifs de cette époque sont « Quatre cents ans d'histoire Taiwanaise » (*Taiwanren sibai nian shi* 台灣人四百年史) de Su Beng (*Shih Ming* 史明) (2014) et « Taiwan : une histoire d'agonies » (*Taiwan, kumen de lishi* 台灣，苦悶的歷史) d'Ong Iok-tek (*Wang Yu-teh* 王育德) (2018) [4]. Le premier livre a d'abord été publié en japonais en 1962, puis en chinois dans les années 1980 pour être publié dans sa traduction anglaise en 1986. En 2000, la version chinoise a été augmentée d'un chapitre sur la situation de Taiwan post-1980. Le deuxième livre, publié d'abord en japonais en 1964, puis en chinois dans les années 1970 au Japon, a été interdit par le KMT à Taiwan où il n'a été disponible qu'à partir de 1993.

Nous retenons ici l'ouvrage « Taiwan : Une histoire d'agonies » comme exemple pour présenter le point de vue des Taiwanais de souche sous l'époque autoritaire (Tableau 3). Tous les chapitres de cet ouvrage mettent l'accent sur le malheur et l'impuissance des Taiwanais en proie à une domination d'ordre colonial. Le livre ne fait état d'aucune période au cours de laquelle les Taiwanais auraient disposé d'une pleine souveraineté sur leur territoire, sauf pour le cas particulier de la République de Formose, bref épisode de 150 jours en 1895 entre la domination Qing et le régime colonial japonais. Il est également intéressant de noter que ce livre se termine par un chapitre intitulé « indépendance de Taiwan ».

[4] Au cours de la période autoritaire, la plupart des Taiwanais de souche utilisaient le dialecte minnan pour l'expression orale quotidienne afin de s'opposer à l'imposition du chinois mandarin par le KMT comme langue officielle. En conséquence, ils transcrivent leurs noms minnan par l'alphabet romain. Ici, nous ajoutons donc le pinyin en mandarin de leur nom entre parenthèses.

Ong, Iok-tek (1964) « Taiwan : Une histoire d'agonies »

1	L'île des rebondissements du destin - à la recherche d'un nouveau monde	命運曲折的島嶼ー尋求新天地
2	**Le nouveau monde de l'imperfection - l'ère hollandaise**	**不完全的新天地ー荷蘭時代**
3	**La lumière et l'obscurité de Koxinga - la période de Zheng**	**國姓爺的明暗兩面ー鄭氏時代**
4	**Accumulation de sang et de sueur - dynastie Qing**	**血汗的累積ー清朝時代**
5	La République de Formose, une exception taiwanaise	只剩下台灣人ー台灣民主國
6	**Dans le tourbillon de la modernisation - l'ère de l'occupation japonaise**	**近代化的漩渦中ー日據時代**
7	**Confrontation totale avec les Chinois - l'ère du gouvernement national**	**和中國人全面針鋒相對 ー國民政府時代**
8	Des années 60 aux années 70	從六十年代步入七十年代
fin	Indépendance de Taiwan	台灣的獨立

Tableau 3 : Histoire de Taiwan vue par les insulaires à l'époque autoritaire

SOURCE : ONG, 2018

1.3 - La période démocratique

A l'époque démocratique, le seul livre savant considéré comme adoptant un point de vue objectif est « La nouvelle histoire illustrée de Taiwan » de Chou Wan-yao (2016). Cet ouvrage a été publié au début de 1997 et couvre la période allant de la préhistoire à 1945 ; il a été réimprimé en 2009 — ajoutant la période d'après-guerre — puis réédité en 2016. Il a également été publié en coréen en 2003, en japonais en 2007 et en anglais en 2015. Son titre montre la volonté des Taiwanais de l'ère démocratique de s'éloigner du cadre historique pour se concentrer sur les groupes ethniques qui peuplent le territoire (Tableau 4). Le premier et le dernier chapitre attestent bien de la quête identitaire des Taiwanais d'aujourd'hui, qui entre en rupture avec le sentiment de désolation du passé et se projette vers l'avenir en promouvant la démocratisation et la valorisation de la mémoire du passé.

Chou, Wan-yao (2016) « Nouvelle histoire illustrée de Taiwan »

	De la préhistoire à 1945 本篇：史前至一九四五年, 1997	
1	L'histoire de qui ?	誰的歷史？
2	Taiwan à l'époque préhistorique	史前時代的臺灣
3	Autochtones et austronésiens	原住民與南島語族
4	**La découverte de « Formose »**	**「美麗島」的出現**
5	**La patrie des Han et la société de migrants**	**漢人的原鄉與移墾社會**
6	La relation entre les han et les aborigènes	漢人與原住民的關係
7	**Le changement de régime**	**改朝換代**
8	Deux grandes révoltes	兩大反抗事件
9	**Colonisation et modernisation**	**殖民地化與近代化**
10	Les mouvements anticoloniaux d'intellectuels	知識分子的反殖民地運動
11	Le monde esthétique des Taiwanais	臺灣人的美感世界
12	Taiwan en guerre	戰爭下的臺灣
	L'après-guerre : la tourbière postcoloniale 戰後篇：後殖民的泥沼, 2009	
1	L'incident 228	二二八事件
2	La période de « terreur blanche »	「白色恐怖」時代
3	L'éducation de l'Etat-parti	黨國教育
4	Notre voie : démocratisation et mémoire historique	民主化、歷史記憶、我們的路

Tableau 4 : Histoire de Taiwan vue par les insulaires à l'époque démocratique

SOURCE : CHOU, 2016

Bien qu'il y ait eu peu de sources d'origine occidentale sur l'histoire générale de Taiwan, celles-ci attestent d'une volonté de neutralité scientifique en se fondant sur des faits historiques. En 1903, pendant la domination japonaise, James W. Davidson (*Da Feisheng* 達飛聲) a écrit un ouvrage détaillé sur Taiwan, « L'île de Formose, passé et présent » (*The Island of Formosa, Past and Present*). Le livre se compose de deux parties. Dans la première partie, l'auteur se réfère à des documents historiques néerlandais et espagnols, à des documents japonais et chinois, écrit sur l'histoire de Taiwan depuis l'époque pré-néerlandaise jusqu'au début de la domination japonaise. Dans la deuxième partie, il examine le développement industriel de Taiwan et la situation au début de la période de la domination japonaise sur Taiwan (Davidson, 2014).

Ce n'est qu'à la fin du XXème siècle qu'un deuxième livre fut publié en anglais sur l'histoire générale de Taiwan : « Taiwan : une nouvelle histoire » (*Taiwan : a New history*), un ouvrage collectif dirigé par Murray Rubinstein (Tableau 5). Outre l'histoire générale de Taiwan, ce livre aborde des thèmes comme l'identité politique, les peuples autochtones et la littérature taiwanaise.

Outre ces deux sources, la plupart des autres ouvrages portent sur le statut politique de Taiwan, comme c'est le cas de « Taiwan : une histoire politique » (*Taiwan : A Political History*) par Denny Roy en 2003, « La Nation Interdite : une histoire de Taiwan » (*Forbidden Nation : A History of Taiwan*) par Jonathan Manthorpe en 2005 et « Taiwan, État-nation ou province ? » (*Taiwan, Nation-State or Province ?*) par John F. Copper en 2013.

En ce qui concerne les ouvrages généraux publiés par des auteurs français, en 1893, Camille Imbault-Huart, un diplomate français, a publié un ouvrage général « L'ile Formose : histoire de description » lors de sa mission à Taiwan. Dans un premier temps il présente l'histoire de Taiwan à partir de l'époque néerlandaise jusqu'au début de l'époque coloniale nippone. Puis, il donne de l'île une description physique, politique, agricole, décrivant les produits, l'industrie, le commerce et les habitants. Depuis lors, aucune histoire générale de Taiwan d'un point de vue français n'a été publiée. Aujourd'hui, sur le marché français de l'édition, il n'existe qu'une seule histoire générale de Taiwan traduite de la version chinoise par Lee Hsiao-Feng (李筱峰), un historien taiwanais né après la guerre. Son livre « Histoire de Taiwan » (*Kuai du taiwan shi* 快讀台灣史) a été publié en chinois en 2002, puis en français en 2006.

Par ailleurs, l'Université catholique de Louvain organise régulièrement des séminaires d'études taiwanaises en français. En s'appuyant sur les working papers de ce séminaire, Olivier Lardinois a publié en 2012 un livre sur les aborigènes taiwanais (Tableau 6). Bien que l'objectif de ce livre n'ait pas été d'écrire l'histoire de Taiwan, cet auteur a ouvert une nouvelle perspective en plaçant les peuples indigènes au centre du grand récit historique de Taiwan.

Rubinstein, Murray A. (2007) « Taiwan, une nouvelle histoire »

1	Le façonnage des paysages de Taiwan	The Shaping of Taiwan's Landscapes
2	Aspects politiques des origines des aborigènes de Taiwan	The Politics of Taiwan Aboriginal Origins
3	En haut des montagnes et vers la mer : l'expansion des Fujianais à la fin de la période Ming	Up the Mountains and Out to the Sea: The Expansion of the Fukienese in the Late Ming Period
4	**Le XVIIe siècle : La transformation de Taiwan sous les régimes hollandais et des Cheng**	**The Seventeenth Century: Transformation Taiwan Under the Dutch and the Cheng Regime**
5	**Une île-frontière des Qing 1684-1780**	**The Island Frontier of the Ching 1684-1780**
6	Des propriétaires aux puissants locaux : la transformation des élites locales sous les Qing 1780-1862	From Landlords to Local Strongmen: The Transformation of Local Elites in Mid-Ching Taiwan 1780-1862
7	Du treaty ports au statut de province 1860-1894	From Treaty Ports to Provincial Status 1860-1894
8	**Taiwan sous domination japonaise 1895-1945 : les vicissitudes du colonialisme**	**Taiwan Under Japanese Rule 1895-1945: The Vicissitudes of Colonialism**
9	La nouvelle littérature taiwanaise et le contexte colonial : une étude historique	Taiwanese New Literature and the Colonial Context: A Historical Survey
10	Entre assimilation et indépendance : les aspirations politiques taiwanaises sous le régime nationaliste chinois 1945-1948	Between Assimilation and Independence: Taiwanese Political Aspirations Under Nationalist Chinese Rule 1945-1948
11	Un bastion créé, un régime réformé, une économie remaniée, 1949-1970	A Bastion Created: a Regime Reformed, an Economy Reengineered, 1949-1970
12	Identité et changement social dans la religion taiwanaise	Identity and Social Change in Taiwanese Religion
13	**La modernisation socio-économique de Taiwan 1971-1996**	**Taiwan's Socio-economic Modernization 1971-1996**
14	La littérature d'après 1949 : Taiwan de 1950 à 1980	Literature in Post 1949: Taiwan 1950 to 1980s
15	**L'autonomie gouvernementale des autochtones : le programme inachevé de Taiwan**	**Aboriginal Self-Government: Taiwan's Uncompleted Agenda**
16	Taiwanisation politique et diplomatie pragmatique : les époques de Chiang Ching-kuo et de Lee Teng-hui 1971-1994	Political Taiwanization and Pragmatic Diplomacy: The Eras of Chiang Ching-kuo and Lee Teng-hui 1971-1994
17	Taiwan dans les eaux troubles : les présidences électives de Lee Teng-hui et de Chen Shui-bian	Taiwan Enters Troubled Waters: The Elective Presidencies of Lee Teng-hui and Chen Shui-bian
18	Les thèmes de résonance dans l'histoire de Taiwan	Resonating Themes in Taiwan's History

Tableau 5 : Histoire de Taiwan vue par un historien occidental sous l'époque coloniale japonaise

SOURCE : RUBINSTEIN, 2007

Lardinois, Olivier (2012) « Civilisation chinoise et minorités ethniques : l'émancipation des aborigènes de Taiwan— Un modèle ? »

1	Introduction : pourquoi parler des aborigènes taiwanais ?
2	L'énigmatique origine des aborigènes de Taiwan et leurs liens avec les populations malayo-polynésiennes de la zone Asie-Pacifique
3	**Les premiers contacts : migrants chinois et japonais, colons hollandais et espagnols-16e et 17e siècles**
4	**Confrontation à la colonisation chinoise et à la politique des empereurs Qing- 18e et 19e siècles**
5	**Les aborigènes assujettis au protectorat japonais (1895-1945)**
6	**Politique assimilatrice du gouvernement Guomindang, conversion massive au christianisme et industrialisation accélérée de l'île (1945-1987)**
7	**L'émancipation des aborigènes de Taiwan à la fin du 20e siècle**
8	Défis et atouts de la société aborigène taiwanaise à l'aube du 21e siècle
9	Conclusion : l'émancipation des aborigènes de Taiwan peut-elle être un modèle ?

Tableau 6 : Histoire de Taiwan avec la vue française

SOURCE : LARDINOIS, 2012

Intéressons-nous enfin à la façon dont la République populaire de Chine rend compte de l'histoire de Taiwan. Le discours change selon les régimes politiques en place sur le continent. Au cours des années maoïstes, de 1950 et 1960, le récit historique de Taiwan prend une perspective anti-américaine, anti-impérialiste, et anti-KMT, soulignant l'esprit de lutte révolutionnaire du peuple Taiwanais. Au cours de la Révolution Culturelle (1966-1976), les études historiques sur Taiwan sont totalement interrompues. Puis, à partir des années 1980, conformément au « principe d'une seule Chine », des instituts de recherche sur Taiwan sont créés en Chine, comme l'Institut de recherche de Taiwan à l'Université de Xiamen établi en 1980 et l'Institut d'études taiwanaises à l'Académie chinoise des sciences sociales à Pékin établi en 1984 (Shih C.-w., 1999). Ces initiatives donnent lieu à une production importante d'ouvrages historiques sur Taiwan par des historiens chinois.

Le livre « Quatre cents ans de Taiwan » (*Taiwan sibai nian* 台灣四百年) de Xu Zhuo-yun, publié en 2004, est représentatif de cette production. Il adopte le point de vue de l'élite continentale venue à Taiwan avec le KMT en 1949. Comme Xu avait fait ses études en Chine jusqu'au collège et s'était installé à Taiwan avec son père, il n'avait pas de

haine contre le parti communiste, à la différence des membres du KMT ; obligé de s'installer à Taiwan, il nourrissait une nostalgie pour sa patrie d'origine. Sa vision de l'histoire de Taiwan est cohérente avec celle du parti communiste chinois (Tableau 7) : Taiwan est présenté comme un enfant qui aurait souffert d'être été séparé de force de sa famille (Ch1-5) ; maintenant que l'enfant a grandi (Ch6), le père espère que son enfant pourra bientôt rentrer chez lui (Ch7).

Xu, Zhuo-yun (2013), « Quatre cents ans de Taiwan »

1	**Entraîné dans l'histoire par les pirates occidentaux et les bandits orientaux.**	被西洋海盜與東方倭寇拽進歷史
2	**De la clique des pirates au « roi de Taiwan »**	從海盜集團到 "開台聖王"
3	**La « sinisation » par le gouvernement Qing**	清政府的 "漢化"大開發
4	**Cinquante ans d'un « orphelin asiatique »**	五十年的 "亞細亞孤兒"
5	**Le « régime autoritaire » du KMT**	國民黨 "威權" 統治台灣
6	**Vers une nouvelle ère de démocratie politique et de décollage économique**	走向政治民主，經濟騰飛的新時代
7	Construisons ensemble une nouvelle civilisation dans le monde	積患重重，當共建世界新文明

Tableau 7 : Histoire de Taiwan vue par un historien chinois contemporain

SOURCE : XU, 2013

En raison de la nature peu fiable de l'historiographie chinoise nationaliste sur Taiwan, nous nous basons ici principalement sur les ouvrages en chinois traduits du japonais et du néerlandais, des sources historiques taiwanaises de la période démocratique, des sources occidentales et des données statistiques publiées par les organismes gouvernementaux.

2 - La narration de chaque période selon les sources historiques

2.1 - La période des comptoirs coloniaux

Le tableau 8 présente les ouvrages et les documents historiques sur Taiwan traitant de la période des comptoirs coloniaux. Le premier ouvrage sur la période des comptoirs coloniaux est écrit en anglais par un missionnaire britannique qui a séjourné à Taiwan pendant la période coloniale japonaise et s'est basé sur des documents historiques néerlandais. Cependant, en ce qui concerne cette période, la plus grande contribution vient des chercheurs Japonais qui ont mené des travaux sur Taiwan selon deux approches : en menant des enquêtes statistiques, et en adoptant des méthodes de recherche scientifique occidentales. L'Université impériale de Taihoku (aujourd'hui Université Nationale de Taiwan, NTU), créée par l'Etat colonial en 1928, a produit des données qui restent encore aujourd'hui utilisées par les chercheurs Taiwanais. Le développement de la recherche au cours de l'époque coloniale nippone provient de la divulgation d'un plus grand nombre de documents historiques néerlandais et de la maîtrise de la langue néerlandaise par les professeurs japonais. Trois enseignants de l'Université impériale de Taihoku, Naojirō Murakami, Seiichi Iwao et Takashi Nakamura s'étaient spécialisés dans l'étude des comptoirs néerlandais et espagnol à Taiwan. Les « Journaux de Batavia (1619-1660) » traduits en japonais de l'ancien néerlandais par Naojirō Murakami en 1937 et publiés par Takashi Nakamura en 1975 avec commentaire, ont constitué un matériau historique des plus importants pour les chercheurs taiwanais de l'époque autoritaire qui ne comprenaient pas le néerlandais (Lin C.-h., 2012). Après la guerre, les chercheurs taiwanais comme Tsao Yung-ho et Jiang Shu-sheng ont poursuivi les recherches menées par ces chercheurs Japonais.

Les travaux les plus importants à l'époque démocratique concernant la période des comptoirs coloniaux sont représentés par les « Journaux de Zeelandia ». Il s'agit d'une série de quatre volumes annotés et traduits par Seiichi Iwao, Takashi Nakamura, Tsao Yung-ho et Jiang Shu-sheng. La traduction a pris vingt ans ; elle a été éditée et publiée

entre 1977 et 1999 (Yang B.-c., 1997). La version chinoise traditionnel des quatre volumes, traduite par Jiang Shu-sheng, a été publiée entre 2000 et 2011. Grâce à la réalisation de ces travaux, de plus en plus de chercheurs locaux et occidentaux peuvent donc, à partir de 2000, s'engager dans l'étude de cette période (Lin & Lee, 2004).

William Campbell 甘為霖 (1903)	Formose sous la domination hollandaise *Formosa Under the Dutch*
Naojirō Murakami (1937)	Les journaux de Batavia 巴達維亞城誌 [Traduction néerlandais à japonais] [publié en 1975 par Takashi Nakamura]
Tsao, Yung-ho 曹永和 (1977)	Les débuts de l'histoire de Taiwan 臺灣早期歷史研究
Cheng Wei-chung 鄭維中(1997)	La société taiwanaise à l'époque des Pays-Bas : problèmes de droit naturel et processus de civilisation 荷蘭時代的台灣社會：自然法的難題與文明化的歷程
Takashi Nakamura (1997/2002)	L'histoire de Taiwan à l'époque des Pays-Bas 荷蘭時代台灣史研究 [L'édition et la traduction par Wu Mi-cha, Wong, Jia-yin de japonais à chinois]
John R. Shepherd 邵式柏 (1999)	Gouvernement et économie politique à la frontière de Taiwan, 1600-1800 *Statecraft and Political Economy on the Taiwan Frontier, 1600-1800* [Version chinoise traduite par Lin Wei-shen et al. et publiée en 2016]
Cheng, Shao-kang 程紹剛 (2000)	La VOC à Formose (1624-1662) 荷蘭人在福爾摩莎
Jiang, Shu-sheng 江樹生 (2000-2011)	Les journaux de Zeelandia (volume de I-IV) 熱蘭遮城城日誌 (共四冊) [Les travaux de traduction et d'édition ont lieu entre 1977 et 1999 par Seiichi Iwao, Takashi Nakamura, Tsao Yung-ho et Jiang Shu-sheng]
Tang, Jing-tai 湯錦台 (2001)	Première rencontre : Taiwan au 17ème siècle 前進福爾摩沙：十七世紀大航海年代的台灣
Heyns, Pol 韓家寶 (2002)	Économie, droits fonciers et fiscalité dans la Formose néerlandaise 荷蘭時代的經濟、土地與稅務 [traduire par Zheng Wei-zhong]
Ang, Kaim 翁佳音 (2008)	L'ère néerlandaise : continuité dans l'étude de l'histoire de Taiwan 荷蘭時代：臺灣史研究的連續性問題
Chiu, Hsin-hui 邱馨惠 (2008)	Le « processus de civilisation » colonial dans la Formose néerlandaise, 1624 - 1662 *The Colonial 'Civilizing Process' in Dutch Formosa, 1624 – 1662*
Andrade, Tonio 歐陽泰 (2008)	Comment Taiwan est devenue chinoise : colonisation hollandaise, espagnole et han au XVIIe siècle *How Taiwan Became Chinese: Dutch, Spanish, and Han Colonization in the Seventeenth Century*
Lee, Yu-zhong 李毓中 (2008-2015)	Compilation de données historiques sur les relations entre Taiwan et l'Espagne (volume de I-III) 臺灣與西班牙關係史料彙編 (共三冊)

Tsai, Shih-shan Henry 蔡石山 (2009)	Taiwan maritime : Rencontres historiques avec l'Est et l'Ouest *Maritime Taiwan: Historical Encounters with East and West*
Borao, Eugenio 鮑曉鷗 (2009)	L'expérience espagnole à Taiwan, 1626 - 1642 : La fin baroque d'une entreprise de la Renaissance *The Spanish Experience in Taiwan, 1626 - 1642: The Baroque Ending of a Renaissance Endeavour*
Scott, Llyn (ed.) 施琳達編 (2014)	Scènes de la Formose hollandaise : mise en scène du passé colonial de Taiwan *Scenes from Dutch Formosa: Staging Taiwan's Colonial Past*
Kang, Pei-te 康培德 (2016)	Imagination coloniale et variations locales : La Compagnie hollandaise des Indes orientales et les Austronésiens de Formose 殖民想像與地方流變：荷蘭東印度公司與臺灣原住民

Tableau 8 : Ouvrages et documents historiques sur Taiwan pendant la période des comptoirs coloniaux

SOURCE: ITH ACADEMIA SINICA, 2004 ; L'AUTEURE

2.2 - La période des tutelles du clan Zheng et des Qing (1662-1895)

Comme l'indique clairement le tableau 9, les auteurs japonais et ceux du KMT ont des points de vue très différents sur l'histoire de cette période chinoise : les premiers se concentrent sur le développement social de Taiwan sous la dynastie Qing, tandis que les seconds sont davantage focalisés sur le court régime établi par le clan Zheng. Par ailleurs, l'Etat colonial nippon a fourni des enquêtes détaillées sur les coutumes traditionnelles du peuple han et des groupes autochtones au cours de cette période (Wen, 2012).

Après la guerre, en 1945, le KMT prend le contrôle de Taiwan et change le nom de l'Université impériale de Taihoku en Université Nationale de Taiwan. Aux enseignants nippons succèdent des universitaires issus de Chine continentale, comme Fang Hao, Wei Hui-lin et Zhou Xian-wen. Sous le gouvernement autoritaire, l'historiographie nationaliste chinoise domine à Taiwan. Yang Yun-ping est l'un des rares universitaires taiwanais de souche à enseigner l'histoire de son pays. Parce qu'il est contraint de s'adapter au discours du KMT, ses recherches portent sur la période du clan Zheng (Xu X.-j., 2007). En parallèle, des spécialistes taiwanais issus de diverses disciplines (démographie, géologie, littérature, droit) s'attachent à explorer et à comprendre l'île à partir de leur propre domaine d'études (Lin & Lee, 2004).

Entre 1950 et 1965, le KMT publie une histoire officielle de Taiwan en soixante volumes intitulée « Annales générales de la province de Taiwan » (*Taiwan sheng tong zhi gao* 臺灣省通志稿). Il s'agit de la première histoire générale écrite par des Taiwanais. Cependant, son contenu est discutable. Ces volumes ont été écrits dans le style des chroniques locales chinoises du point de vue de la République de Chine (ROC) et s'en tiennent à des généralités (Chen, Wen, Dai, & Wu, 1996).

A partir de l'année 1970 et jusqu'à 1990, de nombreuses études de qualité sur le gouvernement Qing sont produites (surtout par des chercheurs occidentaux) grâce à l'ouverture des archives officielles et des documents anciens comme les mémoires du Palais (document plié en forme d'accordéon) et les documents du Cabinet (Lin et Lee 2004). Cependant, une grande partie ces recherches se trouve surtout sous forme de littérature grise (mémoires de master, articles de magazines). Les chercheurs taiwanais favorisent l'utilisation de documents historiques datant de l'ère japonaise plutôt que ceux hérités de la période autoritaire, ces derniers adoptant un concept de l'histoire à l'échelle de la Grande Chine et centrée sur les han.

La fermeture de la Chine pendant la période maoïste a coupé l'accès des sinologues occidentaux aux sources chinoises. Ils se sont alors tournés vers Taiwan. Ce fut le cas, entre autres, de Beatrice Barlette (dynastie Qing), Ronald Knapp (architecture vernaculaire chinoise), Ramon Myers (économie paysanne chinoise) et Harry J. Lamley (lignées du Fujian et du Guangdong). D'autres ont étudié Taiwan du point de vue de l'histoire chinoise locale, comme Leonard Gordon, William Speidel et Johanna Meskill (Tableau 9) (Chen, Wen, Dai, & Wu, 1996).

Cependant, à la fin des années 1980, les chercheurs insulaires et occidentaux ne se sont plus guère intéressés à l'histoire taiwanaise de l'époque des Qing. Ils ont abandonné l'idée d'une continuité entre Taiwan et la Chine, d'autant qu'après l'ouverture de la Chine en 1987, les chercheurs occidentaux ont pu mener à nouveau leurs recherches sur le continent (Chen, Wen, Dai, & Wu, 1996). Les travaux sur Taiwan à l'époque du clan Zheng et des Qing ont donc presque complètement disparu à partir de 2000. Une seule étude sur

le clan Zheng a été publiée en 2012 par Jean-Paul Potet, un chercheur français. Ce livre traite de la vie prématurément achevée de (Koxinga 國姓爺) du fait de certaines de ses décisions et de son manque de chance.

Bureau temporaire d'enquête sur les coutumes traditionnelles (1905)	Droit administratif de la dynastie Qing (volume I-VII) 清國行政法 (共七冊) [en japonais]
(1909-1911)	Droit civil taiwanais (volume I-XIII) 臺灣私法 (共十三冊) [en japonais]
(1914)	Rapport sur les habitudes ancestrales à Taiwan 臺灣舊慣調查事業報告[en japonais]
(1915)	Rapport d'enquête sur les autochtones (volume I-VIII) 蕃族調查報告書 (共八冊) [en japonais]
(1915)	Rapport d'enquête sur les douanes autochtones (volume I-VIII) 番族慣習調查報告書(共八冊) [en japonais]
Comité de documentation [KMT] [國民黨]文獻委員會 (1950-1964)	Annales générales de la province de Taiwan 臺灣省通志稿 (共六冊)
Zhou, Xian-wen 周憲文(1957-1972)	Edition de la revue « Série sur la littérature Taiwanaise » « 臺灣文獻叢刊 » 主編
Speidel, William 史威廉 (1967)	Liu Ming-ch'uan à Taiwan, 1884-1891 [Thèse de doctorat] *Liu Ming-ch'uan in Taiwan, 1884-1891 [Phd Thesis]*
Gordon, Leonard (1970)	Taiwan : études d'histoire locale chinoise *Taiwan : Studies In Chinese Local History*
Dai, Yan-hui 戴炎輝(1979)	La règle du village de Taiwan dans la dynastie des Qing 清代臺灣之鄉治
Meskill, Johanna (1979)	Une famille de pionniers chinois : Les Lin de Wu-feng, Taiwan, 1729-1895 *A Chinese Pioneer Family: The Lins of Wu-feng, Taiwan, 1729-1895*
Wei, Hui-lin et He, Lian-gui 衛惠林, 何聯奎(1983)	Les coutumes et l'histoire locale de Taiwan 台灣風土志
Yang Yun-ping 楊雲萍 (1993)	L'étude des Ming du Sud et la culture taiwanaise 南明研究與台灣文化
Fang, Hao 方豪 (1994)	Aperçu des débuts de l'histoire de Taiwan 臺灣早期史綱
Wang, Shi-qing 王世慶 (1994)	L'économie sociale de Taiwan dans la dynastie des Qing 清代臺灣社會經濟
Lin, Yu-lou 林玉茹 (1996)	La structure spatiale du port de Taiwan dans la dynastie Qing 清代臺灣港口的空間結構
Lin, Man-hong 林滿紅(1997)	Le thé, le sucre, le camphre et les changements socio-économiques à Taiwan, 1860-1895 茶、糖、樟腦業與臺灣之社會經濟變遷，1860-1895

Shih, Tian-fu 施添福 (1999)	La répartition des foyers ancestraux du peuple han à Taiwan dans la dynastie Qing et le mode de vie original 清代在臺漢人的祖籍分佈和原鄉生活方式
Ka, Chih Ming 柯志明 (2001)	Le propriétaire aborigène : politique ethnique et droits fonciers des autochtones sous les Qing, Taiwan 番頭家：清代臺灣族群政治與熟番地權
Potet, Jean-Paul (2012)	**Koxinga de Taiwan**
Hang, Xing (2016)	Conflits et commerce en Asie de l'Est maritime : La famille Zheng et la formation du monde moderne, vers 1620-1720 *Conflict and Commerce in Maritime East Asia: The Zheng Family and the Shaping of the Modern World, c.1620-1720*

Tableau 9 : Ouvrages sur Taiwan durant la période de tutelle chinoise

SOURCE : ITH ACADEMIA SINICA, 2004; L'AUTEURE

2.3 - La période coloniale nippone (1895-1945)

A l'exception de quelques travaux d'érudits occidentaux, les savoirs sur Taiwan pendant la domination nippone ont été fournis par des Japonais de l'Université Impériale de Taihoku. En 1936 fut créé le « Laboratoire d'investigation historiographique de Taiwan » (*Taiwan shiliao yanjiu shi* 臺灣史料研究室) dans le département d'histoire de de l'Université. La contribution la plus importante de cette institution a été l'étude des temples et des monuments sur l'ensemble du territoire taiwanais (Ou, 2012). Outre le domaine de l'anthropologie, les différentes analyses statistiques de l'Etat colonial laissent de riches documents officiels de cette époque, comme les recensements, les cadastres, des enquêtes sur l'industrie. Trois experts sont représentatifs de cette littérature : Takekoshi Yosaburo, Ino Kanori et Tadao Yanaihara (Tableau 10).

Par la suite, le KMT a cherché à occulter la période coloniale nipponne, dont il donne un bilan négatif. Les matériaux et documents historiques de cette époque sont rares : seules deux revues universitaires taiwanaises, « Taiwan Historica » (*Taiwan wenxian* 臺灣文獻) et « The Taiwan Folkways » (*Taiwan fengwu* 臺灣風物), ont été autorisées à être publiées. S'agissant de la revue « Taiwan Historica », la proportion d'articles traitant de la période de la domination japonaise publiés avant 2000 est beaucoup moins importante que celle des autres périodes. Cette revue met l'accent sur

l'étude des événements antijaponais, qui sont étroitement liés aux vues historiques du KMT contre le Japon (Dai B.-c., 2008). La revue « The Taiwan Folkways », au début, rassemble principalement des documents et des essais sur les coutumes populaires taiwanaises, dans les domaines de l'archéologie, de l'histoire, de la géographie, de la littérature et de l'art, de la langue et de la religion (Wu Sanlian Taiwan Historical Foundation 2010). Ce n'est qu'à l'époque démocratique, lorsqu'un sentiment identitaire taiwanais émerge, que sont produites un grand nombre d'études sur la période de la domination japonaise, basées sur une approche plus scientifique.

Grâce aux riches matériaux et documents historiques de cette époque et à la liberté académique permise à partir des années 1990, la période d'occupation nipponne à Taiwan est devenue un objet de recherche majeur pour les historiens locaux. Dans le travail que nous présentons, une attention particulière est accordée à l'étude des matériaux historiques liés aux systèmes coloniaux, au développement industriel et économique, aux problèmes du commerce et du transport (Lin & Lee, 2004).

House, Edward Howard 豪士 (1875)	L'expédition japonaise à Formose *The Japanese Expedition to Formosa*
Gouverneur général de Taiwan (1897-1942)	Statistiques du bureau du gouverneur de Taiwan (volume de 46) 臺灣總督府統計書 (共四十六冊) [en japonais]
----------(1925,1930,1939)	Tableau (provisoire) des résultats du recensement (臨時)國勢調查結果表 [en japonais]
----------(1905,1915,1919)	Enquête provisoire sur l'enregistrement des ménages à Taiwan 臨時臺灣戶口調查 [en japonais]
----------(1906-1942)	Enquête sur la dynamique des populations de Taiwan (volume de 38) 臺灣人口動態統計 (共三十八冊) [en japonais]
----------(1918,1921-1941)	Statistiques forestières de Taiwan (volume de 22) 臺灣林業統計 (共二十二冊) [en japonais]
(1930,1933,1935,1937,1938)	Statistiques sur le thé de Taiwan (volume de 6) 臺灣茶葉統計 (共六冊) [en japonais]
----------(1913-1940)	Statistiques de l'industrie sucrière de Taiwan (volume de 26) 臺灣糖業統計 (共二十六冊) [en japonais]
----------(1896-1941)	Statistiques minières de Taiwan (volume de 39) 臺灣鑛業統計 (共三十九冊) [en japonais]
----------(1929-1942)	Principales statistiques sur les fruits (volume de 16) 主要青果物統計 (共十六冊) [en japonais]

----------(1921-1942)	Statistiques sur le commerce de Taiwan (volume de 22) 臺灣商工統計 (共二十二冊) [en japonais]
Mitchel, Charles Archibald (1900)	Le camphre au Japon et à Formose [Avec une carte] *Camphor in Japan and in Formosa [With a Map]*
Ino Kanori 伊能嘉矩 (1903)	L'histoire de Taiwan (volume II) 臺灣志 (共二卷) [en japonais]
----------(1905)	La politique autochtone à Taiwan 臺灣蕃政志 [en japonais]
----------(1928)	La culture de Taiwan (volume III) 臺灣文化志 (共三卷) [en japonais] (La version chinois traditionnel publiée en 2017)
Takekoshi, Yosaburo 竹越與三郎 (1907)	Le gouvernement japonais à Formose *Japanese Rule in Formosa*
Rutter, Owen (1923)	À travers Formose : un compte rendu de la colonie insulaire du Japon *Through Formosa: An Account of Japan's Island Colony*
Lévi, Sylvain (1928)	**Taiwan, Formose sous le régime japonais**
Tadao Yanaihara 矢內原忠雄 (1929)	Taiwan sous l'impérialisme 帝國主義下的台灣 [en japonais] (la version chinois traditionnel publiée en 2011)
Matsuki Shinya 末光欣也 (1972)	Taiwan sous la domination japonaise 日本統治下的台灣 (la version chinois traditionnel publiée en 2005)
Ho, Samuel P.S. 何寶山 (1978)	Développement économique de Taiwan, 1860-1970 *Economic Development of Taiwan, 1860-1970*
Ng, Chiau-tong 黃昭堂(1979)	Etude sur la République de Formose : un chapitre dans l'histoire du mouvement indépendantiste taiwanais 台灣民主國的研究：台灣獨立運動史的一斷章 [en japonais] (La version chinois traditionnel publiée en 1983)
----------(1981)	Gouverneur général de Taiwan 台灣總督府 [en japonais] (La version chinois traditionnel publiée en 1989)
Tu, Zhao-yan 涂照彥 (1994)	Taiwan sous l'impérialisme japonais 日本帝國主義下的台灣
Ka, Chih-ming 柯志明 (2003)	La concurrence du sucre de riz - le développement et la subordination de Taiwan sous le colonialisme japonais 米糖相剋—日本殖民主義下臺灣的發展與從屬
Su, Shuo-bing 蘇碩斌 (2005)	Taipei invisible et visible : changements dans le modèle d'exploitation spatiale du pouvoir à Taipei, de la fin de la dynastie Qing à la période de la domination japonaise 看不見與看得見的臺北:清末至日治時期臺北空間權力運作模式的變遷
Katz, Paul R. (2005)	Quand les vallées sont devenues rouges de sang : l'incident de Ta-pa-ni dans le Taiwan colonial *When Valleys Turned Blood Red: The Ta-pa-ni Incident in Colonial Taiwan*

Kikuchi, Yuko (ed.) 菊池裕子 (2007)	La modernité réfractée : culture et identité visuelles dans le Taiwan colonial *Refracted Modernity: Visual Culture and Identity in Colonial Taiwan*
Tsai, Hui-yu Caroline 蔡玉慧 (2008)	Taiwan dans la construction de l'empire japonais : une approche institutionnelle de l'ingénierie coloniale *Taiwan in Japan's Empire-Building: An Institutional Approach to Colonial Engineering*

Tableau 10 : Livres et statistiques sur Taiwan pendant la colonisation nippone

SOURCE : ITH ACADEMIA SINICA, 2004; L'AUTEURE

2.4 - La période de l'après-guerre (1949-2016)

Pendant la période de dictature du KMT, il était interdit d'étudier l'histoire de Taiwan d'après-guerre. Du fait du régime politique en place, l'étude de cette période — l'époque autoritaire—, commence beaucoup plus tard que celles des autres périodes. La plupart des études portent sur des questions politiques, notamment « l'incident 228 » (les conflits entre les han insulaires et le KMT) et la question de l'identité Taiwanaise, avec de fortes tendances anti-KMT et anti-Chine. Ces ouvrages sont généralement publiés d'abord à l'étranger, et n'ont eu la possibilité d'être publiés à Taiwan qu'après la période démocratique (comme les ouvrages de Su Beng et d'Ong Iok-tek, mentionnés plus haut). Cependant, compte tenu de l'aspect polémique de certains sujets comme l'indépendance de l'île ou les relations avec la Chine, nous ne parlerons pas ici des livres qui abordent ces questions. Nous nous concentrerons sur les ouvrages concernant le développement économique (Tableau 11).

Des années 1950 aux années 1970, seuls trois livres sur le développement économique de Taiwan sont publiés, écrits par des fonctionnaires du KMT responsables de la planification et de la mise en œuvre de la politique économique. Puis, au cours des années 1980, la forte croissance économique taiwanaise suscite l'intérêt des universitaires occidentaux, surtout français, qui deviennent nombreux à publier sur le « miracle taiwanais ». En revanche, les recherches sur cette période effectuées par des chercheurs taiwanais ne commencent que dans les années 1990, avec la période démocratique. Depuis 2000, de nombreux livres sont écrits par des universitaires

taiwanais qui ont reçu une formation à l'étranger. Les questions taiwanaises suscitent de plus en plus d'intérêt dans les milieux universitaires occidentaux.

Yi, Zhong-long 尹仲容 (1962)	Le point de vue de l'auteur sur l'économie de Taiwan 我對臺灣經濟的看法
Wang, Zuo-long 王作榮 (1978)	Comment nous avons créé le miracle économique 我們如何創造了經濟奇蹟
Li, Guo-ding 李國鼎 (1979)	L'expérience de la croissance économique rapide de Taiwan 台灣經濟快速成長的經驗
Demeer, Yves et Gamblin, André (1979)	**Taiwan (Formose), République de Chine (Série Que sais-je ?)**
Gauthier, André (1981)	**Les Pays-ateliers d'Extrême-Orient : Singapour, Hong Kong, Taiwan, Corée du Sud**
Kuo, Shirley W.Y. (1983)	L'économie en transition de Taiwan *The Taiwan economy in transition*
Thomas B. Gold (1986)	L'État et la société dans le miracle de Taiwan *State and Society in the Taiwan Miracle*
Lorot, Pascal et Thierry Schwob (1986)	**Singapour, Taiwan, Hong Kong, Corée du Sud, les nouveaux conquérants ?**
Dumont, René et Paquet, Charlotte (1987)	**Taiwan, le prix de la réussite**
Chardonnet, Jean (1988)	**Taiwan, un miracle économique**
Nadeau, Jules (1988)	**20 millions de Chinois "made in Taiwan"**
Edwin A. Winckler and Susan Greenhalgh (1988)	Approches contradictoires de l'économie politique de Taiwan *Contending approaches to the political economy of Taiwan*
Deverge, Miche (1989)	**Les quatre dragons : Hongkong, Corée du Sud, Singapour, Taiwan**
Clark, Cal (1989)	Le développement de Taiwan : implications pour les différents paradigmes de l'économie politique *Taiwan's development: implications for contending political economy paradigms*
Chaponnière, Jean-Raphaël et Jacky, Henri (1990)	**Les nouvelles puissances industrielles d'Asie : Corée du sud - Taiwan**
Pairault, Thierry (1991)	**Tontines et banques des petites et moyennes entreprises a Taiwan**
Chen, Shi-mong et al. 陳師孟等人 (1991)	Déconstruire le capitalisme d'État-parti--Sur la privatisation des entreprises publiques à Taiwan 解構黨國資本主義－論臺灣官營事業之民營化
Gustav, Ranis [ed.] 1992	Taiwan : d'une économie en développement à une économie mature *Taiwan: from developing to mature economy*
Gamblin, André (1992)	**Taiwan, République de Chine : la victoire du dragon**
Wou, Wei (1992)	Le capitalisme, version chinoise : guider une économie de marché à Taiwan

	Capitalism, a Chinese version: guiding a market economy in Taiwan
Shieh, Gwo-shyong (1992)	L'île du « Patron » : le réseau de sous-traitance et le micro-entreprenariat dans le développement de Taiwan *"Boss" Island: the subcontracting network and micro-entrepreneurship in Taiwan's development*
Pang, Jian-guo 龐建國 (1993)	Théorie du développement national L'expérience de développement de Taiwan 國家發展理論－兼論台灣發展經驗
Koppel, Bruce and Dai-Young Kim [ed.] (1993)	Les problèmes de politique foncière en Asie de l'Est, vers de nouveaux choix : une étude comparative du Japon, de la Corée et de Taiwan *Land policy problems in East Asia, toward new choices: a comparative study of Japan, Korea and Taiwan*
Planquais, Franck (1993)	**Comprendre Taiwan**
Amsden, Alice H. et Singh Ajit (1994)	**Concurrence dirigée et efficacité dynamique en Asie : Japon, Corée du Sud, Taiwan**
Genzberger, Christine (1994)	Taiwan business : l'encyclopédie portable pour faire des affaires avec Taiwan *Taiwan business: the portable encyclopedia for doing business with Taiwan*
Liu, Jing-xing 劉進慶 (1994)	Une analyse de l'économie d'après-guerre de Taiwan 台灣戰後經濟分析
OCDE (1995)	**Le Taipei chinois : les origines du "miracle" économique**
Baldwin, Robert E., Tain-Jy Chen and Douglas Nelson (1995)	Économie politique du commerce États-Unis-Taiwan *Political economy of U.S.-Taiwan trade*
Fields, Karl J. (1995)	L'entreprise et l'État en Corée et à Taiwan *Enterprise and the state in Korea and Taiwan*
Khanna, Jane (1995)	Chine du Sud, Hong Kong et Taiwan : évolution d'une économie sous-régionale *Southern China, Hong Kong, and Taiwan: evolution of a subregional economy*
Ravenhill, John [ed.] (1995)	La Chine, la Corée et Taiwan *China, Korea, and Taiwan*
Chou, Tein-Chen (1995)	L'organisation industrielle dans une économie dichotomique : le cas de Taiwan *Industrial organization in a dichotomous economy: the case of Taiwan*
Chen, Dong-sheng 陳東升 (1995)	La ville du pouvoir de l'argent : une analyse sociologique des factions locales, des consortiums et du développement métropolitain à Taipei 金權城市: 地方派系,財團與台北都會發展的社會學分析
Chang, Ying-hua 章英華 (1995)	La structure interne des villes Taiwanaises : une étude de l'écologie sociale et de l'histoire 台灣都市的內部結構：社會生態的與歷史的探討
Hsiao, Hsin-Huang Michael 蕭新煌 (1996)	L'État et la société de Taiwan 臺灣的國家與社會

Ng, Linda Fung-Yee and Chyau Tuan (1996)	Trois économies chinoises : Chine, Hong Kong et Taiwan : défis et opportunités *Three Chinese economies: China, Hong Kong and Taiwan: challenges and opportunities*
Hsing, You-tien (1997)	Faire du capitalisme en Chine : la connexion avec Taiwan *Making capitalism in China: the Taiwan connection*
Hong, Sung Gul (1997)	L'économie politique de la politique industrielle en Asie de l'Est : l'industrie des semi-conducteurs à Taiwan et en Corée du Sud *The political economy of industrial policy in East Asia: the semiconductor industry in Taiwan and South Korea*
Chu, Yun-han 朱雲漢 (1997)	Établir un nouvel ordre politique et économique à Taiwan 建立台灣的政治經濟新秩序
Ku, Yeun-wen (1997)	Le capitalisme social à Taiwan : État, économie et politique sociale *Welfare capitalism in Taiwan: state, economy and social policy*
Ting, Tin-Yu 丁庭宇 (1998)	Qui dirige Taiwan ? L'appareil d'État et la structure du pouvoir en transition 誰統治台灣? 轉型中的國家機器與權力結構
Wang, Huei-Huang (1998)	Technologie, sécurité économique, Etat et économie politique des réseaux économiques : une recherche historique et comparative sur l'évolution des réseaux économiques à Taiwan et au Japon *Technology, economic security, state, and the political economy of economic networks: a historical and comparative research on the evolution of economic networks in Taiwan and Japan*
Mengin, Françoise (1998)	**Trajectoires chinoises : Taiwan, Hong Kong et Pékin**
Kim, Eun Mee [ed.] (1998)	Les quatre tigres asiatiques : développement économique et économie politique mondiale *The four Asian tigers: economic development and the global political economy*
Hoesel, Roger van (1999)	Nouvelles entreprises multinationales de Corée et de Taiwan : au-delà de la croissance tirée par les exportations *New multinational enterprises from Korea and Taiwan: beyond export-led growth*
Wang, Jenn-hwan et Chiu, Hei-yuan 王振寰, 瞿海源 (1999)	Sociologie et société Taiwanaise 社會學與台灣社會
Hsueh, Li-min, Chen-kuo Hsu, and Dwight H. Perkins (2001)	L'industrialisation et l'État : l'évolution du rôle du gouvernement de Taiwan dans l'économie, 1945-1998 *Industrialization and the state: the changing role of the Taiwan government in the economy, 1945-1998*
Boillot; Jean-Joseph et Nicolas Michelon (2001)	**Chine, Hong Kong, Taiwan : une nouvelle géographie économique de l'Asie**
Guiheux, Gilles (2002)	**Les grands entrepreneurs privés à Taiwan : La main visible de la prospérité**
Taiwan Thinktank (2002)	Le dialogue stratégique trilatéral États-Unis-Japon-Taïwan : le cycle de Taipei *The U.S.-Japan-Taiwan trilateral strategic dialogue: the Taipei round*

Chow, Peter C.Y. [ed.] (2002)	Taiwan dans l'économie mondiale : d'une économie agraire à un exportateur de produits de haute technologie *Taiwan in the global economy: from an agrarian economy to an exporter of high-tech products*
----------(2012)	Identité nationale et intérêt économique Les options concurrentes de Taiwan et leurs implications pour la stabilité régionale *National identity and economic interest Taiwan's competing options and their implications for regional stability*
Amsden, Alice H. et Wan-wen Chu (2003)	Au-delà du développement tardif : les politiques de mise à niveau de Taiwan *Beyond late development: Taiwan's upgrading policies*
Chu, Wan-wen 瞿宛文 (2003)	L'économie de Taiwan dans le contexte de la mondialisation 全球化下的台灣經濟
----------(2017)	L'origine du développement économique d'après-guerre de Taiwan - le pourquoi et le comment d'un développement plus tardif 台灣戰後經濟發展的源起—後進發展的為何與如何
Chen, Tain-Jy and Joseph S. Lee (2004)	La nouvelle économie de la connaissance de Taiwan *The new knowledge economy of Taiwan*
Berger, Suzanne and Richard K. Lester [ed.] (2005)	Mondialisation de Taiwan : renforcer la compétitivité dans une nouvelle économie internationale *Global Taiwan: building competitive strengths in a new international economy*
Wu, Yongping (2005)	Une explication politique de la croissance économique : survie de l'État, politique bureaucratique et entreprises privées dans la construction de l'économie taiwanaise, 1950-1985 *A political explanation of economic growth: state survival, bureaucratic politics, and private enterprises in the making of Taiwan's economy, 1950-1985*
Minns, John (2006)	La politique du développementalisme : les États de Midas au Mexique, en Corée du Sud et à Taiwan *The politics of developmentalism: the Midas states of Mexico, South Korea, and Taiwan*
Tsai, Shin-Yuan (2007)	Les effets de la mondialisation sur l'influence de la Chine sur l'économie de Taiwan *Globalization effects on China's influence on Taiwan economy*
Lei, Chun Kwok and Shujie Yao (2008)	Convergence économique dans la grande Chine : Chine continentale, Hong Kong, Macao et Taiwan *Economic convergence in greater China: mainland China, Hong Kong, Macau and Taiwan*
Wang, Jenn-hwan 王振寰 (2010)	La limite du rattrapage : la transformation économique et l'innovation à Taïwan 追趕的極限：臺灣的經濟轉型與創新
Kuo, Tai-chun et Ramon H. Myers 郭岱君, 馬若孟 (2012)	La transformation économique de Taiwan : Leadership, droits de propriété et changement institutionnel 1949-1965 *Taiwan's Economic Transformation: Leadership, Property Rights and Institutional Change 1949–1965*
Mengin, Françoise (2013)	**Fragments d'une guerre inachevée : les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine**

Shih, Shu-mei and Ping-hui Liao [ed.] (2015)	Comparaison de Taiwan *Comparatizing Taiwan*
Hsiao, Frank S.T. et Mei-Chu (2015)	Le développement économique de Taiwan : premières expériences et triangle commercial du Pacifique *Economic development of Taiwan early experiences and the Pacific trade triangle*
Taylor, Jay (2016)	**Le fils du Généralissimo : Chiang Ching-kuo et les révolutions en Chine et à Taiwan**
Champoux, Roger [s.d.]	**Pleins feux sur l'actualité Taiwan : verrou stratégique qui a réussi un miracle économique**

Tableau 11 : Ouvrages économiques sur l'époque autoritaire et l'époque démocratique

SOURCE : ITH ACADEMIA SINICA, 2004 ; L'AUTEURE

Conclusion

En raison du contexte historique particulier de l'occupation du territoire taiwanais par différents régimes, il a été nécessaire de mener un travail sur les corpus historiques pour délimiter les périodes historiques par lesquelles aborder l'histoire du développement des villes. Dans l'ensemble, l'historiographie japonaise occupe une place dominante sur les études taiwanaises. En comparaison avec « l'histoire han dans le contexte de la Grande Chine » du KMT, les Japonais fournissaient des statistiques plus neutres. Pendant la période démocratique, les universitaires taiwanais ont également continué à s'appuyer sur les recherches japonaises pour construire des études taiwanaises qui appartenaient à Taiwan même. L'analyse présentée dans ce chapitre permet de se repérer dans le maquis des discours pour constituer une base objective pour la recherche dans cette thèse.

II : L'établissement de comptoirs coloniaux (1624-1662)

Introduction

Dans l'historiographie occidentale, l'histoire de Taiwan remonte à « l'ère de Grandes Découvertes », sous l'appellation de Formose par les Portugais. L'île principale est utilisée comme comptoir commercial temporaire pour les marchands et comme refuge pour les pirates chinois et japonais. Les chinois han émigrent du continent vers Taiwan — principalement des pêcheurs, des réfugiés et des pirates "installés" — mais pas en nombre suffisant pour que cette île sous-développée soit considérée comme faisant partie intégrante de l'Empire chinois[5]. Ce petit territoire n'attire pas en effet l'attention des deux grands empires voisins, la Chine et le Japon qui se contentent d'envoyer des détachements militaires pour déloger les pirates.

L'île de Formose entre sur la scène internationale au XVème siècle, lorsque les puissances européennes interviennent en Asie pour s'approvisionner directement en matières premières (épices, soie et porcelaine en particulier) afin d'échapper au monopole du commerce arabe sur ces produits. A cette époque, les Portugais et les Espagnols, puis les Français, les Anglais et les Hollandais, partent à la conquête des mers et établissent des territoires coloniaux pour développer le commerce en Asie (Tsao, 1977, p. 25). Cette première vague d'expansion des puissances occidentales en Asie favorise la croissance des villes portuaires, qui deviennent des comptoirs commerciaux. Les pays européens mettent en place leurs propres routes commerciales et leurs propres comptoirs au travers de couloirs maritimes partant des côtes de l'Inde vers l'Asie du Sud-Est. Malacca et Macao sous les Portugais, Manille sous les Espagnols et, plus tard, Batavia

[5] La Chine revendique pour la première fois des droits sur Taiwan lorsque les trois stations d'approvisionnement en eau douce et en nourriture pour les pêcheurs, Beigang, Keelung et Tamsui, sont transformées en bastions de pirates et en repaires de « traîtres à la Chine » (Tsao 2011, p. 7).

et Taiwan (à Tayouan de Tainan) sous les Hollandais, remplissent parfaitement leur rôle de comptoir commercial au XVIIème siècle (Gunn, 2011).

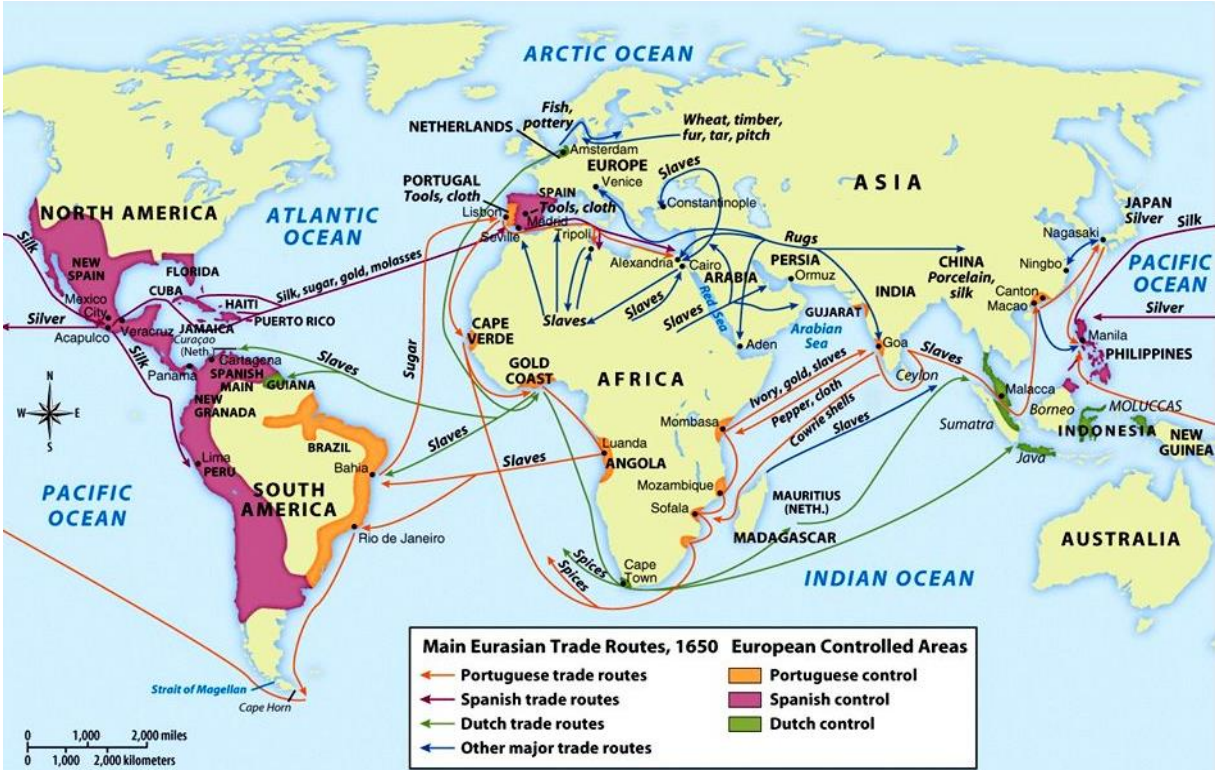
À l'ère des Grandes Découvertes, les villes portuaires établies par les puissances coloniales à l'échelle mondiale, constituent la caractéristique urbaine la plus importante. Ces villes portuaires sont planifiées comme des comptoirs commerciaux et sont reliées à d'autres villes portuaires afin que chaque puissance occidentale dispose de sa propre route commerciale. La situation géographique de chaque comptoir commercial et la force nationale des pays occidentaux déterminent l'importance et le développement de ces comptoirs. Ce contexte explique le choix des stations commerciales par les pays occidentaux dans le développement de la route commerciale de l'Asie du Sud-Est et également l'écart de développement entre le sud-ouest de Taiwan occupé par les Pays-Bas et le nord-est de Taiwan occupé par l'Espagne.

1 - Taiwan, un site stratégique à l'ère des Grandes Découvertes

1.1 - L' « Extrême-Orient » au centre des intérêts occidentaux

A l'époque des Grandes Découvertes, entre le XVème et le XVIIème siècle, après avoir découvert les continents américain et africain, les puissances occidentales continuent à se rendre plus loin en Extrême-Orient à la recherche de nouveaux marchés et de nouvelles ressources. A cette époque, les voiliers sont le principal moyen de transport pour le commerce international et les guerres navales. De ce fait, pour les puissances occidentales, la construction de ports devient une étape primordiale. Elles créent ou développent des ports le long des routes de navigation dans les régions ultramarines nouvellement conquises pour faciliter le commerce océanique (Laux, 2015).

Pour effectuer leur choix d'implantation de leurs comptoirs commerciaux, les puissances occidentales se concentrent sur des îles facilement défendables ou des sites déjà développés. Et ceci en faisant attention à prendre en compte le rythme et la fréquence de navigation, déterminés par le système de mousson. Les comptoirs sélectionnés, comme Malacca (1511), Manille (1567) et Batavia (1619), respectivement administrés par les Portugais, les Espagnols et les Néerlandais, sont aménagés pour abriter les futurs ports coloniaux et préparés à des fins coloniales (Laux, 2015). Ces comptoirs servent de quartiers généraux aux empires maritimes européens en Asie du Sud-Est, créant ainsi de nouvelles relations hiérarchiques avec les ports d'alimentation de ces régions, par contrat ou par la force (Blussé, 2013). De ce fait, chaque empire occidental développe sa propre route de navigation commerciale, jalonnée par des comptoirs et colonies au milieu du XVIIème siècle (Carte 1).



Carte 1 : Le commerce maritime de comptoir des pays européens en Asie au milieu du 17ème siècle

SOURCE : HABBEKRATZ, 2016

De toutes les puissances occidentales, le Portugal est la première à émerger en tant que puissance maritime. Grâce à son vaste empire commercial colonial à travers le monde, il monopolise les routes commerciales des épices, soutenu par une puissante thalassocratie à partir de Lisbonne jusqu'au sud de l'Asie (conquête de Goa en 1510 et contrôle du Détroit de Malacca et les régions voisines à partir de 1511). Les Portugais ouvrent le commerce avec la Chine à Canton en 1517, et par la permission des Ming, ils sont autorisés à occuper Macao en 1557. Le Japon, fortuitement atteint par trois commerçants portugais en 1542, attire bientôt un grand nombre de marchands et de missionnaires. Par la proximité géographique, les Portugais sont les premiers à découvrir l'île principale de Taiwan en 1544, qu'ils qualifient de « belle île » (Formosa)[6]. Cependant ils ne pensent pas à s'y installer puisqu'ils contrôlent déjà une base voisine en Chine

[6] Malheureusement, il n'y a aucune preuve pour confirmer cette origine. Récemment, selon la recherche d'un historien taiwanais, il est plus probable que les Portugais ont parlé de « Formosa » pour l'archipel de Ryukyu (Okinawa) et non pas de Taiwan (Ang, 2017).

(Macao) et disposent de liens commerciaux avec le Japon et la Chine. Ils établissent une route commerciale entre Canton (Chine) et Nagasaki (Japon) en Asie de l'Est pour le commerce de la soie chinois et de l'argent japonais (Gunn, 2011).

S'inspirant du trajet commercial établi par les Portugais en 1571, d'autres pays européens comme l'Espagne et les Pays-Bas se concentrent également sur les marchés asiatiques pour établir leurs propres comptoirs afin de mettre un terme au monopole du Portugal sur les prix des épices (Jan de Vries & Ad van der Woude, 1997). Les Espagnols choisissent Manille, leur comptoir commercial le plus proche de la Chine et du Japon, comme capitale de leur future colonie et, de là, ils prennent contact avec ces deux pays pour pouvoir commercer. Les marchands Chinois, qui ont besoin de l'argent espagnol pour commercer[7] viennent à Manille avec de la soie, la porcelaine et d'autres produits manufacturés pour effectuer des échanges. Les commerçants Japonais se rendent également à Manille pour échanger leur argent contre de la soie chinoise, des épices de l'Asie du Sud-Est et des aliments en vrac. D'autres villes portuaires d'Asie du Sud-Est apportent également à Manille des épices et d'autres produits naturels ou manufacturés en échange de produits de base chinois, japonais et espagnols. Manille est alors le centre commercial du monde aux XVIème et XVIIème siècles.

Les Pays-Bas émergent, en tant que puissance maritime, après le Portugal et l'Espagne et adoptent une stratégie commerciale maritime distincte. A la différence des Portugais et des Espagnols qui exercent leur puissance maritime à l'échelle mondiale, les Néerlandais installent en priorité leur siège à Batavia[8] (aujourd'hui Jakarta, Indonésie) et

[7]Avec l'expansion continue de l'hégémonie maritime espagnole, depuis la fin du XVIIème siècle, la devise espagnole est la principale monnaie mondiale et est largement utilisée en Europe, en Amérique et en Extrême-Orient (Humphrey, Sutherland, & Allan, 2019).

[8] Aux XVIIème et XVIIIème siècles, les écrivains néerlandais considèrent la rébellion des Bataves indépendants et épris de liberté comme le reflet de la révolte néerlandaise contre l'Espagne et d'autres formes de tyrannie. Selon cette vision nationaliste, les Bataves étaient les "vrais" ancêtres des Hollandais, ce qui explique l'usage récurrent du nom au cours des siècles. Jakarta est nommée "Batavia" par les Hollandais en 1619. La république néerlandaise créée en 1795 sur la base des principes révolutionnaires français s'appelait la République de Batavie. Aujourd'hui encore, le batavien est un terme parfois utilisé pour décrire le peuple hollandais, c'est similaire à l'utilisation du gaulois pour décrire le français et du teutonique pour décrire les Allemands (Beyen, 2000).

se concentrent sur le commerce intra-asiatique (Gunn, 2011). Ainsi, au XVIIème siècle sont dénombrés plus de trente comptoirs néerlandais dans le monde, dont dix-neuf en Asie. C'est dans ce contexte que Taiwan devient une station commerciale néerlandaise et devient intégrée au commerce international.

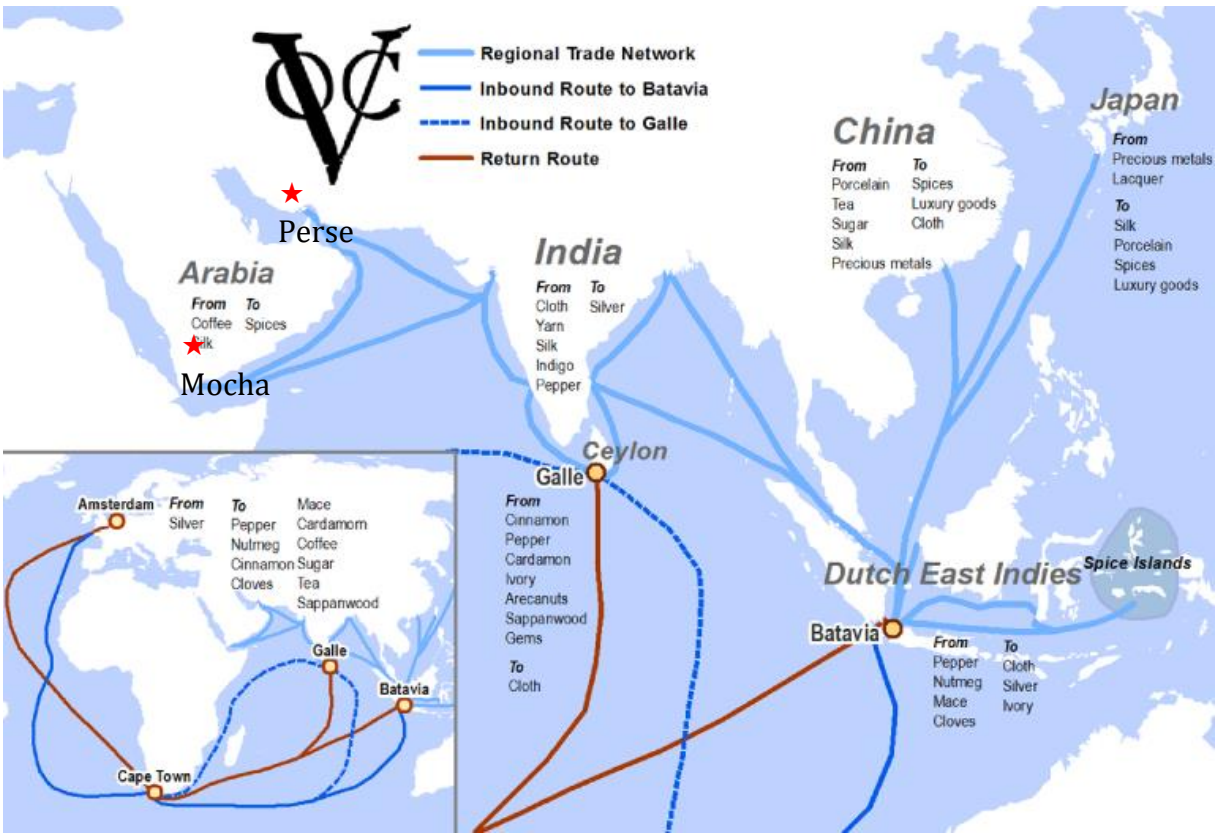
1.2 - L'évolution du commerce maritime et les comptoirs des Néerlandais

Afin de développer les échanges avec l'Extrême-Orient, le gouvernement néerlandais créé une grande entreprise, la VOC (*Vereenigde Oost-Indische Compagnie*, Compagnie Unie des Indes Orientales). Cette société est considérée comme le bras international de la République Néerlandaise, dont elle symbolise la puissance coloniale. Ses nombreuses prérogatives lui permettent d'exercer un véritable monopole commercial : elle peut signer des contrats avec les autorités locales ; déclarer la guerre à l'Espagne et au Portugal en levant une armée ; déclarer la guerre aux monarques des Pays d'Asie, conclure un traité et s'installer sur leur territoire, établir des installations administratives et défensives ainsi que des fortifications ; distribuer des devises (Tang, 2001, p. 76). En 1606, la VOC possède 41 navires de guerre, 3 000 navires marchands et emploie 100 000 personnes (Yang Y.-j., 2000, p. 7).

En 1619, la VOC établit son Haut Gouvernement (*Hoge Regering,* siège administratif et culturel) à Batavia : toutes les décisions touchant ses comptoirs régionaux, telles que l'établissement de forts, de systèmes coloniaux, de déclarations de guerre ou d'alliances militaires, sont sous son commandement (Heyns, 2000). À partir de Batavia, la VOC prévoit d'étendre son contrôle en Asie pour compléter son réseau commercial.

Jan Pieterszoon Coen, le gouverneur général de la VOC dans les années 1620, s'attache à développer le commerce régional tout en développant les productions locales. Dans une lettre aux directeurs d'Amsterdam, en août 1619, il explique son projet ambitieux : « Les textiles de Gujerat (Inde) doivent être échangés contre du poivre et de

l'or sur les côtes de Sumatra (Indonésie); le poivre de Banten (Indonésie) contre des couronnes et des textiles; les biens chinois et l'or contre du bois de Santal, du poivre et des couronnes. On peut trouver au Japon l'argent pour obtenir des biens chinois ; les textiles des côtes de Coromandel pour les échanger contre des épices, d'autres marchandises et de l'argent espagnol ; de l'argent espagnol depuis l'Arabie contre des épices et d'autres petits produits, nous assurant que chaque achat compense l'autre, et que tout ceci est réalisé par nos navires sans argent néerlandais (Femme, 2003, p. 121) ». En vertu de ce projet, la VOC ouvre trois routes maritimes (Carte 2): 1) une ligne occidentale allant de Batavia à la Perse (aujourd'hui l'Iran) et à Mocha (Yémen) via le relais de Ceylan (Inde); 2) une ligne orientale de Batavia jusqu'aux Moluques en Indonésie, connues sous le nom d'Îles aux épices; 3) une ligne septentrionale en Chine et au Japon via Taiwan comme point de transit (Tsao, 2001).



Carte 2 : Réseau de commerce de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales en XVIIe siècle

SOURCE : KEHOE, 2014

1.3 - Taiwan, un entrepôt stratégique à l'échelle régionale

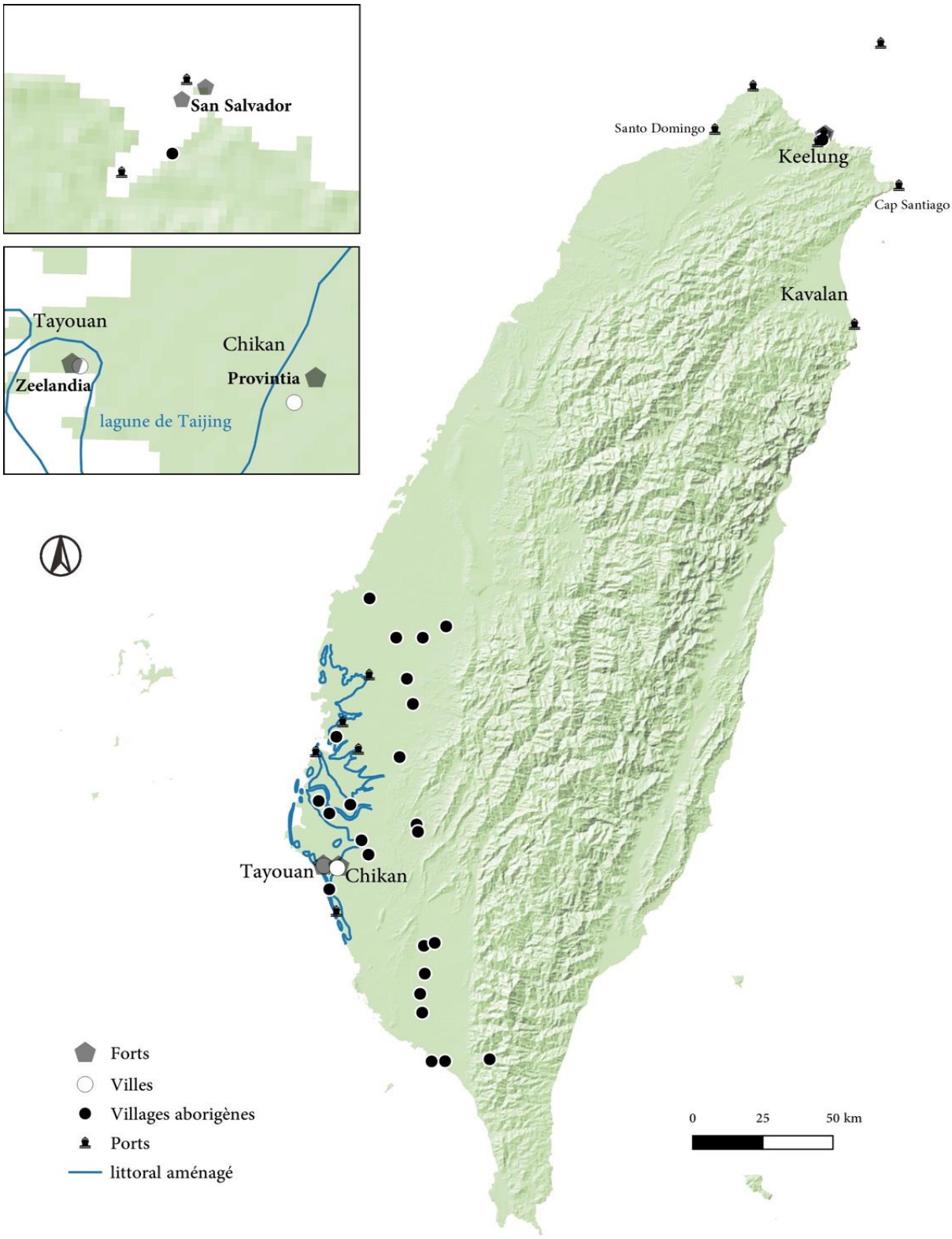
Par sa position géographique, située entre la Chine et le Japon, Taiwan joue donc un rôle important en tant que station de relais néerlandais pour accéder aux marchés de la Chine et du Japon. Par cette position avantageuse, la VOC établit un commerce maritime avec la Chine, confine les Espagnols à Manille et développe son commerce avec le Japon (Jan de Vries & Ad van der Woude, 1997). Seul le comptoir portugais de Macao résiste à l'impérialisme néerlandais (Gunn, 2011). La VOC engrange des bénéfices considérables en utilisant Taiwan comme comptoir régional au service du commerce maritime dans lequel les soies et la porcelaine viennent de Chine, l'argent et le cuivre du Japon et les épices d'Asie du Sud-Est (Tsai S.-S. H., 2009).

Avant d'occuper le sud de Taiwan, les Néerlandais s'intéressent d'abord à la petite île de Penghu (澎湖), plus proche de la Chine, et donc plus propice aux échanges commerciaux avec ce pays. Cependant, Penghu est déjà sous le contrôle de la dynastie Ming. C'est la raison pour laquelle les Néerlandais se tournent vers Taiwan. Un accord est passé entre le gouverneur de la province du Fujian (à laquelle est rattachée Penghu) et le commandant de la flotte néerlandaise. S'ils celle-ci se retire de Penghu, les Néerlandais seront autorisés à s'installer à Taiwan — territoire alors considéré comme hors du contrôle des Ming — et à commercer avec la province du Fujian ; son représentant basé à Penghu est chargé d'aider les Néerlandais à trouver un site portuaire approprié (Yang Y.-j., 2000).

En 1624, après un examen approfondi des conditions comparées de plusieurs sites portuaires, les Néerlandais choisissent de s'installer sur île de Tayouan (大員)[9], autour de la lagune de Taijing dans le sud de l'île (Carte 3). Aujourd'hui connue sous le nom d'Anping (安平), cette petite île entourée de bancs de sable présente l'avantage d'être exposée à des

[9] "Tayouan" est la prononciation néerlandaise qui est similaire à "Taiwan" dans la prononciation hokkian d'aujourd'hui. On peut dire que c'est le prédécesseur du mot Taiwan (Chou W.-y., 2016).

courants marins contraires qui conduisent naturellement les voiliers vers le rivage. Elle constitue donc un port naturel propice au mouillage et à l'abri des bateaux.



Carte 3 : Répartition des forteresses néerlandaises et espagnoles à Taiwan

SOURCE : ACADEMIA SINICA, 2003

Les Néerlandais ont trois raisons supplémentaires de s'installer à Tayouan. La première est sa localisation stratégique : ce site est le plus proche de la Chine pour des échanges avec Batavia, et permet le contrôle du détroit de Taiwan, point névralgique des routes maritimes portugaises et espagnoles vers la Chine et le Japon (Heyns, 2000, p. 134). La deuxième raison est l'avantage de la défense. Le site de Tayouan est facile à tenir mais difficile à attaquer. S'il faut faire face à un ennemi venant de l'extérieur, les Néerlandais pourront placer des soldats et sortir facilement de l'île. La troisième raison est d'ordre démographique. Taiwan est déjà peuplée de plusieurs milliers de Chinois et d'aborigènes susceptibles de constituer une source de main d'œuvre utile aux Hollandais pour construire une colonie agricole poursuivant des objectifs commerciaux (Huang, Pan, Wu, & Wang, 2017, p. 16).

Les Néerlandais commencent par construire un fort à Tayouan : le Fort Zeelandia qui devient le centre administratif entre 1624 et 1634. Ils développent ensuite la « ville marchande » de Stan Zeelandia à proximité du fort pour y développer des activités commerciales. Cette ville administrative (le Fort) et marchande (le Stan) est établie comme comptoir commercial entre la Chine et le Japon. Cependant, le site naturel du port de Tayouan devient de plus en plus problématique pour la navigation. Le niveau d'eau y est peu profond, les récifs nombreux, et les sédiments s'y accumulent. Des navires s'échouent souvent après avoir heurté un récif et les grands bâtiments commerciaux ne pouvaient pas accoster. En conséquence, les Néerlandais décident d'établir une nouvelle ville commerciale dans le territoire intérieur à Chikan (赤崁) : Stan Provintia, où ils encouragent particulièrement les marchands chinois à s'installer. Quelques décennies plus tard plus tard, en 1653, les Hollandais construisent un autre fort, Fort Provintia pour se défendre face aux rébellions suite à celle des han chinois en 1652[10] (cf. Carte 3). Entre les villes de Tayouan et de Chikan la fréquence et le volume des échanges de marchandises s'accroissent (Heyns, 2000, p. 134).

[10] Il s'agit d'une révolte des paysans chinois contre la domination hollandaise à Taiwan en 1652, déclenchée par l'insatisfaction suscitée par la lourdeur de la fiscalité néerlandaise, et l'extorsion des fonctionnaires et militaires néerlandais de bas rang. La rébellion gagne d'abord du terrain avant d'être écrasée par une coalition de soldats néerlandais et de leurs alliés autochtones. Elle est considérée comme le plus important soulèvement contre les Hollandais pendant les 37 ans de leur colonisation de Taiwan (Andrade, 2008).

Tandis que les Hollandais occupent le sud-ouest de l'île, les Espagnols viennent occuper le nord-est de l'île à Keelung en 1626, depuis leur tête de pont de Manille aux Philippines, deux ans seulement après l'installation néerlandaise à Tayouan. Les Espagnols débarquent d'abord au Cap Santiago, au nord-est de Taiwan, mais ils trouvent ce site impropre à la défense. Ils continuent alors vers l'ouest le long de la côte et arrivent à Keelung (基隆) en 1626. Ils constatent que Keelung est un port profond et bien protégé, idéal pour une installation. C'est donc là qu'ils décident de construire leur première forteresse, San Salvador. Une autre forteresse, appelée Fort Santo Domingo est construite en 1629 à Tamsui (淡水), devenant par la suite un important port à l'ère Qing. En 1632, les Espagnols étendent leur influence dans la plaine de Taipei en traversant la rivière Tamsui. Ils continuent plus loin et envahissent le nord-est du Kavalan (aujourd'hui le comté de Yilan [宜蘭]) en 1632 (cf. Carte 3) (Davidson, 2014, pp. 19-20).

Cependant, l'Espagne n'occupe cette région que pendant seize années. A partir de 1641, la VOC envoie des troupes à Keelung puis mène plusieurs attaques dans le nord du pays en 1644 et en 1645 (Yang Y.-j. , 2000, p. 78). Finalement, les Espagnols sont chassés du nord de l'île et Taiwan passe entièrement sous le contrôle des Pays-Bas, domination qui va être ininterrompue pendant près de 40 ans, jusqu'en 1662.

2 - Le développement des villes portuaires

2.1 - Le développement des villes portuaires du sud-est asiatique par les puissances occidentales

La construction de ports servant de comptoirs ou de colonies est ce qui aide les puissances coloniales à établir les itinéraires commerciaux internationaux. En conséquence, ces ports coloniaux deviennent les premières zones urbanisées grâce à des activités commerciales prospères, contrastant ainsi avec les autres localités moins développées du pays. Ces ports coloniaux sont construits non seulement pour les besoins du commerce mais aussi pour étendre le contrôle de l'autorité coloniale, notamment pour assurer l'intégration des structures économiques dans l'intérêt de la métropole (Fryer, 1953). Progressivement, certains d'entre eux se développent avec succès, passant de petits villages de pêcheurs côtiers à des villes portuaires mondiales voire des capitales ou des pôles économiques majeurs (Figure 2).

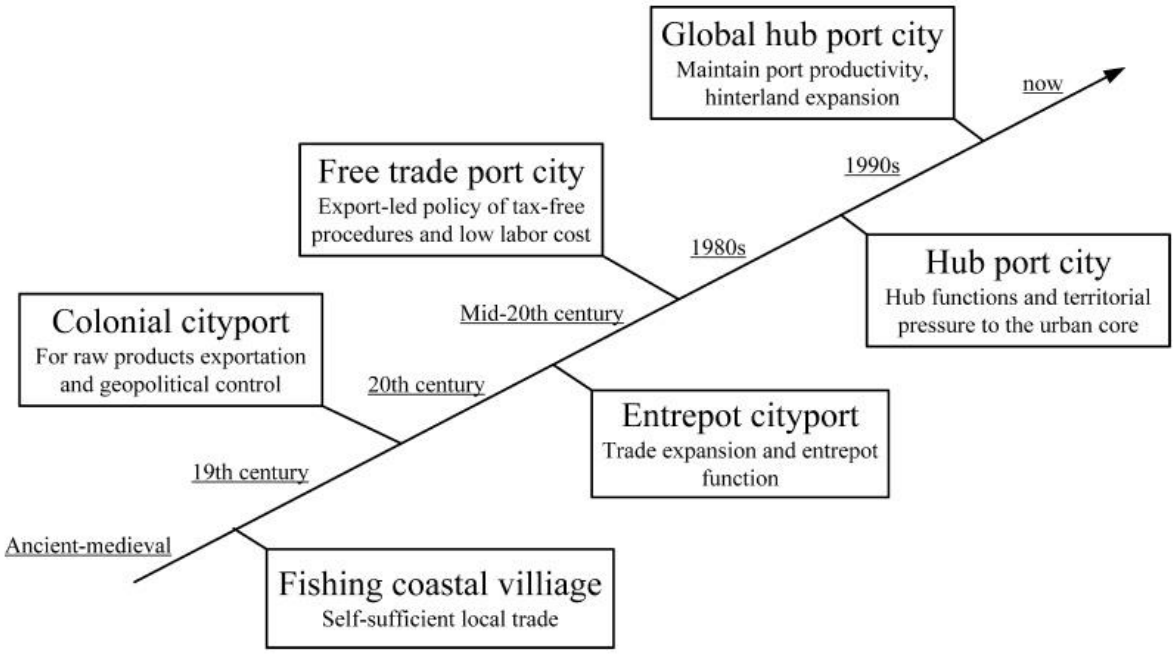


Figure 2 : L'évolution des ports en Asie

SOURCE : YANG, LOW, & TANG, 2011

A cette époque des Grandes Découvertes, les comptoirs comprennent : Malacca le long du détroit de Melaka, Batavia, Ambon, Ternate et Makassar autour de la mer de Java, Hội An et Manilla sur la mer de Chine méridionale, Tayouan et Keelung le long du détroit de Taiwan (Huang & Huang, 2018). A l'exception de Batavia et Manille, qui continuent à se développer pour devenir des villes portuaires importantes et des capitales coloniales sous influence occidentale, la plupart d'entre elles tombent en déclin. Comme l'écrit Blussé (2013, p. 453) : « Entre 1400 et 1800, de nombreuses villes portuaires asiatiques, aujourd'hui presque oubliées, ont contribué à ce que l'on a appelé le développement de la mondialisation « archaïque » et la transition vers la proto-mondialisation ».

La discontinuité du développement ou le déclin des comptoirs à cette époque peut être expliquée par trois facteurs. D'abord des raisons environnementales : l'instabilité hydrologique, l'érosion des sols et le processus de formation de delta, associés à de fréquentes tempêtes tropicales provoquent des inondations massives ou l'envasement des estuaires et coupent souvent les villes portuaires de la mer. L'envasement du site est l'une des raisons pour lesquelles Tayouan ne peut s'étendre. Le second facteur tient à la localisation des ports par rapport aux principales routes commerciales (Blussé, 2013). Les villes de Keelung et Tamsui, occupées par l'Espagne dans le nord de Taiwan, ne peuvent pas se développer en comptoirs commerciaux car elles sont trop éloignées des principales routes commerciales. Enfin, il faut prendre en considération la qualité de vie des Occidentaux dans les comptoirs locaux. Le climat local, les conditions sanitaires et même le « degré de civilisation » (Kang P., 2016) des populations autochtones sont des facteurs déterminants pour la poursuite des comptoirs (Blussé, 2013).

De plus, les reconfigurations de pouvoir entre puissances occidentales en Extrême Orient au XVIIIème siècle (montée en puissance de la Grande-Bretagne et de la France face à la domination du Portugal, de l'Espagne et des Pays-Bas) affectent le développement des comptoirs coloniaux. A mesure que les nouvelles villes se développent, les anciennes villes coloniales déclinent ou sont mises à l'écart (Metcalf, 2013). Les villes portuaires précédemment développées par le Portugal et l'Espagne en tant que comptoirs commerciaux perdent naturellement de leur importance. Le déclin de Malacca en est un bon exemple. Grâce à sa localisation géographique idéale au sein d'une zone de production

d'épices, Malacca était un important comptoir commercial sur la route maritime principale du Portugal, de l'Inde à l'archipel des Ryukyu. La conquête hollandaise en 1646 cause son déclin : ce site ne fait plus partie de la route commerciale principale des Pays-Bas. En tant que comptoir, Malacca est remplacé par la Batavia.

Taiwan, divisée et occupée par les Néerlandais et les Espagnols, est considérée comme un comptoir de rang secondaire par rapport aux deux principaux « hubs » de l'époque, Manille et Batavia[11]. A Taiwan, le développement des ports n'est pas constant en raison des différences dans les activités commerciales. Tayouan occupé par les Hollandais au sud-ouest de l'île devient un important comptoir commercial face à la Chine. En revanche, Keelung et Tamsui sont occupées par les Espagnols à des fins défensives pour empêcher les Néerlandais d'étendre leur puissance maritime.

2.2 - Domination néerlandaise à Tainan

Au cours des quatre décennies où les Hollandais gouvernent Taiwan, l'île passe d'un comptoir commercial à une colonie néerlandaise (une partie de Tainan aujourd'hui) et la valeur économique de l'île commence à être appréciée par les colons. Au début, à cause de la mise en pratique de la politique isolationniste imposée par la dynastie Ming qui interdit les activités maritimes et les immigrations, les Hollandais collaborent avec les pirates dans l'espoir de monopoliser le commerce entre la Chine et le Japon. Zheng Zhilong (鄭芝龍) est l'un d'entre eux. Son fils Zheng Chenggong (鄭成功), nommé Koxinga par les occidentaux, succède aux Néerlandais et établit son pouvoir sur Taiwan. Grâce à la levée de l'embargo vers 1634, la VOC développe avec succès des relations commerciales avec la Chine à partir de Tayouan (Yang Y.-j., 2000).

[11] Le trajet Manille – Acapulco, réalisé par des galions, reliant les Amériques à la Chine via les Philippines, est l'une des lignes maritimes les plus rentables de l'histoire coloniale européenne, pendant presque 300 ans (1565-1815) (Gunn, 2011). Batavia est la principale destination des exportations japonaises, qu'il s'agisse du commerce européen ou du commerce intra-asiatique. A partir de Batavia, les flottes hollandaises peuvent voyager directement en peu de temps jusqu'au Cap de Bonne Espérance avant de rentrer aux Pays-Bas.

La situation commence à changer en 1640. En raison de la menace espagnole dans le nord de l'île, de la politique isolationniste du Japon, de la guerre civile en Chine et du blocage instauré par la flotte Zheng pour commercer avec le Japon, la VOC rencontre des difficultés à poursuivre ses échanges commerciaux avec la Chine et le Japon. Ainsi, après avoir expulsé les Espagnols en 1942, les Néerlandais commencent à se concentrer sur la gestion de l'île en s'intéressant à l'exploitation des ressources locales et à l'expansion territoriale.

Au niveau commercial, Taiwan passe progressivement du statut d'entrepôt, responsable uniquement du transbordement de marchandises étrangères, à celui de base d'exportation en fournissant des biens produits sur place. Ainsi que le rapporte Yang, « avant 1640, les marchandises exportées par Taiwan provenaient principalement de Chine continentale, ce qui faisait de Taiwan une base de transit pour les marchandises du monde entier sur la scène commerciale internationale. Après 1640, l'offre de marchandises exportées de Chine continentale, telles que la soie grège, les produits métalliques et le sucre granulé, diminue fortement. Cependant, les produits locaux comme le sucre, la peau de daim, le soufre et le charbon de Taiwan ont joué un rôle de plus en plus important. Si avant 1640, Taiwan était principalement une base de commerce d'entrepôt, par la suite, le commerce d'entrepôt a commencé à décliner, et la proportion de la production locale et des exportations a augmenté considérablement » (Yang Y.-j., 2000, p. 144).

Au niveau territorial, l'armée de la VOC connait une expansion du sud vers le centre, l'est et le nord de l'île à partir des communautés villageoises aborigènes près de Tayouan (Chen Z.-r., 2005, pp. 68-69). Les Hollandais contrôlent finalement complètement l'île grâce leur force militaire. Comme nulle part ailleurs dans les autres comptoirs néerlandais, la VOC peut exercer son pouvoir absolu et sa souveraineté en l'absence d'un régime de gouvernement local à Taiwan. Cette île devient donc le premier et le seul territoire véritablement colonial sous contrôle néerlandais (Kang P.-d., 2016).

Les occupants hollandais renforcent la répartition spatiale de la population insulaire en mettant en œuvre la première politique de ségrégation ethnique. Ils séparent les autochtones des immigrants han pour faciliter le contrôle colonial. Pour le petit nombre d'immigrants han chinois, les Néerlandais exercent un contrôle strict. À l'inverse, leur contrôle est faible sur les aborigènes plus nombreux et dispersés sur l'île.

Pour les aborigènes, dont les villages sont dispersés sur l'ensemble de territoire et appartenant à différents groupes ethniques, les Néerlandais accordent une autonomie locale avec des dirigeants disposant du pouvoir de diriger leur village. Les Néerlandais réalisent alors des recensements d'autochtones afin d'enregistrer la population indigène sous leur contrôle. En 1646, 217 villages autochtones sont recensés, puis de nouveaux villages s'y ajoutent chaque année. En 1650, un record est enregistré avec 315 villages et plus de 60 000 indigènes fidèles à la VOC (Yang Y.-j., 2000, p. 92). Dans ces villages passés sous leur contrôle, les Néerlandais demandent des peaux de daim en guise d'impôt. A cette époque, le profit sur la vente des peaux de daim à Taiwan est élevé et ces dernières sont exportées vers le Japon par les Hollandais.

Par ailleurs, pour dominer rapidement cette colonie et pour s'y installer durablement, la VOC recrute un grand nombre d'immigrants han (90% d'hommes), dont la majorité vient des provinces du Fujian et du Guangdong, pour l'aider à mettre en valeur les terres arables en y plantant du riz et des cannes à sucre (Yang Y.-j., 2000). L'agriculture progresse rapidement grâce au nombre croissant d'immigrants chinois. Bientôt, Taiwan devient le plus important fournisseur de sucre, produit qui entre dans le circuit commercial des Pays-Bas. Le riz est quant à lui produit et vendu principalement par des Chinois, et largement exporté vers la Chine continentale.

Contrairement à la gestion des populations autochtones, les Néerlandais adoptent une politique de gestion centralisée à l'égard des han. Ceux-ci sont complètement sous contrôle des Hollandais. Ils sont soumis à de nombreuses restrictions et doivent payer plusieurs impôts. Leur rayon d'action est limité aux terres agricoles situées à proximité de la capitale, près de la capitale, Tayouan, et ils doivent vivre dans la région de Chikan,

dans la ville de Stan Provintia, construite par les Hollandais. En 1640, on compte environ 200 maisons et 1 000 habitants han (Groll, Alphen, Kat, Meekerk, & Wevers, 2002, p. 268) et en 1646, sont recensées environ 10 000 personnes. Cette population double en seulement vingt ans. En 1650, le nombre d'immigrants chinois atteint 15 000 personnes (Yang Y.-j., 2000, pp. 167-170).

Ces immigrants n'ont généralement pas le droit d'entrer dans les villages autochtones ou de se marier avec des autochtones. Seuls ceux qui achètent des permis de transaction ont le droit de commercer avec un village autochtone spécifique (*pushe zhidu* 賸社制度). En ce qui concerne les impôts, chaque immigrant âgé de plus de sept ans doit payer une « taxe par tête ». La base des taxes varie selon les emplois occupés : ceux qui travaillent dans l'agriculture doivent payer une taxe sur le riz ; les pêcheurs une taxe sur la pêche ; les chasseurs de daim, une taxe de chasse ; les commerçants sont soumis à une taxe de marché ; pour l'exportation de marchandises, ils doivent acquitter une taxe d'exportation (Yang Y.-j., 2000).

Dans les années 1650, les gouvernements néerlandais font face à plusieurs crises. En raison de la lourde pression fiscale et de la situation difficile du commerce extérieur, l'insatisfaction des immigrants chinois face à la règle hollandaise grandit et des révoltes éclatent. Le clan Zheng constitue par ailleurs une menace sérieuse pour les Hollandais depuis son émergence en 1644. Il contrôle les zones côtières de la Chine et monopolise le commerce, tout en ayant des relations hostiles avec la dynastie Qing (cf. Chapitre III, Carte 4). À tout moment, les Hollandais craignent que les Zheng envoient des troupes pour attaquer Taiwan. Par conséquent, en plus d'intensifier leur préparation au combat et de renforcer le contrôle sur la population de Taiwan, les Néerlandais essayent par tous les moyens de faire affaire directement avec la dynastie Qing, espérant ainsi contourner l'influence du clan Zheng sur le littoral chinois. Face à ces difficultés internes et externes, les Néerlandais ne peuvent pas consolider leur domination. A partir de 1657, le clan Zheng impose un embargo maritime qui interrompt le commerce entre Taiwan et la Chine. Cela plonge la VOC dans une crise économique, et menace sa présence à Taiwan. En 1661, la flotte navale des Zheng vainc les Néerlandais à Taiwan et met fin à la domination de la VOC sur l'île (Yang Y.-j., 2000, p. 247).

2.3 - Keelung, bastion géostatistique des Espagnols

Comparée à l'occupation néerlandaise du sud-ouest de Taiwan et à l'occupation portugaise de Macao, la partie nord-est de Taiwan occupée par les Espagnols n'est pas un bon emplacement pour développer le commerce maritime du fait de sa distance à la Chine et aux trajets commerciaux principaux des Occidentaux en Asie du Sud-Est. Cependant, l'occupation de Taiwan est nécessaire pour les Espagnols pour des raisons géostratégiques. D'abord, ils souhaitent se libérer du blocus néerlandais dans le détroit de Taiwan et contester leur contrôle de la mer d'Asie orientale[12]. Ensuite, ils ont l'ambition de répandre le catholicisme au Japon en utilisant Taiwan comme tremplin. Finalement, et c'est le plus important, du fait du blocage du commerce direct avec la Chine par les Néerlandais, le bastion espagnol dans le nord de Taiwan sert également de point de transit pour le développement du commerce avec le Japon (Tsao, 1977; Yang Y.-j., 2000). Dans la vision des Espagnols, la proximité du nord de Taiwan avec le Japon et l'archipel de Ryukyu (Okinawa) en fait un excellent emplacement géographique pour une triangulation des échanges commerciaux avec le Japon.

Après l'occupation de Keelung en 1626, les Espagnols construisent la fortification de San Salvador au sud-ouest de l'île de Hoping pour protéger le port de Keelung. Cette fortification sert de centre administratif et a pour fonction de stabiliser le régime et de protéger l'armée contre les attaques des peuples autochtones et des néerlandais. Keelung se développe très rapidement et devient la deuxième plus grande ville après Tayouan. Deux ans plus tard, en 1629, les Espagnols construisent la fortification de Fort Santo Domingo à Tamsui. En plus de ces deux grands ouvrages, les Espagnols construisent des forts et des marchés dans tous les lieux de leur implantation, stimulant ainsi le développement urbain du nord de Taiwan.

[12] La puissance maritime du Portugal est en déclin depuis la fin du XVIème siècle. Ses comptoirs et réseaux commerciaux sont progressivement remplacés par ceux des puissances britanniques, néerlandaises et autochtones (Om, 1998).

Cependant, le commerce maritime dans le nord de l'île n'est pas aussi harmonieux que les Espagnols le souhaiteraient. Leur forteresse est trop éloignée de la Chine et bloquée par les forces néerlandaises, aussi l'Espagne ne peut commercer directement avec la Chine. Ils coopèrent donc avec le clan Zheng qui importe des produits chinois à Manille. Par ailleurs, l'Espagne n'entretient pas de bonnes relations avec le Japon. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rompues en 1624, en raison des activités missionnaires des jésuites espagnols A partir de 1633, le gouvernement japonais met en œuvre une politique isolationniste. Il ferme le port de Nagasaki et interdit le commerce extérieur. Toutes les puissances européennes sont expulsées : Espagnols, Portugais et Anglais. Seule la VOC et le clan Zheng sont autorisés à poursuivre des échanges avec le Japon, avec comme unique point de contact l'île de Dejima, dans la baie de Nagasaki au sud de l'archipel nippon (Gou, 2018).

Cette situation contrarie les visées du gouvernement Espagnol, consistant à promouvoir le catholicisme au Japon et de commercer avec ce pays. A cela s'associent des conditions climatiques défavorables dans le nord de Taiwan et la résistance des autochtones, qui rendent difficile le contrôle du territoire. De nombreux migrants espagnols décident alors d'aller vivre à Manille. A partir de 1635, l'Espagne commence à réduire ses troupes stationnées à Taiwan, puis renvoie les trois quarts de ses troupes aux Philippines. La fortification du Fort Santo Dormingo à Tamsui est abandonnée. La diminution des troupes espagnoles restées à Keelung engendre le déclin progressif de la domination espagnole dans le nord de Taiwan (Yang Y.-j., 2000, pp. 69-70). En 1642, les Hollandais envoient une flotte pour capturer Keelung, chasser les Espagnols et unifier la partie nord de Taiwan. Les Hollandais reprennent alors les forts laissés par les Espagnols et leurs autres constructions dans la région.

Conclusion

Du XVIème au XVIIème siècle, on assiste à la première vague d'expansion des pays européens en l'Asie de Sud-Est dans un but commercial. Il s'agit dans un premier temps des Portugais, des Espagnols, et des Néerlandais avec la VOC. Ces puissances exercent leur influence en Asie du Sud-Est en établissant des comptoirs afin de faciliter leurs trajets commerciaux. Au fur et à mesure que les puissances occidentales développent des routes maritimes en Asie de l'Est, certaines villes portuaires gagnent en influence et deviennent des sièges régionaux, comme Manille et Batavia.

A cet égard, Tayouan apparaît comme un comptoir commercial secondaire dans la région, mais l'île de Taiwan ne présente pas moins une importance stratégique au plan géopolitique grâce à sa localisation centrale sur la façade pacifique de l'Asie orientale. Les Néerlandais, situés au sud-ouest de l'île à Tayouan, peuvent facilement accéder aux marchés chinois et japonais. L'Espagne a des intentions similaires mais son commerce en Asie du Nord-Est n'est pas aussi fluide que celui des Pays-Bas. Limitée à la politique isolationniste du Japon, l'Espagne ne peut pas commercer avec ce pays. Sur le plan géographique, la côte chinoise est contrôlée par les Néerlandais de sorte que les forteresses espagnoles du nord de Taiwan ne peuvent se développer en comptoir commerciaux et se maintiennent à une fonction de défense contre la poursuite de l'expansion des forces néerlandaises.

On peut s'étonner de ce que le cas taiwanais ne soit pas mentionné dans la littérature occidentale sur les comptoirs coloniaux et les villes portuaires. Deux raisons l'expliquent. D'une part, la plupart des comptoirs commerciaux ont été développés en Asie du Sud-Est alors que Taiwan est située en Asie du Nord-Est et n'est donc pas située sur la principale route commerciale des puissances occidentales de l'époque. D'autre part, l'île n'a pas connu comme les autres comptoirs une occupation coloniale occidentale continue, mais une prise en main par des gouvernements chinois à l'économie moins avancée pendant plus de deux cents ans (Hein, 2013). Taiwan occupe donc une position à part dans l'historiographie coloniale en raison de la singularité de son régime colonial.

III : Les gouvernements de tutelle chinois (1662-1895)

Introduction

Au moment où Taiwan est sous domination des Néerlandais en tant que comptoir de commerce, son voisin, la Chine continentale connaît une période de transition dynastique. Les Ming perdent le pouvoir impérial au profit de la dynastie mandchoue des Qing. L'ethnie han ne domine plus politiquement en Chine. C'est dans ce contexte que le clan familial des Zheng, loyal aux Ming, maintient dans un premier temps son pouvoir politique sur le littoral chinois. Dans un second temps, il établit une base militaire temporaire à Taiwan, dans l'espoir de destituer les Qing du pouvoir impérial et de replacer les han à la tête du pouvoir (Tableau 12). Le clan familial Zheng est le premier à imposer une tutelle de l'ethnie han sur Taiwan. En dépit de la durée très courte de leur exercice du pouvoir à Taiwan (1662 à 1683), la souveraineté des Zheng marque une rupture dans la mesure où ceux-ci mettent en place le premier régime indépendant *de facto* de l'île (Huang, 1996).

Histoire (siècle)	XV	XVI	XVII	XVIII	XIX
Monde	------		Grandes découvertes Première vague d'expansion coloniale en Asie		Deuxième vague d'expansion coloniale en Asie
Chine	**Ming des han (1368-1644)**		**Qing des mandchou (1644-1912)**		
littoral chinois			clan Zheng (1644-1662)		
Taiwan	Société indigène		VOC des Néerlandais (1624-1662)	clan Zheng (1662-1683)	Qing (1683-1895)

Tableau 12 : Situation des régimes politiques en Chine et à Taiwan à l'échelle mondiale entre le XVème et le XIXème siècle

SOURCE : L'AUTEURE

Après le clan Zheng, la dynastie des Qing règne sur Taiwan pendant plus de 200 ans. En même temps, l'Asie orientale connaît une deuxième vague d'expansion coloniale par les puissances occidentales, qui amorce un processus d'intégration économique à l'échelle de la région (Hang, 2015). Les puissances occidentales adoptent une stratégie maritime établie depuis la période des Grandes Découvertes comme moyen de colonisation. Les villes portuaires en Asie continuent d'être développées à des fins commerciales. En revanche, l'île de Taiwan se développe différemment par rapport aux régimes coloniaux voisins. Vue par les Qing comme une petite île frontalière, Taiwan est gérée avec une approche de « laissez-faire ». Avec la poursuite de la politique isolationniste entamée par les Ming, Taiwan ne peut commercer avec la Chine que sous certaines conditions et demeure donc isolée des réseaux commerciaux internationaux. Le développement des villes portuaires taiwanaises est ainsi fortement limité par les Qing. En revanche, ces politiques sont beaucoup plus propices à l'entrepreneuriat local dans île.

A la fin de la domination Qing, Taiwan revient sur la scène internationale. En raison de la défaite des Qing dans la guerre initiée par les puissances occidentales certains ports chinois, y compris ceux de Taiwan, sont contraints de s'ouvrir comme « ports de traités » (*treaty ports*) en 1860 par le traité de Tianjin. Avec l'essor du commerce et la croissance économique, la dynastie Qing commence à reconnaître l'importance de Taiwan. En 1885, Taiwan sera annexée comme province de la Chine.

Ce chapitre passe en revue les deux périodes au cours desquelles Taiwan s'est trouvé sous contrôle de gouvernements exogènes issus du continent chinois. Il relativise la portée territoriale de ce contrôle, et rend compte de la singularité de la trajectoire taiwanaise, et par suite de ses dynamiques d'urbanisation, au sein d'une région passée sous domination coloniale occidentale.

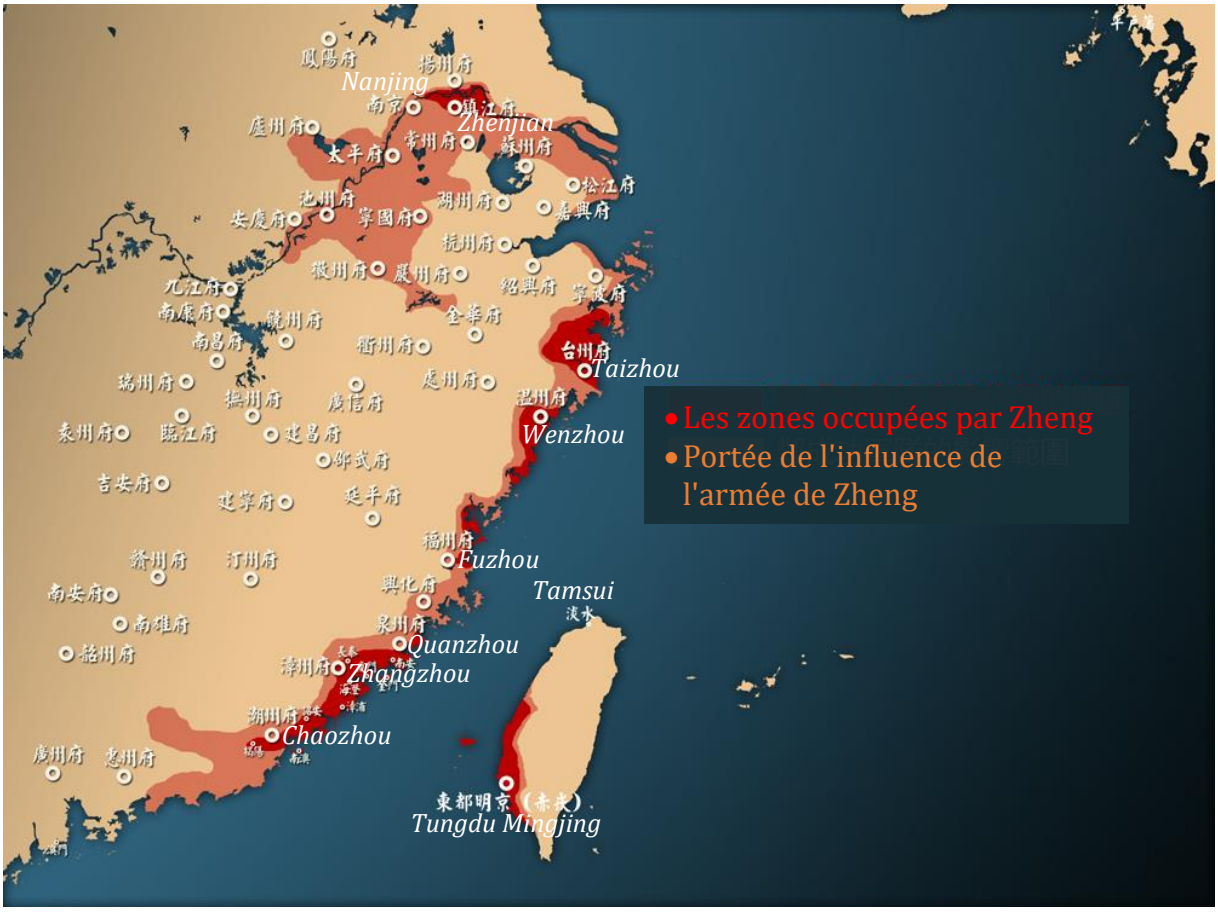
1- La domination de Taiwan par le clan Zheng (1662-1683)

Le clan Zheng, dont quatre générations se succèdent pour diriger Taiwan, se caractérisent par leur position hybride : à la fois marchands, pirates, et militaires. Doté d'une puissante flotte maritime, ce clan établit d'abord un empire commercial maritime au large de la côte sud-est de la Chine et plus tard de Taiwan. Marchands lorsque le commerce est autorisé, sous les Ming, ils sont considérés comme des pirates lorsque celui-ci est interdit, sous les Qing. (Anderson, 1995; Hang, 2015). Ensuite, lorsqu'ils cherchent à s'emparer du continent et à occuper Taiwan pour en faire leur base, leur rôle est davantage militaire.

La puissance du clan émerge dans une période complexe et instable de l'histoire régionale. Dans le contexte des Grandes Découvertes du XVIIe siècle, une politique isolationniste est imposée aux activités maritimes par la dynastie Ming. Le représentant de la première génération du clan, Zheng Zhilong, établit des réseaux commerciaux et des liens multilatéraux avec les pays d'Asie orientale. Il domine le littoral et les mers le long de la côte sud-est de la Chine (cf. Carte 4). Ses flottes navales exercent ainsi une hégémonie économique informelle sur une grande partie de l'Asie orientale maritime (Tang, 2001). En 1628, Zheng Zhilong est nommé officier militaire par les Ming, ce qui lui permet de continuer à développer légalement sa puissance maritime.

L'avènement au pouvoir de la dynastie Mandchoue en Chine, en 1644, change radicalement la situation du clan Zheng. Succédant à son père, Zheng Chenggong — plus connu en Occident sous le nom de « Koxinga » — conserve le pouvoir sur la côte sud-est de la Chine au nom de la dynastie Ming (cf. Tableau 12). Cependant, il ne parvient pas à maintenir son assise sur le continent chinois sous la menace constante des forces armées de la dynastie Qing. Implanté à Xiamen, il recherche une base en Asie du sud-est pour s'exiler. Sa recherche répond à deux grands critères : disposer de ressources naturelles pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses soldats ; pouvoir exercer un commerce avec la Chine tout en renforçant les liens avec d'autres sources de production en Asie orientale maritime. Il s'intéresse à l'île de Taiwan, occupée par les Néerlandais, ainsi qu'aux

Philippines contrôlées par les Espagnols. Ces deux territoires lui apparaissent comme des cibles idéales. Ils comptent un nombre important d'immigrants chinois, concentrés à Zeelandia et Provintia pour Taiwan et à Manille pour les Philippines. C'est finalement la conquête de Taiwan qui est privilégiée par Zheng Chenggong en raison de sa proximité avec sa base continentale à Xiamen. De plus, Taiwan constitue une option légitime en dernier recours au cas où ses attaques sur le continent ne donneraient aucun résultat (Hang, 2015).



Carte 4 : L'influence du clan Zheng sur la côte sud-est de la Chine et la côte sud-ouest de Taiwan

SOURCE: IFATSON, 2008; HANG, 2015

1.1- Taiwan comme base territoriale d'une reconquête du continent chinois

Zheng Chenggong parvient à repousser les Néerlandais hors de leur siège de Zeelendia en février 1662, après avoir occupé Provintia (où les Néerlandais avaient installé des immigrants chinois) dès juin 1661. Il proclame la création au sud de l'île, à Tainan, d'une nouvelle entité territoriale, la « capitale orientale des Ming » (*Tungdu Mingjing* 東都明京) basée sur les anciens comptoirs néerlandais. Loyal aux Ming, Zheng Chenggong a pour but de restaurer cette dynastie han au pouvoir à partir de sa base taiwanaise. Il va même jusqu'à ériger un trône provisoire dans l'espoir que le descendant des Ming, l'empereur Yonli, puisse accéder au pouvoir. De ce fait, cette nouvelle entité territoriale à Taiwan combine les fonctions d'une province de la capitale impériale et d'un royaume autonome.

Malgré son court exercice du pouvoir à Taiwan (de juin 1661 à juin 1662, date de sa mort), Zheng Chenggong parvient à imposer son autorité en se basant sur le développement urbain opéré par les Néerlandais dans la partie méridionale de l'île. Grâce au travail de cadastrage dans le sud de l'île, il réussit à établir la légitimité de son gouvernement et à résoudre la pénurie de nourriture. Des géomètres néerlandais ayant capitulé sont mobilisés pour arpenter la côte Ouest de l'île afin d'inventorier les droits de propriété foncière et de déterminer les limites des parcelles précédemment conquises par l'armée (Hang, 2015). Zheng Chenggong est alors en mesure d'introduire le premier découpage administratif de Taiwan (cf. Carte 5).

Le fort Provintia devient la capitale et le centre administratif du gouvernement (*fu* 府). Zheng Chenggong le rebaptise Chengtian *Fu* (承天府). Deux régions de second niveau administratif (qualifiées de *xian* 縣) sont créées : Tianxing *Xian* et Wuangnian *Xian*. En revanche, la région de Tayouan où est situé le fort Zeelandia voit réduire son importance, passant d'un centre administratif à une ville militaire. Zheng Chenggong la renomme Anping (cf. Carte 5) (Trade Association, 2008). Les toponymes chinois choisis pour les deux forts néerlandais sont inspirés de ceux de la ville natale de Zheng Chenggong,

reflétant la nostalgie de ce dernier pour le continent. D'autres unités administratives sont nommées avec des caractères chinois évoquant le bonheur et l'élégance (Sun, 1998).

Par ailleurs, l'équipe des géomètres planifie la création de deux villes à quatre heures de route de la capitale (« Route du nord » et « Route du sud ») devant servir de centres régionaux et de résidence pour les fonctionnaires civils et militaires (cf. Carte 5). Ces villes planifiées sur la frontière sont établies au pied des chaînes de montagnes au centre de l'île. Grâce à leur localisation, elles servent de sites de défense et deviennent aussi des points importants pour les activités commerciales avec les tribus aborigènes (Hang, 2015).

L'armée han chinoise qui a suivi Zheng Chenggong à Taiwan compte 30 000 soldats, soit dix fois la population néerlandaise précédente (Liu Y.-h., 2004). Pour faire face à la pénurie alimentaire de l'armée, Zheng Chenggong adopte une série de mesures foncières visant à accroître la productivité agricole.

En premier lieu, il conserve les aspects positifs du système de l'ère néerlandaise. Les propriétés foncières des aborigènes, établies depuis l'époque néerlandaise, sont reconnues par le nouveau gouvernement, qui peut en tirer des revenus fiscaux. Les impôts payés par les han chinois et les autres catégories de prélèvement obligatoires dans les différents secteurs de l'économie perdurent également.

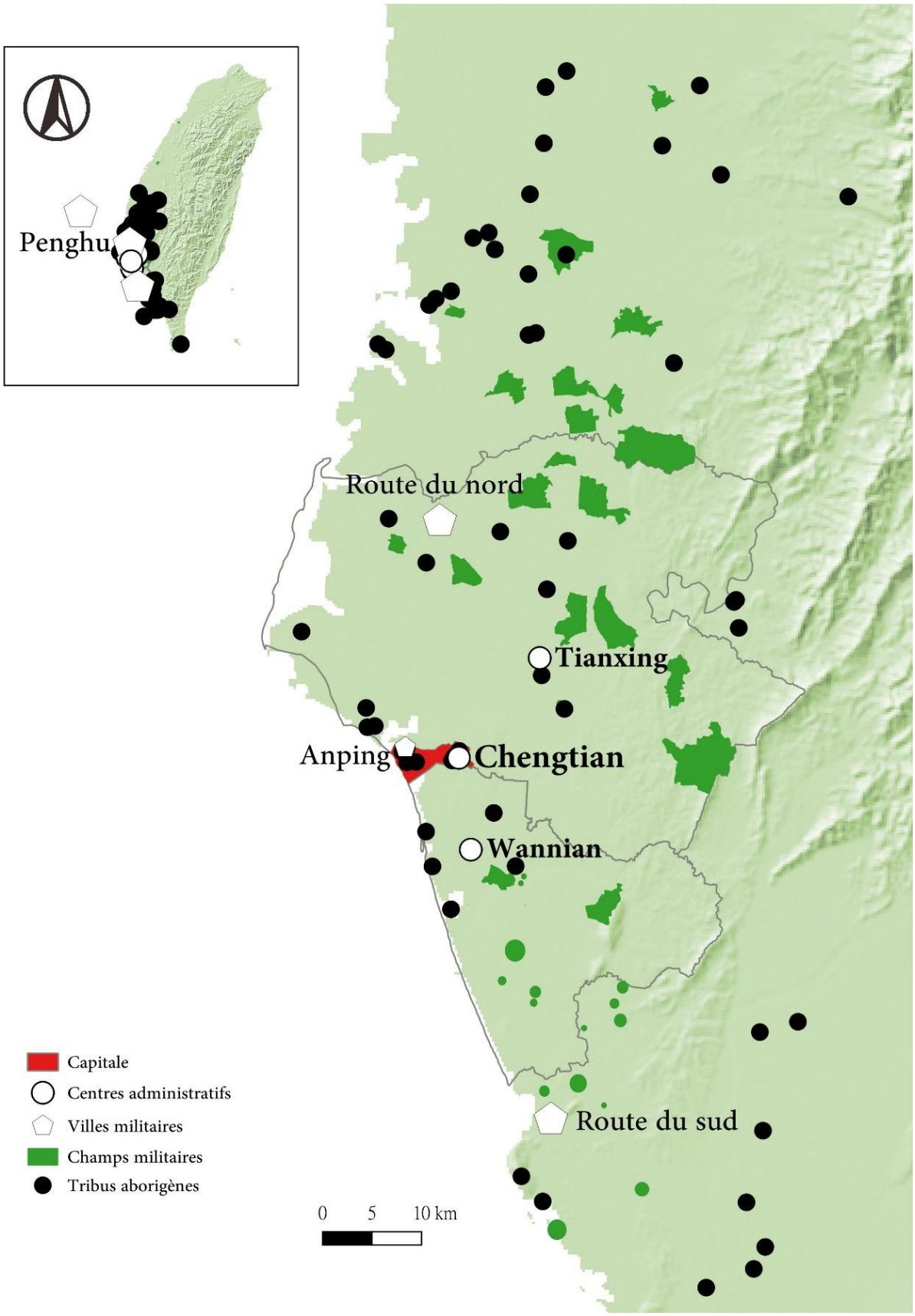
En second lieu, Zheng Chenggong s'appuie sur les résultats des analyses cadastrales pour diviser la totalité de la superficie arable de Taiwan en trois catégories :

- La première catégorie est située dans un périmètre de 70 kilomètres autour de la capitale Chengtian *Fu*. Ce territoire comprend les parcelles les plus productives et les plus intensément cultivées de l'île, qui étaient sous la juridiction directe des Hollandais. Il appartient à Zheng Chenggong et à ses proches. Ce type de terrain est appelé « champs officiels» (*guan tian* 官田).

- La deuxième catégorie est appelée « champs privés» (*si tian* 私田). Zheng Chenggong encourage ses fonctionnaires civils et leurs familles à exploiter les champs non cultivés, plus éloignés. Ils ont le droit de devenir propriétaires de ces champs où ils peuvent recruter leurs propres locataires et obtenir une rente. Afin d'augmenter la production de produits agricoles, le clan Zheng apporte beaucoup d'aide humaine et matérielle. Il recrute de nombreux réfugiés chinois han à Taiwan pour travailler dans le secteur de l'agriculture. Il fournit également des bovins et des semences pour encourager le développement de la production. Enfin, il construit des bassins de rétention d'eau et enseigne les techniques agricoles (Sun, 1998).

- La dernière catégorie s'appelle « champs militaires» (*tun tian* 屯田). Ce type de champ est réservé aux armées. Zheng Chenggong demande à ses troupes de récupérer les terrains vagues situés parfois loin des zones développées et isolés les uns des autres (cf. carte 5). De cette façon, l'armée peut résoudre le problème alimentaire par elle-même, tout en réalisant l'expansion territoriale et les objectifs de défense. Grâce à ces mesures, les terres arables de Taiwan s'agrandissent et les productions augmentent. Le problème de la pénurie de main-d'œuvre est résolu par la conversion des anciens soldats en agriculteurs (Shepherd, 2016 ; Sun, 1998). En conséquence, le problème alimentaire de l'armée de Zheng diminue. L'autorité gagne également en légitimité. Progressivement, le centre de gravité économique de Taiwan passe du commerce maritime à la production agricole (Tsao, 1977).

Dans l'ensemble, la population han, pendant la période de clan Zheng, passe de 25 000 habitants sous la domination néerlandaise à environ 120 000. La population autochtone est d'environ 100 000. En 1650, sous la domination hollandaise, la superficie des terres cultivées de Taiwan était d'environ 10 000 hectares ; en 1680, à l'époque Zheng, elle est passée à 180 000 hectares.



Carte 5 : Le périmètre contrôlé par le clan Zheng à Taiwan

SOURCE : ACADEMIA SINICA, 2003

1.2 - Un régime de domination han déconnecté du continent

Un an après l'occupation de Taiwan, Zheng Chenggong meurt. Son fils, Zheng Jing (鄭經), issu de la troisième génération du clan Zheng, continue à diriger le pays. Zheng Chenggong a pour objectif de transformer Taiwan en base territoriale temporaire pour refonder l'empire chinois. Contrairement à l'idée de son père, Zheng Jing souhaite établir un régime permanent à Taiwan. Lors de la mort de Yonli en 1662, le dernier descendant de la dynastie Ming en Chine continentale, Zheng Jing renomme le territoire taiwanais « Royaume du Tungning» (*Dongning wangguo* 東寧王國) (paix dans l'Est) au lieu de « capitale orientale des Ming ». Il se démarque ainsi politiquement des mandchous au pouvoir en Chine. Cependant, pour maintenir la légitimité de ce gouvernement exogène à Taiwan, Zheng Jing conserve le calendrier de l'ère Ming comme référence (Hang, 2015).

En raison de l'opposition du clan Zheng aux Qing et de l'expulsion des Hollandais de Taiwan vers leur siège à Batavia, les Qing s'unissent avec les Néerlandais contre Zheng Jing et bloquent ses activités commerciales maritimes. Les Qing interdisent les activités économiques dans le détroit de Taiwan par une politique d'isolement. De ce fait, pour continuer le commerce maritime, Zheng Jing doit soudoyer des fonctionnaires du Fujian pour exporter des produits chinois par des réseaux de contrebande. Les Néerlandais poursuivent une politique stricte de blocus naval, combinée à des pressions diplomatiques pour éliminer la présence des Zheng dans les marchés et des sources de produits à travers les océans. Les Qing et les Néerlandais conviennent d'un arrangement prévoyant que les Néerlandais aideraient les Qing au niveau militaire. Les Néerlandais aident dans un premier temps les Qing à expulser les forces militaires du clan Zheng restées sur le continent chinois (de Xiamen, Jinmen et d'autres petites bases du continent). Puis les Qing assistent les Néerlandais dans leur volonté de rétablir leur pouvoir à Taiwan. Par l'alliance militaire entre les Qing et les Néerlandais, Zheng Jing perd tous ses contrôles en Chine continentale et sa base à Xiamen. Il décide de s'installer complètement à Taiwan en avril 1664 (Hang, 2015). Cependant, malgré l'aide des Qing, les Néerlandais ne parviennent pas à réintégrer Taiwan.

Malgré les obstacles érigés par la dynastie Qing et des Pays-Bas, le clan Zheng parvient à développer des échanges commerciaux de vers les pays de la mer d'Asie orientale. Le plus gros de ces échanges s'effectue avec les Espagnols basés à Manille ainsi qu'avec le Japon (Figure 3). Le clan Zheng a des stratégies et des besoins très différents pour ces deux régions. Entre la route commerciale de « Tayouan (Taiwan) et Manille (Philippines) » (Huang & Huang, 2018), le clan Zheng joue le rôle de relais intermédiaire, fournissant à Manille des marchandises non produites à Taiwan comme la soie de Chine (obtenue par la contrebande) et le fer du Japon en échange d'épices et d'argent espagnol (Fang, 2003). L'Espagne ne peut pas commercer avec la Chine ou le Japon à cause des politiques isolationnistes pratiquées par les deux pays. Entre la route commerciale de « Tayuan (Taiwan) et Nagasaki (Japon) », le clan Zheng s'attache à développer les échanges des marchandises produites à Taiwan comme le sucre et la peau de daim contre du matériel d'armement comme le cuivre, dont les Zheng ont besoin pour l'effort de guerre (Hang, 2015). La production moyenne de sucre de Taiwan exportée vers le Japon est trois fois supérieure à celle des Pays-Bas. Les peaux de daim sont également vendues à des prix élevés au Japon, avec un bénéfice pouvant atteindre 300%, ce qui contribue grandement aux revenus financiers de Zheng (Tsai, 2005).

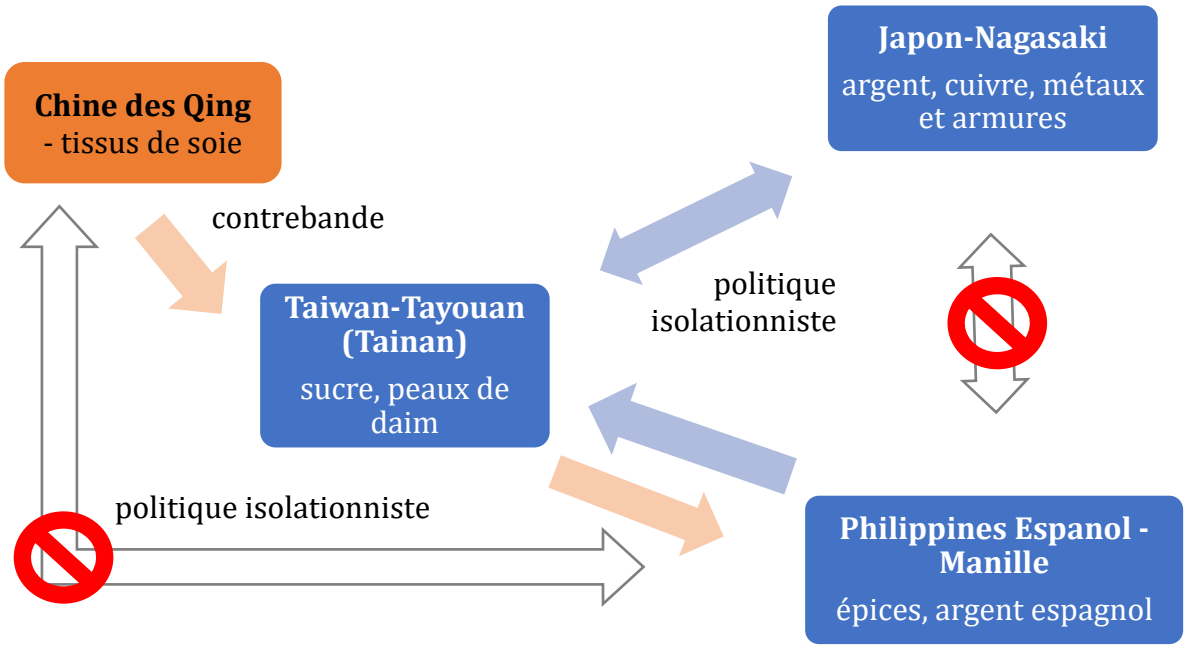


Figure 3 : Schéma du commerce maritime des Zheng

SOURCE : L'AUTEURE

Le commerce maritime de Zhang Jing avec l'Espagne et le Japon est très fructueux. Cela stabilise le régime politique de Taiwan. Un système administratif sophistiqué destiné à gouverner un empire de la taille d'un continent est appliqué sur une petite île. A l'échelle nationale, en s'inspirant du système de gouvernance chinois, l'autorité de Zheng crée six bureaux : travaux publics, rites, punitions, revenus, défense et organes administratifs fonctionnels (Hang, 2015). A l'échelle locale, le système de *baojia* (保甲), mis en place sous la dynastie Ming, est introduit à Taiwan comme instrument de contrôle des populations locales. Ce système permet aux élites locales de maintenir l'ordre. Les ménages sont organisés en unités de responsabilité mutuelle. Ils se surveillent et se chargent de la bienfaisance, de la lutte contre les incendies et de la prévention du crime. Les lois sont mises en œuvre de manière stricte et les sanctions sont sévères (Hang, 2015). Au-delà des quartiers et des districts se trouvent les colonies militaires, où les commandants et leur base vivent de l'agriculture. Le clan Zheng maintient l'autonomie des villages autochtones qui existent depuis l'époque néerlandaise, dans lesquels, les chefs disposent d'une marge de manœuvre importante dans la gestion de leurs tribus.

Tous les trois ans, Zheng Jing dépêche des géomètres pour ajuster les mesures et mettre à jour les taux d'imposition sur l'île. En outre, le clan Zheng finance des projets de développement d'infrastructures, la construction de routes et de ponts dans les villes principales pour faciliter la circulation et les échanges. Ces équipements urbains aident à la croissance des villes. La capitale Chengtian, sa ville portuaire d'Anping et les sièges des sous-préfectures de Tianxing et de Wannian sont très prospères. La construction devient une industrie importante. La demande de logements augmente avec celle de la population. Ces activités commerciales deviennent une nouvelle source majeure de recettes fiscales pour les Zheng (Hang, 2015).

Après des décennies d'exercice du pouvoir par son clan, Zheng Jing finit par considérer Taiwan comme une entité politique indépendante de la dynastie Qing. Selon lui : « Taiwan possède de vastes terres, une nourriture abondante, un commerce sans entrave avec les pays voisins et de bonnes relations diplomatiques. Les marchandises commerciales de l'île circulent sans problème et ses habitants sont suffisamment unis pour se débrouiller seuls. Dans ce cas, nous n'avons pas besoin de devenir une possession

de la dynastie Qing pour obtenir un soutien financier, et nous n'avons pas l'intention de retourner en Chine continentale (National Palace Museum (ROC), s.d.)». Les historiographies britanniques et japonaises définissent le « Royaume de Tungning » comme un pays indépendant ayant une vocation commerciale. Certains documents étrangers désignent même Zheng Jing comme « le roi de Taiwan » (Huang & Huang, 2018, p. 41).

Zheng Jing entreprend une série de réformes radicales. Elles complètent la transformation du régime, qui passe d'une unité militaire maritime à un empire plus vaste à une forme d'Etat (« Royaume de Tungning »). Ainsi, ces mesures maintiennent une base solide et prospère pour développer des activités dans l'Asie de l'Est maritime. Les vastes étendues de terres acquises passées sous contrôle à Taiwan exigent naturellement une organisation étatique plus complexe.

La situation privilégiée du clan Zheng à Taiwan se détériore cependant quelques années après. Malgré une domination harmonieuse, de 1674 à 1680, Zheng Jing tente d'attaquer la dynastie Qing et d'occuper la côte sud-est de la Chine. Cependant, son ambition ne se concrétise pas. En parallèle, il fait face à des mouvements de résistance liés à d'énormes pressions financières et alimentaires. Au cours de cette période, des officiers et soldats se mutinent. De plus, la difficulté de recrutement de militaires ainsi que la diminution des impôts provoquent une crise politique. Le gouvernement de Zheng Jing se heurte également à plusieurs reprises à des révoltes de peuples autochtones. Pour renforcer ses défenses, Zheng avait recruté des soldats chinois et des indigènes pour construire les villes fortifiées du nord de Taiwan : Keelung et Tamsui (dans la périphérie de Taipei). En raison des vents contraires, la partie Nord de l'île ne peut pas être approvisionnée en grain et Zheng Jing fait appel aux « coolies indigènes » pour le transport terrestre. En raison de la forte pression sur les populations autochtones et de la gravité de la pénurie alimentaire en 1683, de nombreuses tribus se rebellent (Shepherd, 2016).

Zheng Jing meurt en 1681 ; son jeune fils, Zheng Keshuang (鄭克塽), la quatrième génération du clan Zhang, lui succède comme roi de Tungning. Cependant, la pénurie alimentaire à Taiwan se prolonge et la dynastie Qing exige le retour des forces militaires de Zheng en Chine. Cela entraîne le départ de nombreux officiers et soldats. En 1682, un incendie se déclare dans la capitale, détruisant plus d'un millier de maisons et de magasins. Le problème de la pénurie alimentaire s'aggrave. En 1683, une importante bataille navale a lieu à Penghu et détruit les forces défensives de Zheng. L'armée terrestre de Zheng capitule après une résistance de deux mois et la dynastie Qing prend officiellement le contrôle de Taiwan (Shepherd, 2016).

En tant qu' « Etat informel », selon Patrizia Carioti (1996), le clan Zheng tente, tout au long de son existence, de légitimer leur pouvoir selon un référent continental. Selon la situation géopolitique, son statut évolue entre un gouvernement féodal, un vassal des Qing ou un royaume maritime indépendant (Hang, 2015)[13]. Aucun de ces modèles n'est cependant mis en œuvre de façon aboutie. En réalité, le clan Zheng ne pouvant pas constituer de régime permanent à Taiwan, son occupation ne dure que 26 ans. Le clan Zheng suit une trajectoire similaire à la conception de John L. Anderson sur le « cycle de piraterie » : si les pirates ne sont pas assez forts pour devenir un État indépendant ou pour rejoindre un État en tant que force militaire officielle, ils se scindent à nouveau en organisations illégales ou risquent d'être anéantis par d'autres forces (Anderson, 1995). Malgré cela, la souveraineté des Zheng a marqué une rupture dans l'histoire de Taiwan par l'indépendance qu'elle a institué, à la fois vis-à-vis des puissances occidentales et des dynasties chinoises.

[13] L'histoire se répète, de même au présent. L'identité de Taiwan au niveau politique international est toujours en question.

2 - Taiwan sous contrôle de la dynastie Qing (1683-1895)

En 1683, Taiwan devient officiellement lié à la Chine et à partir de cela, l'île entre sous contrôle de la dynastie Qing pour plus de deux cents ans. La stratégie de développement du modèle chinois est la caractéristique principale de cette période, qui est dominée par des politiques isolationnistes, ou plus précisément de « prohibition maritime » (*haijing* 海禁). La dynastie Qing veut atteindre son objectif de sécurité frontalière en interdisant le commerce maritime et en limitant l'immigration han à Taiwan (Shepherd, 2016). Cette politique marginalise Taiwan dans le système commercial international occidental et la relègue au rang de partie intégrante du commerce régional de la Chine. En revanche, elle donne à l'entrepreneuriat taiwanais une grande autonomie et liberté par rapport au continent (Metzler, 2017). La population han augmente fortement au cours de cette période, ce qui renforce le développement de toute la moitié occidentale de Taiwan.

2.1 - Un territoire d'immigration illégale

En raison de sa petite taille et de sa localisation périphérique au large du vaste continent chinois, Taiwan ne fait pas l'objet au départ d'une grande considération de la part des Qing. Selon l'empereur de la dynastie Qing Kangxi (1661-1722) : « la terre de Taiwan est minuscule comme un petit point. N'ayant rien à voir avec le territoire national, sa perte serait insignifiante » (Enregistrement de l'empereur Sheng Zuren, 1685 cité par Chen, 2013, p. 205). Les pirates considèrent toujours Taiwan comme leur base. Pour une question de sécurité alors que le clan Zheng représente une menace pour les han, les Qing doivent intégrer Taiwan à leurs stratégies de défense. Pour faciliter la gestion de l'île, ils renvoient tous les han chinois de Taiwan en Chine. Taiwan redevient une île aborigène avec peu de contrôle des Qing.

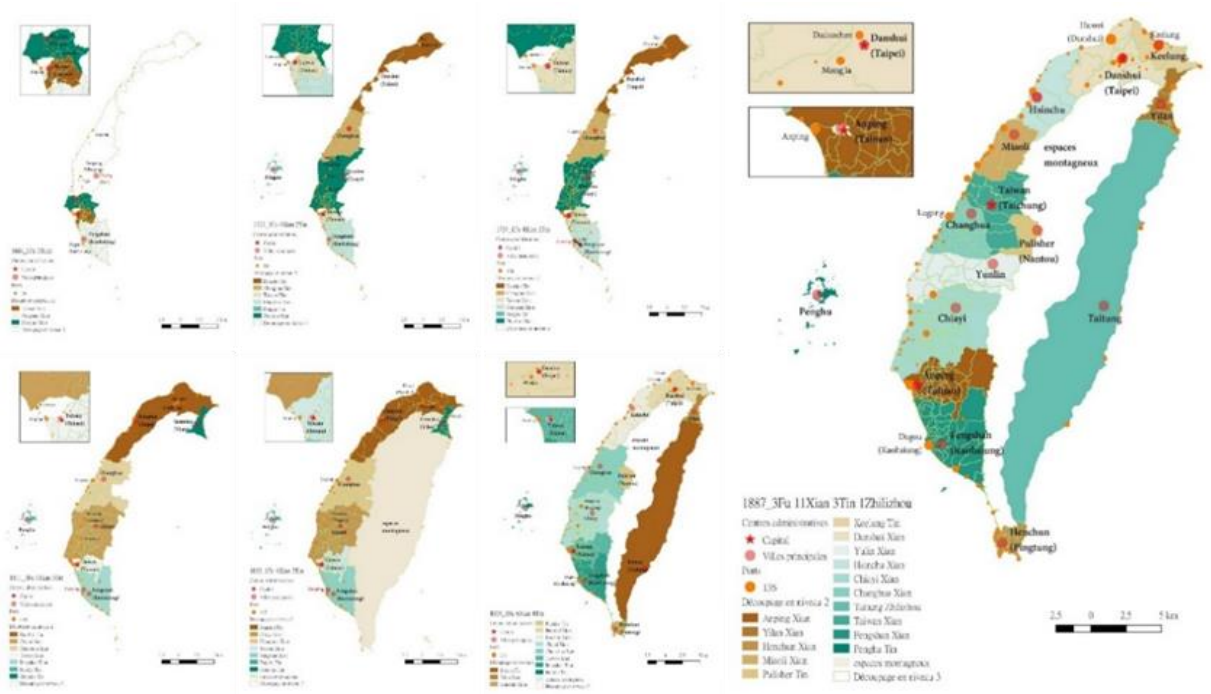
L'empereur Kangxi adopte la politique isolationniste mise en œuvre depuis la dynastie Ming au début de leur occupation de Taiwan en 1683. Cependant, ces politiques ne découragent pas les immigrants clandestins han qui s'installent dans l'ouest de Taiwan et plus loin en Asie du sud-est. Ces immigrants sont originaires de la Chine côtière et fuient la pénurie alimentaire. Ils sont issus à 80% de la province du Fujian (les minnan) et à 16% de celle de Guangdong (les hakka) (Shepherd, 2016, p. 200).

A cause de la politique isolationniste, la majorité des han chinois venant à Taiwan sont des hommes jeunes, ce qui entraine un déséquilibre démographique et des problèmes de sécurité publique. Pour résoudre ce problème, le successeur de l'empereur Kangxi, l'empereur Yongzheng (1722-1735) met en œuvre une politique plus favorable aux immigrants han. D'abord, les Qing autorisent le regroupement familial à Taiwan. Ensuite, il encourage les immigrants han à remettre en état les nouvelles terres non exploitées ou à coopérer avec des aborigènes pour exploiter leurs terres. Grâce à ces mesures, Taiwan dispose d'un surplus de riz permettant la réduction de la famine et l'exportation vers la Chine.

A partir de ce moment, la population han augmente. Elle dispose de plus en plus d'avantages au niveau démographique et spatial par rapport aux aborigènes. Les han viennent en grand nombre et se répartissent partout dans île, forçant les aborigènes des plaines à migrer progressivement vers les zones centrales montagneuses (Jian, 2000). La population han passe de 1 200 000 habitants en 1650 à 2 500 000 en 1893 (Chen S.-x., 1964, pp. 164-165). Elle remplace les aborigènes et devient le groupe dominant à Taiwan. La société taiwanaise est donc passée d'une société de chasseurs dominée par les autochtones à une société agricole dominée par les han.

Face à l'augmentation de la population han, le gouvernement Qing adapte la gestion de Taiwan, ce qui se reflète dans le découpage administratif. Suite aux migrations de la population han, la superficie des terres cultivées augmente. La dynastie des Qing doit ajuster les divisions administratives en fonction de l'évolution du peuplement par les han. La carte 6 présente l'évolution de la sphère d'influence des Qing à travers les divisions

administratives. Avec l'expansion et le raffinement des divisions administratives, la dynastie Qing construit et améliore les cités fortifiées, qui deviennent des centres administratifs. Cet accroissement du périmètre administratif témoigne de l'élargissement du pouvoir des Qing dans l'espace taiwanais. Néanmoins, après 200 ans de règne sur Taiwan, les Qing ne sont toujours pas en mesure de contrôler les zones de montagnes où vivent certaines tribus aborigènes.



Carte 6 : Evolution des divisions administratives sous la dynastie Qing

SOURCE : ACADEMIA SINICA, 2003

Avec le renforcement du contrôle sur le centre et l'est de l'île, les Qing commencent à attacher de l'importance à la gestion des peuples autochtones. Bien que les aborigènes de Taiwan viennent de régions et de groupes ethniques différents, la dynastie Qing les divise en deux groupes en fonction de leur « gérabilité » (Shepherd, 2016). Ceux qui vivent dans la plaine ouest, sous le contrôle de l'autorité Qing, et paient des impôts, sont définis comme des « sauvages cuits (ou matures) » (*shufan* 熟番). En revanche, les « sauvages crus (immatures) » (*shengfan* 生番) sont ceux qui habitent dans les montagnes, sans être contrôlés par l'autorité des Qing, et qui jouissent d'autonomie et de liberté. Afin de faciliter la gestion et d'éviter les conflits, les Qing établissent une « ligne de démarcation (des

sauvages) » (*fanjie* 番界) pour distinguer géographiquement les zones d'habitation des sauvages crus dans les montagnes. Les han et les sauvages cuits des plaines sont interdits de pénétrer dans ces zones nommées « zone de nature sauvage » (cf. Carte 6) (Shepherd, 2016).

Comme le montre les changements dans les divisions administratives (cf. Carte 6), la superficie de la ligne de démarcation des sauvages diminue avec l'expansion des Qing. Autrement dit, le nombre de « sauvages cuits » augmente au détriment des aborigènes non contrôlés, sauvages crus. Cependant, l'évolution de leur nombre réel, en particulier des seconds ne peut être attestée (Chen S.-x., 1964, p. 160).

2.2 - Conflits d'occupation des terres entre immigrants han et aborigènes

Tout au long du XIXème siècle, les relations entre les han et les aborigènes sont tendues. La croissance rapide de la population han et sa demande croissante de terres non exploitées déclenchent des conflits avec les peuples autochtones. Les mandchous sont inquiets de l'augmentation de la population han et tentent d'empêcher leur croissance : ils décident alors de protéger la propriété foncière et les intérêts des sauvage cuits. De nombreuses terres indigènes sont déjà achetées ou occupées par les han dès l'époque des hollandais et de clan Zheng.

À l'époque de l'empereur Kangxi et de Yongzheng, l'État reconnaît les droits fonciers des indigènes et permet aux han de louer ces terres pour les cultiver. Pendant la période de Qianlong, les restrictions imposées aux han sont élargies. Tout d'abord, les han doivent rendre aux indigènes les terres qu'ils ont occupées par le passé. Ensuite, en 1750 les immigrants han ne peuvent plus exploiter les terres appartenant aux sauvage cuits. Enfin, l'Etat empêche les han de récupérer la zone de nature sauvage en redessinant la ligne de démarcation (des sauvages) (Shepherd, 2016, p. 408).

Toutefois, cette politique ne peut pas être mise en œuvre efficacement. La capacité administrative des Qing à gérer le nombre croissant d'immigrants est limitée. En outre, les « sauvage cuits » ne peuvent plus compter sur la chasse pour gagner leur vie en raison de la forte réduction de la population de daims. Cette politique est abandonnée en 1767. Par ce fait, les sauvage cuits possèdent la terre mais il appartient aux han de l'exploiter (*fang da zu* 番大租). Ceci devient le mode de production le plus courant sous la dynastie Qing (Ka C. M., 2001; Shepherd, 2016). Les sauvage cuits, manquant de compétences productives, voient leur terre est progressivement être occupée par le nombre croissant d'immigrants han par différentes manières. Ce déplacement du rapport de force mène à deux conséquences : les han deviennent les principaux producteurs économiques et les aborigènes des minorités ethniques défavorisées. Les han chinois, sujets à une forte croissance démographique, veulent posséder plus de terre et de ressources naturelles, localisées dans la montagne. Ils étendent alors leur influence au-delà de la ligne de démarcation des sauvages, ce qui génère de nouveaux conflits avec les sauvage crus.

Face à la demande croissante de récupération des terres par le peuple han et à la rébellion des sauvages crus contre l'autorité, les Qing décident finalement d'intervenir dans les zones des sauvages crus. Après environ 200 ans d'occupation de l'île, ils construisent des routes de montagne et convertissent en 1874 les sauvages crus en sauvages cuits (Jian, 2000). Les titres de propriété des terres des anciens sauvages crus sont mis sous l'autorité des Qing, laquelle-encourage les han à exploiter les ressources naturelles dans ces zones montagneuses. Les industries du thé et du camphre se développent activement, et remplacent le riz et les peaux de daim comme principaux produits d'exportation (Shepherd, 2016).

2.3 - Une croissance urbaine restreinte

L'insularité de Taiwan constitue également un facteur primordial pour le développement d'activités maritimes. L'île joue a joué le rôle de comptoir de commerce dès la période de colonisation néerlandaise avant de devenir une base maritime commerciale sous la domination du clan Zheng. La première période des Grandes Découvertes avait vu une première vague d'expansion coloniale en Asie orientale, qui avait stimulé la croissance de villes portuaires (cf. Chapitre II, Figure 2). Des comptoirs avaient été établis à Malacca (1511) Manille (1567) et Batavia (1619). En revanche, Taiwan, parce qu'elle n'était qu'une station-relais entre la Chine et le Japon, avait été exploitée par les Pays-Bas comme comptoir secondaire.

La deuxième vague d'expansion coloniale en Asie transforme les rapports de pouvoir entre puissances occidentales, affectant le développement des villes portuaires d'Asie orientale. L'empire britannique remplace le Portugal à la tête des puissances maritimes. Avec la fondation de Penang (1786) puis de Singapour, l'influence de Malacca décline. Le contrôle britannique sur Hong Kong (1842), puis sur le port de Shanghai (1860), sous la forme des *treaty ports*, entraine le déclin de Macao. Avec ces deux vagues d'expansion coloniale en Asie, des nouvelles villes portuaires se développent alors que d'autres tombent en déclin. Quant à l'archipel de Taiwan, il n'a pas connu de développement urbain équivalent aux pays d'Asie du sud-est contrôlés par les Occidentaux. En raison de la nature particulière de son régime d'occupation sous la domination des Qing, Taiwan est entraîné dans le système d'économie fermée de la Chine et déconnecté du commerce international pour plus de deux cents ans.

En comparaison avec les puissances occidentales qui utilisent une stratégie maritime pour étendre leur influence et gagner des marchés outre-mer, les dynasties chinoises — ou de manière plus large la pensée traditionnelle chinoise — se focalisent sur un développement continental. La Chine a développé depuis le premier siècle un réseau de commerce intérieur, avec la route de la soie et le système tributaire. La route de la soie relie la Chine à l'Asie centrale par voie routière, alors que le système tributaire représente

une structure commerciale cohérente centrée sur la Chine. Par opposition à la stratégie expansionniste des pays occidentaux via le commerce extérieur maritime, la Chine reçoit les autres pays dans ses villes pour faire du commerce.

Pour répondre à la menace des puissances occidentales, les pays d'Asie orientale (Chine, Corée et Japon) ont adopté des politiques isolationnistes dès la première phase des Grandes Découvertes. Le Japon a adopté une politique isolationniste en 1633, peu après son entrée en contact avec les puissances occidentales, afin d'empêcher les activités missionnaires et commerciales étrangères de pénétrer sur son territoire. Ces politiques ont également été mises en œuvre par la dynastie Ming en 1655. Une partie de l'isolationnisme reflète également la stratégie de développement continental des pays orientaux, fondée sur la sécurité nationale (Hellyer, 2009). L'expansion maritime n'est pas envisagée pour le développement national avant la présence des forces étrangères à la fin de la dynastie Qing (Hang, 2015)[14]. C'est la raison pour laquelle les activités commerciales à l'extérieur de Taiwan sont interdites pendant la période de domination des Qing (Tableau 13).

[14] À partir des années 1860, la Chine et le Japon sont contraints d'ouvrir leurs ports au commerce extérieur. Ils attachent progressivement de l'importance au développement maritime. Le Japon entame un processus de modernisation (la restauration de Meiji), apprenant des institutions et des technologies occidentales et posant les bases pour devenir une puissance coloniale. La Chine connait une courte période de réforme sous l'empereur Guangxu en 1898. Ce dernier dirige un mouvement (la Réforme Wuxu) pour réformer la dynastie des Qing en apprenant la technologie occidentale afin de construire une marine. Cependant, la réforme a été renversée par les conservateurs au bout de 100 jours. En raison des différences entre les voies de développement, le Japon et la Chine (des Qing) se sont engagés dans des destins différents.

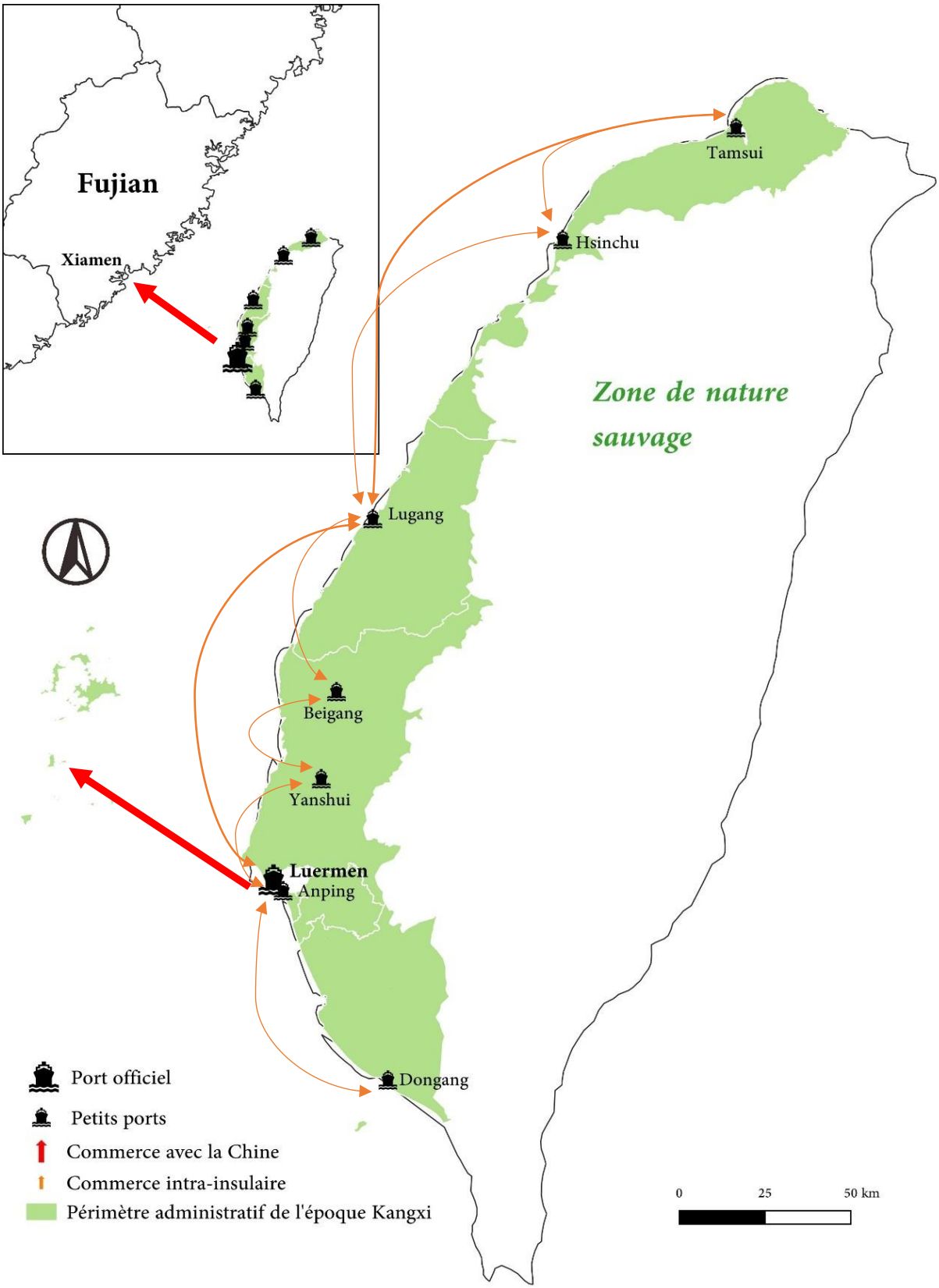
Année	Situation de commerce de Taiwan	Ports de Taiwan	Ports de Chine
1684	Commerce désigné entre un port officiel de Taiwan et un port officiel de Chine [1 port officiel]	Tainan [Luermen/Anping] (sud de l'île)	Xiamen, Fujian
Après 1731	Les petits ports de Taiwan passent du commerce intra-insulaire à la contrebande illégale vers la Chine	Cf. Carte 7 et 8	
1784/ 1785	Commerce désigné entre un port officiel de Taiwan et un port officiel de la Chine [1 origine +2 nouveaux ports officiels]	Changhua [Lugang] (centre de l'île)	Hanjiang, Fujian
		Taipei [Baliben/Tamsui] (nord de l'île)	Wuhumen, Fujian
1810	Commerce libre entre des ports officiels de Taiwan et des ports officiels de Chine	Tainan [Luermen/Anping] Changhua [Lugang] Taipei [Baliben/Tamsui]	Xiamen, Hanjiang, et Wuhemen de Fujian
1826	Commerce libre entre des ports officiels de Taiwan et des ports officiels de Chine [3 origines +2 nouveaux ports officiels]	Tainan [Luermen/Anping] Changhua [Lugang] Taipei [Baliben/Tamsui] Yunling [Haifong] Yilan [Wushi]	Xiamen, Hanjiang, et Wuhemen de Fujian
1844	Commerce libre entre des ports officiels de Taiwan et des ports officiels de Chine [2 nouveaux ports officiels en chine sont ajoutés]	Tainan [Luermen/Anping] Changhua [Lugang] Taipei [Baliben/Tamsui] Yunlin [Haifong] Yilan [Wushi]	Xiamen, Hanjiang, et Wuhemen de Fujian Linpuo et Zapu de Zhejiang
1860	Commerce international [4 ports conventionnés]	Tainan [Luermen/Anping] Taipei [Tamsui] Keelung Kaohsiung	
1874	Le commerce libre d'inter-détroit est autorisé		

Tableau 13 : Evolution de la « prohibition maritime » pendant l'époque des Qing

SOURCE : LIN R.-Y. , 2012

Le développement des villages portuaires taiwanais est restreint par cette politique isolationniste, contrairement aux villes sous domination coloniale occidentale. Au cours des cent premières années de domination de Taiwan (1684-1783), l'autorité des Qing ne permet qu'à un seul port taiwanais de commercer avec un port de la province chinoise du Fujian : le port de Tainan (Luermen). Pendant cette période, Taiwan exporte principalement des produits agricoles tels que le sucre, le riz et l'huile, et importe des objets faits à la main et des articles quotidiens tels que le tissu, le papier, les matériaux de construction et la porcelaine des zones côtières de la Chine (Lin Y.-r., 2000).

Avec un seul port pour le commerce extérieur, les besoins commerciaux croissants de l'île ne peuvent être satisfaits. En1731, l'empereur Yongzheng choisit sept petits ports le long de la côte ouest, mieux développés avec de bonnes conditions portuaires, pour faire du commerce intra-insulaire (Carte 7). Dans les premières décennies, alors que les régions taiwanaises sont encore sous-développées, le volume des échanges n'est pas important. Petit à petit, il y a de plus en plus de petits ports qui se connectent à ce réseau de commerce côtier. A cause du manque d'infrastructures du réseau de transport terrestre, la grande majorité du commerce intra-insulaire repose sur les petits ports taiwanais (Lin R.-y., 2012).



Carte 7 : Réseau commercial à Taiwan pendant la dynastie des Qing (1684-1783)

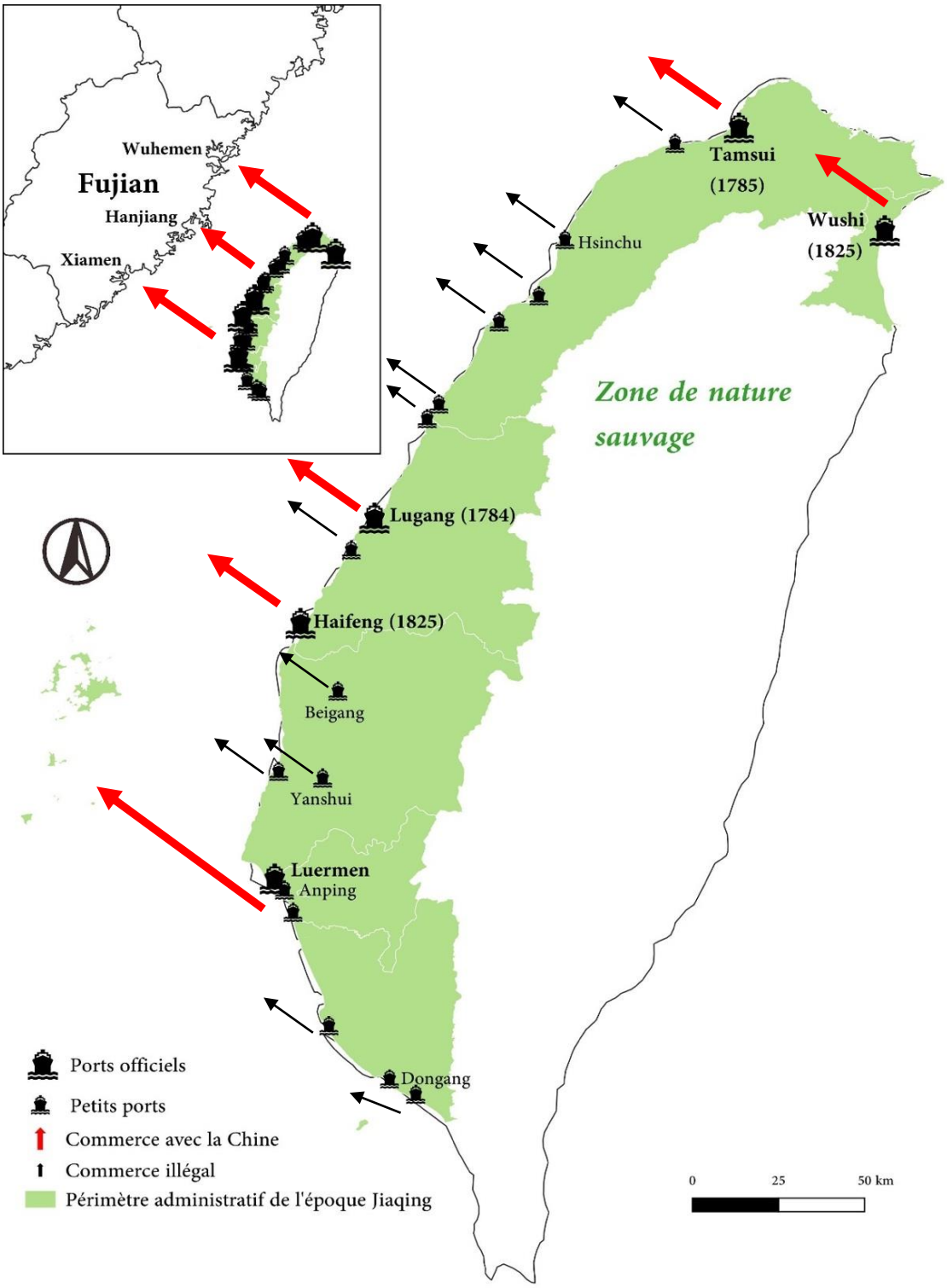
SOURCE : ADAPTE DE LIN R.-Y. , 2012, P. 5

Les activités de commerce intra-insulaire entre les villages portuaires taiwanais approchent de la saturation. Le seul port officiel de Luermen à Tainan ne suffit plus à répondre à l'augmentation des besoins en commerce dus à la croissance démographique. De plus en plus d'incidents de contrebande forcent le gouvernement à ouvrir d'autres ports officiels pour favoriser le commerce inter-détroit. De 1784 à 1785, l'empereur de Qianlong ajoute au réseau des ports ceux de Lugang à Changhua (centre de l'île) et de Baliben (Tamsui) à Taipei (nord de l'île) afin de commercer, respectivement, avec les ports de Hanjiang à Quanzhou et de Wuhumen à Fuzhou, dans la province du Fujian (Carte 8). Cependant, ces deux ports supplémentaires ne sont toujours pas en mesure de répondre à la demande de commerce extérieur avec la Chine. Un nombre croissant de petits ports taiwanais se développent et se lancent dans le commerce illicite avec d'autres ports chinois de taille similaire. Ces trafics illégaux (figurés en flèches noirs sur la carte 8) remplacent progressivement le commerce formel, ce qui entraîne une forte baisse de l'activité commrciale dans les ports officiels (Lin R.-y., 2012). Ces petits ports deviennent des vecteurs d'activité économique reconnus dans l'île. (Tu, 1992, p. 20; Chang & Myers, 1963, p. 433).

En raison de la combinaison des ports officiels et des petits ports dynamiques qui leur sont voisins, trois cercles économiques se forment au nord, au centre et au sud-ouest de l'île. Les marchés commencent d'abord à se développer à Tainan (sud), puis à Lugang (centre), et enfin à Monga, qui fera partie par la suite de la ville de Taipei (nord). Le centre de gravité économique de Taiwan se déplace ainsi progressivement du sud vers le nord. Tainan, au sud de l'île, exporte principalement du sucre, alors que Lugang au centre et Tamsui au nord exportent principalement du riz.

Les restrictions commerciales sur les ports désignés (Tainan [Luermen] et Xiamen ; Lugang et Hanjiang ; Taipei [Tamsui] et Wuhumen) sont finalement levées en 1810. Les ports officiels taiwanais peuvent donc commercer sans contrainte avec les ports du Fujian en Chine. En 1826, le port de Haifong à Yulin ainsi que Wushi à Yilan sont aussi nommés « port officiels » et reçoivent le droit de commercer avec les ports officiels en Chine (cf. Carte 8) (Lin R.-y., 2012). Face à la forte demande commerciale, la dynastie des

Qing ouvre encore deux ports chinois au Zhejiang de Linpuo et Zapu pour commercer avec Taiwan en 1844.



Carte 8 : Les ports commerciaux maritimes entre Taiwan et la Chine sous la dynastie des Qing (1784-1860)

SOURCE : ADAPTE DE LIN R.-Y. , 2012, P. 10

Les restrictions des Qing sur le commerce dans les ports de Taiwan finissent par se relâcher en 1860. Sous la pression des puissances occidentales, les Qing sont forcés d'ouvrir quatre *treaty ports* à Taiwan par la signature du traité de Tianjin en 1858[15]. : Tainan (Anping/Luermen), Taipei (Tamsui/Baliben[16]), Keelung et Kaohsiung (cf. Carte 9). Le port de Tainan était le plus important de l'île à l'époque de comptoir néerlandais et du clan Zheng. Cependant, ce port s'est envasé sous les Qing et il a été progressivement remplacé par le port de Kaohsiung plus au sud. Au nord de l'île, le port de Tamsui, situé à la périphérie de Taipei et à proximité de la Chine continentale, devient plus important que celui de Keelung, créé précédemment par les Espagnols.

Suite à la signature du traité de Tianjin, le port de Tamsui connaît un important développement sous l'effet d'une forte demande occidentale pour le thé et le camphre, produits dans le nord de l'île. En peu de temps, les exportations de Tamsui dépassent celles de Kaohsiung, qui exporte le sucre produit dans le sud (Figure 4). Par la reconnexion au commerce international qu'il opère, Tamsui contribue à un basculement du centre économique du sud vers le nord de Taiwan (Hsia, 2000), avec la formation d'un pôle septentrional Tamsui/Keelung en sus du pôle méridional Tainan/Kaohsiung. En revanche, Lugang n'étant pas désigné comme *treaty ports*, son importance diminue. Les petits ports locaux situés dans l'ouest de l'île font face également à un déclin en raison d'un manque d'opportunités pour le commerce international. En 1874, les Qing abolissent la politique isolationniste inter-détroit, ce qui permet un commerce maritime sans entrave entre Taiwan et la Chine (Lin, 2012).

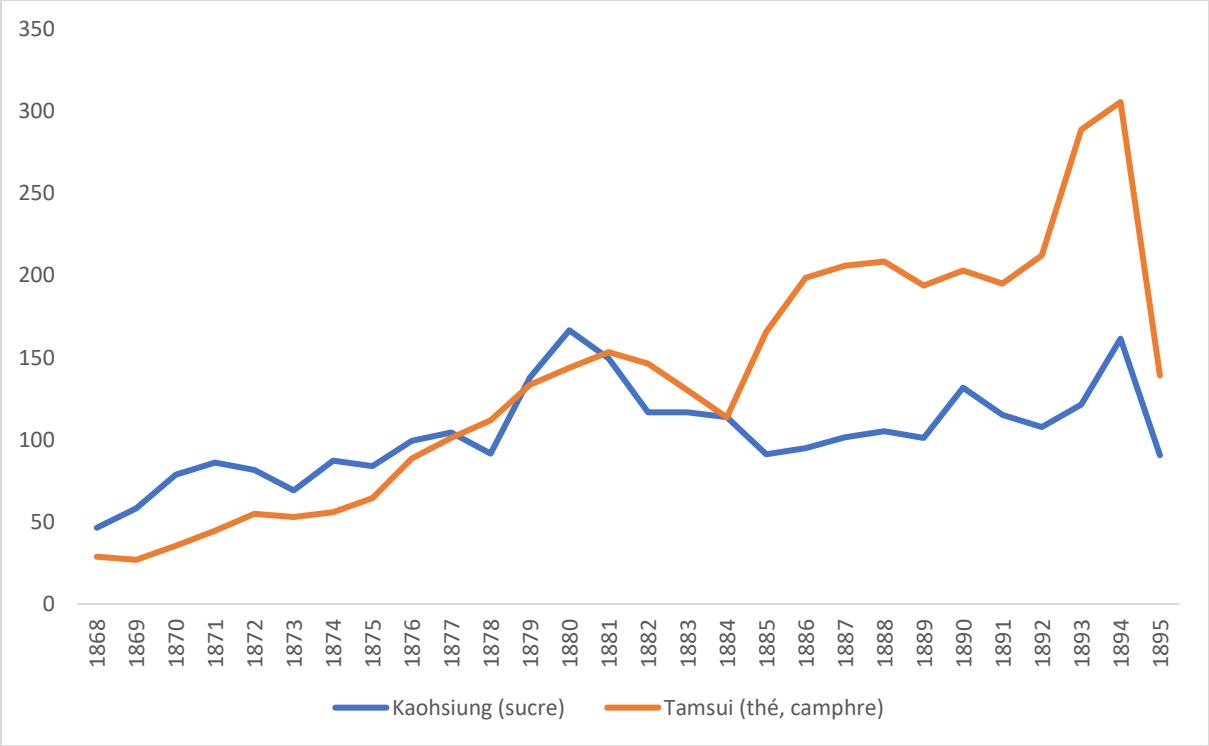
Sous l'effet de la reconnexion avec les marchés internationaux, le volume des échanges de Taiwan se développe rapidement, y compris vers les diverses régions chinoises. A la fin du XIXème siècle, Taiwan est la province de l'Empire Qing qui connaît la plus grande expansion du commerce extérieur (Xue, 2004). Au cours de la même période,

---

[15] Traité autorisant les pays occidentaux à ouvrir un port : Royaume-Uni, France, États-Unis et Russie en 1860 ; Allemagne en 1861 ; Pays-Bas, Danemark en 1863 ; Espagne en 1864 ; Belgique en 1865 ; Italie en 1866 ; Autriche en 1869 ; Japon en 1871 ; Pérou en 1874 et Brésil en 1881 (Hellyer, 2009).

[16] La distance entre les ports de Tamshui et Baliben à Taipei, et entre les ports de Luermen et Anping à Tainan, est si proche qu'on peut les considérer comme un même port, même s'ils portent des noms différents.

le taux de croissance annuel moyen de l'Empire Qing est inférieur à celui de Taiwan (Lin M.-h., 1979).



Prix de 1894 en 10 000 livres

Figure 4 : Valeur commerciale nette des ports de Kaohsiung et de Tamsui

SOURCE : FOREIGN TRADE ASSOCIATION, 2008

Cette expansion portuaire tardive a eu raison de la stratégie anti-urbaine de la dynastie Qing à Taiwan. L'empereur Kangxi (1661-1722), avait été réticent à construire des cités fortifiées dans l'île. Sous son successeur Yongzheng (1678-1735), des villes ont été édifiées à partir de matériaux simples et fragiles tels que le bois ou le bambou[17]. De façon générale, pour les Qing la construction de villes doit empêcher l'invasion d'ennemis extérieurs. Dans la mesure où Taiwan ne présente qu'un conflit interne, rien n'a besoin d'y être construit (Dai Z.-y., 2014). Cette logique ne change pas jusqu'à la période de règne de l'empereur Qianlong. Ce dernier commence à reconstruire les cités fortifiées en brique

[17] La cité de Tainan est construite en bambou à l'époque de Kangxi puis en bois à l'époque de Yongzheng (1725). La cité de Chiayi 'est construite en bois à l'époque de Kangxi (1704). Fongshan de Kaohsiung en bois à Kangxi (1722). Hsinchu (1733) et Changhua (1734) construits en bambou à Yongzheng (Dai Z.-y. , 2014).

pour la sécurité et le maintien de l'ordre. L'ouverture des ports aux puissances occidentales en 1860 renforce la nécessité de construire des cités en dur. C'est le cas des cités de Tainan et de Chiayi à l'époque de Qianlong (1788), de Fongshan (1825) et de Hsinchu (1826) à l'époque de Dauguang, de Changhua à l'époque de Jiaqing (1811). Certaines cités nouvelles sont également fortifiées en brique : Hualien (1811), Hengchun de Pintong (1875), Taipei (1881), Magong (1887) et Taichung (1889) (Carte 9).

En construisant ces villes à distance des côtes, les Qing ont cherché à opérer un transfert de population hors de l'influence des *treaty ports*. Ils ont échoué dans ce projet, en grande partie par manque de construction d'infrastructures et de moyens de transport dans les régions intérieures. Ces dernières ne sont pas parvenues à attirer la population malgré l'établissement de centres administratifs.

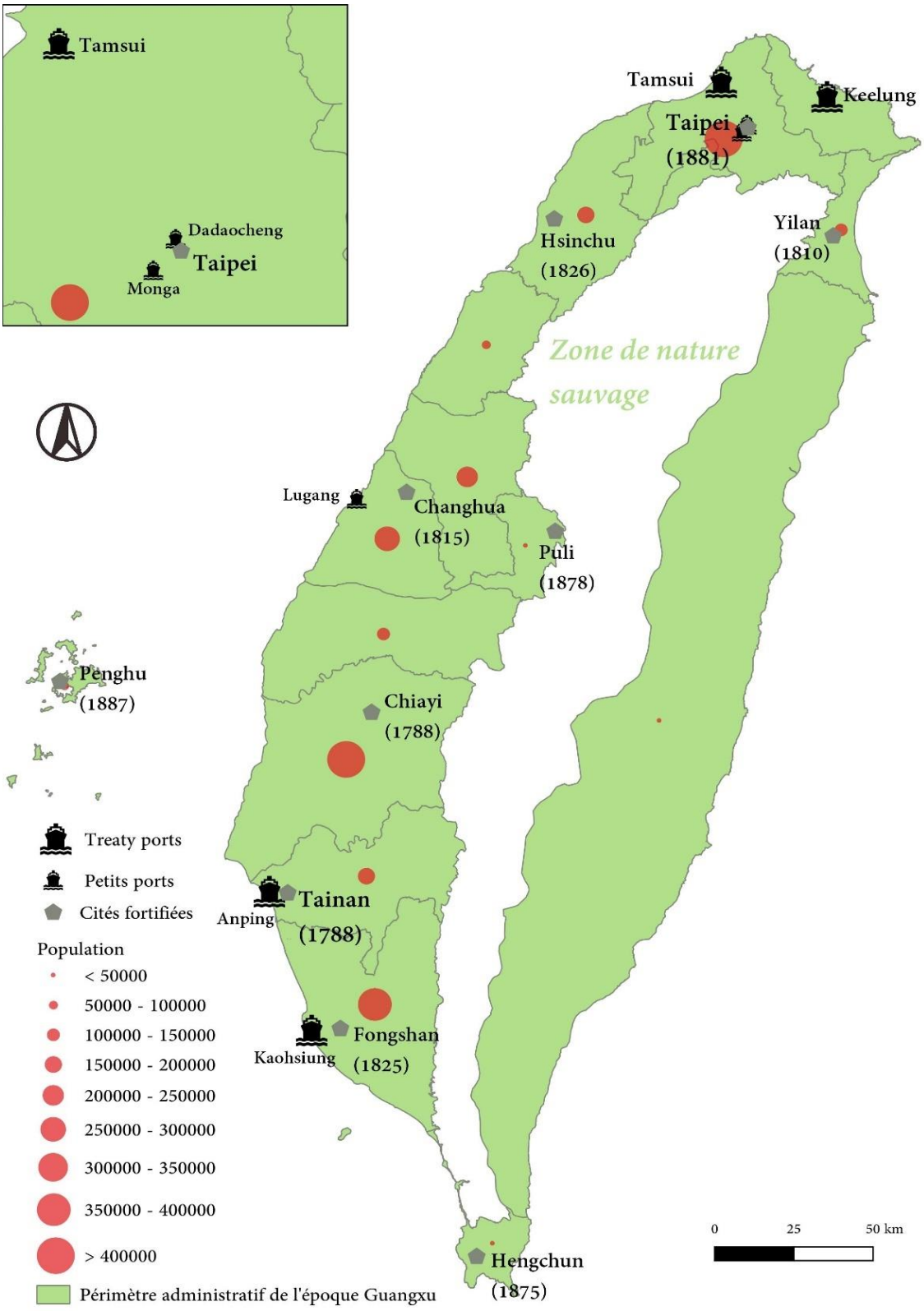
La ville de Taipei présente toutefois une exception. Sa montée en puissance devient perceptible à la fin de l'ère Qing. Comme les terres agricoles du sud sont déjà exploitées, les immigrants se déplacent graduellement vers le nord. Sous la stratégie de développement urbain hors des côtes poursuivie par les Qing, la population ne cesse de diffuser du littoral vers l'intérieur des terres, donc à Monga et à Dadaochen, les deux plus anciens quartiers de Taipei.

Avec l'ouverture des *treaty ports* en 1860, Taiwan devient l'objet de convoitise des puissances étrangères : le Japon, qui attaque le sud de l'île en 1874 (incident de *Mudan*[18]) et la France, qui envahit le nord de Taiwan (Keelung et Tamsui) et occupe Penghu pendant la guerre franco-chinoise en 1885 [19]. L'autorité Qing prend alors conscience de l'importance stratégique de Taiwan. Elle construit en 1884 la cité fortifiée de Taipei et en

[18] En 1871, un bateau de pêche de Ryukyu s'échoue à Taiwan à cause du mauvais temps. Plus de 60 pêcheurs à bord ont été tués par des « sauvages crus ». Le Japon a utilisé l'incident pour attaquer Taiwan en 1874 et annexé le Ryukyu en 1879.

[19] En 1885, après la guerre franco-chinoise, les deux parties signent un traité de paix à Tianjin : le Traité de Paix, d'amitié et de commerce entre la Chine et la France. Dans ce traité, la Chine reconnaît la suzeraineté de la France sur le Vietnam, ce qui devient un élément important dans la colonisation française de l'Indochine. Après la signature du traité, la France retire ses troupes de Keelung et Penghu.

fait son centre administratif. Cette cité est située entre les deux zones peuplées de Monga et de Dadaocheng, ce qui permet d'œuvrer à un aménagement urbain global tout en réduisant le pouvoir des élites installées dans ces deux zones (cf. Carte 9). Ensuite, l'autorité Qing rehausse le statut administratif de l'île en passant d'une préfecture périphérique sous l'autorité de la province du Fujian à celui d'une province chinoise, nommée Fokien-Taiwan en 1885. Taipei est alors désignée en 1887 comme capitale, remplaçant Tainan.



Carte 9 : Dispositif spatial des villes portuaires et des cités fortifiées à l'époque des Qing

SOURCE : ADAPTE DE LIN R.-Y. , 2012, P. 12

Dans ce contexte, le premier gouverneur de Taiwan, Liu Ming-chuan (劉銘傳), poursuit divers projets de modernisation sur l'île et met l'accent sur le développement de Taipei. Sa planification est révolutionnaire dans le contexte de la fin de la période Qing en Chine. En 1887, il dote Taipei d'un éclairage public, faisant de la capitale la première ville du monde chinois à être électrifiée, et investit dans les infrastructures de transport (Metzler, 2017). Malgré la topographie accidentée du terrain, il fait construire en 1889 une ligne de chemin de fer entre Taipei et Keelung avec l'aide d'équipes d'ingénieurs britanniques et allemands (Lin, 2007). Une école d'opérations télégraphiques est également créée dans la capitale. Cependant, ces initiatives modernisatrices sont considérées comme dangereuses par les confucéens ultraconservateurs qui gouvernent en Chine. Liu Ming-chuan est alors incapable de poursuivre son plan et est contraint de retourner en Chine pour le retraire en 1891 (Goddard, 1983; Metzler, 2017).

Conclusion

Au cours de cette période, Taiwan a connu un bref épisode de souveraineté par le clan Zheng, suivi de deux siècles de règne par la dynastie Qing. Du fait de l'interdiction du commerce maritime imposée par la dynastie Ming dans le cadre de sa politique isolationniste, le clan Zheng a été la seule entreprise familiale autorisée à jouir d'un monopole sur le commerce côtier avec la Chine. Plus tard, au tournant des dynasties Ming et Qing, ce clan a repoussé les Pays-Bas à Taiwan et poursuivi le commerce maritime en prenant pour base Tayouan (aujourd'hui Tainan).

Cette stratégie maritime a connu une rupture avec la prise de contrôle de Taiwan par les Qing. En tant que mandchous, les Qing se sont efforcés d'enrayer la montée en puissance démographique et économique de l'ethnie han. Ils ont donc poursuivi la politique isolationniste des Ming, mais pour des raisons de sécurité. L'émigration des continentaux vers Taiwan a été interdite et seuls quelques ports taiwanais ont été autorisés à commercer avec la Chine. Par conséquent, Taiwan, qui était depuis l'occupation hollandaise partie intégrante du réseau commercial maritime international,

est devenue en tant qu'île-frontière un élément de l'économie fermée de la Chine sous les Qing.

L'autorité Qing a construit des centres administratifs dans l'arrière-pays pour attirer la population de la côte vers l'intérieur. Ces deux politiques (d'interdiction maritime et de construction des cités intérieures) témoignent d'une pensée de développement territorial « continentale » (par opposition au littoral), qui a eu pour effet de limiter fortement l'urbanisation des ports. L'approche spatiale de la dynastie Qing diffère donc fondamentalement de celle des puissances coloniales en Asie du Sud-Est. Cette approche a cependant échoué, Cela d'une part parce que les Qing ne sont pas parvenus à empêcher l'immigration han dans l'ouest de Taiwan, en particulier le long de la côte. D'autre part, car les centres administratifs situés à l'intérieur des terres n'étaient guère attractifs en raison du manque d'infrastructures de transport, notamment de routes. La contradiction entre ces deux logiques de développement a conduit à freiner le processus d'urbanisation à Taiwan.

Malgré son retour sur la scène internationale en 1860 avec les *treaty ports*, Taiwan va à nouveau connaître des restrictions dans ses activités portuaires sous l'influence du Japon. Ce contexte particulier explique pourquoi les villes portuaires de Taiwan ne se sont pas développées comme d'autres ports d'Asie du Sud-Est au cours de cette période, et sont pour l'essentiel absentes de l'historiographie occidentale.

IV : Le régime colonial nippon (1895-1945)

Introduction

Au cours des dernières années de la dynastie Qing, le territoire chinois était envahi par des forces étrangères. Les Qing perdirent la première guerre sino-japonaise contre le Japon en 1894, à la suite de quoi la Chine dû céder Taiwan et ses îles périphériques (dont Penghu) au Japon en vertu du Traité de Shimonoseki. Pour la première fois, la totalité du territoire taiwanais entra sous contrôle d'une puissance étrangère. Et pour la première fois dans l'histoire, cette puissance coloniale n'était pas blanche. Ce fait a des implications majeures dans le mode d'administration de l'île ainsi que dans son organisation territoriale.

Le Japon fut contraint comme d'autres pays d'Asie à signer des traités inégaux ouvrant de force ses ports aux puissances occidentales[20]. Le nouveau gouvernement issu de la rénovation de Meiji, après 1868, voulut faire de Taiwan une colonie exemplaire. L'enjeu était d'importance : il s'agissait de prouver aux puissances coloniales occidentales que le Japon était leur égal, afin d'éviter qu'il fut colonisé à son tour. L'autorité d'occupation nipponne s'appuya sur une approche scientifique pour mettre en œuvre son mode d'exploitation colonial. Grâce à la petite taille de son territoire, Taiwan devint un véritable laboratoire d'expérimentation coloniale, permettant à l'autorité nipponne de

[20] La convention de Kanagawa (1854) autorisa les États-Unis à accéder aux ports japonais de Shimoda et Hakodate. Le traité de Shimoda (1855) définit la frontière entre le Japon et l'Empire russe. Une autre partie du traité ordonna l'ouverture des trois ports japonais de Nagasaki, Shimoda et Hakodate à la flotte russe. Les Traités de l'Ansei (1858), signés entre le Japon, d'une part, et les Etats-Unis, l'Empire britannique, l'Empire russe, les Pays-Bas et l'Empire français, d'autre part, demandaient que le Japon soit tenu d'appliquer les conditions accordées aux Etats-Unis en vertu de la clause de la « clause de la nation la plus favorisée » également aux autres pays. Les points les plus importants de ces "traités inégaux" pour le Japon étaient : l'échange d'agents diplomatiques, l'ouverture des ports d'Edo, Kōbe, Nagasaki, Niigata et Yokohama au commerce international, la possibilité pour les citoyens étrangers de vivre et de commercer librement dans ces ports (seul le commerce de l'opium est interdit), des droits de douane fixes faibles sur les importations et exportations, soumis au contrôle international, privant ainsi le gouvernement japonais du contrôle des échanges extérieurs et la protection des industries nationales.

mettre en place un dispositif territorial de type continental, qui sera répliqué ensuite dans les autres colonies et territoires occupés par le Japon (Corée, Mandchourie).

1- Un contrôle territorial « scientifique »

Pour définir sa stratégie coloniale, l'autorité japonaise hésite initialement entre deux modèles coloniaux suivis par l'Angleterre et la France en Asie du Sud-Est, respectivement en Malaisie (sous occupation britannique de 1826 à 1946) et en Indochine (sous occupation française de 1887 à 1954).

Dans le cas de la Malaisie, le système administratif britannique fut progressivement mis en place de manière décentralisée sous la forme d'une fédération . Les colonies britanniques comprenaient les « établissements des détroits (1826-1946)», autrement dit de Malacca et de Singapour ; « les États malais fédérés (1896-1946)», constitués des États de Selangor, Perak, Negeri Sembilan et Pahang ; et « les États malais non fédérés (1904/1909-1946) », qui comprenaient les cinq états de Johor, Terengganu, Kelantan, Kedah et Perlis. Pour les Anglais, la stratégie coloniale consistait à maintenir la culture locale, sans chercher à imposer la langue et les traditions britanniques. En d'autres termes, ce mode d'occupation coloniale consiste en une « politique d'association » (Yazid, 2014). En revanche, la France présentait un système centralisé de gestion coloniale. Les Français mirent en place une politique d'assimilation des peuples indigènes à la langue et la culture françaises (Wen, 2015).

Ces deux modèles contrastés suscitèrent un vif débat au Japon sur l'approche coloniale à retenir. Un point de vue défendu par Gotō Shinpei (*Houteng Xinping* 後藤新平) chef des affaires civiles de Taiwan , s'appuie sur une perspective "biologique" qui converge vers la doctrine anglaise de colonisation à travers la politique d'association. Selon Gotō, les indigènes ne peuvent pas être complètement assimilés : « il n'est pas possible de remplacer les yeux de turbot par ceux de la dorade (...). Le fait que le turbot ait deux yeux d'un côté ne doit qu'à des raisons biologiques. Il est important de l'appliquer

à la politique (coloniale) » (Ito, 1993, p. 85). Gotō défend donc l'idée d'une politique préservant les pratiques et cultures traditionnelles des populations locales (Suemitsu 2007). L'autre point de vue est soutenu par le futur premier ministre du Japon, Hara Takashi (*Yuan Jing* 原敬), qui prône une politique d'assimilation des Taiwanais. Selon lui, ces derniers peuvent être soumis aux mêmes lois qu'en métropole, car leurs caractéristiques ethniques et culturelles sont similaires à celles du Japon. Cette approche est conforme à la doctrine coloniale française qui suit une politique d'assimilation systématique.

Au cours des 50 ans d'occupation japonaise à Taiwan, le système colonial japonais passe donc d'une politique d'association à une politique d'assimilation, s'achevant par une politique d'assimilation extrême ou de « japonisation » (*huangminhua* 皇民化) lors de la seconde guerre mondiale (Tableau 14). Selon Chou (1991, p. 41), la japonisation peut être considérée de deux points de vue : comme une intensification d'un processus d'assimilation en cours et comme une partie intégrante de la mobilisation en temps de guerre. Cette politique signifie littéralement "transformer [les peuples coloniaux] en sujets impériaux". La japonisation est donc un processus visant à façonner les peuples colonisés à l'image du colonisateur. Les autorités japonaises s'attendent à ce que tous les Taiwanais deviennent loyaux envers l'Empire japonais (Chou, 1991).

Années	***Politique coloniale/ Exécutif***	**Contextes**
1895-1918 avant WWI	Politique d'association/ Gotō Shinpei (Chef des Affaires civiles de Taiwan)	Connaissance de l'île par la méthode scientifique.
1919-1935 démocratie en Japon	Politique d'assimilation/ Hara Takashi (Premier ministre du Japon)	Contrôle des sauvages crus ainsi que des insulaires par une approche douce à partir de l'éducation et une restriction de droits politiques
1936-1945 avant et vers WWII	Politique de japonisation/ Kobayashi Seizō (Gouverneur général de Taiwan)	Respect du Mikado (Empereur du Japon) et de la religion shinto (religion d'État), imposition de la langue japonaise et japonisation des noms taiwanais

Tableau 14 : Evolution des politiques coloniales du Japon à Taiwan

SOURCE : L'AUTEURE

Durant la phase initiale de la période coloniale, le gouvernement métropolitain nomme Gotō Shinpei pour mener à bien ses projets basés sur une approche scientifique. Celui-ci met en place l'arpentage de l'île avec la mise en place d'un système cadastral, ainsi qu'un recensement de la population et de ses coutumes. L'objectif est d'avoir une connaissance générale de cette île inconnue afin d'optimiser l'exploitation de ses ressources. Cependant, avec l'évolution vers une stratégie d'assimilation, les décisions de la métropole sont imposées sans prendre en compte la situation locale (Cheng, 2009). C'est la raison pour laquelle les résultats de recherche sur les populations locales menées sous la direction de Gotō Shinpei ne peuvent pas être mobilisés pour servir une stratégie coloniale d'association[21].

Le changement de modèle colonial s'explique par l'évolution du contexte international. Certaines colonies obtiennent le droit à l'autodétermination après la Première Guerre mondiale, et Taiwan le revendique également à un moment où la métropole japonaise s'ouvre à de nouvelles formes de démocratie. Le premier ministre Hara Takashi s'empresse donc de lancer une politique d'assimilation de Taiwan, dans le cadre du « principe d'extension de l'Empire » (*neidì yanchang zhuyi* 内地延長主義). Puis la politique d'assimilation prend une tournure plus extrême en 1936, dite de « japonisation » lorsque le Japon se lance dans une politique impérialiste très agressive.

1.1 - La politique de dé-sinisation

Durant les premières années d'occupation, la politique d'association fondée sur l'approche biologique facilite le passage d'une politique d'assimilation en temps de stabilité à une politique de japonisation en temps de guerre. Pendant la colonisation nippone à Taiwan, on passe d'une stratégie de reconnaissance territoriale à une stratégie

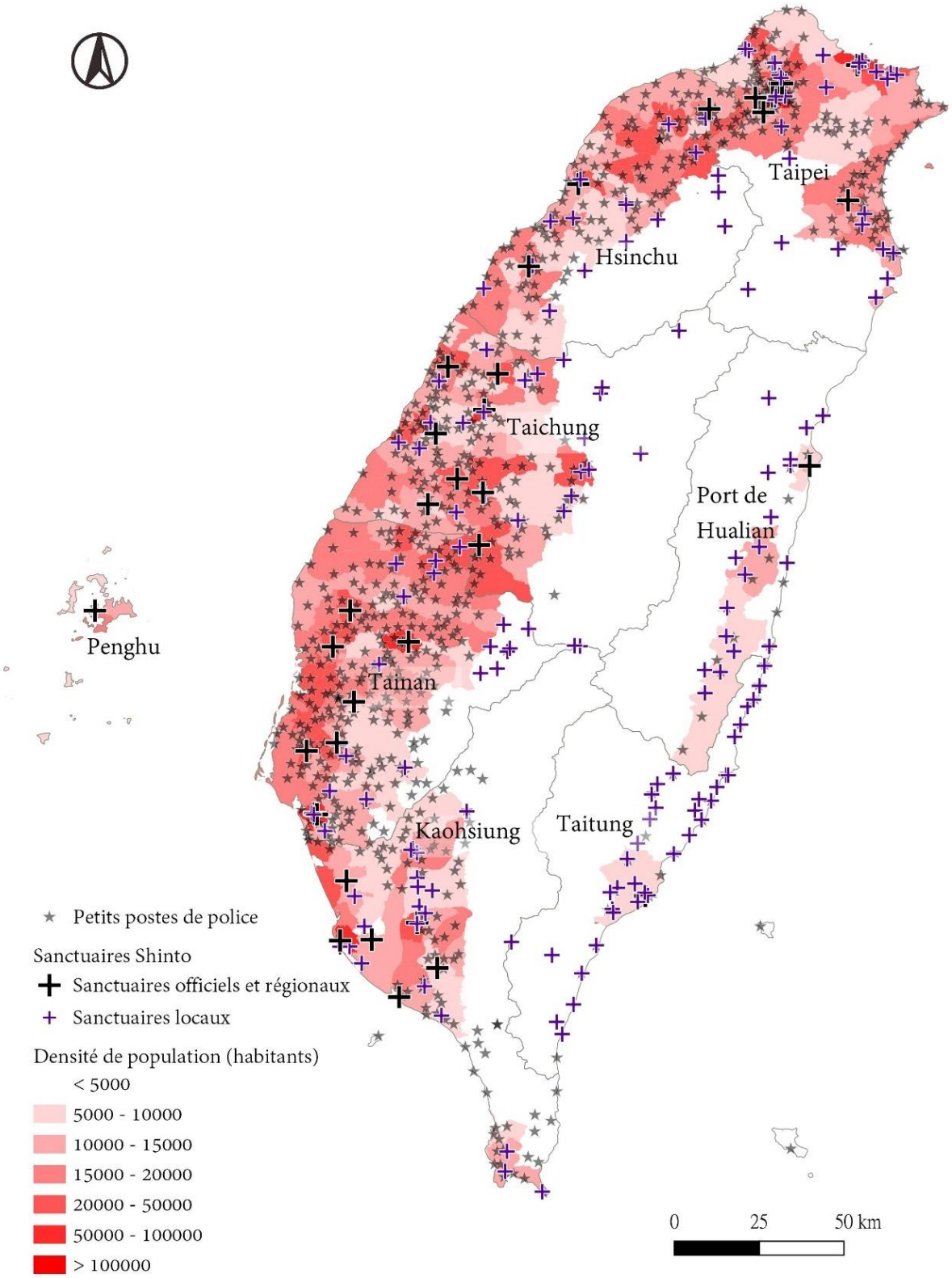
[21] Dans les années 1920, Albert Sarraut, ancien gouverneur général d'Indochine de 1911 à 1914 et de 1917 à 1919, ministre des Colonies, élabore un plan de développement des colonies par une politique association, mais celui-ci ne fait finalement pas mis en pratique (Morlat, 2005).

de contrôle et d'exploitation coloniale basé sur l'imposition de la langue et la culture japonaise.

Les premières années sont marquées par l'effort du gouvernement japonais dans la connaissance du peuple taiwanais afin d'en faire un peuple colonisé "idéal" : obéissant, loyal, productif, diligent et en bonne santé (Yao, 2006). En parallèle, le gouvernement lance une politique de désinisation de Taiwan pour éliminer l'influence des Qing, longue de 200 ans. Les villes voient leurs murailles détruites car celles-ci matérialisent le modèle urbain chinois (leurs équivalentes japonaises n'ont pas d'enceintes, seuls les châteaux des jôkamachi[22] sont entourés de murailles) (Aveline-Dubach, 2016). La destruction des murailles permet également de développer l'urbanisation des grandes villes, singulièrement Taipei qui devient la capitale de la colonie en 1895. L'assimilation culturelle vise à gagner la loyauté des populations colonisées. Les politiques à cet égard comprennent l'interdiction de pratiquer la langue nationale en la remplaçant par le japonais, la japonisation des patronymes chinois, et l'établissement de sanctuaires shintoïstes avec l'obligation de vénérer les dieux japonais.

L'usage forcé de la langue japonaise comme langue nationale est plus facile à mettre en pratique à Taiwan qu'en Corée. En effet, malgré l'imposition du chinois mandarin par les Qing, la plupart des immigrants chinois han du Fujian et du Guangdong ne parlent que leur dialecte minnan ou hakka, de sorte que le japonais devient une langue commune. La diffusion du japonais s'accompagne d'un effort éducatif notable, permettant d'accroître le taux de scolarisation des enfants taiwanais de 32,6% à plus de 80% entre 1930 et 1945 (les cours en mandarin sont officiellement interdits à partir de 1937). Progressivement, la société taiwanaise adopte deux langues : le japonais pour la vie publique et le dialecte dans la sphère familiale. De la sorte, la conscience de l'identité chinoise se perd suite à l'interdiction de pratiquer le mandarin, mais cela favorise paradoxalement l'émergence d'une identité taiwanaise par l'utilisation des dialectes dans la sphère privée (Chou W.-y., 2002, p. 52).

[22] Cités fortifiées inspirées du modèle médiéval européen.



Carte 10 : Distribution spatiale des sanctuaires shinto et des petits postes de police

SOURCE : ACADEMIA SINICA, 2003

Par la réforme des coutumes religieuses, l'autorité japonaise a pour principe de promouvoir sa religion d'Etat, le shintoïsme, et de réduire les pratiques religieuses autochtones dans les colonies. La distribution spatiale des sanctuaires shintoïstes est d'abord planifiée dans les principales villes et villages d'immigrants japonais, puis dans les zones peuplées chinoises et autochtones (Carte 10).

1.2 - Autonomisation financière du territoire taiwanais

Durant les premières années d'occupation, les autorités japonaises ont de grandes difficultés à contrôler l'île. Un grand nombre de Japonais décèdent par suite de la forte résistance du peuple taiwanais et des mauvaises conditions sanitaires causées par le climat chaud et humide (Suemitsu, 2007)[23]. Pour maintenir des forces militaires à Taiwan, 10 millions de yens doivent être dépensés chaque année, dont 7 millions sont attribués par la métropole. En conséquence, l'opinion publique japonaise considère que l'occupation de Taiwan est trop coûteuse. En 1897, la Diète japonaise envisage la vente du territoire taiwanais à la France pour 100 millions de yens (Ding & Hu, 2012). Cependant, les Français colonisent l'Indochine et ne s'intéressent plus à Taiwan (Inō, 2017, p. 761)[24]. L'allocation de la métropole à Taiwan est alors réduite de 7 à 4 millions à partir de 1898.

En dépit de cette situation défavorable pour le premier Gouverneur Général de Taiwan (GGT, *Taiwan zongdu fu* 臺灣總督府)[25], Kodama Gentarō, la situation financière de Taiwan s'améliore rapidement grâce aux initiatives de Gotō Shinpei (Tadao, 2014; Ng,

---

[23] Pour être exact, le nombre total de troupes japonaises impliquées dans la prise de contrôle et la pacification de Taiwan s'élève à plus de 50.000, plus environ 26 000 civils conscrits. Plus de 12 000 personnes meurent de maladies tropicales telles que le paludisme, quelque 14 000 meurent et 30 000 est blessées dans les combats rebelles (Suemitsu, 2007, pp. 63-64).

[24] La France s'oppose fermement à l'occupation de Taiwan par le Japon et offre même aux Qing de les laisser occuper temporairement Taiwan, mais cette proposition est rejetée par les Qing (Inō, 2017, p. 761).

[25] Durant la colonisation japonaise, le Gouverneur Général a le pouvoir absolu et le plus élevé du souverain de Taiwan. Généralement, ces Gouverneurs Généraux sont membres de la Diète, fonctionnaires, nobles ou généraux. Au cours des 50 années de colonisation nipponne, 19 gouverneurs généraux de Taiwan et 18 chefs des affaires civiles (deuxième position derrière Gouverneur-général) sont nommés.

2013). Gotō émet des emprunts d'Etat pour la construction d'un chemin de fer continental et supervise la modernisation des techniques de production agricole. Mais c'est surtout grâce à la réforme agraire qu'il réussit à accroître les ressources propres de la colonie. Dès 1905, Taiwan atteint une situation d'équilibre financier à l'égard de la métropole et y exporte même un surplus (Ding & Hu, 2012). En 1907, son revenu annuel atteint trois fois celui de la première année d'occupation, et 44 fois en 1942 (Foreign Trade Association, 2008).

La réforme agraire joue un rôle clé dans l'augmentation rapide des revenus financiers de la colonie. Elle est basée sur un cadastre qui lie la propriété foncière à son exploitation, ce qui rompt avec le système foncier précédent. A l'époque des Qing, en raison d'une règle manchoue, l'autorité cherchait à contrecarrer le pouvoir croissant des immigrants han en protégeant les droits des peuples autochtones sur les terres. Les Japonais poursuivent cette politique, après avoir divisé le peuple autochtone en deux groupes : les sauvages cuits qui vivent dans la plaine ouest, sous le contrôle de l'autorité et les sauvages crus, non contrôlés, qui habitent dans les montagnes. Les sauvages cuits sont titulaires d'un droit de propriété sur les terres agricoles dont les han sont métayers (voir Chapitre III, 2.2 - Conflits d'occupation des terres entre immigrants han et aborigènes). Cependant, au cours des deux siècles de domination des Qing, les han avaient connu une montée en puissance en nombre et en pouvoir économique. Le système fiscal de l'ère Qing, selon lequel les sauvages cuits recevaient un loyer des han et payaient l'impôt foncier avec ces revenus, ne peut donc plus fonctionner efficacement. Par conséquent, le gouvernement colonial nippon instaure un nouveau régime foncier en 1904. Il supprime les droits de propriété des sauvages cuits et les compense par des obligations d'État (bons du Trésor). Les droits de propriété foncière sont donc transférés aux agriculteurs han, avec un enregistrement officiel sur le cadastre.

Après avoir terminé le travail cadastral dans les plaines de l'ouest, le Gouverneur colonial se tourne vers les montagnes inexplorées de l'est de l'île. A partir de 1909, il met en œuvre une politique d'immigration visant à encourager des colons japonais à s'installer dans l'Est de l'île. Des villages d'immigrants agricoles japonais sont établis à Hualien et à Taitung dans l'espoir d'assimiler progressivement les sauvages crus. Cette

politique est abandonnée moins de dix ans plus tard pour cause d'inefficacité. Le Gouverneur colonial espérait attirer 60 000 colons, mais seulement 3 000 se sont installés dans cette région (Chang S.-f., 2017, p. 399).

En 1910, le Gouvernement général de Taiwan met en œuvre un « plan quinquennal pour soumettre les sauvages » (*wunian lifan jìhua* 五年理蕃計畫) de 1910 à 1915 par la force. En raison de la forte résistance des sauvages crus, il ne les assujettit complètement qu'en 1920, et est donc capable de contrôler la moitié orientale des terres. Le Japon est donc le premier régime à prendre le contrôle de la totalité du territoire de Taiwan (cf. Carte 11). Avec la pacification des sauvages crus, les Japonais suppriment le terme de « sauvage », imposant leur vue civilisationnelle de colonisateurs. Le nom des sauvages cuits est remplacé par celui de tribus des plaines (*pingpu zu* 平埔族) et le nom des sauvages crus par les tribus des montagnes (*gaosha zu* 高砂族) (Chan, 2008, p. 7) (cf. Figure 5 et 6). La moitié orientale des terres est définie comme propriété du Gouverneur colonial et ses ressources naturelles, dont le camphre et les ressources forestières, sont aussi monopolisées par ce dernier. Ici, la violence employée par la puissance coloniale est justifiée par un discours civilisationnel pour optimiser l'exploitation économique de l'île (Heé, 2014).

Une fois la question de la propriété clarifiée par la loi, les transactions de vente et d'achat de terrains sont légalement garanties. Le système cadastral encourage les investissements massifs des capitaux japonais pour établir un monopole sur Taiwan, principalement dans les sucreries (Yao, 2006). C'est aussi une condition nécessaire pour le développement du capitalisme taiwanais (Tadao, 2014). Taiwan, jusque-là perçue comme un lourd fardeau, devient une île précieuse pour la métropole (Chang & Myers, 1963). En conséquence, le PIB annuel moyen de Taiwan passe d'environ 2% entre 1913 et 1922 à de 6% à partir de 1923 (Mizoguchi, 1979; Ho S. P., 1978).

1.3 - Un contrôle administratif et policier

Le système cadastral moderne contribue non seulement au développement du capitalisme dans l'île, mais facilite également son administration. A l'époque des Qing, la formation des villages han se construisait selon les liens lignagers familiaux (les habitants d'un même village partagent le même nom de famille). Puis, les Qing adoptèrent le système *baojia*, une organisation locale d'autodéfense des han chinois traditionnels créée à l'ère Ming, pour maintenir l'ordre public et aider à identifier la population et le nombre de ménages. Cependant, en raison de l'absence d'une portée spatiale claire et d'une cartographie limitée, le contrôle des Qing eut peu de mainmise sur la société locale (Shih, 2000). Le système de police ne put lutter efficacement contre les initiatives de rébellion. Généralement les villages taiwanais se formaient en tenant compte des liens de filiation familiaux. Cependant, en raison de la faiblesse du contrôle des Qing, ces villages étaient difficilement repérables sur une carte (Shih, 2000).

Suite à l'établissement du système cadastral en 1904 et du premier recensement en 1905, le contrôle du Gouverneur colonial peut en revanche s'étendre à l'échelle individuelle avec l'aide du système *baojia*, formant ainsi un dispositif complet d'enregistrement des ménages. Le système de *huji* (戶籍), ou *hukou* (戶口)[26], qui combine les informations généalogiques de chaque ménage avec le terrain, est établit au moment de l'occupation japonaise. Au travers de ce système d'état civil et d'enregistrement des familles, le Gouverneur colonial intègre parfaitement le système de police à la vie quotidienne du peuple taiwanais (Suemitsu, 2007; Tsai X.-m., 2015).

[26] Un système d'enregistrement similaire existe au sein des structures de l'administration publique de tous les pays d'Asie de l'Est influencés par l'ancien système de gouvernement chinois. Les prononciations locales du nom du registre des ménages varient, mais toutes dérivent des mêmes caractères chinois. Le système *hukou*, connait également sous le nom de système *huji*, en Chine et à Taiwan. Le système *koseki* (戶籍) présent au Japon et le système *hojuje* (戶主) en Corée.

Gotō Shinpei réforme le système policier selon deux niveaux. Au premier niveau, il combine les rangs de la police japonaise avec les divisions administratives. La réforme de la division administrative en 1901 instaure quatre grands échelons hiérarchiques, liés au système policier : les 20 préfectures sont divisées en sous-préfectures, districts et villages, le tout sous la direction du Gouverneur Général de Taiwan. Chaque préfet a un inspecteur de police sous son autorité. Au niveau sous-préfectoral, ce sont directement des policiers qui sont en charge du poste de vice-préfet. Ainsi, à partir de 1901, la police n'est pas seulement responsable des questions de sécurité, mais aussi des affaires administratives (Tsai, 2006).

Au deuxième niveau, Gotō Shinpei crée de petits postes de police à l'échelon local (*hashutsujo* 派出所)[27] avec le système de *baojia* et du groupe de *zhuangding tuan* (壯丁團) composé des élites han pour maintenir la sécurité et l'ordre public. Ces petits postes de police, associés au système de sécurité *baojia* deviennent le principal pouvoir au niveau local. Ces premiers sont implantés dans des zones densément peuplées ou à l'intersection de routes principales. Le réseau du système policier est surtout concentré dans l'ouest de Taiwan (Tsai X.-m., 2015), comme l'indique la carte 10. Le gouvernement japonais fait de ce système un auxiliaire de son dispositif policier pour renforcer son contrôle sur les han. Selon les règles de *baojia*, dix ménages forment comme un *jia*, et dix *jia* un *bao*. Chaque *jia* et *bao* possèdent un chef. Parmi les habitants de plusieurs *bao*, un « groupe de *zhuangding* », composé d'individus âgés de 17 à 47 ans, est formé pour aider la police japonaise à maintenir l'ordre. Sur le plan opérationnel, un petit commissariat dirige quelque *bao* et un groupe de *zhuangding.*

La mission des *baojia* consiste à aider au règlement des affaires administratives. Leurs tâches sont diverses : collecter l'impôt, transmettre les petits postes de la police japonaise, réparer les routes, enquêter sur les ménages, surveiller les personnes suspectes et encourager les élèves à fréquenter les écoles publiques. Concernant les

[27] Le « petits postes » a d'abord été appelé *kōban* (交番). En 1881, il a été rebaptisé *hashutsujo* (派出所, *paichusuo* en prononce chinoise). En 1994, le nom est à nouveau changé en *kōban*. A Taiwan, le nom de *paichusuo* est toujours utilisé aujourd'hui.

groupes de *zhuangding*, tout en aidant les policiers à maintenir la sécurité dans les *baojia*, ils s'occupent des secours en cas de catastrophe (Tsai X.-m., 2015). Malgré qu'ils ne soient pas rémunérés, ces postes honorifiques attirent les élites locales parce qu'ils représentent un symbole du pouvoir politique. Par ce moyen politique, le Gouverneur colonial peut contrôler les élites locales avec une approche coopérative et acquérir l'obéissance des autres catégories de population (Wakabayashi, 2006).

Au niveau du contrôle économique, la création des organisations agricoles est un autre moyen de domination de Taiwan. Le Gouverneur Général de Taiwan crée deux échelles hiérarchiques d'organismes agricoles officiels pour mettre en œuvre les politiques de l'Empire japonais de « l'agriculture à Taiwan, l'industrie au Japon » (*nongye Taiwan, gongye Riben* 農業台灣，工業日本). A partir de ces agences, le Gouverneur colonial peut avoir une connaissance très approfondie de la situation financière et de la productivité de chaque paysan et intervenir en fonction de ses besoins. Au niveau des préfectures, l'association agricole (*nonghui* 農會) est créée en 1909. Elle s'attache à exercer des politiques agraires, à percevoir des taxes, à préserver des vallées rizicoles, à fournir des engrais et d'autres matériaux de production (Ding & Hu, 2012). En 1913, l'Etat colonial introduit l'organisation agricole des « coopératives industrielles (*chanye zuhe* 產業組合) » au niveau local selon le même système qu'au Japon. Ces coopératives industrielles s'établissent dans le but d'améliorer la technologie de production agricole (par exemple l'utilisation des engrais), de moderniser les produits agricoles et d'aider les agriculteurs à les vendre sur le marché local ou à les exporter au Japon. Ils ont la même fonction qu'une banque et fournissent par exemple des services de prêts financiers et d'épargne (Lee, 2008). Le Gouverneur colonial diffuse ce type d'organisation sur le territoire de Taiwan, afin qu'au sein de « chaque ville et village, il existe une coopérative industrielle » (Suemitsu, 2007, p. 195).

L'Etat colonial exige que chaque paysan taiwanais adhère à ces organisations à l'échelle locale. De plus, le président de ces organisations est le *baojia* (l'élite locale) ou le maire des arrondissements, ce qui renforce l'efficacité de leur fonctionnement (Lee, 2008). En conséquence, le nombre d'organisations « coopératives industrielles » augmente

rapidement. En 1917, 127 de ces organisations sont établies et leur localisation s'étend sur 44% des régions peuplées ; en 1927, le nombre atteint 377, et 501 en 1940. Leur diffusion à l'ensemble de la colonie est bien achevée (Ding & Hu, 2012).

Ces organisations agricoles officielles donnent des avantages supplémentaires à la colonie. Premièrement, elles contribuent au développement de l'économie taiwanaise en lui permettant d'intégrer le système de marché métropolitain du Japon et d'établir un modèle capitaliste d'économie de marché. Le gouvernement japonais unifie les poids et les mesures (métriques, monétaires, temporelles en particulier) pour les aligner sur les normes internationales. Deuxièmement, ces organisations fonctionnent comme des chaînes de commercialisation par lesquelles les entreprises de la métropole peuvent introduire des engrais chimiques et divers matériaux de production agricole sur le marché colonial étranger. Troisièmement, les services offerts par ces organisations permettent aux immigrants japonais de jouir d'une qualité de vie à Taiwan comparable à celle du Japon, en particulier pour répondre aux besoins des fonctionnaires, des membres de l'armée et de la police, ainsi qu'à ceux des autres catégories de travailleurs salariés. Pour ces colons japonais, ces organisations fournissent une aide financière et importent des produits quotidiens du Japon, les aidant à s'installer dans les colonies (Ding & Hu, 2012).

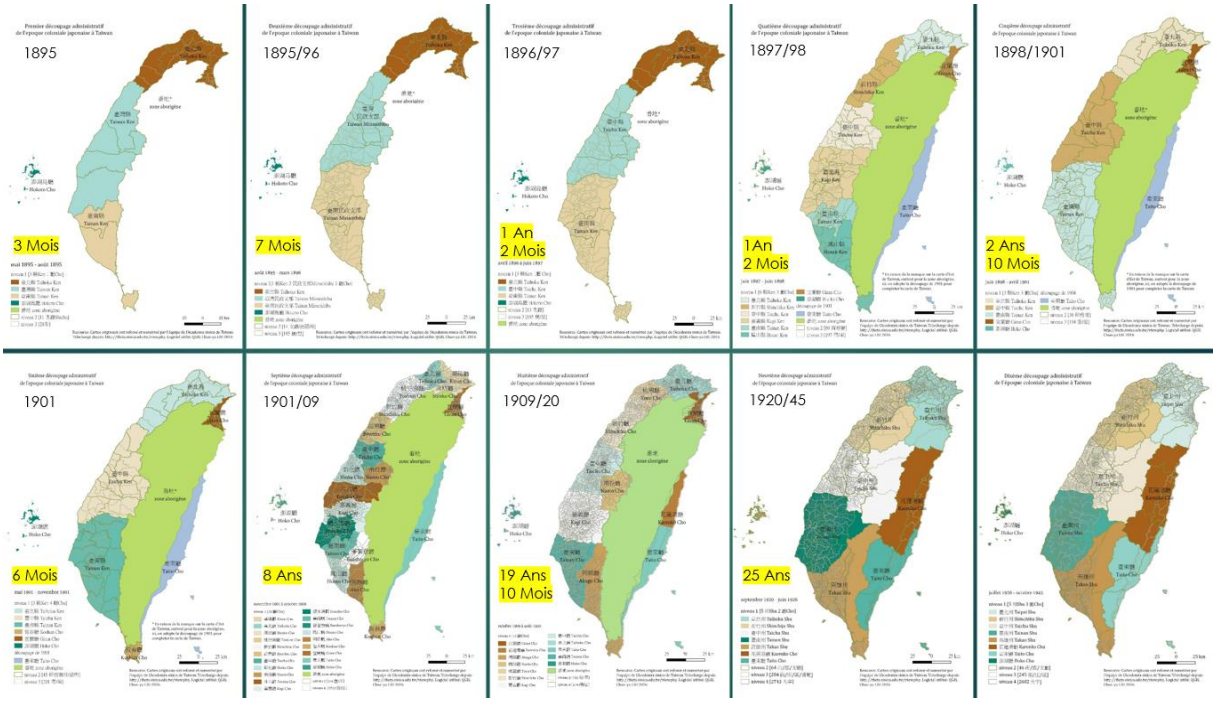
2 - Taiwan, un laboratoire d'expérimentation urbaine

2.1 - La cartographie comme instrument de contrôle

La cartographie est un outil politique majeur par lequel les dirigeants et les colonisateurs peuvent plus facilement contrôler la population et prendre des décisions (Black, 1997, p. 163). Comme le fait remarquer Bruno Latour (1987 : 216) « la géographie implicite des indigènes est rendue explicite par les géographes ; la connaissance locale des sauvages devient la connaissance universelle des cartographes ; les croyances floues, approximatives et souterraines des indigènes sont transformées en une connaissance précise, certaine et justifiée ». Yao (2006 : 48) ajoute : « avec seulement une carte et un stylo, le Gouverneur colonial peut exercer son pouvoir administratif avec un coût minime » (cité par Jacob 2006, xiii).

Dès l'ère Qing, l'autorité avait tenté de produire des cartes de Taiwan afin de définir une ligne de démarcation entre les sauvages cuits des plaines et les sauvages crus des montagnes. Cependant, en raison des limites techniques de l'époque, ces cartes étaient à très grande échelle. Elles utilisaient l'ancienne méthode de dessin paysager, n'indiquant ni les longitudes ni les latitudes ou d'autres systèmes de coordonnées et étaient peu précises dans le relèvement, la distance et l'échelle de mesure. En outre, elles ne comprenaient pas de marque d'orientation nord-sud. Ces cartes étaient dessinées en direction de la Chine vers Taiwan, donc étaient orientées à l'est. De nombreux éléments comme les systèmes d'adduction d'eau, les ports, les villes et les bureaux gouvernementaux étaient agrandis pour être mis en évidence sur les cartes (Bibliothèque nationale de Taiwan, 1992). En raison de l'étendue du périmètre sous contrôle, seule la moitié ouest était cartographiée, et la partie est et ses espaces montagneux étaient des blancs sur les cartes. Cela trahit non seulement la faiblesse des techniques de mesure de l'époque, mais aussi les difficultés des autorités en place à gérer les aborigènes des montagnes.

Le même souci se manifeste pendant la période coloniale japonaise. Avant 1910, l'autorité japonaise ne pouvait pas établir un contrôle efficace des zones montagneuses. Sur la première carte à petite échelle de Taiwan (1/20000), publiée en 1904, il reste encore beaucoup de blancs dans les zones montagneuses. A partir de 1920, après avoir réussi à contrôler les sauvages crus dans ces zones de montagnes, le gouvernement colonial a finalement produit une carte complète de Taiwan, grâce à l'amélioration des techniques d'arpentage telles que la photogrammétrie terrestre et aérienne (Wei, Gao, Lin, & Huang, 2008, p. 11). Le contrôle du Gouverneur japonais sur Taiwan est attesté par ses divisions administratives successives (Carte 11).



Carte 11 : L'évolution des divisions administratives sous la colonisation nippone

SOURCE : ACADEMIA SINICA, 2003

En se focalisant sur le développement cartographique, l'autorité japonaise produit plus de 400 cartes de Taiwan au cours des cinquante années de domination, en utilisant des outils de mesure modernes dont la méthode de triangulation. Ainsi, chaque parcelle de terrain, les villages et les champs sont bien représentés sur les cartes aériennes (Wei, Gao, Lin, & Huang, 2008). Comme Gotō Shinpei l'écrit : « en ce qui concerne Taiwan, d'avoir un cadastre détaillé, c'est comme prendre une photo de l'île. Sur la base des

symboles des montagnes, des rivières et des bâtiments sur la carte, l'île entière peut être étalée sur la table » (Gotō cité dans Wei, Gao, Lin, & Huang, 2008, p. 17). De même, Tadao Yanaihara commente : « avec une de ces cartes et un stylo, il est facile de déterminer la taille de chaque village. Il est presque aussi facile d'examiner le contour physique et les caractéristiques géographiques de Formose que d'étudier la paume de votre propre main » (Tadao cité dans Wei, Gao, Lin, & Huang, 2008, p. 17). La connaissance détaillée du territoire et des populations, plus précisément par l'élaboration de cartes et de chiffres, est un instrument qui permet une « action à distance » plus efficace (Latour, 1987).

2.2 - Connaissance approfondie des peuples colonisés

Le cadastrage est une condition préalable au recensement. Le cadre géographique permet de définir et de localiser avec précision les districts faisant l'objet d'un recensement (Hannah, 2000). Une fois l'arpentage achevé, Gotō Shinpei organise le premier recensement de la population de Taiwan en 1905. Dix ans plus tard, en 1915, le gouvernement colonial organise un deuxième recensement. En fait, ces deux premiers recensements sont effectués avant même que le premier recensement ne soit fait au Japon en 1920 (Barclay, 2015). À partir de 1915, le recensement est effectué tous les cinq ans jusqu'en 1935. Au cours des cinquante années de colonisation, sept recensements seront effectués au total (Yao, 2006).

Entre le premier et le dernier recensement effectués par le Gouverneur colonial à Taiwan, nous pouvons constater certains changements dans la gestion des ethnies (Figures 5 et 6). Dans le recensement de 1905, les « insulaires » (*bendao ren* 本島人) sont définis par trois catégories : les « han », les « sauvages cuits » et les « sauvages crus », dans la continuité de la pensée de l'époque Qing. Le recensement de 1935 coïncide avec la période de la politique d'assimilation mise en place dans la colonie. Dans la colonne des insulaires, la catégorie des han est supprimée, ce qui signifie une dé-sinisation, et la désignation neutre des aborigènes indique l'assimilation des sauvages. Le gouvernement colonial ne distingue plus les « tribus des plaines » des han, et les « tribus des montagnes », qui représentent les aborigènes, deviennent encore plus minoritaires, ne représentant

que 1 à 2 % de la population totale. Les aborigènes disparaissent progressivement et leur voix est ignorée (Yap, 2013).

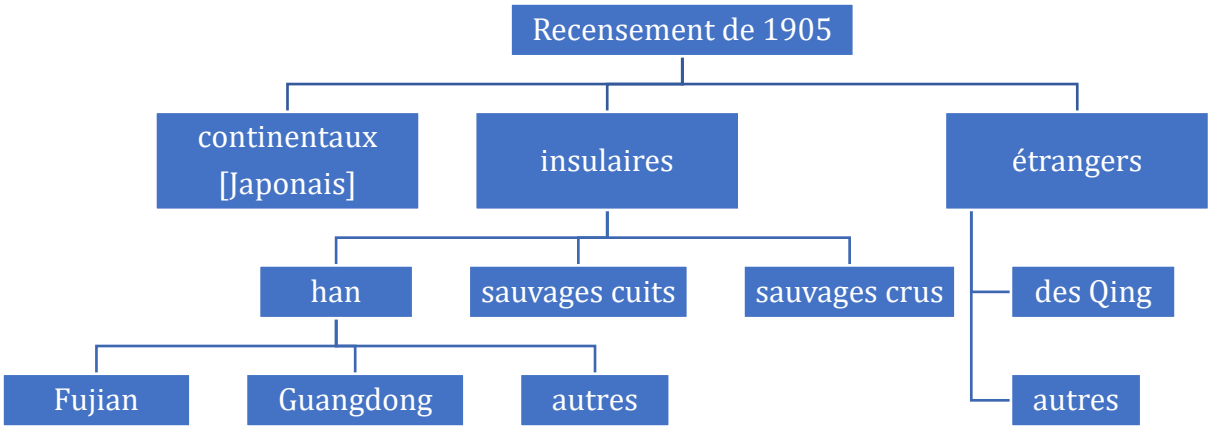


Figure 5 : classification ethnique de Taiwan par le gouvernement colonial japonais en 1905

SOURCE: WANG P.-C. , 2005, P. 73

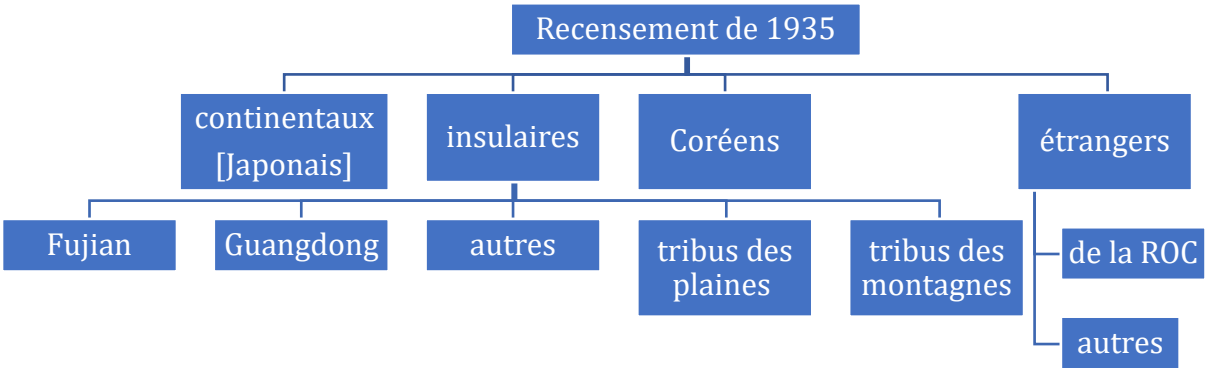


Figure 6 : classification ethnique de Taiwan par le gouvernement colonial japonais en 1935

SOURCE: WANG P.-C. , 2005, P. 73

Pour le Gouverneur colonial, comprendre les dynamiques démographiques représente un moyen fondamental de contrôler efficacement les populations locales (Suemitsu, 2007). Car les chiffres, les faits et les connaissances qui génèrent une grande quantité de documents administratifs, créent un sentiment de certitude et de contrôle au sein l'Etat colonial (Yao, 2006). Les recensements permettent d'identifier chaque individu de la colonie. Les renseignements personnels tels que le nom, l'âge, le sexe, l'état civil, l'adresse, l'origine ethnique, la profession, sont mentionnés dans les formulaires de recensement. En outre, les recensements taiwanais sont effectués à un grand niveau de précision, en particulier en ce qui concerne l'intégrité de la déclaration, la cohérence des classes ethniques variées et l'exactitude des informations telles que la notification de l'âge. À cet égard, la qualité de ces recensements est souvent de loin supérieure à celle des recensements les plus avancés du monde occidental à la même époque (Barclay, 2015).

A l'exception des recensements concernant la situation démographique à Taiwan, les Japonais mènent des enquêtes exhaustives dans tous les domaines possibles. Comme le fait remarquer George Barclay (2015 : viii) « sous la domination japonaise, Taiwan a probablement la particularité d'être la zone coloniale la mieux répertoriée au monde. D'énormes compilations de statistiques et de nombreuses enquêtes spéciales sont effectuées d'année en année. L'économie, le terrain, les tribus autochtones, les richesses minérales, la production agricole, la production industrielle et le commerce extérieur sont tous étudiés et réétudiés jusqu'à ce qu'il y ait peu à ajouter à ces connaissances à moins que de nouvelles preuves non disponibles ne soient découvertes ».

Cependant, les enquêtes quantitatives ne suffisent pas pour comprendre la vie des populations locales ainsi que leurs habitudes, coutumes et cultures traditionnelles. Les Chinois viennent de différentes provinces et ont des modes de vie différents. La diversité ethnique des aborigènes est encore plus complexe. Afin de lancer des politiques coloniales plus adaptées, Gotō Shinpei, crée, en 1901, un « Bureau temporaire d'enquête sur les coutumes traditionnelles » (*linshi tiiwan jiu guan diaocha hui* 臨時台灣舊慣調查會) dont l'objectif est de collecter des connaissances de nature qualitative sur les pratiques locales

dans les domaines agricole, industriel, commercial et économique[28]. Selon Chao-yan Tu (1992), ce Bureau est probablement « la première institution de recherche en sciences humaines à Taiwan » (Tu, 1992, p. 34).

En 1911, en plus de ses recherches principales sur l'ethnie han, le Bureau d'enquêtes s'intéresse aux sauvages crus de Taiwan. Neuf groupes principaux sont explorés : *Taiyai* (泰雅), *Saisett* (賽夏), *Ami* (阿美), *Bunun* (布農), *Tsuou* (曹), *Piyuma* (卑南), *Tsarisen* (魯凱), *Paiwan* (排灣), et *Yami* (雅美). C'est la première fois dans l'histoire de Taiwan que les peuples autochtones de l'île font l'objet d'études scientifiques en étant clairement identifiés (Yao, 2006; Zhou, 2010). Pendant la mission de ce Bureau entre 1901 et 1919, les résultats de ses recherches sont publiés dans plusieurs ouvrages (Chen Q.-l., 1980)[29].

Tous ces efforts fournis au début de l'occupation par Gotō Shinpei s'inscrivent dans le cadre de la politique d'association. Cette politique vise à préserver les traditions culturelles locales (Cheng, 2009). Alors que Taiwan est une "page blanche" pour les Japonais, l'objectif principal est d'avoir une connaissance globale de cette île inconnue et sous-développée, afin d'établir des lois adaptées à sa population. Toutefois, les résultats du Bureau d'enquêtes sur les habitudes des résidents locaux ne peuvent pas appuyer la mise en place de politiques. Le Gouverneur colonial décide de remplacer la politique d'association par une politique d'assimilation. Cette nouvelle politique met l'accent sur l'exportation de la culture et de la langue du colonisateur. Nous voyons bien ici les relations mutuelles entre la géographie, la cartographie, le savoir et le pouvoir politique (Yao, 2006).

---

[28] Avant l'opération formelle de la commission, l'autorité étudie d'abord tous les dossiers sortis dans l'époque des Qing de 212 ans comme ordre juridique, jugement de la cour, contrat, livre de comptes etc. pour établir la compréhension de base sur la culture chinoise (Suemitsu, 2007).

[29] « Droit privé taiwanais », « Loi administrative de la dynastie Qing», « Rapport de données économiques » et « Rapport sur les traditions des aborigènes sauvages » etc., avec les recherches très profonds sur le peuple han et les aborigènes originaux de Taiwan.

Les mesures disciplinaires, éducatives et civilisationnelles sont considérées comme faisant partie de l'« élévation » de la colonie (Heé, 2014). Les actes de violence qui ne sont pas documentés ou mis en évidence dans la plupart des textes coloniaux sont des outils importants pour les colons dans le processus de mise en œuvre des politiques d'assimilation. Les Japonais font de Taiwan une « colonie modèle » en montrant le « caractère civilisé » de la colonie, comprenant les autochtones soumis et l'aspect urbain moderne (Heé & Schaper, 2009; Heé, 2014).

2.3 - Des programmes ambitieux de grands travaux urbains

En tant que pays insulaire, le Japon a toujours l'ambition d'étendre son territoire, notamment pour faire face au problème de surpopulation dans la métropole et pour renforcer l'influence de la nation japonaise. Par conséquent, le Japon applique la politique de colonisation en souhaitant installer des Japonais dans ses colonies[30]. Durant les cinquante années de colonisation japonaise à Taiwan, le nombre de Japonais est multiplié par trente-six, passant de 10 584 en 1896 à près de 384 847 en 1942. Le taux de croissance de la population japonaise est très élevé au cours des dix premières années, soit plus de 20 % par an, et la croissance moyenne annuelle tombe à 5 % pendant la période de domination. La part de citoyens japonais à Taiwan s'élève à 5%. Ce chiffre peut sembler faible, mais il est en fait assez élevé par rapport à la proportion de colons occidentaux qui s'installent en Asie du Sud-Est (Tableau 15).

[30] L'Empire japonais a la même stratégie pour sa colonie de Mandchourie. Après avoir mis en pratique cinq fois des projets expérimentaux en matière d'immigration, le "Plan d'immigration des ménages sur vingt ans" est lancé en 1936. Le Gouverneur colonial espère faire émigrer un million de ménages japonais dans le nord-est de la Chine en vingt ans, afin qu'ils représentent 10% de la population totale de l'île (Wang T.-p. , 2013). En conséquence, ces villages agricoles japonais situés au Mandchourie sont 30 fois plus grands qu'à Taiwan.

Colony	Europeans / Japanese / Americans	Chinese	Other Asians	Indigenous
Taiwan (1935)	5.2	1.1[a]	n.a.	93.7
Korea (1939)	2.9	0.2	n.a.	96.9
Tonkin (1937)	0.2	0.4	n.a.	99.4
Annam (1937)	0.1	0.2	n.a.	99.7
Cochinchina (1937)	0.3	3.7	n.a.	96.0
Cambodia (1937)	0.1	3.5	n.a.	96.4
Laos (1937)	0.1	0.3	n.a.	99.6
Thailand (1937)	n.a.	11.8	0.8	87.4
Burma (1931)	0.2	1.3	8.2[b]	90.3
British Malaya (1931)	0.4	39.0	15.8	44.7
Philippines (1939)	0.3	0.7	n.a.	99.0
Java (1930)	0.5	1.4	0.1	98.0
Other Indonesia (1930)	0.3	3.4	0.3	96.0

Sources: Korea: Grajdanzev 1944: 76; Taiwan: Barclay 1954: 16; Indonesia: Boomgaard and Gooszen 1991; French Indochina: Robequain 1944: tables 1 and 6; Thailand: Manarungsan 1989: 32; Burma: Saito and Lee 1999: table 1-3; Philippines: Bureau of Census and Statistics 1947: 17; British Malaya: Department of Statistics 1939: 36.

Note: n.a. = not available.

[a] Refers to citizens of mainland China and other foreigners.

[b] Includes Indo-Burmans.

Tableau 15 : Répartition en pourcentage des populations coloniales par origine ethnique

SOURCE : BOOTH, 2007, P. 20

D'après les données de 1920 et 1940, les populations insulaire et japonaise à Taiwan doublent. En 1920, les insulaires sont environ 3 600 000 habitants, tandis que les Japonais sont environ 160 000. Les Japonais représentent environ 4 % de la population totale. Taipei compte le plus grand nombre de Japonais avec 70 000 colons, suivie de Tainan avec près de 30 000, Taichung et Kaohsiung avec 20 000 chacun, et Hsinchu et Hualien avec 10 000. En termes de ratio de population, Hualien a la plus forte proportion de population japonaise, soit 23% ; Taipei en a 10% et Taitung 8%. A Hsinchu, Kaohsiung et Tainan ce taux ne s'élève que de 2 à 4 %. En 1940, les insulaires sont 6 millions d'habitants, et les Japonais environ 350 000. Les Japonais représentent près de 6 % de la population totale. Taipei compte le plus grand nombre de Japonais avec environ 150 000 personnes, suivie de Tainan et Kaohsiung avec 50 000 chacune, Taichung avec près de 45

000, et Hsinchu et Hualien avec 20 000. En termes de ratio de population, Hualien a toujours le plus haut pourcentage de la population japonaise, soit 14%. Toutefois, ce ratio est bien inférieur à celui de 1920. A Taipei, il s'élève à 12%, à Taitung 8%, à Kaohsiung 6%, et à Hsinchu, Taichung et Tainan il ne représente que 2 à 3 % (Chang S.-f., 2017).

En ce qui concerne l'occupation des Japonais à Taiwan, le pourcentage d'agriculteurs est négligeable (2%) sur l'ensemble de la période coloniale. En revanche, les fonctionnaires (30%), les ouvriers (20%) [31] et les hommes d'affaires (20%) représentent les trois quarts des migrants entre 1906 et 1932. Dans les 20 % restants, 10 % travaillent dans les transports et 10 % dans les industries primaires. Au cours de la guerre, la proportion des trois groupes d'immigrants - les fonctionnaires, les travailleurs des manufactures et les hommes d'affaires - chute brusquement, et la moitié des Japonais qui vivent à Taiwan sont au chômage. (Chen & Liu, 1997, p. 53).

A l'époque des Qing, l'île de Taiwan était laissée dans un état de sous-développement et de mauvaises conditions sanitaires. Par conséquent, pour améliorer le cadre de vie des colons japonais, le gouvernement lance des projets urbains dès sa prise de contrôle de l'île. Taiwan représente un formidable terrain d'expérimentation de projets urbains à grande échelle (Su, 2010). Les urbanistes japonais jouissent d'une grande liberté pour expérimenter les projets qu'ils ne peuvent pas mettre en œuvre dans leur pays en raison du pouvoir démesuré dont jouissent les propriétaires fonciers (Aveline-Dubach, 1995). En revanche, le Gouverneur colonial, qui contrôle la propriété foncière de ses colonies administrées, peut transformer l'île à sa guise. Les grands travaux d'embellissement et la construction d'infrastructures urbaines modernes deviennent le signe visible de la capacité du régime colonial japonais à moderniser le territoire. Sur la base de ces travaux, le Japon veut impressionner les populations locales par ses compétences techniques et ses connaissances supérieures afin de légitimer sa domination

[31] Taiwan a toujours besoin de travailleurs qualifiés et non qualifiés. Le cas le plus frappant est le besoin de producteurs de thé. Puis l'immigration des arracheurs de rikisha, des charpentiers et des ouvriers des plantations de palmiers commence à augmenter progressivement vers 1909. Un autre cas est celui des mineurs qualifiés : la construction d'infrastructures à partir de 1900 et l'industrialisation crée un besoin durable et plus important (Chen & Liu, 1997, pp. 45-46).

et montrer aux puissances occidentales ses capacités en matière de planification urbaine dans leur colonie (Aveline-Dubach, 2016). En effet, le Japon cherche encore à asseoir son image de « pays d'Asie blanche » pour se hisser au rang de puissance occidentale (Heé & Schaper, 2009).

L'Etat colonial s'inspire donc largement des principes d'aménagement et des styles urbains architecturaux d'Occident. Cette tendance s'est amorcée au Japon après la rénovation de Meiji, à la fin du 19ème siècle, au moment où ce pays sortait de son isolement. Le Japon était alors devenu le premier pays d'Asie orientale à mettre en œuvre une planification urbaine à grande échelle (Watanabe, 2008 ; Lancret & Tiry-Ono, 2015). Depuis lors, le système de planification japonais prend une place centrale dans la politique colonisatrice, comme l'initiative administrative, la centralisation des pouvoirs de planification et l'accent mis sur la construction d'infrastructures. Le Japon s'approprie les techniques et outils d'urbanisme occidentaux et réalise de très grands projets urbains, à la fois en termes de superficie et de taille du bâtiment, à Taiwan et en Corée. Ces œuvres s'inspirent de pays occidentaux comme l'Allemagne et la France (Aveline-Dubach, 2016), en particulier des travaux de Haussmann sur les transformations de Paris entre 1850 et 1870 (Liao, 2013).

En en tant que capitale coloniale, Taipei est la ville qui accueille le plus grand nombre de Japonais. Le gouvernement organise une planification moderne qui met en valeur l'excellence de l'urbanisme japonais. Au total, il met en œuvre cinq étapes de projets urbains (*shiqu gaizheng* 市區改正) à Taipei, dont les deux premières sont destinées à l'amélioration du système d'assainissement et des routes. Le premier projet d'urbanisation à Taipei est annoncé en août 1900 pour améliorer le cadre de vie dans la « cité fortifiée de Taipei » (*Taibei cheng* 台北城), construite à l'époque Qing en 1884. En raison des problèmes de sécurité liés à l'instabilité de la situation sur l'île, ce premier projet est spécialement conçu pour la protection et le bien-être des colons japonais. Il comprend la création d'îlots résidentiels, d'un district administratif, de nouvelles portes fortifiées et d'un chemin de fer. Dans cette cité, treize quartiers sont planifiés avec leurs routes d'accès. L'Etat construit un district administratif pour centraliser les institutions officielles et aménage également des espaces verts (Huang J.-m., 2011). Un an plus tard,

en juin 1901, il lance un second grand projet de construction au sud de la cité fortifiée. Celui-ci s'étend vers le sud en construisant des routes partant de la fortification vers l'extérieur où l'Etat crée de nouveaux quartiers pour agrandir les zones résidentielles japonaises (cf. Carte 12).

En octobre 1905, lorsqu'une grave crue inonde la cité fortifiée de Taipei, le gouvernement lance son troisième grand projet de construction lors duquel le style architectural occidental est introduit. Il enlève alors entièrement les murs de la cité construite par les Qing pour créer de larges rues modernes. Le réseau de ces rues s'étend aux zones non développées environnantes qui comprennent Dadaocheng (大稻埕) et Monga (艋舺), les deux zones densément peuplées caractérisées par des ports fluviaux. Ce projet peut être considéré comme une expansion urbaine de Taipei, compte tenu des taux de croissance démographique futurs. Il intègre le zonage foncier et la répartition ethnique dans son aménagement. Un taux de croissance annuel de la ville de 2,5 % est fixé comme norme de planification : la ville compte 700 hectares et peut accueillir jusqu'à 150 000 habitants (Huang J.-m., 2011).

La population de Taipei augmente encore plus vite que ce qui est envisagé dans le cadre du projet de planification urbaine, prévu pour 150 000 habitants en 1905. En mars 1932, le Gouverneur colonial annonce un nouveau plan d'expansion urbaine de Taipei, qui élargit la superficie de la ville par 9 (Carte 12). Ce projet est prévu pour 1955 afin d'accueillir 600 000 habitants sur une surface élargie à 6 676 hectares. Le réseau viaire recouvre la quasi-entièreté du bassin de Taipei soit l'actuelle zone urbaine centrale de la ville. Ce plan de 1932 peut être considéré comme une application du principe moderne d'urbanisme. Un réseau routier à grand échelle est mis en place pour couvrir l'ensemble de la ville de Taipei (Watanabe, 2008).

Carte 12 : La croissance de Taipei en 1907, 1921 et 1935

SOURCE : HUANG W.-D. , 2000

Le Gouverneur colonial étend le projet urbain aux principales villes le long de la voie ferrée par la création en 1909 d'une ligne de chemin de fer nord-sud, la Ligne Ouest (*zongguan xian* 縱貫線). D'une manière générale, les projets urbains à Taipei et dans d'autres villes taiwanaises s'articulent autour de trois grands principes. Tout d'abord, améliorer les conditions sanitaires par la construction de systèmes d'assainissement, conformément aux principes hygiénistes des villes occidentales. Ensuite, démolir les remparts qui permettent de "dé-siniser" l'espace urbain mais aussi de développer l'urbanisation, comme dans le cas de la cité fortifiée de Taipei. Ces grandes restructurations urbaines sont associées à la construction de réseaux routiers interurbains. Pendant les 200 ans de leur règne, les Qing n'avaient pas développé de système routier (Tang, 2005; Liao, 2013). Les seules routes existantes reliant les deux plus grandes villes, Tainan et Taipei, étaient de mauvaise qualité. Pour améliorer le confort urbain, l'Etat modernise le réseau routier à différents niveaux, en fonction de l'importance des voies, aménageant des trottoirs et implantant des arbres le long des routes dans chaque ville principale (Huang J.-m., 2011). Enfin, la troisième stratégie consiste à installer des équipements publics (écoles, hôpitaux, postes de police, casernes de pompiers, bureaux de poste) et à aménager des espaces publics comme des parcs.

Entre 1908 et 1910, le Gouverneur colonial réalise simultanément la planification des villes portuaires de Keelung, Kaohsiung et Hualien. La planification urbaine de Chiayi est attribuée à la survenance de catastrophes naturelles. En 1906, à cause d'un tremblement de terre majeur à Chiayi, qui fait de nombreux blessés et morts et détruit près de 80% des bâtiments, le gouvernement colonial doit immédiatement y réaliser le projet urbain, ainsi que dans la ville voisine de Changhua pour les reconstruire (Tseng, 2011). Chiayi est donc considérée comme une ville expérimentale permettant à l'administration coloniale de concevoir la planification urbaine. Entre 1911 et 1920, un nouveau pas est réalisé dans le plan d'expansion urbaine dans les grandes villes en réponse à la croissance démographique (Tseng, 2011). Les villes taiwanaises s'orientent progressivement vers un développement planifié plutôt que vers une expansion aléatoire comme dans le passé.

Dans le contexte de la division administrative et de l'introduction du « système de légalisation de la ville » (*Taiwan shi zhi* 台灣市制) sur l'île en 1920, le Gouverneur colonial donne aux « villes » de Taipei et Tainan, le statut de personne juridique (Suemitsu, 2007). Elles deviennent autonomes et ont leurs propres ressources financières pour offrir des services publics. Le Gouverneur colonial intervient dans la réalisation de projets urbains de chaque ville à grande échelle, et les mairies sont responsables de la construction des services publics autour des grands axes routiers et de la gare à échelle plus réduite (Tseng, 2011). Les secteurs des transports, des communications, de la santé publique, de l'éducation et du système judiciaire sont visés en priorité. Il en résulte un environnement favorable au développement du capitalisme local, encourageant les entrepreneurs japonais à s'installer à Taiwan (Tadao, 2014; Ka, 2003).

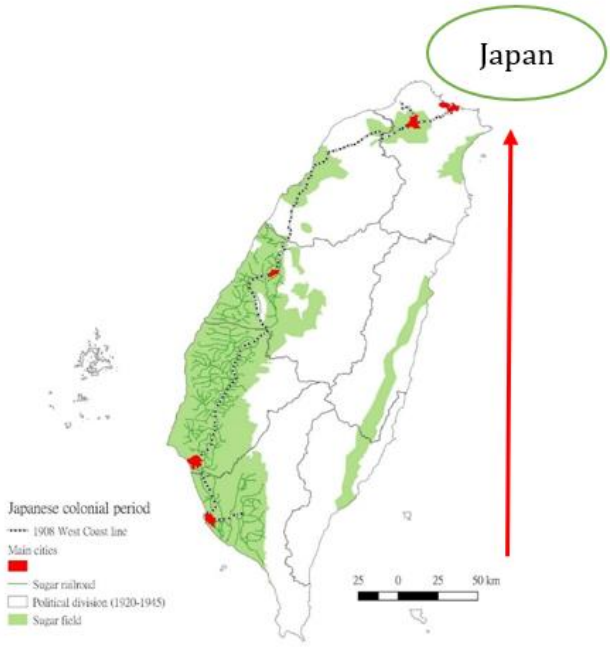
3 - La stratégie d'exploitation coloniale

Les entrepreneurs japonais sont particulièrement intéressés par la construction d'installations urbaines et de transport dans les colonies afin de maximiser leurs profits. Le Japon, en tant que premier colonisateur asiatique a une stratégie coloniale différente de celle des puissances occidentales en matière d'aménagement du territoire. Dans le cas de Taiwan, comme en Corée et en Mandchourie, les Japonais valorisent la construction de chemins de fer (que nous nommons « stratégie continentale ») pour exploiter pleinement les ressources de ses colonies (Aveline-Dubach, 2016). Les Occidentaux, de leur côté, adoptent une stratégie maritime dont l'objectif est de développer seulement des villes portuaires pour le commerce. Dans leurs colonies d'Asie du Sud-Est, ils se concentrent sur une ville portuaire unique et la modernise en tant que capitale coloniale afin que ces villes puissent mieux fonctionner comme un poste de commerce international (cf, 3.4-Macrocéphalie de la capitale).

En plus des différentes stratégies coloniales (approche continentale ou maritime), la métropole oriente le développement commercial vers elle depuis la colonie. Dans le cas de Taiwan, la localisation des Qing et du Japon détermine l'orientation de l'activité commerciale sur le territoire. Au cours de la période Qing, le commerce avec la Chine s'est développé selon un axe est-ouest. Plus tard au cours de la période coloniale nippone, la direction du commerce suit une logique nord-sud (Carte 13).

Les Qing avaient également adopté une approche « continentale » à Taiwan par la mise en pratique d'une politique isolationniste, de la prohibition maritime, et par la construction de cités fortifiées. Cependant, ils n'avaient pas été capables de la mettre en pratique en raison du manque d'infrastructures de transport dans l'arrière-pays. Pendant l'ère Qing, les zones peuplées, situées le long de la côte ouest de Taiwan, s'étaient développées naturellement comme des villages portuaires en raison de l'absence de construction d'infrastructures de transport à l'intérieur de l'île. De plus, comme les Qing n'autorisaient que quelques ports taiwanais officiels à commercer avec la Chine, les activités commerciales sur l'île étaient réservées aux ports officiels, suivant une logique est-ouest ou horizontale vers la Chine pendant plus de 200 ans (cf, Chapitre III, Carte 8).

La commerce côtier avec la Chine et le développement des villages portuaires (Développement horizontal)

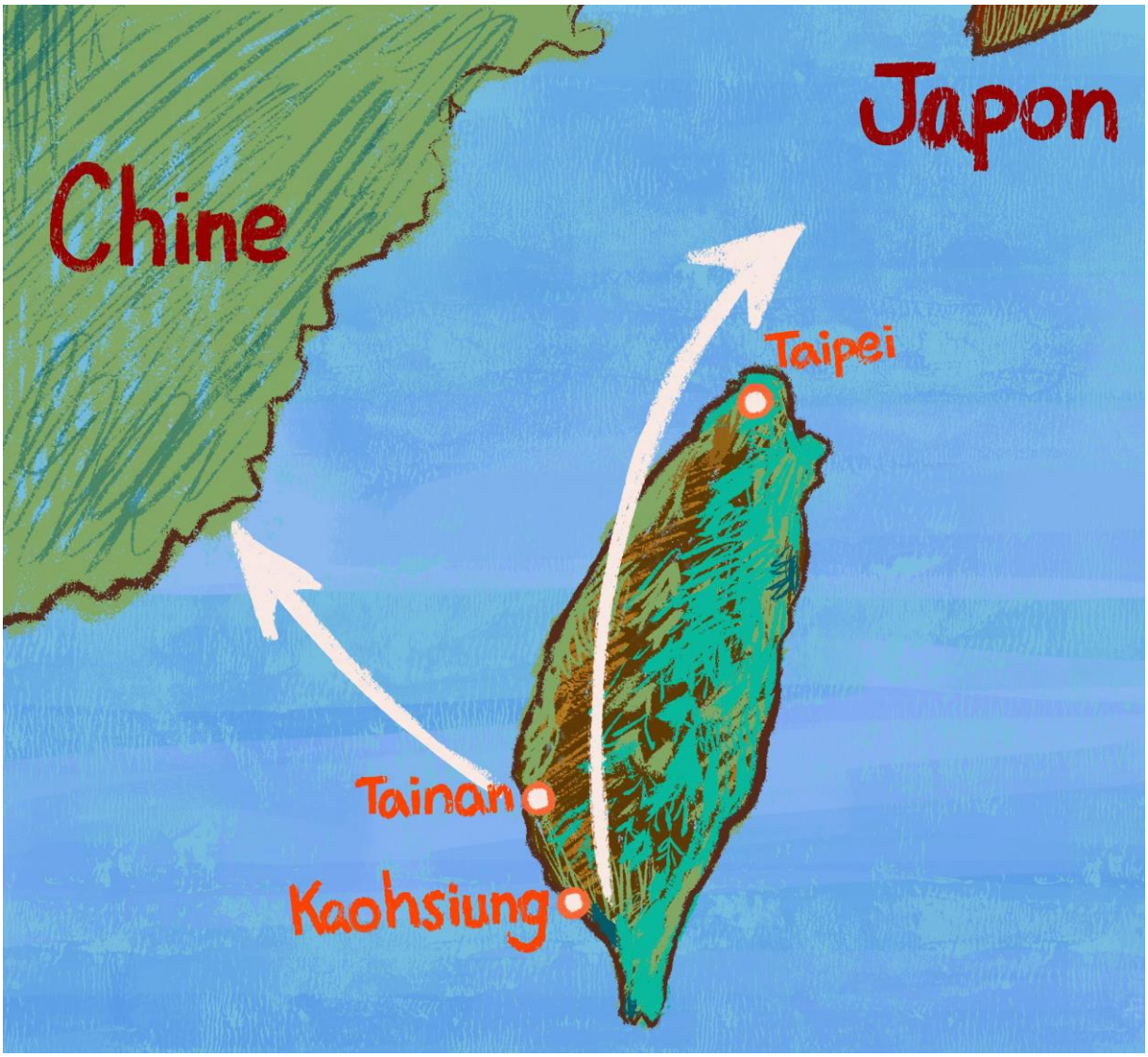


La modèle de développement continental structuré par le réseau ferroviaire et les ports (Développement vertical)

Carte 13 : Les deux directions commerciales à l'époque des Qing et du Japon

SOURCE : L'AUTEURE

En revanche, pendant la période coloniale japonaise, une stratégie continentale est poursuivie par les Japonais grâce à l'aménagement de la Ligne Ouest. Les ressources naturelles de l'île peuvent être collectées grâce au réseau de chemin de fer et sont transportées verticalement vers le Japon par le port de Keelung, sur la côte nord de l'île. Dans ce contexte, le développement urbain est transféré de la côte vers l'arrière-pays le long des réseaux ferroviaires. De plus, par le biais de projets urbains, les principales villes actuelles sont établies par l'Etat colonial. L'économie taiwanaise passe ainsi d'un système marchand fermé à un système capitaliste moderne tourné vers le Japon (Carte 14).

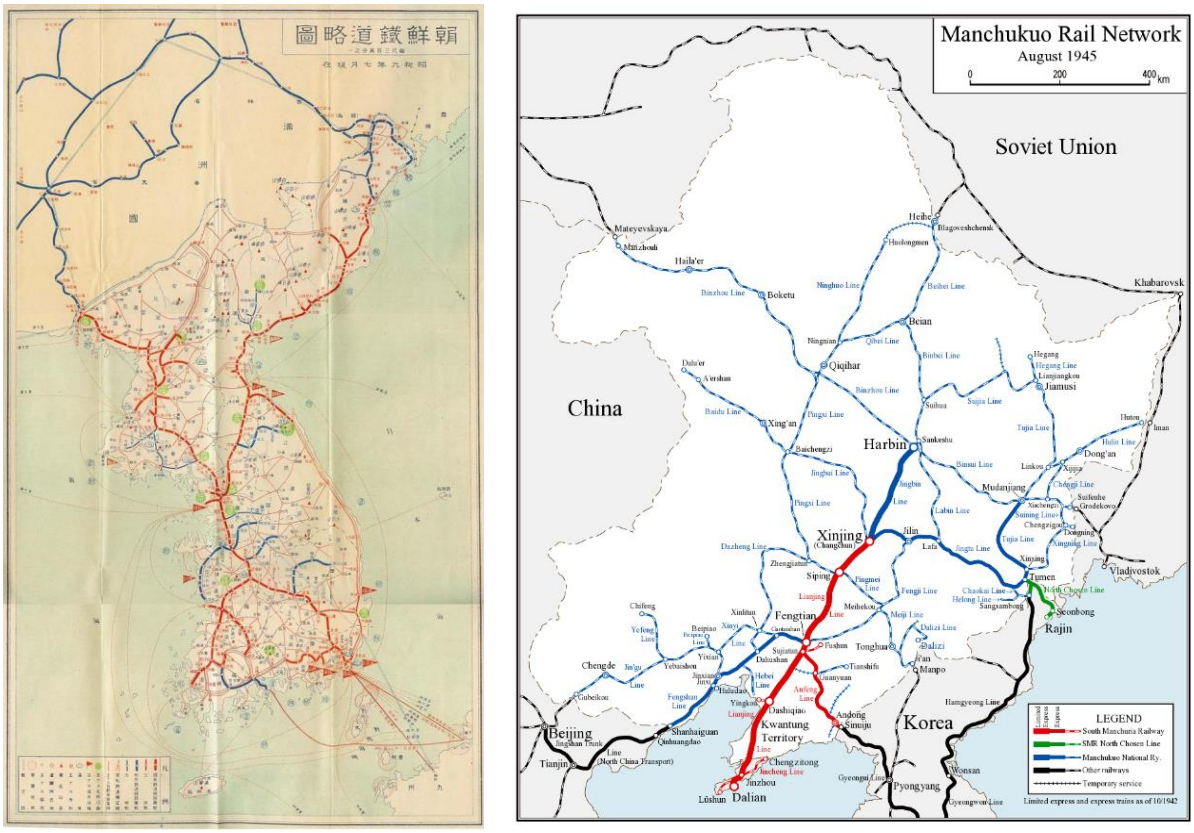


Carte 14 : Schéma récapitulatif des échanges de Taiwan

REALISATION : CHENG-YING WANG, 2020

3.1 - La voie ferrée nord-sud comme base de développement

A l'ère coloniale japonaise, le système urbain se développe loin de la côte, le long du chemin de fer, avec une capitale au nord : Taipei. En effet, au début, le Japon construit l'axe de chemin de fer nord-sud pour réprimer les forces antijaponaises à l'intérieur de l'île et pour prévenir la menace des forces étrangères extérieures, notamment la Chine et la Grande Bretagne. Le Japon étant lui-même menacé par les puissances occidentales, se voit contraint de signer des traités inégaux à la fin du XIXème siècle. Comme le Japon est aussi un pays colonial, il doit prouver aux autres puissances coloniales qu'il est au même niveau que les Occidentaux afin d'éviter d'en être lui-même la cible. C'est pourquoi le Japon se méfie des côtes et adopte une approche continentale. Comme à Taiwan, les deux autres territoires coloniaux du Japon (Corée et Mandchourie) ont des organisations spatiales similaires, avec un chemin de fer continental qui structure le réseau urbain (Aveline-Dubach, 2016) (Carte 15).



Carte 15 : Le chemin de fer continental construit par le Japon en Corée et en Mandchourie

SOURCE : CHOSEN GOVERNMENT RAILWAY, 1934; 2014

Le gouvernement colonial japonais est confronté au coût élevé de la construction d'un chemin de fer à Taiwan : la métropole ne peut pas fournir d'appui budgétaire et les entreprises privées japonaises manquent également de capacités financières. En promulguant une loi sur la dette publique de Taiwan en 1900, le Gouverneur colonial réussit à lever des fonds pour sa construction. C'est la raison pour laquelle les Japonais ne peuvent compter que sur le chemin de fer construit à l'époque Qing entre Keelung et Hsinchu pour la ville de Taipei, avant qu'ils ne réalisent la Ligne Ouest.

Après la prise de la ville de Taipei, le 7 juin 1895, les Japonais se hâtent de réparer la ligne de chemin de fer entre Keelung et Taipei qui rouvre trois jours plus tard. Le 10 juillet, la ligne entre Taipei et Hsinchu commence à fonctionner (Dai, 2010). A la suite de ces travaux, les Japonais continuent de prolonger cette ligne grâce au cyclo-draisine (*Taiwanese push car railways*)[32] vers le sud, le long des anciennes routes officielles construites par les Qing. La ligne de circulation entre Hsinchu et Kaohsiung est achevée en 1898. En d'autres termes, à partir de 1898, c'est la première fois que les transports continentaux sont opérationnels dans l'ouest de l'île : entre Keelung et Hsinchu en train, et de Hsinchu à Kaohsiung en cyclo-draisine. Dès que le chemin de fer continental est mis en fonction, cette ligne temporaire devient la première autoroute de Taiwan (Huang J.-m., 2011).

La construction de la Ligne Ouest commence en même temps au Nord et du Sud : à partir du port de Keelung au nord et du port de Kaohsiung au sud. La partie la plus difficile du projet est la connexion de ces deux lignes dans la région montagneuse du centre. Entre les deux possibilités de projet de construction sur la côte ou en montagne, le Gouverneur colonial décide finalement de construire la ligne de montagne (*shanxian* 山線) qui est plus proche des zones agricoles et plus facile à construire. Après l'étude par des spécialistes nippons, le chemin de fer côtier traverse de nombreux estuaires, ce qui augmente le niveau de difficulté de la construction. En outre, la ligne de chemin de fer proche de la côte

[32] Le cyclo-draisine est un ensemble de wagons rendu mobile grâce à la force humaine. Cette technique permet de transporter des passagers ou des marchandises. Les chemins de fer, à voie étroite, sont spécialement réalisés pour ces wagons (Knapp, 1980).

implique un risque de menace par des forces extérieures (Liu, Wang, & Yang, 2003). Néanmoins, cette planification a des conséquences négatives sur la productivité du transport de marchandises : la vitesse des trains et le nombre de wagons doivent être réduits lors du passage dans la région montagneuse (Tsai B.-l., 2012). Pour améliorer la situation, l'administration coloniale décide de construire une autre ligne côtière (*haixian* 海線) (cf. Carte 16). Cette décision est contestée par les habitants de Taichung qui craignaient le déclin de la ville, car la ligne côtière ne la traverse pas (Guo, 2018). Le projet de construction de cette ligne commence en 1920 et s'achève en 1922. Cette ligne réduit le temps de transport des marchandises et encourage les flux économiques dans l'île.

L'exploitation du chemin de fer continental facilite le trafic entre le nord et le sud de l'île et encourage le développement des villes et des villages le long de la voie ferrée. Les villes côtières de l'ouest de l'île autorisées par le gouvernement Qing à commercer avec la Chine telles que Tamshi, Lugang ou encore Anping étaient en déclin à l'époque coloniale japonaise, un déclin qui était dû à l'essor des chemins de fer et au transfert du commerce de la Chine vers le Japon. Selon les recettes douanières des principaux ports de Taiwan (Figure 7), on constate qu'au début de la domination japonaise, Tamsui (port périphérique de Taipei) et Anping (port périphérique de Tainan) sont devenus les principaux ports de Taiwan. En revanche, grâce à l'achèvement de la construction de la Ligne Ouest qui relie le nord et le sud de l'île, les ports de Keelung et de Kaohsiung deviennent importants.

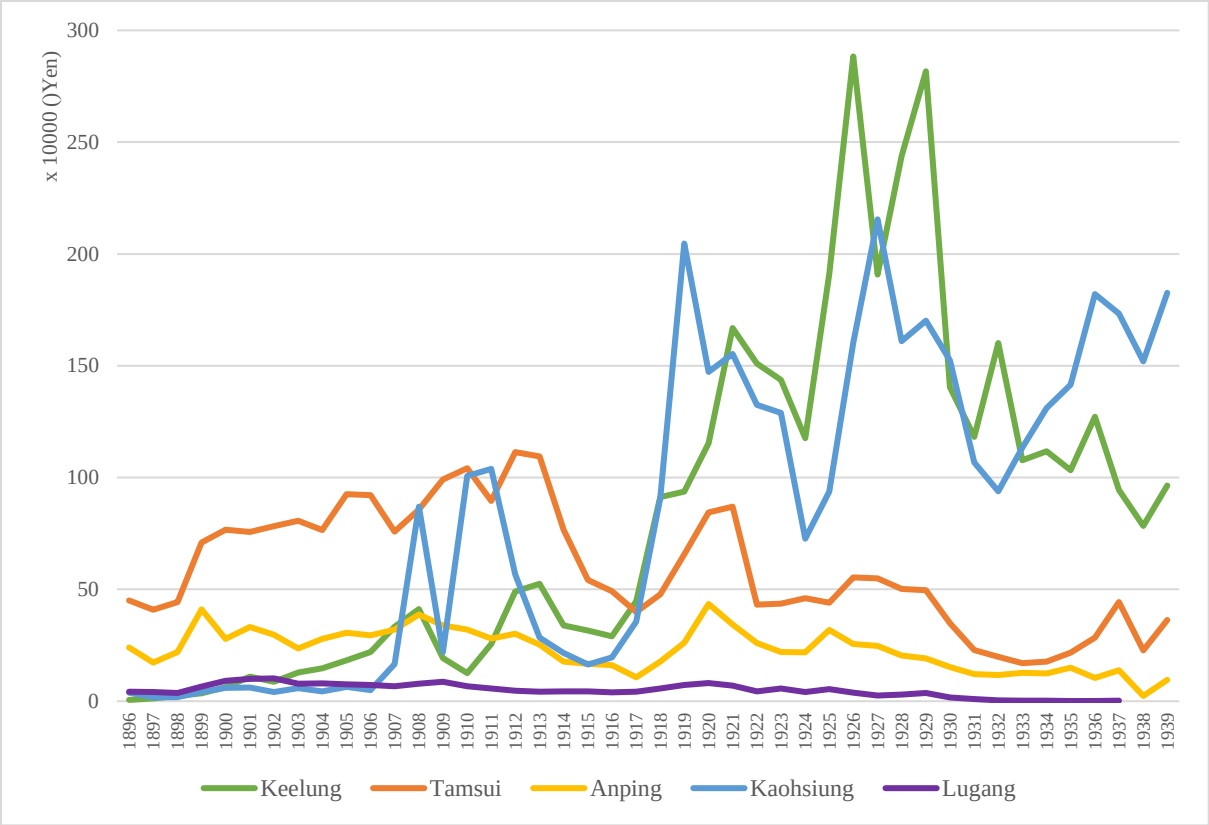


Figure 7 : Recettes douanières des principaux ports de Taiwan pendant la période coloniale du Japon

SOURCE : FORMULAIRE DE STATISTIQUES OFFICIELLES NUMERISEES PAR TAIWAN DATABASE FOR EMPIRICAL LEGAL STUDIES, 2008

Parmi les villes portuaires de Taiwan, Keelung et Kaohsiung sont les deux seules qui continuent de croître sous l'occupation japonaise du fait des missions d'exportations. Par la Ligne Ouest, les produits agricoles et miniers de l'île tels que le charbon de Keelung, le camphre de Miaoli, le riz du centre de l'île, le thé de montagne et le sucre des usines japonaises peuvent être livrés rapidement et exportés de Keelung au Japon ou de Kaohsiung en Asie du Sud Est (Liu, Wang, & Yang, 2003). Par conséquent, à partir de 1918, les recettes douanières de ces deux ports dépassent celles de Tamsui et d'Anping. De plus, en temps de guerre, surtout après 1933, la position de Kaohsiung est valorisée par rapport à celle de Keelung. D'un côté, la ligne maritime entre Keelung et le Japon est réduite à cause de la guerre. D'un autre côté, la localisation de Kaohsiung au sud de Taiwan en fait un port de transit vers les pays de l'Asie du Sud-Est dans le cadre de la stratégie d'expansion du Japon. Très rapidement, la population de Kaohsiung surpasse celle de Tainan, et cette ville passe donc en seconde position nationale après Taipei (cf. Figure 10).

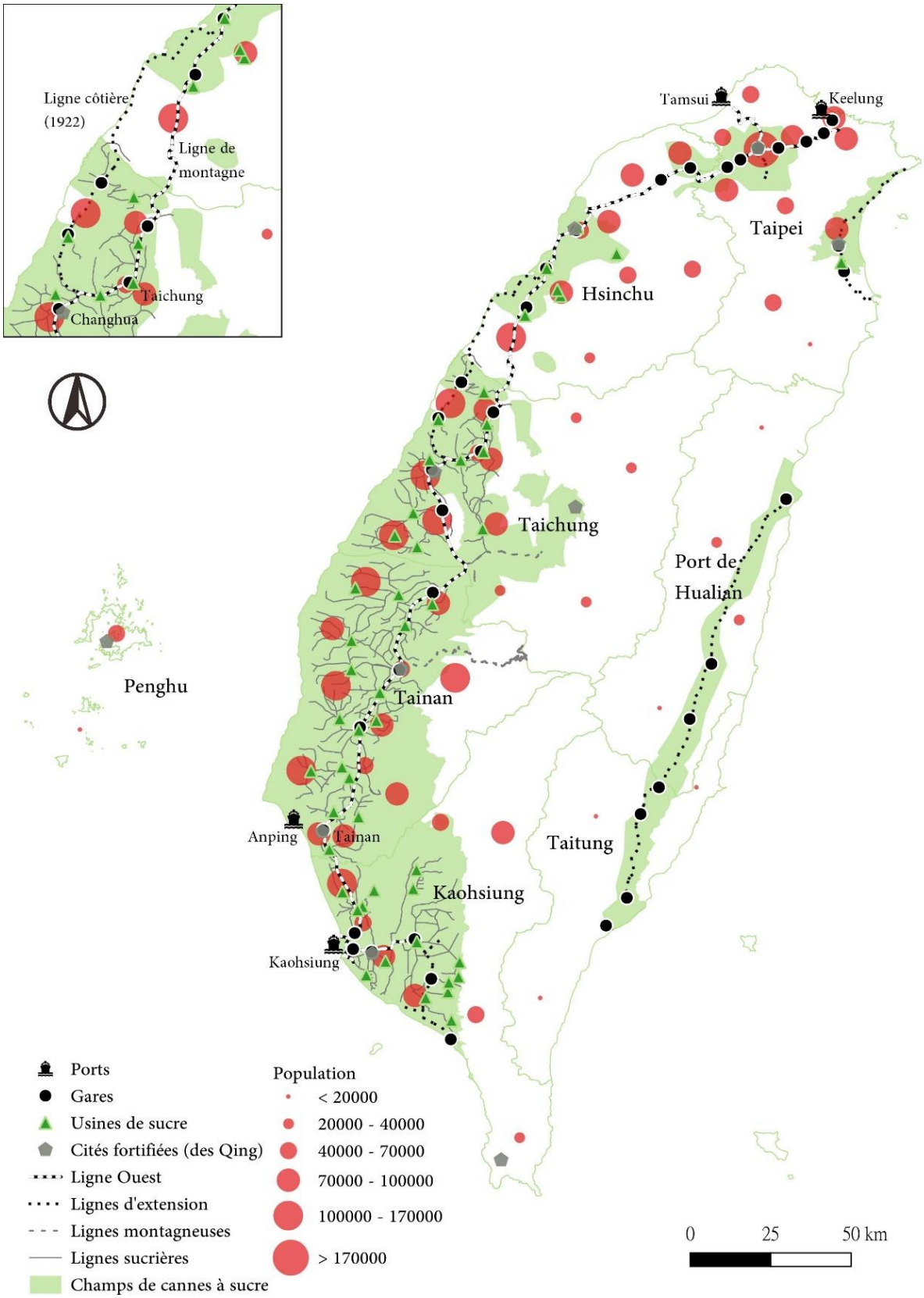
En d'autres termes, le système portuaire urbain polarisé relié par la ligne ferroviaire nord-sud est le grand élément structurant de l'île. Ce dispositif spatial aide le gouvernement colonial de Taiwan à mettre en place une structure capitaliste dans la production, la distribution et la consommation reliant la colonie à la métropole. Les produits agricoles taiwanais sont très demandés au Japon en raison de leur bonne qualité, grâce à la fertilité du sol et aux températures modérées dans la plaine ouest. Au temps où le Japon occupe Taiwan, qui est la première et la plus permanente des colonies japonaises, l'île devient une base pour l'approvisionnement en nourriture et en matières premières. Les produits agricoles taiwanais contribuent largement à l'amélioration de la balance commerciale du Japon (Ding & Hu, 2012).

La construction de la Ligne Ouest en 1908 permet de dépasser les limites de la géographie naturelle de Taiwan et de modifier son développement urbain (Dai, 1988). La carte 16 présente le schéma de l'organisation spatiale basée sur la stratégie continentale des Japonais. Le gouvernement colonial structure le système urbain le long des voies ferrées et relie les ports situés aux extrémités nord et sud de l'île. Le Japon se sert des cités fortifiées construites pendant l'ère Qing comme lieux d'implantation de ses gares ferroviaires. En conséquence, les centres urbains sont progressivement transférés du littoral (villages portuaires) vers l'intérieur (gares ferroviaires). L'orientation des activités économiques taiwanaises se transforme également, passant d'un développement horizontal vers la Chine continentale à un développement vertical lié au marché local japonais, qui entraîne le déclin des villages portuaires (cf. Carte 13).

Reliées au réseau ferroviaire, de nouvelles villes émergentes deviennent rapidement des centres de distribution agricole et forestière en fonction des stratégies mises en place (Tang, 2005). Sous la planification des Japonais, chaque ville taiwanaise se voit attribuer différents objectifs dans les missions coloniales. Keelung et Kaohsiung sont pensées comme des villes portuaires d'exportation. Les villes de l'arrière-pays proches des zones de plantation comme Tainan et Chiayi deviennent des centres de distribution agricole. Taichung est une nouvelle ville, planifiée artificiellement, établie comme relais par le gouvernement colonial en raison de sa situation centrale. En outre, les centres villes de Tainan, Taipei et Kaohsiung sont transférés de la zone côtière aux alentours de la gare

ferroviaire par les dynamiques démographiques et les stratégies nationales. La structure urbaine taiwanaise actuelle date de cette période.

En 1901, la ligne reliant le port de Tamsui à celle de Taipei est utilisée pour transporter des matériaux de construction pour la future Ligne Ouest réalisée en 1908. Par conséquent, après avoir terminé la construction de la Ligne Ouest, le Gouverneur colonial continue à construire des lignes ferroviaires afin de maximiser l'utilisation et la captation des ressources naturelles de l'île : la ligne de montagne d'Alishan à la ville de Chiayi pour le développement forestier, la ligne de montagne de Pingxi à Taoyuan pour le développement des mines de charbon dans le nord de l'île, et la ligne de montagne de Taipingshan, créée pour construire la centrale hydroélectrique. D'autres lignes, telles que celle de Jiji à Nantou, construite pour développer la centrale électrique de Sun Moon Lake et aidant également au développement des ressources en thé et en bois, ou la ligne nord-est de Yilan reliant la ligne de l'ouest à l'est en vue de l'achèvement d'un chemin de fer continental (Dai, 2018). Enfin, la ligne sud-ouest, de Chaozhou à Pingtung, sert à développer les zones fertiles du sud. Ces chemins de fer servent de branchements de la Ligne Ouest, contribuant ainsi à achever le développement des plaines de l'ouest.



Carte 16 : Dispositif spatial des industries sucrières à Taiwan pendant la période coloniale nippone

SOURCE : ACADEMIC SINICA 2003

Avec l'expérience du développement de la Ligne ouest, l'est de l'île est développé de la même manière. Le Gouverneur colonial construit une ligne entre Taitung et Hualien en 1926 ainsi qu'un nouveau port d'exportation à Hualien en 1939 (Suemitsu, 2007, p. 287). Toutefois, en raison des caractéristiques environnementales différentes entre l'Est et l'Ouest de l'île, le développement oriental est un échec. La moitié est de l'île reste sous-développée en raison de l'absence de connexion entre la Ligne Ouest et la ligne orientale, et de l'ouverture tardive du port de Hualien en 1939 (cf. Carte 16).

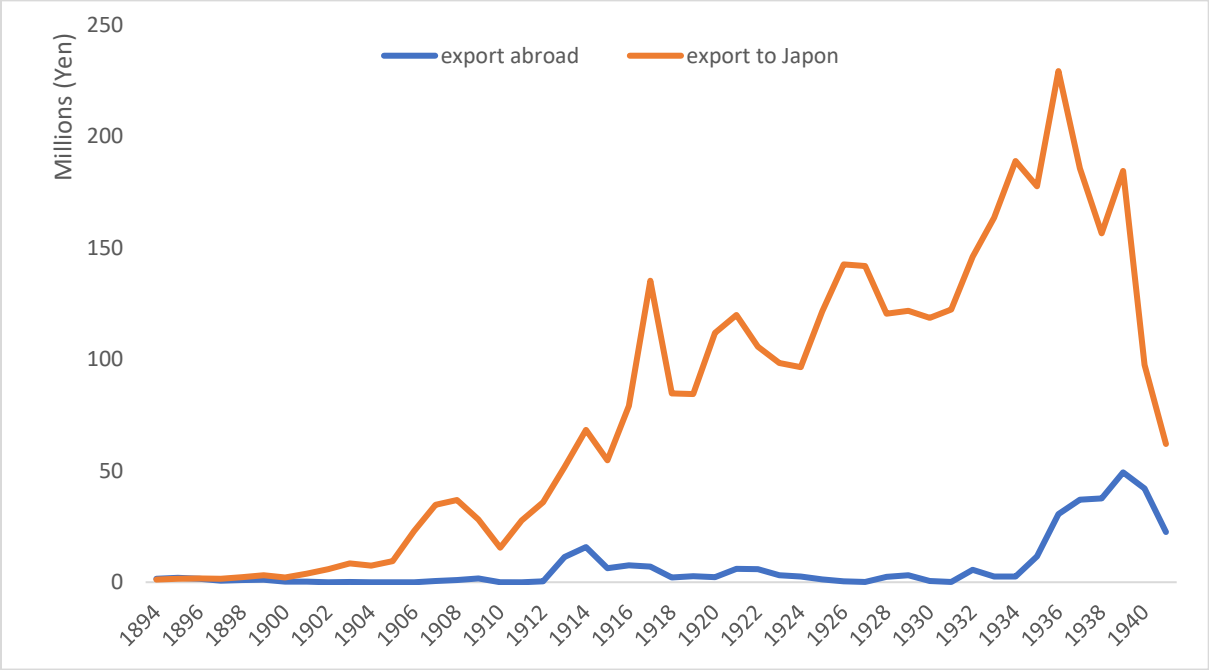


Figure 8 : Exportation du sucre à l'étranger et au Japon entre 1894 et 1941

SOURCE : FORMULAIRE DE STATISTIQUES OFFICIELLES NUMERISEES PAR TAIWAN DATABASE FOR EMPIRICAL LEGAL STUDIES, 2008

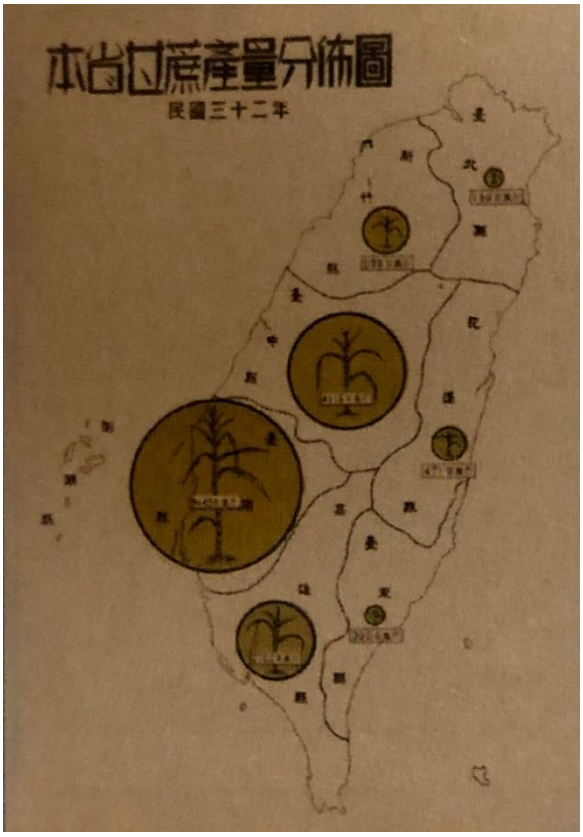
Les sucreries se répartissent principalement dans les champs de cannes à sucre du sud-ouest de l'île (cf. Carte 16). Dès 1905, dix ans après l'occupation, sept usines japonaises modernes sont créées et quarante-deux sucreries sont construites jusqu'à la fin de 1942 pour répondre à une forte demande en sucre en provenance du Japon (Figure 8). En conséquence, à la suite de l'intervention de l'Etat et du monopole des grandes entreprises japonaises sur l'industrie sucrière, de nombreuses rizières du nord de l'île

sont transformées en champs de canne à sucre et s'étendent progressivement du sud au nord de Taiwan (Ka, 2003).

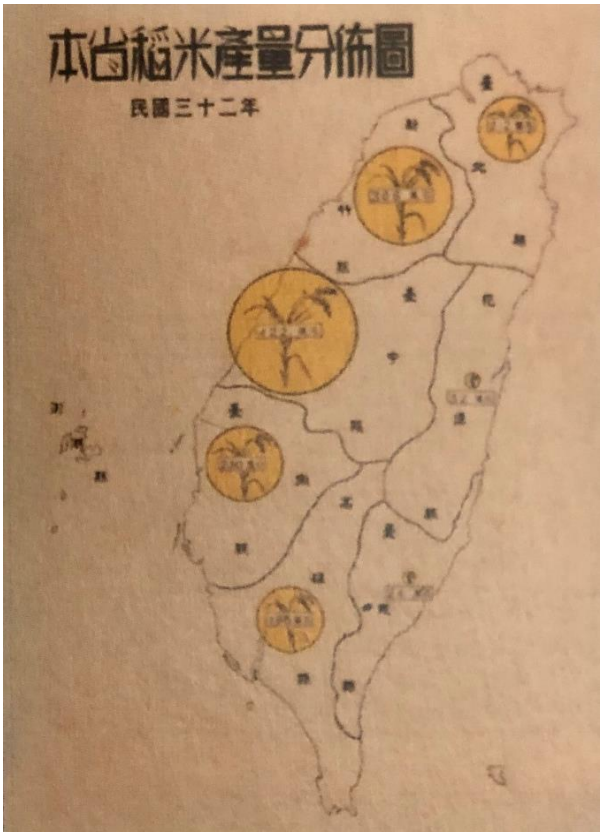
A la moitié des années 1920, la situation change. Avec l'aide d'un spécialiste japonais, les Taiwanais réussissent à développer une nouvelle variété de riz, *japonica rice* (*penglai mi* 蓬萊米) préférée des Japonais, qui est plus collante que l'ancienne variété de riz cultivée à Taiwan, *indica rice* (*zailai mi* 在來米). Le *japonica rice* est donc largement planté par les Taiwanais et exporté vers la métropole. De plus, la construction d'un système d'irrigation *Chianan* (*Jianan dazun* 嘉南大圳) visant l'amélioration du système d'approvisionnement en eau, construit en 1930, permet d'augmenter considérablement la production de riz dans la plaine de Chiayi et Tainan. En conséquence, la surface de plantation rizicole est multipliée par trente (de 5 000 hectares à 150 000 hectares de rizières) et la production de riz quadruple (Federation of Agricultural Land and Water Associations, 2005). En outre, les agriculteurs taiwanais préfèrent cultiver le riz plutôt que le sucre, car le prix du riz est déterminé par les dynamiques de marché alors que le prix du sucre est contrôlé et sous-estimé par les usines sucrières des grandes sociétés japonaises.

En conséquence, les rizières commencent à s'étendre du nord vers le sud, soit dans une autre direction que les champs de canne à sucre, qui eux, s'étendent du sud au nord. Le terrain étant limité, un choix entre ces deux cultures s'opère localement. Les parties du centre et du sud de l'île éprouvent d'importantes difficultés avec la riziculture ou la culture du sucre. Entre 1908-1937, dans la région centrale (Taichung et Changhua), environ 20% seulement de la superficie est consacrée à la culture de la canne à sucre, le reste à la culture du riz. Dans le sud (Tainan et Kaohsiung), où l'on cultivait autrefois beaucoup de sucre, la superficie cultivée en sucre est réduite de 55% à 45% et est remplacée par la riziculture (Tu, 1992, pp. 89-103). Le gouverneur de la colonie exacerbe donc le dilemme entre le riz et le sucre en introduisant des politiques visant à limiter la culture rizicole via une intervention étatique forte. Par exemple, pour freiner la production de riz, le Gouverneur Général de Taiwan cesse d'améliorer les terres et interdit de construire des installations de conservation de l'eau à ceux qui veulent cultiver du riz. En revanche, il encourage les agriculteurs à récolter des cultures tropicales telles

que le sucre de canne, le jute, la ramie, le coton, en fournissant des incitations à la production et en développant des projets de conservation des eaux (Kao 2008). La question du choix entre les activités rizicole et sucrière est progressivement écartée jusqu'à la période de la guerre alors que la demande en riz par les forces armées et la métropole augmente (Carte 17) (Ka, 2003).



Répartition de la production de sucre



Répartition de la production de riz

Carte 17 : Répartition de la production de sucre et de riz en 1945

SOURCE : HUANG & HUANG, 2018

Les dépenses étatiques donnent un aperçu du fonctionnement des colonies (Tableau 16). A Taiwan, le Gouverneur colonial investit d'abord dans les transports, puis dans l'agriculture et enfin dans l'administration et la sécurité. A l'exception des dépenses administratives et celles dans le secteur du transport, le Gouverneur colonial investit beaucoup plus en Corée qu'à Taiwan pour le maintien de la sécurité publique. Selon Nadin Heé : « la Corée [est mentionnée] comme la colonie où la population s'est révoltée contre la politique japonaise et où des conflits violents se sont produits régulièrement. Taiwan,

en revanche, […] n'a rencontré qu'un ressentiment modéré de la part de la population au cours de l'intervention japonaise [33] » (Heé, 2014, p. 632). Après toutes les dépenses d'infrastructures, de sécurité et d'agriculture pour la croissance économique, les deux gouvernements coloniaux mettent l'accent sur les dépenses d'éducation. Ainsi, avec les Américains aux Philippines, les Japonais réussissent à améliorer la scolarisation dans leur colonie mieux que les autres puissances coloniales (Booth, 2007).

Year	Agriculture	Education	Transport	Public Order	Administration / Salaries
Taiwan					
1900	7.7	4.3	35.1	13.4	19.1
1910	30.7	10.4	20.9	18.3	11.0
1920	29.9	4.1	29.3	5.6	24.1
1925	37.4	5.9	24.5	8.7	20.3
1930	28.2	8.2	28.4	10.9	20.0
1935	24.7	6.9	26.7	12.9	23.4
1938	21.6	6.2	26.4	22.3	17.1
Korea					
1910	9.6[a]	23.8	5.7	30.3	30.6
1920	5.0	10.1	23.3	35.4	20.8
1925	4.3	6.0	31.4	25.2	21.6
1930	4.8	5.9	29.5	26.2	18.2
1935	6.5	5.6	30.1	29.4	13.3
1938	4.0	4.2	40.0	28.8	9.6

Source: Mizoguchi and Umemura 1988: 288–293.

Note: Excludes local government expenditures. Percentages do not always add to 100, as certain categories of expenditure are omitted.

[a] Includes expenditures on industry and commerce as well as agriculture.

Tableau 16 : Dépenses du gouvernement japonais pour ses colonies de Taiwan et Corée

SOURCE : MIZOGUCHI & UMEMURA, 1988, PP. 288-293 ; BOOTH, 2007, P. 72

[33] [Traduction depuis l'anglais] *Korea [was mentioned] as the colony where the population revolted against Japanese policies and violent conflicts were regular occurrences. Taiwan, by contrast, […] was met with only moderate resentment from the population over the course of the Japanese intervention.*

Avec le succès de l'aménagement du territoire à Taiwan, les valeurs des produits agricoles de l'île, surtout le sucre et le riz, sont beaucoup plus élevées que celles des autres colonies ou des pays dépendants. Généralement, les économies coloniales sont de deux types : le premier a pour but d'exporter des cultures de rente et d'importer des denrées alimentaires, le second exporte des denrées alimentaires. Le premier type peut être mieux illustré par la Malaisie, qui importe du riz et exporte du caoutchouc, tandis que le second type peut être illustré par le cas de la Thaïlande, qui exporte du riz. La Corée, après sa colonisation par le Japon, est également exportatrice de riz. Toutefois, Taiwan est un cas exceptionnel, exportant à la fois une céréale de base, le riz, et une culture commerciale, le sucre. Selon Hori (1994) ce genre de colonie n'existe nulle part ailleurs dans le monde.

3.3 - L'industrialisation de la colonie

Malgré l'accent porté sur l'agriculture, l'autorité coloniale japonaise s'attache en parallèle à développer l'industrie à Taiwan. En général, en dehors d'un contexte conflictuel, l'industrialisation est en effet un phénomène rare dans les colonies à l'époque : la métropole privilégiant surtout l'agriculture (Foreign Trade Association, 2008). Selon Fieldhduse (1981 : 68) : « Aucun gouvernement colonial n'a de ministère de l'Industrie avant 1945. L'État [colonial] n'encourage presque jamais activement les entrepreneurs autochtones à investir dans la production industrielle locale de substitution aux importations. Il n'accorde pas de prêts à moyen ou à long terme pour aider les capitalistes potentiels, bien que le système bancaire, propriété des banques de la métropole et orienté vers les besoins du commerce d'import/export, dispose rarement à fournir ces facilités de crédit essentielles aux non-européens ». L'État colonial utilise rarement ses politiques d'approvisionnement pour encourager les industries nationales. Ce n'est que dans des cas particuliers que les puissances coloniales encouragent la croissance économique dans les colonies afin de donner la priorité à leurs besoins en matière de sécurité (Alam, 2012).

Le cas de Taiwan et des deux autres colonies du Japon est donc considéré comme exceptionnel (Aseniero, 1994). Selon Gilles Guiheux (2002 : 53) : « [Dans le cas de Taiwan,] jusque dans les années 1930, l'économie demeure essentiellement agricole : elle exporte riz et sucre, le gouvernement japonais n'encourage pas l'industrialisation pour ne pas susciter de concurrence aux industries de la métropole. Après 1930, le Gouverneur colonial met en place une économie de guerre et Taiwan devient naturellement alors la base de son expansion en Chine du Sud et en Asie du Sud-Est. L'île sert de base principale aux opérations navales menées dans les mers du sud. Le développement d'industries locales est désormais encouragé, à la fois pour fournir des produits intermédiaires à l'industrie japonaise, et pour soulager le secteur manufacturier japonais en produisant pour le marché local. Des activités industrielles se créent alors : agroalimentaire, textile, transformation du bois, papier, ciment, engrais chimiques et construction navale. » De même, en Mandchourie et en Corée, le Japon encourage les investissements afin de tirer profit de leur main-d'œuvre, de leur énergie et de leurs matières premières bon marché (Alam, 2012). Tadao Yanaihara (1929) et Tu Chao-yen (1992) soutiennent que le gouvernement japonais donnait la priorité aux investissements dans les activités coloniales, ce qui aurait provoqué le déclin et l'effondrement des entreprises locales (Hsueh, 2012, pp. 11-12). Cependant, les données montrent que les petites et moyennes entreprises (PME) créées par les insulaires après les années 1930 ont en fait prospéré. (Hori, 1994, p. 18).

En ce qui concerne la structure de l'industrialisation, Taiwan ressemble à des économies coloniales comme les Philippines, l'Indonésie et la Malaisie britannique. Taiwan est principalement fondée sur la transformation agricole (Booth, 2007). Au contraire, l'industrialisation de la Corée sous occupation japonaise se fait de manière équilibrée (Tableau 17). La croissance industrielle en Corée est largement le résultat des investissements des conglomérats japonais dans l'industrie lourde (Figure 9) (Hori, 1994).

Année	*Textiles*	*Métaux*	*Machines*	*Céramiques*	*Produits chimiques*	*Bois d'œuvre*	*Impression*	*Aliments*	*(Sucre)*	*Autres*
Taiwan										
1912	0,7	2,6	0,7	2,5	19,3	1,9	0,8	**67,5**	(44,7)	4,9
1915	0,9	3,2	0,5	1,5	14,4	0,8	0,6	**75,7**	(54,5)	3,4
1920	0,8	3,2	1,8	3,1	13,3	1,4	0,7	**73,4**	(57,3)	2,3
1925	1,7	2,4	1,4	2,2	12,9	2,1	0,9	**72,3**	(54,3)	4,2
1930	0,8	2,4	1,7	2,3	7,8	2,2	1,0	**78,4**	(63,3)	3,5
1935	1,0	3,9	1,6	2,1	9,1	2,2	1,0	**75,3**	(56,2)	3,8
1940	2,4	7,7	3,1	3,1	11,4	2,5	1,2	**65,4**	(39,4)	4,3
Korea										
1914	11,6	14,9	2,0	3,7	9,1	1,1	2,8	43,2	-	11,6
1920	16,0	6,0	3,6	4,1	11,5	3,8	3,8	38,0	-	16,9
1925	14,8	6,0	3,4	3,3	15,6	4,3	4,3	41,6	-	11,0
1930	16,1	6,2	2,0	3,4	15,3	1,7	1,7	46,2	-	9,2
1935	15,5	12,5	2,0	2,9	25,4	1,4	1,4	34,7	-	5,6
1940	18,3	8,0	4,0	3,7	33,7	1,9	1,9	25,0	-	5,0

Tableau 17 : Production des industries manufacturières par industrie

SOURCE: MIZOGUCHI, 1979, P. 14

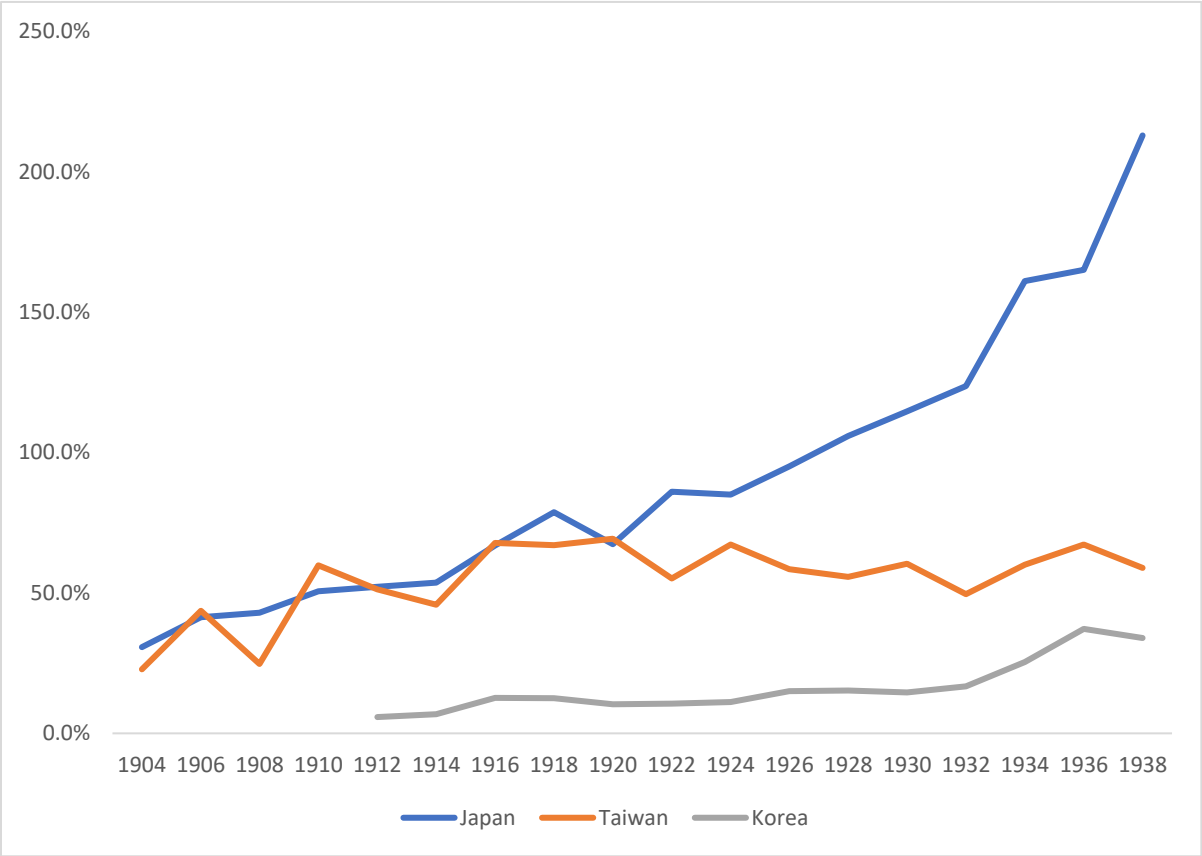


Figure 9 : Produit net des produits agricoles rapportés aux biens industriels

SOURCE : MIZOGUCHI & NOJIMA, NATIONAL ACCOUNTING STATISTICS, 1988

La stratégie coloniale de « l'agriculture à Taiwan, l'industrie au Japon » est modifiée après 1930 quand le Japon agit en agresseur dans la guerre. Le rôle colonial de Taiwan n'est donc pas seulement de fournir des produits agricoles mais aussi de soutenir l'industrie militaire, en faisant de l'île une base au sud de l'archipel japonais permettant de réagir en cas d'agression militaire (Wong, Pan, & Cheng, 2016). Par conséquent, le Gouverneur colonial œuvre activement à l'industrialisation de Taiwan par des politiques industrielles et la construction d'infrastructures. En plus de l'amélioration du réseau ferroviaire et routier et de la construction des ports au début de la colonisation, le Gouverneur colonial de Taiwan construit une centrale hydroélectrique au lac de Sun Moon (*riyuetan* 日月潭) à Nantou en 1934, reliée par la ligne de JiJi pour fournir une électricité abondante et bon marché. L'industrialisation de Taiwan s'est donc considérablement renforcée.

L'objectif initial est de produire de l'électricité pour la fabrication d'engrais, en particulier du sulfate d'ammonium. Mais au moment de sa mise en service, l'économie est dans un état de semi-guerre, de sorte que l'électricité est convertie pour être utilisée dans la production d'aluminium : tout l'aluminium produit à Taiwan est exporté au Japon à des fins militaires, par exemple pour la fabrication d'aéronefs (Hori, 1994). En 1936, la production d'électricité de l'île atteint 500 millions de watts, soit 2,4 fois plus qu'en 1931 avant la construction des centrales hydroélectriques. Par rapport aux autres colonies d'Asie du Sud-Est, même avec la Corée, le niveau d'électricité de Taiwan est de premier ordre (Tableau 18).

	Philippines (1939)	Indonésie (1940)	Indochine (1936)	Malaisie (1938)	Birmanie (1938)	Taiwan (1937)	Corée (1938)
Électricité (puissance installée)	4.76	2.97	3.82	36.06	3.69	38.32	28.48

Tableau 18 : Puissance électrique dans les colonies de l'Asie de Sud-est, à Taiwan et en Corée (fin de l'année 1930)

SOURCE : BOOTH, 2007, P. 80

De ce fait, l'ancienne configuration spatiale coloniale centralisée par la Ligne Ouest avec deux ports fonctionne efficacement. La réussite de la stratégie coloniale du réseau ferroviaire et l'industrialisation de Taiwan et de la Corée soulignent l'excellente performance économique du Japon. Durant la période coloniale, ces colonies présentent un taux de croissance annuel moyen de 3% (Tableau 19). Grâce à l'industrialisation des années 1930, elles connaissent une croissance beaucoup plus rapide que les autres pays coloniaux d'Asie du Sud (Booth, 2007).

Period	Korea	Taiwan	Japan
1903—1938	%	3.21%	3.24%
1911—1938	3.57	3.80	3.36
1903—1912		2.73	2.27
1908—1917		3.16	3.09
1913—1922	8.74	6.67	5.21
1918—1927	2.73	5.09	1.50
1923—1932	0.70	3.55	2.35
1928—1937	2.98	1.21	4.70

Tableau 19 : Taux de croissance des dépenses intérieures brutes réelles

SOURCE : MIZOGUCHI, 1979, P. 3

3.4 - Macrocéphalie de la capitale

Avant l'émergence de Taipei dans le nord de Taiwan, Tainan était considérée comme la plus ancienne ville taiwanaise depuis le XVIIIe siècle. La ville a été développée en tant que capitale administrative et politique par les Néerlandais sous leur régime colonial dans le sud de Taiwan, et était desservie comme un village portuaire pour le commerce maritime avec la Chine (Huang, Chen, & Chen, 1981). Plus tard, sous le régime de tutelle chinois, qui dura jusqu'à la fin des années 1800, le statut de Tainan en tant que première ville de Taiwan était encore stable. Le changement a lieu à la fin de l'ère Qing. D'abord, en raison du développement de l'industrie du thé et du camphre, les han chinois affluèrent en grand nombre à Taipei. Ensuite, les ports de Keelung et de Tamsui furent

forcés de servir au commerce extérieur en 1860. Enfin, en 1885, Liu Ming-chuan, le dernier Gouverneur Qing de Taiwan, contribue au développement de Taipei grâce à la construction de sa cité fortifiée et au projet ferroviaire reliant Keelung à Hsinchu via la capitale. Dès lors, les activités commerciales de Taiwan sont reconnectées aux activités internationales. Ainsi, peu à peu, le centre économique se déplace du sud vers le nord de l'île.

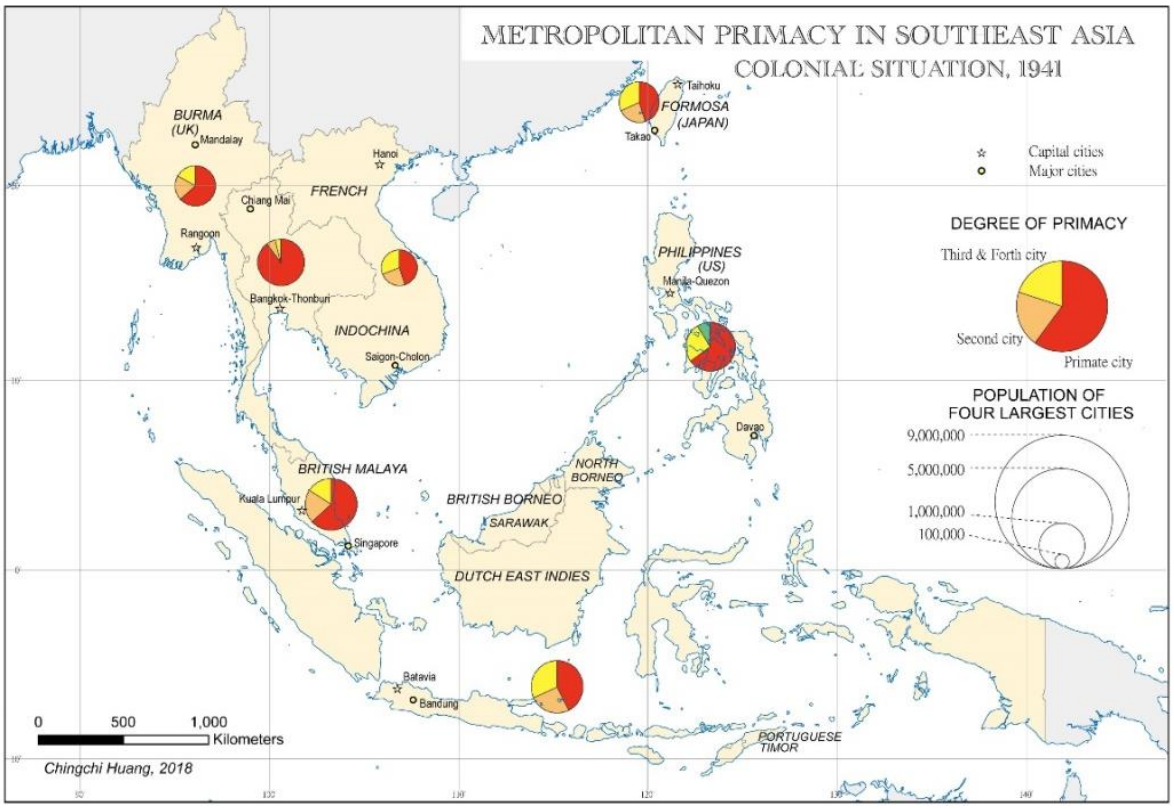
A l'époque nippone, Taipei n'est qu'une petite cité fortifiée. Cependant, elle devient aussitôt la plus grande ville et une capitale coloniale servant les intérêts de l'autorité coloniale grâce à son avantage géographique : sa situation à proximité d'une métropole japonaise. De 1895 à 1945, la capitale est modernisée. Les Japonais y concentrent toutes les ressources et les investissements. De plus, Taipei fonctionne non seulement comme un centre politique et administratif mais aussi comme un symbole de la capacité du Japon à administrer ses colonies comme les autres puissances occidentales (Hsia, 2000).

Dans le cadre de la planification de la colonie, Taipei est considérée comme ayant une importance géostratégique. La construction de la gare de Taipei en 1901 relie systématiquement la capitale aux autres grandes villes de l'île par le réseau ferroviaire, ce qui réduit le temps d'accès aux autres régions. La connexion directe avec le port de Keelung améliore les échanges entre Taipei et le Japon et permet à Taiwan de s'intégrer pleinement dans l'économie japonaise. Progressivement, à travers la politique de centralisation du développement urbain à Taipei, on constate l'émergence un phénomène de macrocéphalie urbaine, qui débute à partir des années 1920 à Taiwan ainsi que dans d'autres pays d'Asie (Reed, 1972).

Le concept de macrocéphalie urbaine est énoncé pour la première fois par le géographe Mark Jefferson dans son article intitulé « *The Law of the Primate City* » qui paraît dans la *Geographical Review* d'avril 1939. Il attire l'attention sur le fait que, dans de nombreux pays, la ville la plus peuplée n'est pas seulement dominante en termes démographiques, mais qu'elle se distingue aussi par la diversité de ses fonctionnalités et son influence à l'échelle nationale. Plus précisément, la notion de ville macrocéphale

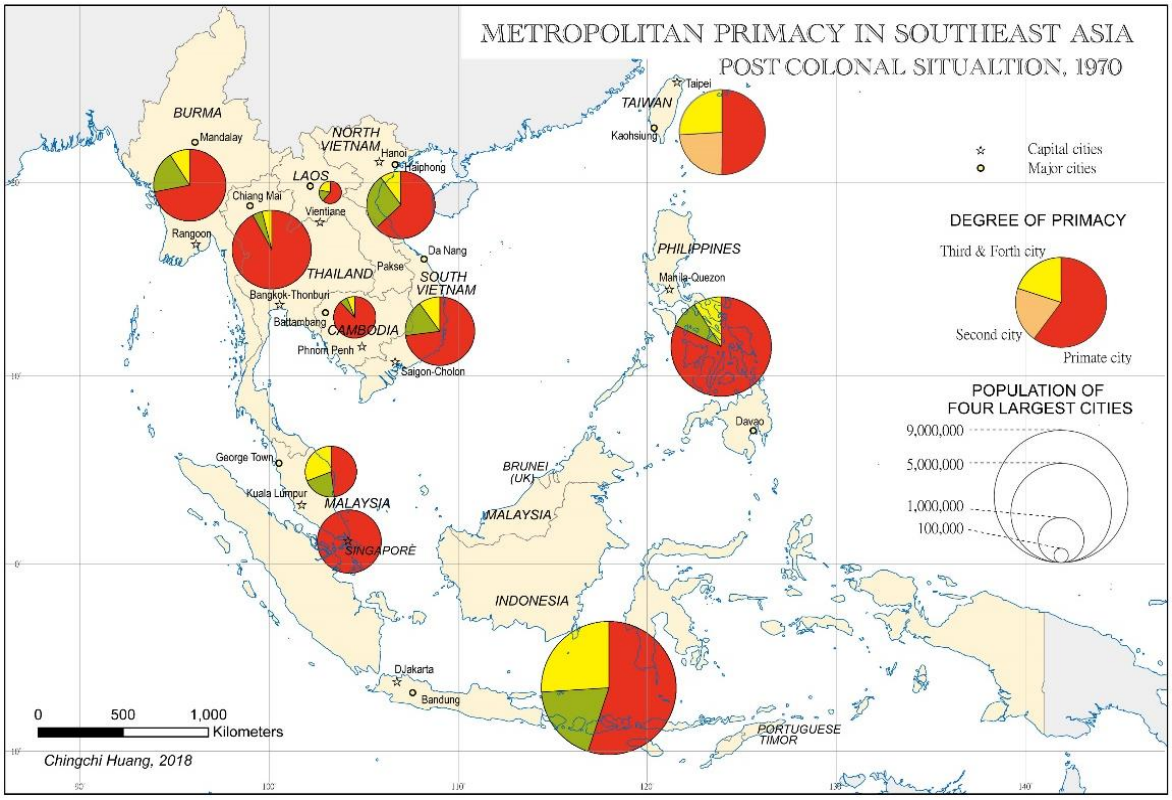
définit la plus grande ville d'un pays, dont la population est au moins deux fois plus nombreuse que la seconde ville la plus peuplée. Après avoir comptabilisé la population des principales villes de 51 pays (à l'exclusion de 3 pays), il a en outre montré qu'une ville macrocéphale acquiert presque toujours le statut de capitale nationale et constitue le noyau multifonctionnel de l'économie du pays.

Suite à cet argument, Arnold S, Linsky (1969) confirme qu'un phénomène de macrocéphalie se produit le plus souvent dans les pays présentant cinq grandes caractéristiques : une petite superficie et une population dense, un faible revenu par habitant, une économie axée sur l'exportation et l'agriculture, une histoire coloniale et un taux de croissance démographique rapide. Robert R. Reed (1972), dans son étude comparative des expériences nationales, observe l'évolution des degrés de macrocéphalie urbaine dans les pays d'Asie du Sud-Est au cours des périodes coloniale et post-coloniale. Il montre qu'à l'époque coloniale (1941), alors que la population urbaine ne compte qu'environ 100 000 habitants, toutes les capitales coloniales montrent une population double de celle de la seconde ville du pays. Puis, dans la période postcoloniale des années 1970, avec l'augmentation considérable de la population urbaine, le phénomène de macrocéphalie urbaine s'exacerbe (Reed, 1972; Ho & Hsiao, 2006) (Cartes 18 et 19).



Carte 18: Macrocéphalie urbaine en Asie du Sud-Est et à Taiwan pendant la période coloniale, 1941

SOURCE: LIU, 2019, P. 31



Carte 19: Macrocéphalie urbaine en Asie du Sud-Est et à Taiwan pendant la période postcoloniale

SOURCE: LIU, 2019, P. 31

De nombreuses villes d'Asie du Sud-Est, à l'exception de Bangkok, sont nées de l'héritage colonial occidental[34]. Ces villes furent des petits villages portuaires, choisies par les Occidentaux comme entrepôts commerciaux, puis se sont progressivement développé comme capitales coloniales (Ginsburg, 1955). Le but de ces capitales était avant tout de satisfaire les besoins des métropoles, plutôt que de poursuivre le développement économique local. Elles étaient caractérisées par une grande agglomération. Ces « villes macrocéphales », sont des grandes villes surpassant les autres centres urbains en raison du développement des puissances coloniales. Ces capitales coloniales devinrent un « lien principal » entre l'Occident et le territoire colonisé (Hauser, 1957).

En revanche, les deux colonies nippones situées en Asie du Nord-Est présentent également un phénomène de macrocéphalie urbaine mais à un degré plus faible que celui des autres métropoles sud-est asiatiques (Cartes 18 et 19). La Corée a connu un phénomène de macrocéphalie urbaine en 1915 sous la colonisation nippone. Séoul était presque quatre fois plus grande que Busan (Pusan) à l'époque. En 1935, le degré de macrocéphalie a été divisé par deux, passant de quatre à deux puis a triplé dans les années 1970 lorsque la seconde ville était différente (entre Busan et Pyongyang)[35]. D'une manière générale, à Séoul, le degré de macrocéphalie resta deux à trois fois plus important qu'à Busan (la seconde plus grande ville) pendant et après la période coloniale, mais son degré était toujours faible par rapport aux autres capitales du Sud-Est asiatique (Renaud, 1974, pp. 24-26; Kang, 1998).

[34]Bangkok est une exception dans la mesure où celle ville a connu un développement macrocéphale alors que la Thaïlande n'a pas fait l'objet d'une occupation coloniale. La civilisation traditionnelle thaïlandaise fonctionnait toujours autour d'un grand centre urbain (Robinson, 1981). En outre, les autorités autochtones elles-mêmes n'ont eu aucune capacité financière, même si elles ont tenté de construire des réseaux ferroviaires ou routiers nationaux entre les villes thaïlandaises. Ce n'était qu'à la fin des années 1930 que Bangkok a disposé de routes de liaison vers l'arrière-pays. Néanmoins, le gouvernement thaïlandais a développé le premier système de tramway électrique en 1893 à Bangkok, parmi tous les autres pays d'Asie du Sud-Est, ce qui a amélioré son degré de macrocéphalie urbaine à grande échelle (Dick & Rimmer, 2003).
[35] Il y a plusieurs périodes en 1925, 1930 et 1940 où Pyongyang, la ville plus proche de la Chine, surpasse Busan et devient la deuxième plus grande ville de Corée parce que les Japonais commencent à s'étendre en Mandchourie.

Le tableau 20 présente l'histoire du développement de Taipei à la lumière de sa situation de macrocéphalie urbaine. La population de Taipei a dépassé celle de l'ancienne capitale (Tainan) juste trois ans après le début de l'occupation japonaise, en 1898. En 1920, lorsque Taipei acquiert officiellement le statut administratif de « ville », elle devient une ville macrocéphale en comparaison à Tainan. La capitale perd cette caractéristique de macrocéphalie en 1942 lorsque la population de la ville de Kaohsiung surpasse celle de Tainan (Figure 10). Kaohsiung, un village portuaire depuis l'époque des Qing, se développe en tant que ville importance à l'époque coloniale grâce à la planification urbaine. Dès le milieu des années 1930, le Japon est considéré comme un pays agressif pendant la Seconde Guerre mondiale, Taiwan est donc stratégiquement désignée comme base militaire selon la planification de la métropole afin de répondre à sa politique d'extension vers le sud. Kaohsiung devient une ville portuaire importante grâce à sa localisation stratégique : c'est un port important au sud de Taiwan et une plateforme vers les pays de l'Asie du Sud-Est. Après la guerre, la population de Taipei augmente continuellement, le niveau de macrocéphalie urbaine augmentant faiblement grâce à la stratégie continentale menée par le KMT. Bien que Taipei présente un phénomène de macrocéphalie urbaine dès 1920, ce dernier reste donc relativement faible par rapport aux autres capitales du Sud-Est asiatique.

Histoire du développement de Taipei		Remarques importantes	Population de Taipei	2-CPI[36]/ Macrocéphalie urbaine
Règle Qing	1875	Population de la zone peuplée de Taipei (Manka et Dadaochen). Taipei est la 2ème ville	38,000	0,84/non
Colonisation japonaise	1898	Population de la cité fortifiée de Taipei est incluse, Taipei est la 2ème ville	61,221	1,29/non
	1905	Taipei en tant qu'unité administrative de Chō (*ting* 廳)	74,415	1,46/non
	1920	« Ville de Taipei » est officiellement identifiée	162,782	2,12/oui
	1935	L'industrialisation militaire en temps de guerre	274,157	2,47/oui
	1942	Kaohsiung surpasse Tainan comme 2ème plus grande ville	383,600	1,93/non
Période de transition		Le départ des Japonais et l'arrivée des han continentaux	326,646	1,85/non
KMT autoritaire	1950	La ROC est officiellement établie par le KMT	568,726	2,12/oui
	1955	Taux de croissance démographique élevé avec 7,69% par an	787,493	2,23/oui
	1960	Taipei atteint le million d'habitants	1,006,690	2,15/oui
	1971	Taipei transformée en municipalité spéciale	1,839,641	2,11/oui

Tableau 20 : Historique du développement et indice de macrocéphalie urbaine de Taipei

SOURCE : CHANG Y.-H. , 1985, ORGANISE PAR L'AUTEURE

[36] L'indice de macrocéphalie urbaine : 2-City primacy index = P1/P2. P1= Population de la plus grande ville ; P2= Population de la deuxième plus grande ville. Il existe également un indice de macrocéphalie de 4 villes, P1/P2+P3+P4, dans lequel la population des trois villes suivantes est prise en compte (Ho & Hsiao, 2006).

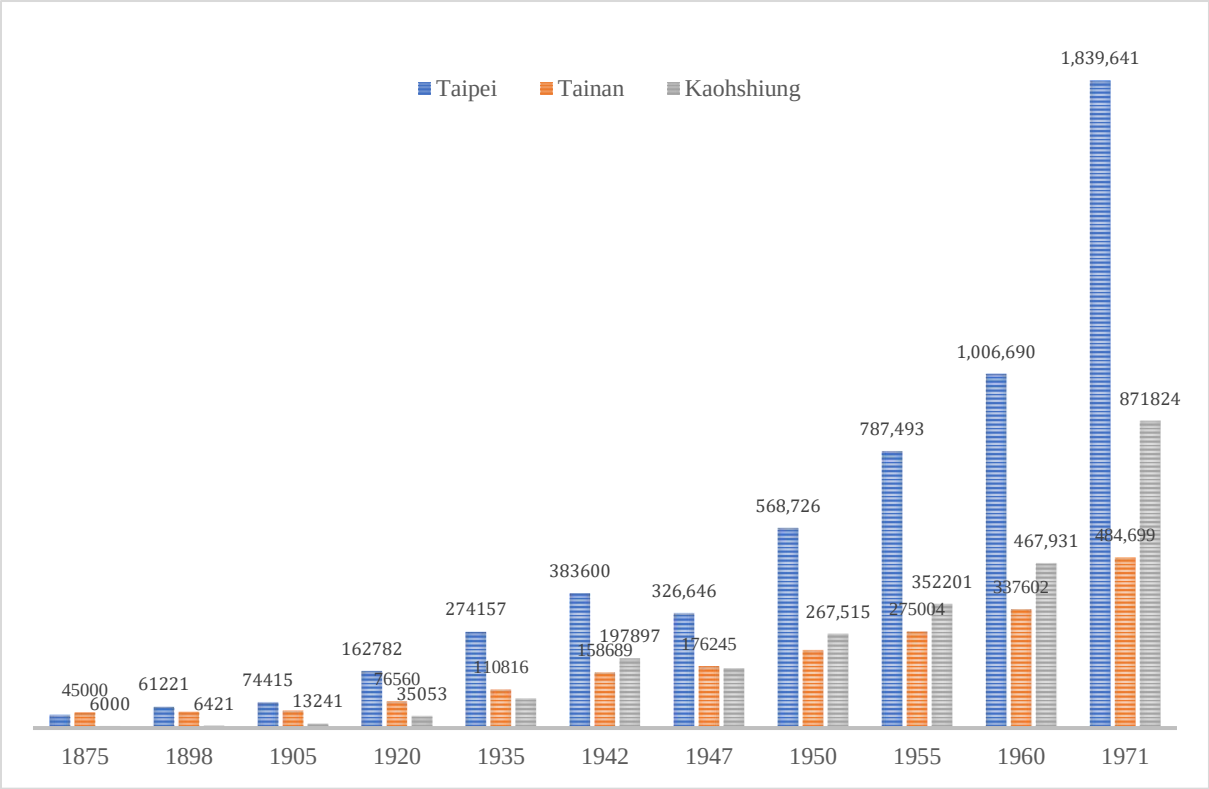


Figure 10 : Croissance démographique dans les trois plus grandes villes taiwanaises (1875-1971)

SOURCE: CHANG Y.-H. , 1997

Dans le cadre de leur stratégie coloniale maritime, les puissances occidentales attendent utilisent ces grandes métropoles pour les connecter aux réseaux de transport internationaux en améliorant leurs infrastructures. Ils introduisent les navires à vapeur, les tramways électriques et les véhicules à moteur et, en peu de temps, jettent les bases des villes métropolitaines. En revanche, le développement des réseaux domestiques comme les réseaux ferroviaires ou autoroutiers n'est pas prioritaire pour les colonisateurs occidentaux. En raison des coûts de construction élevés et des avantages moindres des systèmes ferroviaires par rapport aux faibles coûts des transports fluviaux favorables aux activités commerciales, les systèmes ferroviaires des pays d'Asie du Sud-Est ne sont jamais développés comme artères de circulation importantes (Dick & Rimmer, 2003).

Au contraire, la construction de voies ferrées par l'administration nippone à Taiwan et en Corée assure un développement régional relativement équilibré. A la fin des années 1930, Taiwan en première place, suivie par la Corée, sont les deux colonies qui « profitent » des systèmes ferroviaires les plus compétitifs et les plus longs par rapport aux autres colonies sous contrôle occidental. Pour Taiwan, ces chiffes excluent près de 3000 km de voies spéciales pour le transport du sucre (Tableau 21). Les constructions des chemins de fer coréens et mandchouriens suivent la même stratégie (cf. Carte 15). Le développement des réseaux de chemin de fer diminue l'importance démographique de la capitale et entraîne l'expansion des villes le long de cet axe. Cette disposition spatiale bien planifiée par les Japonais dans ces deux colonies explique le faible niveau de macrocéphalie urbaine.

	Philippines (1939)	Indonésie (1940)	Indochine (1936)	Malaisie (1938)	Birmanie (1938)	Taiwan (1937)	Corée (1938)
Ferroviaires (km/1000km^2)	4.5	3.9	3.9	12.5	3.4	43.3	25.7

Tableau 21 : Les réseaux ferroviaires dans les colonies de l'Asie de Sud-est, à Taiwan et en Corée (fin de l'année 1930)

SOURCE : BOOTH, 2007, P. 80

Conclusion

En tant que « pays arriéré » apprenant des pays occidentaux avancés, le Japon a fait de la colonisation de Taiwan l'une des manifestations de sa force nationale et a présenté Taiwan comme une « colonie modèle ». Pour mieux administrer sa première colonie, le gouvernement colonial nippon a acquis une connaissance approfondie de Taiwan grâce à divers instruments scientifiques. Avec la possession d'information sur la population (grâce au recensement et au système de *hukou*), et sur les terres (avec le cadastre et la cartographie), ainsi que par la violence permise par le système policier et les *baojia*, le gouvernement japonais a pu contrôler la population taiwanaise et devenir le premier régime à dominer toute l'île de Taiwan. Celle-ci est passée d'une période de laisser-faire sous la dynastie Qing à une société étroitement contrôlée par la police japonaise.

Dans l'administration des colonies, le Japon eut une stratégie très différente de celle des pays occidentaux au niveau des dispositifs spatiaux coloniaux. Les puissances occidentales ont pendant longtemps opté pour une stratégie coloniale de développement des villes portuaires afin de faciliter le commerce maritime. De ce fait, elles se concentrèrent sur le développement d'une seule ville portuaire en tant que capitale coloniale et ignorèrent le développement de l'arrière-pays des colonies. C'est la raison pour laquelle le degré de macrocéphalie urbaine était toujours très élevé dans majorité des capitales de l'Asie du Sud-Est à cause d'un développement régional inégal. En revanche, les Japonais valorisèrent la construction de chemins de fer comme stratégie continentale pour exploiter complètement les ressources de Taiwan en y industrialisant le territoire. Cette stratégie sera appliquée plus tard dans ses deux autres colonies de Corée et de Mandchourie.

A Taiwan, le pouvoir a construit un chemin de fer principal, structuré par le système urbain et relié aux ports situés aux deux extrémités de l'île, instaurant ainsi un modèle de transport axé sur l'exportation. En utilisant les cités fortifiées construites sous les Qing comme principaux lieux d'installation des gares ferroviaires, le Japon réussit à déplacer le développement urbain du littoral vers l'intérieur du pays et réalisa ainsi sa stratégie continentale. Le sucre ou d'autres types de produits agricoles, comme le riz et le bois, ont pu être transportés directement et immédiatement des zones de plantation vers les grandes villes, puis vers le port pour être exportés vers la métropole. Le développement régional de l'île fut relativement équilibré dans la pratique de cette stratégie, avec un faible taux de macrocéphalie urbaine à Taipei.

En développant les réseaux d'infrastructure à Taiwan, le gouvernement japonais contribua à sa modernisation et au développement d'un mode de production capitaliste. Ces mesures permettront au KMT d'asseoir sa légitimité sur la République de Chine (ROC) à Taiwan. Comment cet héritage va-t-il être remobilisé dans la période postcoloniale nipponne ? C'est ce qui va être examiné dans le chapitre suivant.

V : Le régime autoritaire du KMT (1949-1987)

Introduction

Durant la période de domination japonaise à Taiwan, la Chine continentale subit le dépeçage de son territoire par les puissances occidentales. Par une série de traités inégaux signés à la suite du traité de Nankin[37], les pays européens et le Japon imposent, à partir de 1860, l'ouverture au commerce des ports chinois au sein desquels ils ont obtenu des concessions territoriales (« *treaty ports* »). A Taiwan, cela concerne les ports d'Anping (Tainan), de Tamsui (périphérie de Taipei), de Keelung et de Kaohsiung. Les Qing sont alors contraints d'abandonner la politique isolationniste qu'ils mènent depuis 1723.

En 1911, la Chine passe d'un régime impérial à un régime républicain : le parti Nationaliste KMT dirige la République de Chine (ROC). Cette période est caractérisée par une série de conflits à la fois internes et externes. Le KMT s'allie au Parti communiste chinois de Mao Zedong contre l'invasion japonaise mais ces alliances sont superficielles et le KMT s'engage par la suite dans une guerre civile contre les communistes, avec le soutien des Etats-Unis. En 1945, suite à la défaite du Japon dans la Seconde Guerre mondiale, Taiwan et les îles voisines (Penghu, Kinmen et Matsu) sont rétrocédées au gouvernement chinois légitime du moment : le KMT, dirigé par Chiang Kai-shek. Cependant, quatre ans seulement après le retour de Taiwan dans le giron chinois, le KMT est renversé par le Parti communiste, qui instaure la République Populaire de Chine le 1er octobre 1949 sous l'égide de Mao Zedong. Le KMT se réfugie alors à Taiwan où il s'auto-proclame seul gouvernement légitime de la Chine.

[37] Accord ayant mis fin à la première guerre de l'opium entre le Royaume Uni et la Chine en 1842.

Comme nous l'avons déjà mentionné dans l'introduction de cette, il est difficile de définir la période de domination du KMT à Taiwan car les dates sont controversées. Doit-on la faire remonter à 1945, l'année d'accession du KMT au pouvoir, lorsque le Japon est vaincu et rend Taiwan au gouvernement chinois ? Ou bien en 1949, lorsque le KMT perd sa souveraineté sur la Chine et se réfugie à Taiwan ? De même, en quelle année devrait-on définir la fin de cette période ? En 1999, lorsque le KMT perd le pouvoir, ou en 1987, alors que la loi martiale est levée ? Nous avons retenu cette seconde définition pour délimiter temporellement ce chapitre, en nous appuyant sur la littérature taiwanaise et sur nos entretiens avec des experts en études taiwanaises.

Après avoir fui le continent, Chiang Kai-shek cherche toute sa vie à reconquérir la Chine, utilisant Taiwan comme base anticommuniste d'accueil temporaire et militaire. Il tente donc d'enraciner l'idée d'une contre-attaque contre le continent dans l'inconscient collectif taiwanais. Cette situation fait étonnamment écho à la stratégie de contre-attaque contre le continent chinois menée par le clan Zheng trois cents ans auparavant. Ce n'est qu'à la mort de Chiang Kai-shek, en 1975, que l'impossibilité de reconquérir le continent chinois est enfin admise. Son fils, Chiang Ching-kuo (蔣經國), qui lui succède à la tête de la ROC se tourne progressivement vers la mise en valeur du territoire taiwanais.

Le régime républicain de la ROC que le KMT se met en place à Taiwan conserve un statut ambigu en raison de sa revendication historique à la souveraineté sur la Chine. L'ONU ne reconnait pas officiellement la ROC. Seuls 15 pays, dont le Vatican et des pays de divers continents (en Amérique centrale, Océanie, Caraïbes et Afrique) lui confèrent une représentation officielle. La ROC n'est ni membre ni observateur au sein des grandes organisations internationales et se trouve mentionnée comme "autres zones non spécifiées" (*Other non-specified areas*) dans les documents officiels, ce qui ne l'empêche pas d'entretenir des relations diplomatiques informelles avec presque tous les autres pays. L'American Institute in Taiwan (AIT) fonctionne *de facto* comme une ambassade, et Taiwan dispose de bureaux de représentation assimilables à des services diplomatiques et consulaires dans la plupart des pays sous les noms de *Taipei Representative Office* (TRO) ou *Taipei Economic and Cultural Representative Office* (TECRO). Pour certains

grands événements internationaux comme les Jeux olympiques, Taiwan se présente sous l'appellation *Chinese Taipei*.

En dépit de ces difficultés sur le plan des relations diplomatiques, le KMT se montre très efficace dans sa stratégie de valorisation économique du territoire taiwanais. L'aide américaine, qui s'élève en moyenne à 100 millions de dollars par an entre 1951 et 1965, contribue à éliminer l'inflation et à réduire les déficits commerciaux avec les pays étrangers. L'île principale s'industrialise de façon tout à fait remarquable sous la domination du KMT, surtout si l'on compare les performances de Taiwan à celles du continent chinois à la même époque : en 1950, le PIB par tête taiwanais est deux fois supérieur à celui du continent et en 1990, il devient cinq fois plus important (Maddison, 2010).

A mesure que l'économie décolle, Taiwan commence à être qualifiée d'« île au trésor » (*baodao* 寶島). Le KMT, en dépit de sa nature exogène, s'attache progressivement à une mise en valeur durable du territoire taiwanais. Pour cette raison, on considère généralement que le régime autoritaire de Chiang Kai-shek relève de celui des « Etats développeurs d'Asie orientale », qui se caractérisent par une orientation productiviste, dont a résulté le « miracle économique ». Toutefois, la question est posée de savoir si un gouvernement exogène peut assumer un rôle d'Etat développeur : dans le cas de Taiwan, comment la notion d'Etat développeur est-elle mise à l'épreuve d'un modèle de développement qui s'endogénéise ?

Ce chapitre tente d'apporter des éléments de réponse à cette question. Il aborde dans un premier temps les conditions de la mise en place du régime autoritaire du KMT à Taiwan, dans un contexte d'instabilité politique et démographique. Puis il analyse la politique de croissance économique du KMT, en pointant sa continuité avec la stratégie de développement du territoire à distance des côtes, amorcée à l'époque japonaise. Ces éléments sont alors confrontés aux approches théoriques de l'Etat développeur pour mettre en lumière le positionnement très particulier de Taiwan dans son ensemble régional.

1 - D'une domination territoriale à l'autre

1.1 - La prise de pouvoir par le KMT

Après la Seconde Guerre mondiale, le territoire taiwanais, qui compte alors quelque 6,5 millions d'habitants, est placé sous le contrôle administratif de la République de Chine (ROC) dirigé par le parti Nationaliste (KMT). Le chef du KMT, Chiang Kai-shek, engagé dans une guerre civile contre le Parti Communiste sur le continent chinois, nomme Chen Yi (陳儀) comme gouverneur général de Taiwan. Cet archipel offre d'importantes ressources au KMT, grâce aux industries et infrastructures développées à l'époque coloniale nippone (Lu, 2012). Chen Yi s'empare du système japonais de monopoles d'État (dans les secteurs du tabac, du sucre, du camphre, du thé, du papier, des produits chimiques, du raffinage du pétrole, des mines et du ciment) qu'il maintient sous contrôle étatique. Il confisque quelque 500 usines et mines appartenant à des Japonais et en fait des entreprises d'Etat contrôlées par le KMT.

Cependant, l'objectif premier du KMT est de sortir vainqueur de la guerre civile en Chine. Le parti se comporte alors à Taiwan en colonisateur, exploitant les ressources du territoire et traitant les insulaires comme des sujets coloniaux. Le KMT acquiert des marchandises taiwanaises à bas coût par la force et les expédie sur le continent chinois pour faire face aux pénuries de la guerre civile. L'instabilité économique génère une forte baisse de productivité à Taiwan et entraîne une inflation galopante, du chômage et des problèmes de sécurité. En l'espace d'une seule année, de 1945 à 1946, le prix du riz est multiplié par cent. Seulement un an après, en janvier 1947, ce prix quadruple (Human Rights Digital Exhibition, 2006).

La prise de pouvoir par le KMT est très mal perçue dès l'origine par les insulaires. En premier lieu, ces soldats continentaux défaits par la guerre civile en Chine apparaissent comme des réfugiés, en apparence sales et pauvres (Chen S.-c., 2015). Ils sont très indisciplinés : ils pillent, volent, et contribuent à l'effondrement général de

l'infrastructure et des services publics (Time Magazine, 1946). Durant le demi-siècle de colonisation japonaise, Taiwan s'est modernisé et les insulaires se considèrent comme faisant partie d'une société beaucoup plus prospère et civilisée que la société chinoise (Metzler, 2017). Le passage de Taiwan sous la domination du KMT est vécue comme le retour à un régime sous-développé. Les continentaux se comportent comme des brigands aux yeux des insulaires (Chou W.-y., 2016).

L'impopularité du KMT est telle que le moindre incident peut mettre le feu aux poudres. C'est ainsi que le célèbre « incident 228 » est le catalyseur d'un vaste soulèvement populaire en 1947. Cette affaire fut ainsi relatée ainsi par Bi-yu Chang (2015 :21) : « L'incident commença le 27 février 1947 sous la forme d'un différend relativement mineur. Une vendeuse fut appréhendée par des agents du Bureau du monopole pour avoir vendu quelques cigarettes non taxées. Quand elle supplia pour sa clémence et leur demanda de ne pas confisquer ses biens, elle fut brutalement renversée. La foule commença à se rassembler et à confronter les agents. Ceux-ci paniquèrent, tirèrent sur la foule et s'enfuirent vers un poste de police voisin. Dans la lutte, un spectateur décéda des suites de blessures par balle, ce qui outra le public. Le lendemain, une foule d'environ 2000 personnes se présenta devant les autorités pour réclamer des sanctions contre les agents et exiger une réforme de la politique de monopole. Les forces de sécurité du Bureau du gouverneur général tirèrent sur les manifestants. Au lieu de communiquer avec les représentants et de répondre à leurs demandes, le gouverneur Chen Yi déploya des policiers armés et des militaires pour réprimer le soulèvement. Le soulèvement se répandit dans toute l'île et dura plus d'un mois. Bien que le nombre exact de morts ne soit pas connu, on estime qu'il se situait entre 10 000 et 30 000 » (Chang B.-y., 2015, p. 21).

L'attitude très brutale du KMT face aux manifestations intensifie la violence et accroît le ressentiment de la population insulaire. Suite à cet incident, le KMT institue une loi martiale le 19 mai 1949, qui est maintenue jusqu'au 15 juillet 1987. Cette période, qui va durer 37 ans à Taiwan et 43 ans dans les îles de Kinmen et îles de Machu, est appelée

la « terreur blanche » (Stolojan, 2017)[38]. Au cours de cette période, quelque 140 000 personnes — principalement des intellectuels et des membres de l'élite insulaire — sont emprisonnées en raison de leur sympathie présumée pour le Parti Communiste Chinois ou de leur résistance au gouvernement nationaliste de la ROC. On estime que 3 000 à 4 000 personnes sont exécutées. Les insulaires se rebellent non seulement contre l'autorité du KMT mais aussi contre le régime chinois et les continentaux (Chang B.-y., 2015; Huang T.-l., 2005). Aussi, l'incident 228 est considéré comme l'un des événements les plus importants de l'histoire moderne de Taiwan, car il marque un élan décisif pour le mouvement en faveur de l'indépendance (Metzler, 2017).

Le KMT tente d'éliminer ou de contrôler tous les groupes indépendants et veille à ce qu'aucune force d'opposition n'émerge. Petit à petit, un système d'Etat-parti s'établit à Taiwan (Wu & Yeh, 1978). Chiang Kai-shek utilise le KMT pour contrôler le gouvernement de la ROC par le biais de l'Armée nationaliste. Toutes les politiques nationales des organes administratifs de la ROC sont définies par le KMT, de sorte que le parti détient un pouvoir total sur la nation entière.

Le KMT renforce le « système de *hukou* ». Ce système est établi pendant la colonisation nippone et devient un instrument majeur de légitimation de l'exercice de son pouvoir à Taiwan. Les droits politiques et économiques des citoyens sont définis à partir de la notion de « domicile originel » (*jiguan* 籍貫), (Wang P.-c., 2005). Cette notion avait été introduite par la « Loi sur l'enregistrement des ménages », qui avait instauré le *hukou* que l'on connaît aujourd'hui en Chine. Comme cette loi avait été mise en oeuvre en Chine par le KMT en 1931, elle s'appliquait automatiquement à Taiwan en 1947. L'article 5 de cette loi définit le « domicile originel » d'un citoyen de la ROC selon la province et le comté dont il est issu. L'article 14 indique que cette identité est liée à celle du père. C'est donc

[38] Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi martiale, le KMT adopte les « Dispositions temporaires pendant la période de mobilisation pour la répression de la rébellion » et les « Dispositions pour la répression de la rébellion », qui limitent les activités politiques du peuple insulaire. Le gouvernement permet aux services de renseignements et à la police de procéder à des purges et à des persécutions contre tous les opposants au gouvernement (Stolojan, 2017, p. 27).

l'origine des ancêtres qui décide de l'identité originelle d'une personne et non son lieu de naissance ou même de celui de son père en cas de migration (Wang P.-c., 2005).

Cette loi instaure un système de liens de sang entre la Chine continentale et Taiwan, qui va devenir un instrument très efficace de contrôle et de sujétion du peuple taiwanais : en créant une dichotomie entre continentaux et insulaires au sein du peuple taiwanais, le gouvernement de Chiang Kai-shek peut consolider son pouvoir en s'appuyant sur les Chinois du continent (Wang P.-c., 2005). A l'instar des puissances coloniales, le KMT confère d'importants privilèges aux continentaux et traite les populations locales comme des citoyens de second rang. Les continentaux dominent presque toute l'industrie ainsi que les fonctions politiques et judiciaires, remplaçant les insulaires qui étaient auparavant employés.

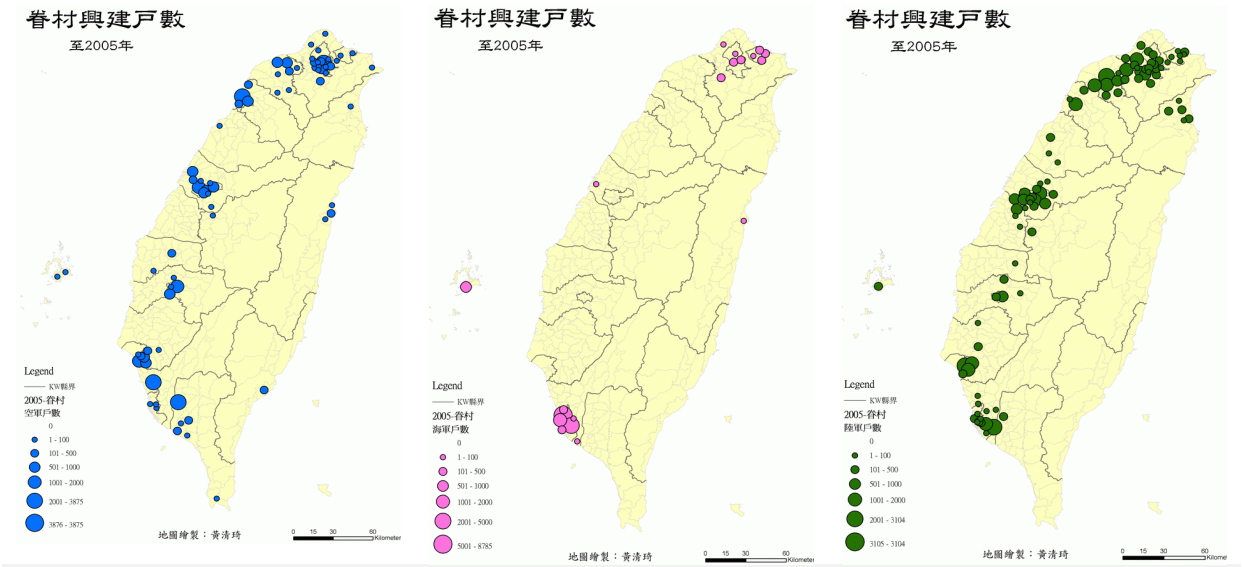
En termes de haute politique, plus de 3 000 représentants du gouvernement central élus à Nanjing (Chine continentale) sont nommés à vie après l'installation du KMT à Taiwan lors de la constitution de la ROC en 1947. L'assemblée dans laquelle ils siègent est qualifiée par les populations locales de « Parlement à durée indéterminée » (*wannian guohui* 萬年國會) (Wakabayashi, 1998). Pour Chiang Kai-shek, ils sont officiellement élus au suffrage direct en Chine continentale et à ce titre symbolisent la légitimité de la ROC en Chine. C'est la raison pour laquelle ces représentants nationaux ne peuvent être réélus avant leur retour (présumé) en Chine. Ils ne quitteront leurs fonctions qu'en 1991, lors de l'avènement d'un régime démocratique à Taiwan (Lee H.-f., 1987).

Dans le domaine de l'emploi public, les continentaux peuvent beaucoup plus facilement accéder à des postes de fonctionnaires, soit par la voie de « concours spéciaux » réservés aux militaires en retraite, soit par des concours nationaux dont les règles sont organisées à leur avantage. Les postes aux concours nationaux sont en effet attribués selon le « domicile originel » des candidats et leur nombre dépend de la taille démographique des provinces de la Chine de 1948. Ainsi, pour les candidats issus d'une province peuplée de moins de trois millions d'habitants, cinq postes seulement sont mis au concours. Ceux issus des autres provinces bénéficient d'un poste supplémentaire par

tranche de trois millions d'habitants. Par exemple, les candidats originaires de la province de Jiangsu (41,8 millions d'habitants sur le continent) disposent de 44 postes, alors qu'on ne connaît pas le nombre de ceux venus à Taiwan, ceux du Guangdong de 30 postes, tandis que les insulaires taiwanais ne reçoivent que 8 postes (6,5 millions d'habitants)[39]. Ce système avantage outrageusement les continentaux, tout particulièrement ceux issus des provinces très peuplées : sur les 556 postes affichés au concours, la quasi-totalité (548, soit 99%) est attribuée aux continentaux des 35 provinces chinoises et des deux zones frontalières. Il s'en suit une forte pression sur les 8 postes destinés aux populations originaires de Taiwan, avec un taux d'admission de l'ordre 0,1 % (Lin Q.-h., 2006, p. 34).

Les continentaux bénéficient également d'importants privilèges dans le domaine du logement. Le KMT crée pour eux des « villages militaires » (*juancun* 眷村) à plusieurs endroits sur le territoire national (Carte 20). Des villages d'aviation sont installés autour des aéroports militaires de Taipei, Taichung, Tainan, Pintung et Hualian; des villages de marins près des ports de Keelung et Kaohsiung, et des villages d'armée de terre autour des plus grandes villes (Taipei, Taoyuan, Hsinchu, Chiayi, Tainan et Kaohsiung) . Au total, le KMT créera quelque 900 villages militaires jusqu'en 1996, accueillant 100 000 ménages continentaux ainsi que leurs descendants, soit environ 500 000 personnes au total.

[39] Le nombre de postes destinés aux insulaires augmente cependant dans le temps. En 1991, dernière année de mise en œuvre de cette politique nationale, les postes pour les insulaires sont au nombre de 22. Bien qu'elle demeure inchangée, à peine deux ans plus tard, cette politique devient rapidement inapplicable. La population des autres provinces est devenue trop faible pour répondre à la demande annuelle de fonctionnaires. Par conséquent, le KMT réagit en augmentant le nombre de recrutements d'insulaires. En pratique, en plus des postes initiaux (soit 8 postes en 1950, 22 postes en 1991), les candidats taiwanais sont admis s'ils réussissent l'examen avec la note de 60 sur 100. En revanche, même s'il y a plus de places garanties pour les personnes venant d'autres provinces, de nombreuses provinces éloignées n'ont pas de candidats qualifiés pour passer l'examen (Yao & Chang, 2010).



Secteur de l'aviation | Secteur de la marine | Secteur de l'armée de terre

Carte 20 : Les « villages militaires » pour continentaux

SOURCE : HUANG C.-C. , 2013

1.2 - Une recatégorisation stratégique de la population

Comme nous venons de le voir, la notion de « domicile originel » permet non seulement d'accorder des privilèges aux continentaux, mais constitue un puissant moyen de sinisation des populations locales par le renforcement du « lien historique » entre Taiwan et la Chine. Le KMT force les Taiwanais à adopter un imaginaire chinois alors qu'ils sortent d'un demi-siècle de colonisation japonaise. Pour rendre cette notion de « domicile originel » opérationnelle, le KMT recourt à une recatégorisation de la population taiwanaise via l'outil stratégique du recensement. Le projet du KMT est d'utiliser Taiwan comme modèle dans la manière de mener un recensement de masse en vue d'un retour en Chine continentale (Wang P.-c., 2005). En effet, le KMT n'est pas en mesure d'établir des statistiques fiables. Ses estimations de la population des provinces chinoises sont erronées et il ne peut faire le recensement à Taiwan que grâce à l'héritage de l'appareil statistique japonais (7 recensements) (Wang P.-c., 2005).

Au cours de la période autoritaire, le KMT organise trois recensements, en 1956, 1966 et 1980. Le « domicile originel » doit être renseigné dans les deux premiers recensements (Figure 11). Cependant, il est extrêmement difficile de transposer à Taiwan cette notion qui vient de la Chine ancienne. Les han chinois venus sur l'île entre 1945 et 1949, désignés comme populations « domiciliées dans les provinces extérieures » (*waisheng ji* 外省籍)[40], autrement dit les continentaux (Wang P.-c., 2005), adoptent facilement cette notion de « domicile originel ». Pour ces derniers, il est question d'indiquer leur « domicile originel » en Chine continentale parmi les trente-quatre Provinces, les douze municipalités spéciales, la région administrative spéciale de Hainan, la zone de Mongolie ou celle du Tibet en Chine continentale (cf. Carte 21). Ces zones sont le territoire de la République de Chine tel que défini dans la Constitution de la ROC 1947. Nous développerons cet aspect plus loin au paragraphe 1.3 « La construction d'un imaginaire d'Etat ».

Pour les populations « domiciliées dans la province locale » (*bensheng ji* 本省籍), c'est-à-dire celles qui sont installés de manière permanente à Taiwan depuis l'ère Qing, ou avant (plus simplement dénommés « Taiwanais [41] »), on leur demande de choisir parmi les 21 villes et comtés taiwanais leur « domicile principal » (*benji* 本籍) lié à l'attachement local de leur père à Taiwan. Pour les han, on leur demande de renseigner le « domicile des ancêtres » (*zuji* 祖籍), lié aux provinces de Chine. Seules les provinces du Fujian et du Guangdong sont proposées, sinon il faut indiquer « autre ». En revanche, pour les aborigènes, le KMT reprend la classification japonaise de « sauvages crus », avec une appellation euphémisée de « compatriotes des montagnes » (*shandi tongbao* 山地同胞). Seulement neuf « liens ethniques »[42] sont proposés (Wang P.-c., 2005). Le groupe des

[40] La notion de « continental » est associée à la prise de pouvoir par le KMT, quelle que soit la province de la Chine d'où avaient migré ces populations entre 1945 et 1949 (Corcuff, 2000; Chang B.-y. , 2015).
[41] La définition de la population locale par « Taiwanais » est très controversée. Dans les études taiwanaises sont parfois utilisées les notions de « Taiwanais de souche », « gens de cette terre (本地人)» (Corcuff, 2000; Cabestan, 2005), ou « gens de la province locale » (Chang B.-y. , 2015).
[42] Selon la classification faite par les Japonais pendant l'époque coloniale nippone, les aborigènes « crus » ou de « tribus des montagnes » comprennent : les ethnies de *Taiya* 泰雅, *Saixia* 賽夏, *Bunong* 布農, *Cao* 曹, *Paiwan* 排灣, *Lukai* 魯凱, *Yamei* 雅美, *Amei* 阿美, *Peinan* 卑南.

« sauvages cuits » ou « tribus des plaines » doit s'assimiler à la catégorie han avec le « domicile des ancêtres » marqué « autre » car aucune autre option n'est possible[43].

En raison de la séparation de Taiwan avec la Chine continentale pendant un demi-siècle sous la colonisation japonaise, la plupart des han insulaires ne sait pas où se situe le domicile de ses ancêtres en Chine continentale. Confronté à cette difficulté, le KMT a pris en compte le dialecte local comme norme officielle : les locuteurs du minnan sont systématiquement considérés comme issus du Fujian. De même, les locuteurs du hakka sont classés dans le Guangdong[44].

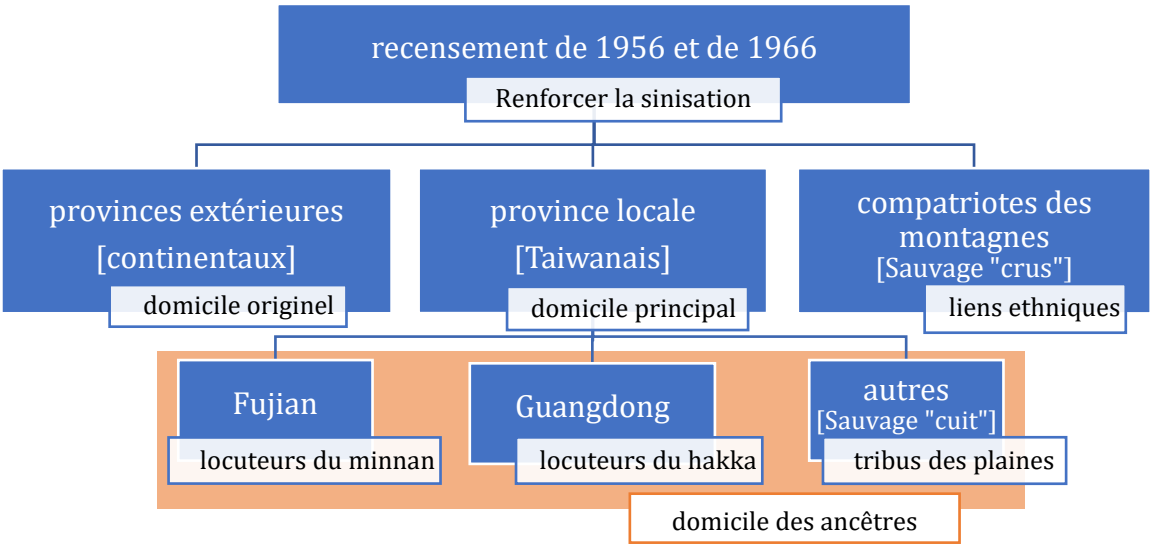


Figure 11 : La catégorisation des populations par le KMT (recensements de 1956 et 1966)

SOURCE : WANG P.-C. , 2005, ORGANISEE PAR L'AUTEURE

[43] Selon les résultats du recensement de 1956, environ 20 000 personnes se sont inscrites dans la catégorie han avec la mention « domicile des ancêtres » marquée « autre » (Yap, 2013, p. 192).
[44] Cependant, on trouve des locuteurs de hakka issus du Fujian et des locuteurs de minnan issus du Guangdong (Chen H.-G., 1972).

A partir de 1970, le lien d'origine aux provinces du continent n'est plus renseigné dans les enquêtes démographiques et les recensements. La notion de « domicile originel » n'est liée qu'à l'information sur l'attachement local taiwanais (qui comprend 23 villes ou comtés au niveau régional dont 339 localités au niveau local) (Wang P.-c., 2005). Ceci peut être considéré comme un effet de la transformation du KMT en parti proprement taiwanais. En 1992, le gouvernement abolit officiellement l'enregistrement du domicile originel et le remplace par le lieu de naissance.

La figure 12 présente le changement de composition de la population taiwanaise de la fin de période coloniale nipponne (1942) au début de la période autoritaire du KMT (1956)[45]. En 1942, la population est constituée à 94% de Taiwanais et à 6% de Japonais, pour un total de 6,5 millions d'habitants. A la fin de l'année 1947, presque tous les Japonais (environ 490 000 personnes en comptant les civils et les militaires) ont quitté Taiwan (Lin T.-f., 2018, p. 4). Entre 1945 et 1950, quelque 1,5 million de continentaux migrent vers Taiwan, ce qui représente environ 17% de la population totale de l'île (Chang B.-y., 2015, p. 3). Cependant le recensement de 1956 n'enregistre une population continentale qu'à hauteur de 10% car la population militaire issue de Chine (soit environ 300 000 personnes) n'est pas incluse dans le compte (Lin, 2018, p. 4-5).

1.3 - La construction d'un imaginaire d'Etat

Si le KMT parvient à exercer un contrôle effectif sur le territoire taiwanais, la ROC perd quant à elle toute souveraineté sur la Chine continentale après 1949. Comme on l'a vu, cette république cesse d'exister aujourd'hui pour la plupart des pays. Par conséquent, la question de savoir comment un Etat qui a perdu la plupart de ses territoires revendiqués peut rester un Etat digne de ce nom a hanté la ROC et coloré son imaginaire national (Chang B.-y., 2015).

[45] Les données démographiques de 1942 à l'époque coloniale japonaise et de 1956 à l'époque autoritaire du KMT sont les seules disponibles. Il n'existe pas de données démographiques précises entre 1943 et 1955.

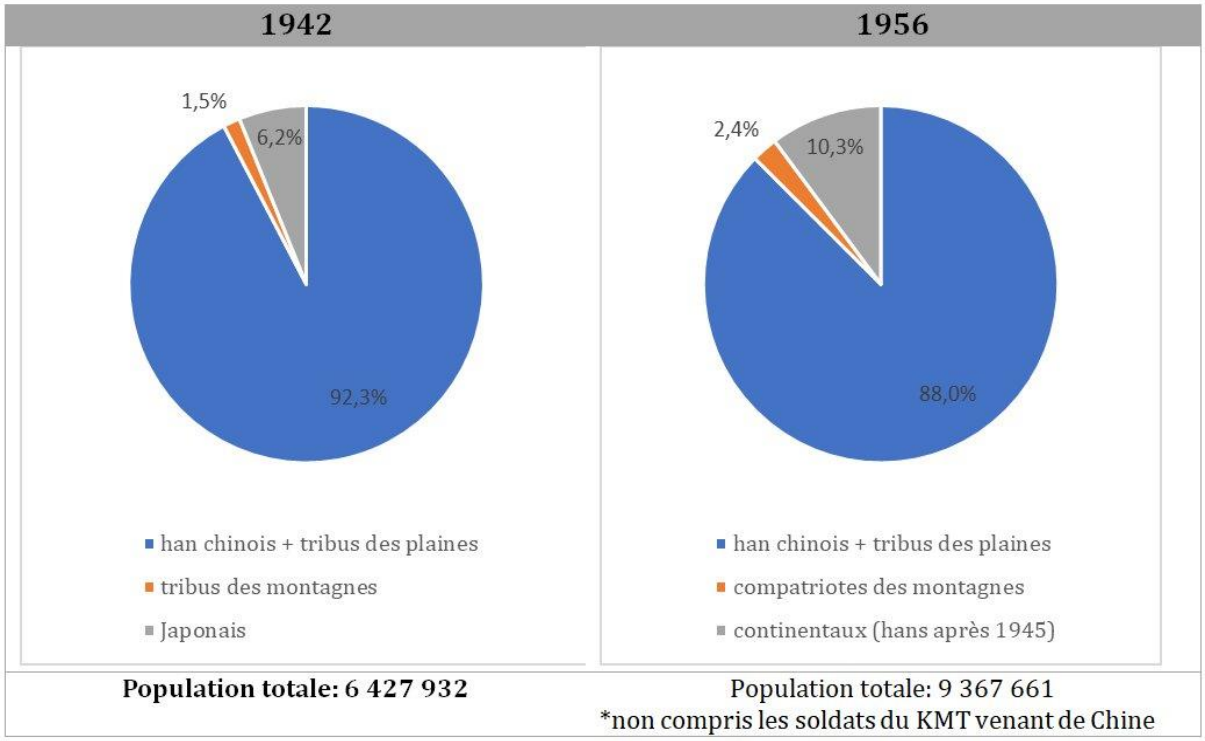


Figure 12 : Evolution de la structure démographique taiwanaise entre 1942 et 1956

SOURCES: DEPT. OF HOUSEHOLD REGISTRATION AFFAIRS (ROC), 2012; LIN T.-F. , 2018, PP. 4-5

Pendant quatre décennies, la ROC à Taiwan est placée sous l'égide de deux chefs d'Etat : Chiang Kai-shek et son fils Chiang Ching-kuo, qui ne cessent de revendiquer la souveraineté de la Chine. Le KMT utilise la Constitution de la ROC de 1947[46], promulguée à Nanjing en 1947, comme base de légitimité pour administrer Taiwan et pour faciliter la sinisation de la société taiwanaise.

Dans la constitution de 1947, le territoire national intègre la région de Taiwan, la Chine continentale (contrôlée par le Parti Communiste Chinois après 1949) » et les « zones contestées » des pays voisins de la Chine[47] (Chang B.-y., 2015, p. 31) (Carte 21).

[46] La constitution de la ROC de 1947 est basée sur une philosophie politique connue sous le nom des « Trois principes du peuple» (*sanmin zhuyi* 三民主義), développée par Sun Yat-sen. Fondateur du KMT, Sun est considéré comme le Père de la République chinoise à l'époque autoritaire.

[47] Les zones contestées sont la Mongolie (actuellement la République de Mongolie) et 64 colonies à l'est du fleuve Amour (actuellement sous contrôle russe), le sud du Tibet (actuellement sous contrôle indien), la

Dans le Chapitre IV de la Constitution, il est notifié que les frontières nationales existantes ne peuvent être modifiées que par une résolution de l'Assemblée Nationale (*guomin dahui* 國民大會). Or, du point de vue du KMT, le périmètre territorial de la ROC n'a aucune raison de changer[48].

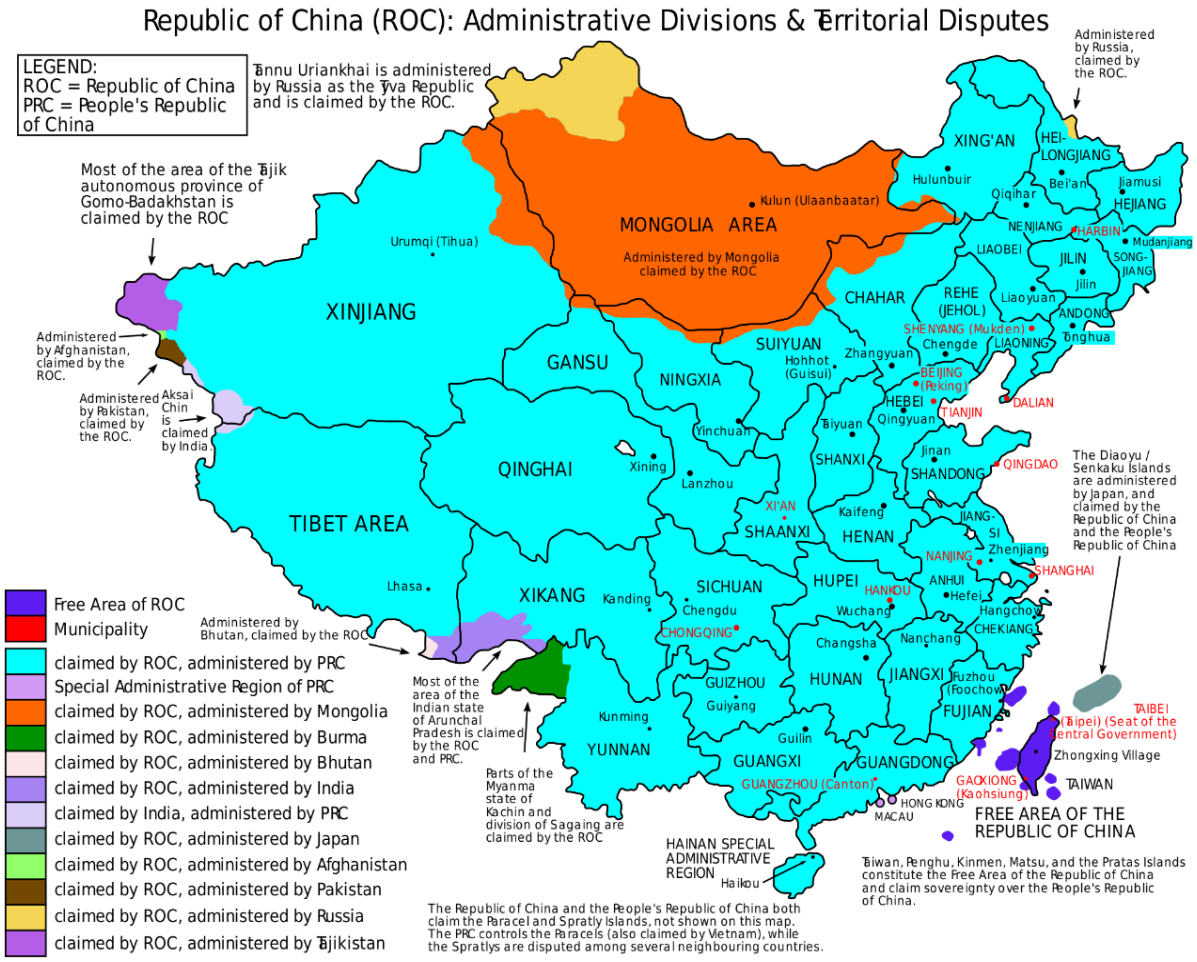
Par conséquent, même si la ROC ne maîtrise dans les faits que la région de Taiwan, le KMT prétend contrôler l'ensemble du territoire national chinois ainsi que la Mongolie, et représente cet ensemble dans tous ses documents officiels ainsi que dans les manuels scolaires. La place de Taiwan est quelque peu vague dans l'imaginaire national de la ROC et l'île principale est presque invisible. Ainsi, au cours de la période autoritaire des deux Chiang, le positionnement très secondaire de Taiwan par rapport à la Chine est tenu pour acquis (Chang B.-y., 2015).

Le territoire de Chine continentale est le principal objet de l'enseignement géographique sous les Chiang, tandis que la connaissance de Taiwan est totalement ignorée. Les manuels scolaires affirment que la ROC, en tant que régime légal chinois, comprend 35 provinces, deux zones (Mongolie et Tibet) et une région administrative spéciale (Hainan). Sa capitale est Nanjing. Cette rhétorique, conforme à la ligne du parti, reste inchangée jusqu'au milieu des années 1990, et constitue l'épine dorsale de l'imaginaire national de la ROC (Chang B.-y., 2015).

---

région du Jiangxibo (actuellement sous contrôle birman) et la partie occidentale des montagnes du Pamir (maintenant partie du Tadjikistan et d'Afghanistan).

[48] Même au cours de l'époque démocratique, la délimitation du territoire national ne sera jamais abordée, alors que la Constitution sera modifiée à six reprises. C'est la raison pour laquelle, au niveau constitutionnel, on conserve aujourd'hui ce territoire fictif et on le simplifie par un terme vague de « territoire inné » (*guyou jiangyu* 固有疆域) sans plus d'explications. Une tentative de révision constitutionnelle faite en 1993 a échoué, le Judicial Yuan ayant considéré que le changement de périmètre était une question d'ordre politique qui touchait à l'histoire nationale, et qui était hors de portée du pouvoir judiciaire (Chang B.-y., 2015).



Carte 21 : L'imaginaire national de la ROC et la place de Taiwan à l'époque autoritaire (1951-2005)

SOURCE : CHANG B.-Y. , 2015; PRYALTONIAN, 2006

La conscience nationale des insulaires subit d'importants changements sous l'effet des politiques éducatives menées par le KMT. Pendant la période coloniale nipponne, les insulaires étaient formés comme des sujets japonais. Par conséquent, la reconstruction d'une identité chinoise constitue un enjeu majeur pour le KMT. Chen Yi, le gouverneur général de Taiwan déclare : « Après le retour de Taiwan au KMT, nous examinerons d'abord le problème de l'éducation. Nous allons œuvrer rapidement à l'usage du mandarin (*guoyu* 國語 ou « langue nationale »), restaurer l'étude de l'histoire et de l'éducation chinoise » (Metzler, 2017, p. 23).

Le soutien politique et financier à visée anticommuniste des Etats-Unis conforte le clan Chiang dans sa représentation imaginaire de la ROC. Sous la protection informelle des États-Unis, le KMT en exil peut poursuivre sa domination de Taiwan face à toute tentative d'annexion par la Chine. Au plan politique, même si les États-Unis rompent officiellement leurs relations diplomatiques avec la ROC en 1979, le Congrès adopte la *Taiwan Relations Act* l'année où Nixon reconnait officiellement la RPC[49]. Cette loi ne reconnait pas la notion de « République de Chine » (ROC) mais fait référence aux « autorités gouvernant Taiwan ».

[49] La visite de Richard Nixon en Chine en 1972 marque les relations harmonieuses entre les États-Unis et la Chine continentale après des années d'isolement diplomatique et le soutien à l'existence d'une seule Chine, la RPC.

2 - Le miracle économique taiwanais

2.1 - L'impact majeur de la réforme agraire

Sous ces gouvernements autoritaires, Taiwan connaît une croissance économique rapide. Cette période, connue sous le terme de "miracle économique taiwanais", s'explique par les politiques industrielles du KMT et l'aide américaine (Chao, 1985). Cependant, il faut ajouter à cela un facteur très important : la gestion efficace de la ressource foncière (Bishai, 1991).

L'une des premières mesures prises par le gouvernement du KMT, lors de son repli à Taiwan en 1949, est en effet la mise en œuvre d'une réforme agraire, fortement inspirée par la commission mixte sino-américaine pour la reconstruction rurale (Régnier, 1998). Chiang Kai-Shek considère que la défaite du parti nationaliste dans la guerre civile en Chine est due à la négligence du secteur rural, sur lequel le PCC avait appuyé sa stratégie (Wade, 1988, p. 37). Il cherche également à faire disparaître les élites rentières de l'époque nippone en transférant massivement la propriété foncière aux exploitants agricoles (Wade, 1988). Il crée des zones industrielles et encourage la population rurale excédentaire à se tourner vers l'industrie manufacturière. L'utilisation des terres est strictement contrôlée par l'État en tant qu'élément essentiel de la survie économique. Ce puissant instrument d'intervention étatique joue un rôle dans la transition rapide et le développement économique de Taiwan (Bishai, 1991; Chu, 2017).

La réforme agraire se déroule en deux temps : en 1947, le KMT réduit la redevance des métayers aux propriétaires à 37,5 % de la récolte effective (contre parfois 75% auparavant) (*sanqiwu jianzu* 三七五减租). Il met également fin à la précarité des métayers en instaurant un système de bail de trois à cinq ans indéfiniment renouvelable, sauf si le propriétaire absentéiste revient exploiter lui-même ses terres (Régnier, 1998). La réforme prend ensuite un tournant plus radical en 1953, avec le transfert des terres à

leurs exploitants[50] (*gengzhe you qitian* 耕者有其田). Les propriétaires fonciers ne peuvent conserver qu'une petite quantité de terres et doivent en transférer la majeure partie aux exploitants. Suite à la réforme agraire, le KMT reçoit des céréales en remplacement des impôts par les nouveaux propriétaires exploitants, ce qui lui permet de nourrir les continentaux.

Le pourcentage des propriétaires exploitants augmente rapidement après la mise en œuvre de la réforme agraire (Figure 13). Sous l'occupation japonaise, en 1937, les propriétaires et les co-propriétaires fonciers[51] représentent chacun 30% de la population agricole et la part de métayers s'élève à 40%. Après la réforme de 1953, le pourcentage de propriétaires exploitants passe à 55% et le taux de métayers chute à 20%. Cet écart de ratio continue par la suite de se creuser, avec un taux de métayers passant à 10% en 1980.

La réforme se déroule sans heurts à Taiwan par rapport à d'autres pays en voie de développement comme les Philippines et certain pays d'Amérique latine qui suivent le modèle du KMT (Huang, 2006). Les grands propriétaires fonciers sont bien indemnisés. Pour 70 % du montant de l'indemnisation, le KMT leur offre des bons en marchandises et pour les 30 % restant, il leur attribu des actions dans quatre entreprises d'État privatisées (*Taiwan Cement, Taiwan Paper and Pulp, Taiwan Agricultural et Forestry Development Corporation, Taiwan Industrial and Mining Corporation*). Le montant de l'indemnisation est équivalent à deux fois et demie la valeur de la récolte annuelle sur les terres expropriées (Guiheux, 2002, pp. 40-41). De cette façon, la compensation qui aurait dû être accordée aux propriétaires fonciers est indirectement investie dans le développement industriel (Chu, 2017).

---

[50] Entre les reformes agricoles du Programme de réduction du loyer en 1947 et le Programme de la terre au cultivateur en 1953, le KMT lance un programme de remise à disposition des terres publiques (*gongdi fang ling* 公地放領) en 1951. Ce programme permet aux locataires fermiers de louer des terres publiques et de devenir plus tard propriétaires des terres qu'ils louaient.

[51] Les co-propriétaires fonciers sont des personnes qui se partagent un terrain, qu'ils ont reçu soit en héritage, soit en indivision, soit par acquisition partagée pendant l'occupation japonaise. Il s'agit de surfaces moins grandes que celles des grands propriétaires fonciers (Hsu, 2016)

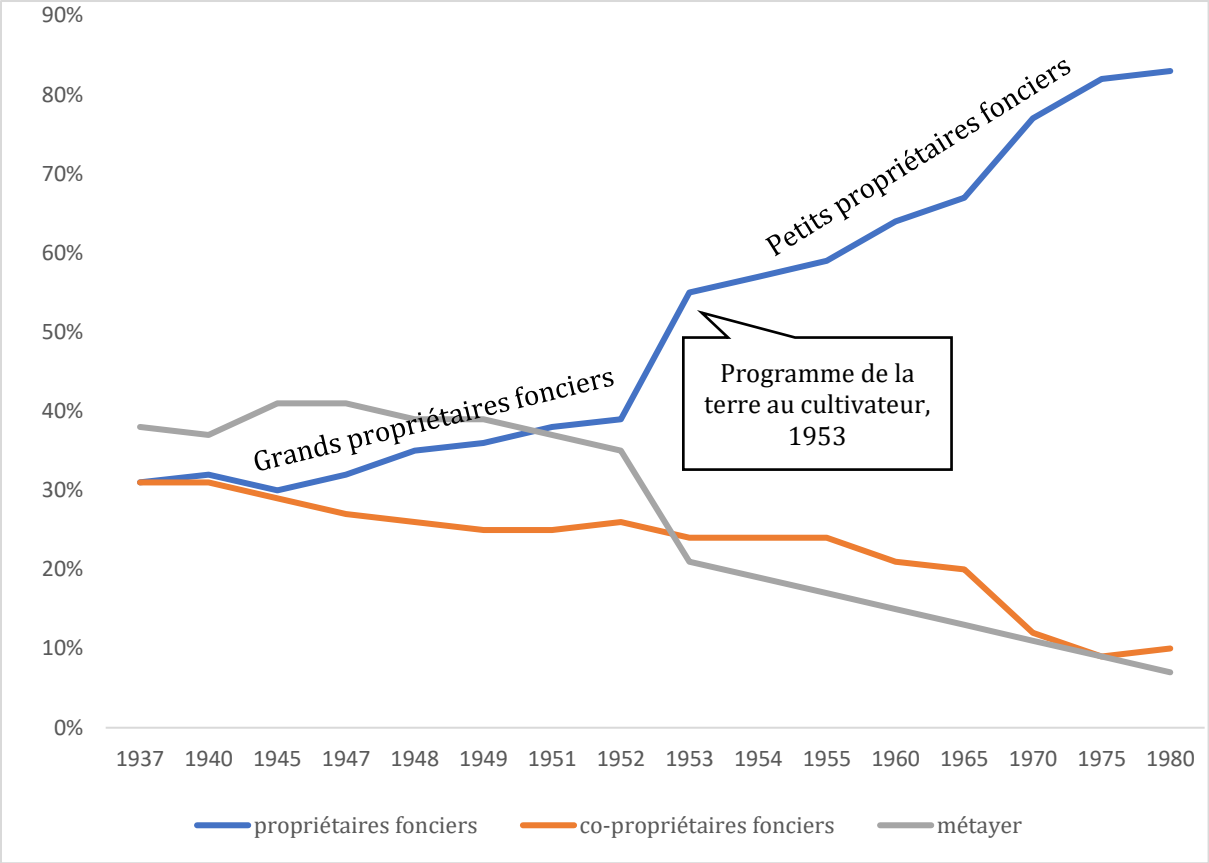


Figure 13 : Evolution du rapport entre les des propriétaires fonciers et les métayers de 1945 à 1987

SOURCE : (CHU, 2017, P. 130)

On voit que par cette réforme, le KMT, en tant que régime exogène, parvient à affaiblir l'élite rentière, très minoritaire, tout en se légitimant auprès de la masse d'agriculteurs. Il bénéficie d'une stabilité politique en faisant des Taiwanais un peuple de propriétaires. La réforme agraire permet de stimuler la croissance agricole et de créer des ressources pour l'industrialisation de Taiwan. Ces conditions sont essentielles pour mener une politique développementaliste efficace (Ho, 1992, p. 176). A ce titre, l'expérience de Taiwan rejoint celle de la Corée du Sud, autre pays à régime autoritaire ayant mené une réforme agraire dans la période post-coloniale nipponne (Régnier, 1998). Le Japon lui-même doit mettre en œuvre une réforme agraire dans l'après-guerre, sous l'impulsion de l'autorité d'occupation américaine. De l'avis de plusieurs auteurs, ces réformes communes aux trois pays ont considérablement contribué à leur croissance rapide, en éliminant la classe des propriétaires fonciers et en assurant des conditions propices à une distribution équitable des bénéfices de la croissance (Grabowski , 2002).

2.2 - Un développement urbain orienté vers l'exportation

La réforme agraire permet au KMT de développer l'industrie. Les produits agricoles bruts et transformés constituent les principaux produits d'exportation de Taiwan et fournissent beaucoup de devises étrangères dans les années 1950 et 1960. Ces devises sont utilisées dans le développement de l'armée pour la défense et dans l'importation de machines et d'équipements (Foreign Trade Association, 2008). De plus, grâce au baby-boom de l'après-guerre, l'important surplus de main-d'œuvre agricole se déplace vers l'industrie et en devient le principal moteur.

La création de parcs industriels est au cœur de la politique économique du KMT, et l'industrialisation devient la principale stratégie de développement urbain d'après-guerre à Taiwan. Entre 1966 et 1989, l'État crée 57 parcs industriels mobilisant 11 000 hectares de terres. Les parcs industriels comprennent trois zones franches industrielles pour l'exportation créées dans les années 1960 à Kaohsiung et à Taichung ; trente-cinq zones industrielles créées dans les années 1970 et plus de quinze créés dans les années 1980 dans la partie ouest de l'île ; et finalement un parc scientifique à Hsinchu dès l'année 1980 (IDB, 2018). Ces parcs industriels se concentrent le long des réseaux ferroviaires et routiers de l'ouest de l'île. Du fait du manque de moyens de transport, seules quelques zones industrielles sont aménagées dans l'est (cf. Carte 22).

Le KMT hérite et bénéficie des ressources insulaires laissées par le régime colonial japonais, notamment une voie ferroviaire le long de laquelle s'est structurée un réseau urbain, et un secteur agricole bien développé (Tsai, 2008; Chen & Shih, 2010). Le KMT reprend l'axe de l'industrialisation japonaise en poursuivant la stratégie continentale initiée par les Japonais. En cela, la trajectoire taiwanaise rejoint celle des autres pays coloniaux sud-est asiatiques, qui ont été tributaires de cultures spatiales héritées (Lancret, 2015).

Le programme national des « Dix principaux projets de construction » (*shi da jianshe* 十大建設) entre 1974 et 1979 est mis en œuvre pour développer l'industrialisation par la construction de grandes infrastructures dans deux domaines : le transport et l'industrie.

L'axe ferroviaire et d'urbanisation existant est renforcé par la construction de la première autoroute, l'Autoroute nationale 1 entre Keelung et Kaohsiung. L'objectif est de répondre à popularité croissante de l'automobile. Conjointement, le KMT poursuit l'extension du système ferroviaire. La Ligne Ouest datant de l'époque japonaise, en 1908, est électrifiée afin d'équilibrer la structure modale du transport. A partir des années 1980, le KMT construit deux nouvelles lignes de chemin de fer (la Ligne du Nord en 1980 et celle du Sud en 1991) et, dans les années 1990, l'ensemble du réseau ferroviaire autour de l'île est achevé (Ligne Ouest, 1908 ; Ligne de Yilan, 1924 et Ligne de Taitung, 1926).

Dans son objectif de promouvoir l'industrialisation, le KMT planifie les activités industrielles dans les parties nord, centre et sud-ouest de l'île et implémente l'installation d'infrastructure dédiées. Ces villes sont axées sur l'exportation, avec des aéroports, des ports, des liaisons ferroviaires (du Ligne Ouest) et autoroutières (l'Autoroute national 1). Hsinchu est le centre de l'industrie de haute technologie dans le nord, Taichung est le centre de l'industrie des machines dans le centre et Kaohsiung est le centre de l'industrie lourde dans le sud (cf. Carte 22).

Au nord, un corridor de haute technologie est formé entre la capitale Taipei, l'aéroport international de Taoyuan et le parc scientifique de Hsinchu. Le port de Tamsui, abandonné depuis les Qing, est restauré par le KMT qui souhaite en faire le port de Taipei pour remplacer Keelung. La ville portuaire de Keelung, développée pendant la période coloniale nippone, est ainsi confrontée au déclin urbain.

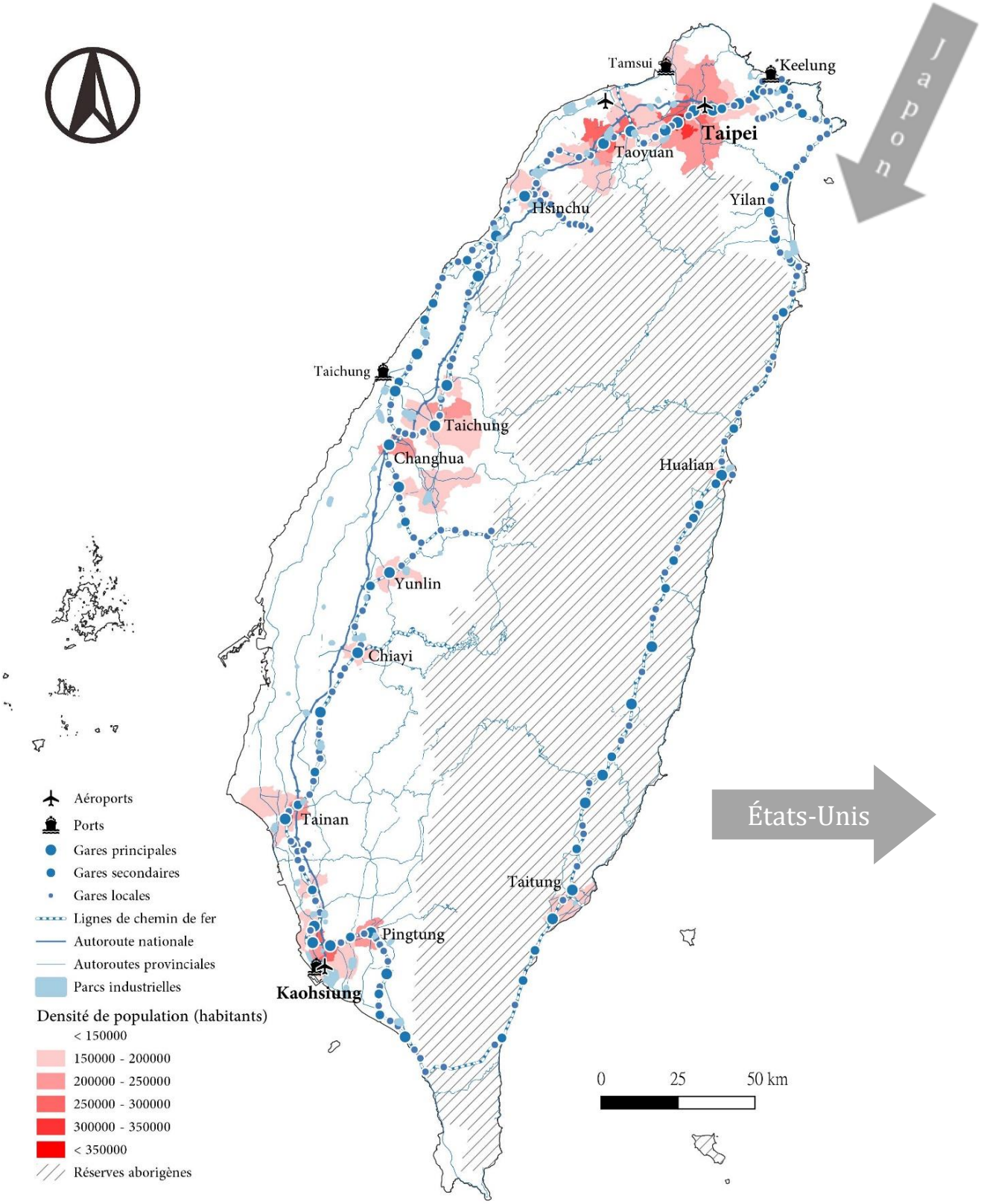
Dans le sud de l'île, Kaohsiung, la deuxième ville de Taiwan, devient une ville portuaire importante dès l'époque de la colonisation nippone et est désignée comme ZFIE par le KMT dans les années 1960. Dans les années 1970, le KMT oriente la spécialisation

de Kaohsiung dans le secteur de l'industrie lourde et renforce sa capacité industrielle par la construction de plusieurs équipements : une usine de construction navale, une aciérie intégrée, une industrie pétrochimique et un aéroport international.

Dans le centre de l'île, le KMT construit un port et aménage aussi une autre ZFIE dans la ville de Taichung en suivant les mêmes mécanismes et dispositifs spatiaux qu'à Kaohsiung. Des liaisons ferroviaires et autoroutières relient ces villes permettent un développement régional plus équilibré dans l'ouest de l'île.

Les avantages de la moitié occidentale en termes de population et de développement des infrastructures élargissent le fossé entre les parties orientale et occidentale de l'île. De hautes montagnes au centre de Taiwan coupent l'île en deux, la moitié occidentale est plate et la moitié orientale est presque entièrement alpine. Le KMT s'attache à relier les moitiés est et ouest par la construction de nouveaux axes de transport. Dans les années 1960, il construit trois autoroutes est-ouest respectivement au nord, au centre et au sud. Plus tard, dans les années 1980, il planifie trois nouvelles autoroutes est-ouest. Cependant, le plan est avorté. Avec la sensibilisation à la protection de l'environnement, le public ne veut pas que la construction de l'autoroute détruise l'environnement de montagne, et il veut aussi préserver le paysage naturel de l'est de l'île. L'écart de développement entre l'est et l'ouest de Taiwan, exacerbé par ces politiques industrielles, reste donc une préoccupation majeure pour le développement du territoire.

Tout comme l'étaient les sucreries sous l'occupation coloniale nipponne, les parcs industriels sont au cœur de la politique industrielle du KMT. Ils permettent d'accroître la production industrielle en réduisant les coûts de production (Bishai, 1991). En lien avec les besoins des parcs industriels, des chaînes industrielles spécialisées sont établies et avec elles les petites et moyennes entreprises (PME, *zhongxiao qiye* 中小企業) manufacturières. Les zones rurales s'industrialisent progressivement (Houssel, 1995).



Carte 22 : L'organisation du territoire et les directions commerciales sous le régime autoritaire du KMT

SOURCES : BISHAI, 1991, P. 59 ; ACADEMIC SINICA 2003

Les parcs industriels transfèrent une partie des commandes étrangères qu'elles reçoivent aux PME pour l'exécution des tâches et sous-traitent le travail de montage à des opérateurs indépendants, généralement des usines familiales. Le développement de ces usines, avec le slogan « salle de séjour comme usine » (*Keting ji gongchang* 客廳即工廠), devient le reflet de l'industrialisation de l'époque et ouvre la voie à un miracle économique (Lin P.-h., 2012, pp. 228-229).

Les premières zones franches industrielles d'exportation (ZFIE) au monde sont créées par le KMT au milieu des années 1960 (Yu G.-y., 2006). Ces périmètres combinent les avantages des zones de libre-échange et des zones industrielles. Tous les produits fabriqués dans le parc sont vendus à l'étranger. Les machines et les pièces nécessaires à la fabrication des produits ainsi que les matières premières et les composants sont exonérés de droits de douane et de taxes sur les marchandises. Le succès de ces zones incite d'autres pays tels que la Chine, la Corée du Sud, le Vietnam, le Paraguay et l'Uruguay, à suivre la même voie (Yu G.-y., 2006).

Le gouvernement choisit les sites de Kaohsiung et de Taichung pour implanter des ZFIE (Yu G.-y., 2006). Destinées à la politique d'exportation, ces zones de production industrielle permettent de connecter Taiwan à l'économie mondiale. Le développement de Kaohsiung en tant que ville portuaire, ainsi que terminus ferroviaire de la Ligne Ouest pendant l'occupation japonaise, favorise le commerce d'exportation. Avec le port, le chemin de fer et le ZFIE, l'industrie légère de Kaohsiung prospère, incitant le gouvernement à faire de ce site une ville d'industrie lourde. Pour Taichung, le KMT développe une ZFIE avec un port visant à équilibrer le développement régional et à accroître l'emploi dans l'espoir de reproduire avec succès l'ancien modèle de cluster industriel de Kaohsiung : une ville équipée d'une zone franche, d'un chemin de fer et d'un port. A la différence de Kaohsiung qui se développe vers l'industrie lourde, Taichung devient progressivement un important centre industriel de machines de précision à partir des années 70.

Grâce à la création des parcs industriels et des chaînes industrielles, une stratégie commerciale triangulaire est établie entre le Japon, Taiwan et les États-Unis : d'abord l'importation de matières premières du Japon, puis la transformation et la fabrication à Taiwan (le fameux « *made in Taiwan* ») et enfin l'exportation des produits finis vers les États-Unis. Cette stratégie permet à Taiwan d'obtenir une grande quantité de réserves monétaires et de garantir un PIB élevé au cours des années 1960 et 1980. Taiwan passe progressivement d'une économie agricole à économie industrielle : en 1966, l'année de la création des ZFIE de Kaohsiung, la valeur à l'exportation des produits industriels devient supérieure à la valeur des produits agricoles (Figure 14). Dans les années 1960, les industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre, telles que le textile, les vêtements, la construction électrique, le plastique, deviennent les priorités du développement économique de Taiwan.

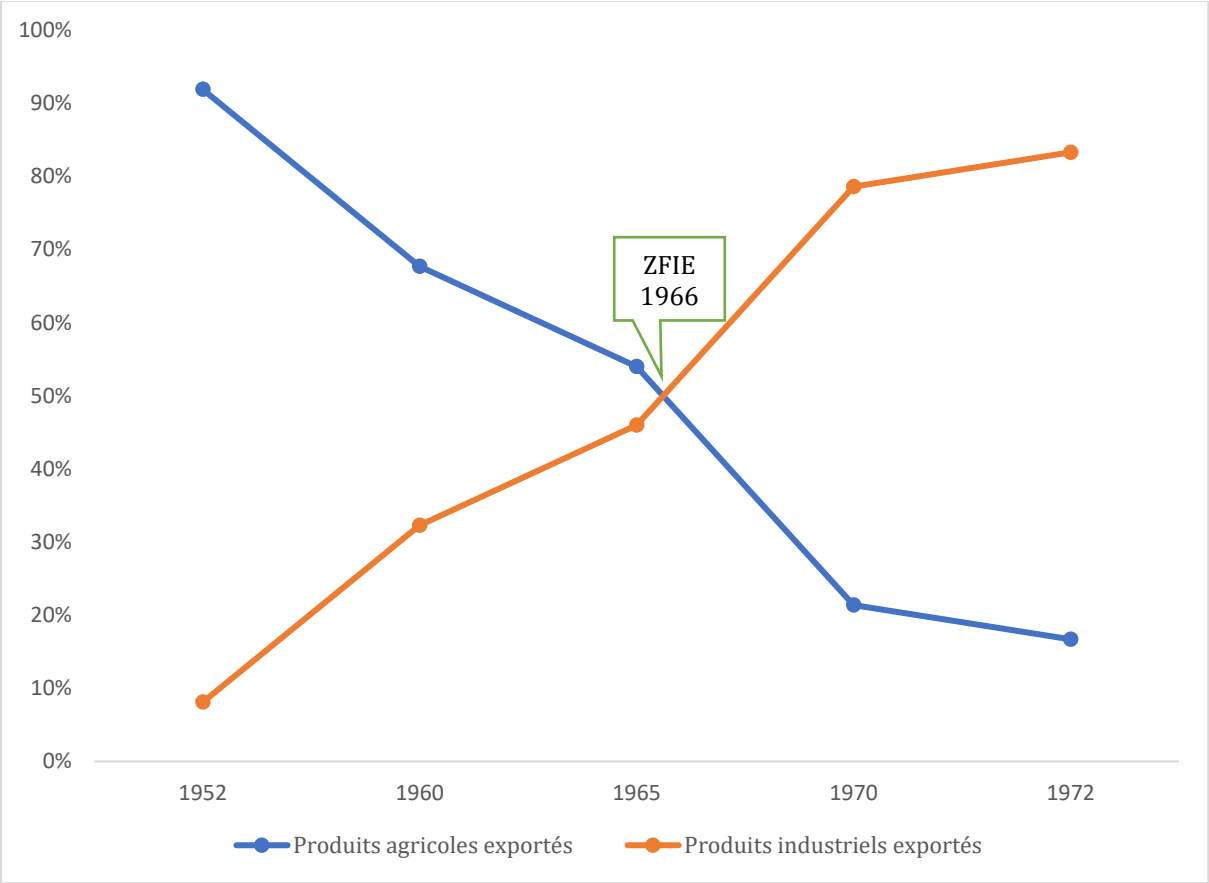


Figure 14 : Impact de la création des ZFIE sur la structure des produits d'exportation de Taiwan (1952-1972)

SOURCE : FOREIGN TRADE ASSOCIATION, P. 328

Après le succès des ZFIE, la création de parcs industriels devient la priorité absolue du KMT lorsque l'aide américaine prend fin en 1965. Le principal problème est l'acquisition foncière pour développer rapidement ces zones industrielles. Sous la direction du KMT, certaines sucreries de l'époque de l'occupation japonaise deviennent alors la majeure source de terrains industriels (Lee & Liu, 2005).

A partir de 1980, la politique orientée vers l'exportation et la coopération avec les Etats-Unis et le Japon commence à rencontrer des difficultés. Les Etats-Unis jugent leur balance commerciale avec Taiwan trop déficitaire. Le gouvernement américain se met donc à réduire les exportations en provenance de Taiwan tout en exigeant la revalorisation du dollar taiwanais. Pour répondre à ce choc, le KMT décide de développer des industries stratégiques dans les domaines de haute technologie afin de transformer l'industrie traditionnelle intensive en travail en industrie technologique intensive en capital. A cette fin, un parc scientifique est créé à Hsinchu en 1980, intégré aux deux universités technologiques proches, pour opérer une grande concentration d'industries de haute technologie formant un cluster industriel. Cette mise à niveau industrielle permet à l'économie taiwanaise de poursuivre une croissance régulière. Taiwan maintient son rôle de « fabricant d'équipement d'origine » (OEM) mais ses produits d'exportation évoluent progressivement de produits de consommation courante (fabriqués à Kaohsiung) et de machines-outils, (fabriquées à Taichung) vers des composants électroniques destinés à la haute technologie (Hsinchu).

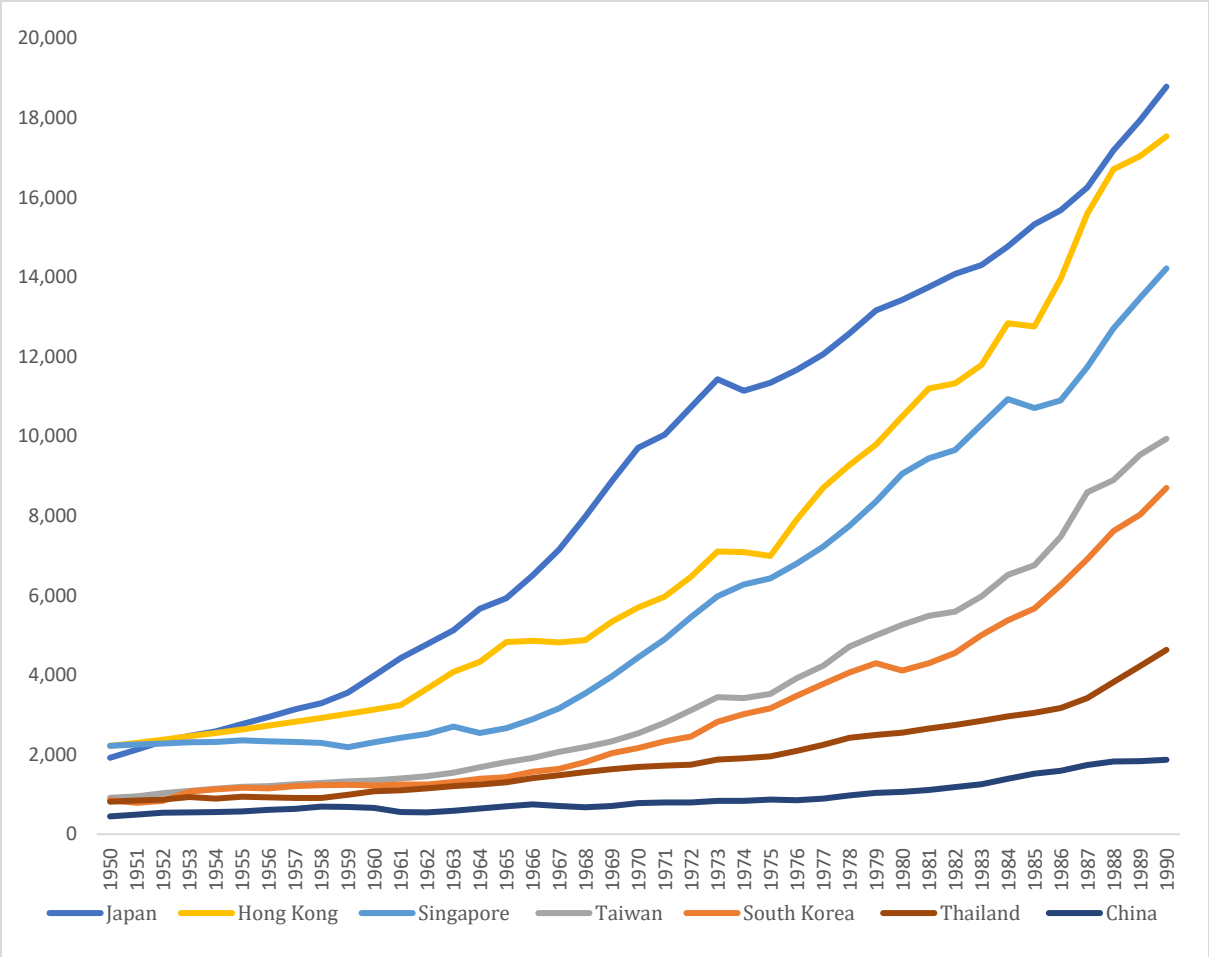
L'aménagement du territoire sert surtout les objectifs de développement économique et fait peu de cas de la qualité de vie des citoyens (Chang J.-s., 1988). En conséquence, les politiques urbaines ne connaissent pas de modifications majeures au cours de cette période. La plupart des dispositions d'urbanisme issues de la planification régionale, établies pendant la période coloniale japonaise, continuent à être appliquées. La loi japonaise de 1936 sur la planification d'urbanisme reste en vigueur par défaut, jusqu'à sa révision en 1973. De 1953 à 1964, les 52 projets d'urbanisme réalisés sont issus des stratégies de planification sous l'occupation japonaise (Chen & Shih, 2010, pp. 34-35). L'accent mis sur l'industrialisation souligne la nature exogène du KMT dans ses premières années de domination. Il faudra attendre la transition politique des années 1970, avec le

basculement du KMT en faveur d'un développement endogène, pour voir émerger une nouvelle loi d'urbanisme en 1973.

2.3 - Le miracle asiatique et le rôle de Taiwan

La forte croissance économique de l'après-guerre se manifeste dans de nombreux pays d'Asie orientale, dont Taiwan, connues sous le nom de « miracle asiatique » (Huang J.-j., 2006). Cette croissance économique décolle au Japon en 1950 et touche ses voisins en 1960. Taiwan, la Corée du Sud, Hong-Kong et Singapour sont qualifiés de « quatre dragons asiatiques » ou de « nouveaux pays industrialisés » (NPI). De 1950 à 1990, le taux de croissance annuel de l'économie japonaise est de 6%, celui de la Corée du Sud, de Hong Kong et de Taiwan de 6,6%. Plus tard, dans les années 1970, on assiste à l'émergence économique de la Thaïlande, et, enfin, à partir de 1980, la Chine rattrape son retard (Chaponnière J.-R. , 2014)(Figure 15).

La singularité de cette prouesse économique en Asie orientale est illustrée dans la stratégie des avantages comparatifs en « vol d'oies sauvages » (*flying geese*). Développée par Kaname Akamatsu en 1935, cette théorie décrit le transfert hiérarchique d'industries des pays développés vers les pays en développement, en tenant compte du processus d'industrialisation et de l'intégration par étapes dans le commerce international (Figure 16). Dans la pratique, le Japon, en tant que premier pays d'intégration régionale, mène les oies de deuxième rang (les quatre NPI) qui, à leur tour, sont suivies par une oie de troisième rang (la Chine) (Furuoka, 2005).



Unit : 1990 International Geary-Khamis dollars

Figure 15 : PIB par habitant des pays de l'Asie orientale avec forte économique entre 1950 et 1990

SOURCE : MADDISON, 2010

Taiwan, en tant qu'oie de deuxième rang dans cette théorie, intègre bien ce scénario en suivant le modèle de développement industriel du Japon. Grâce à l'aide américaine après la guerre, entre 1950 et 1965, Taiwan retrouve le plus haut niveau de production agricole qu'elle avait pendant la période coloniale japonaise en 1953. Le KMT utilise les profits agricoles pour l'industrialisation de l'île (Foreign Trade Association, 2008). A la fin de l'aide américaine, le gouvernement taiwanais oriente son action vers l'extérieur. Taiwan importe du Japon de nouveaux produits tels que des pièces mécaniques (cycles, montres etc.) ou des matières premières pour favoriser le développement de produits à faible technicité comme l'industrie textile. La production pour l'exportation est supposée générer des économies d'échelle qui ne seraient pas disponibles si la production se limitait au seul marché intérieur. Les avantages des économies d'échelle, de la spécialisation et de la division du travail font qu'à Taiwan le

marché des exportations se développe au point de devenir plus important que le marché intérieur. Cela améliore considérablement la compétitivité sur le marché intérieur. Très rapidement, l'île a la capacité de produire elle-même ce qu'elle importait, créant ainsi un développement autocentré. La mise à niveau de l'industrie dirigée par l'État passe de l'industrie légère en 1960 à l'industrie lourde en 1970 puis à l'industrie de haute technologie en 1980. Taiwan intègre ainsi la structure triangulaire du commerce : importation du Japon, fabrication à Taiwan et exportation vers les Etats-Unis.

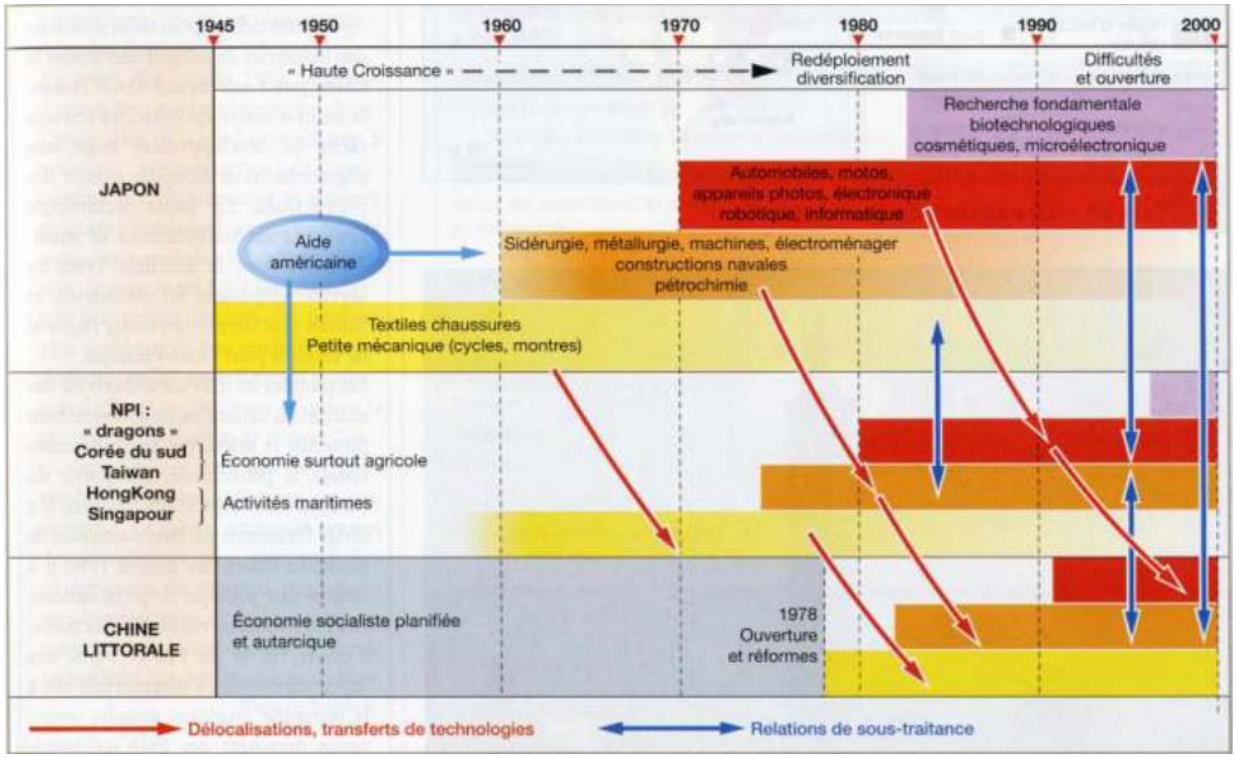


Figure 16 : La pratique du « vol d'oies sauvages » en Asie orientale

SOURCE : BRICABRAQUE, 2009

Grâce à cette stratégie orientée vers l'exportation, Taiwan connait une croissance rapide du PIB réel (Tableau 22). Celui-ci augmente en moyenne d'environ 10% par an au milieu des années 1960 et 1970. Les exportations augmentent à un rythme impressionnant : de 22% par an au cours des années 1960, contre seulement 9% à l'époque de la substitution des importations, dans les années 1950. La hausse des exportations propulse Taiwan du 28ème rang des plus grands exportateurs de produits manufacturés dans les années 60 et dans le top 10 pendant les années 80 (Yao, 2016).

Taiwan connait également une transformation massive des exportations de plus de 90% des produits agricoles en 1952 à 80% des biens industriels au début des années 1970, lorsque le régime du commerce était orienté vers l'exportation (Chu, 2017, p. 474).

	1951-55	1956-60	1961-65	1966-70	1971-75	1976-80
PIB réel	9,7	6,7	9,5	9,8	9,0	10,5
Production agricole réelle	5,0	4,9	5,2	3,4	1,2	3,5
Production industrielle	17,3	10,6	14,0	18,9	13,0	15,8
Production manufacturière	19,8	10,9	13,9	20,7	13,3	16,1
Exportations réelles	6,0	12,1	22,1	22,8	17,2	17,1
Importations réelles	7,8	11,0	14,6	20,7	15,1	14,1
Implicite déflateur du PIB	14,7	8,6	2,8	4,8	11,7	8,6

Tableau 22 : Croissance annuelle moyenne (%) des principaux indicateurs économiques entre 1951 et 1980

SOURCE: HO, ECONOMIC DEVELOPMENT OF TAIWAN, 1860-1970, 1978; STATISTICAL YEARBOOK OF THE REPUBLIC OF CHINA, 1983; STATISTICAL YEARBOOK OF THE REPUBLIC OF CHINA, 1985; ECONOMIC YEARBOOK OF THE REPUBLIC OF CHINA, 1985

Des « théorie du développement » émergent pour expliquer le développement des pays précoloniaux à la lumière du phénomène exceptionnel de développement économique des NPI d'Asie orientale. Des théories représentatives ont été proposées pour chaque période.

Dans les années 1960, la théorie de la modernisation est d'abord introduite. Ses principaux arguments soulignent le fait que tous les pays qui suivent la même trajectoire de développement passent par les mêmes étapes et se dirigent vers les mêmes buts, mais en étant à des stades différents à l'instant présent (Mazrui, 1968; Rao, 1998). Selon Walt Whitman Rostow (1960), toutes les sociétés connaissent cinq étapes de croissance économique : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, la phase de maturité et l'âge de la consommation de masse. Les "pays arriérés" peuvent prendre pour modèle de développement le modèle dominant propagé par les "pays développés", et prônant la libéralisation économique, le capitalisme et la division sociale

du travail. En d'autres termes, le processus de modernisation est assimilé à une occidentalisation car la plupart des pays développés sont des pays occidentaux (Wang & Chien, 2016). La théorie du « vol d'oies sauvages » peut également être considérée comme une application de la théorie de la modernisation bien qu'elle ne concerne que le développement régional en Asie orientale (Kasahara, 2013).

Dans les années 1970, la théorie de la modernisation est remplacée par celle de la dépendance, d'inspiration marxiste. S'appuyant sur le cas de l'Amérique latine, cette théorie soutient que le faible développement des pays n'est pas un état naturel mais qu'il est causé par le colonialisme et l'impérialisme occidental. Si les pays en développement continuent de participer à la division capitaliste du monde, leur sous-développement s'aggravera. « Le développement économique de l'Amérique latine et ses principaux problèmes » publié par Raúl Prebisch en 1950 est considéré comme la recherche pionnière de cette théorie (Cypher & Dietz, 2009). De cette étude résulte une division du monde entre le centre économique, composé de nations industrialisées telles que les États-Unis et la périphérie, composée de producteurs primaires, comme les « pays arriérés ».

Marqué par la théorie de la dépendance, Immanuel Wallerstein développe une théorie du système-monde comme explication néomarxiste du processus de développement au début des années 1970. En sus des pays du centre et de la périphérie, il ajoute les pays de la « semi-périphérie » (Wallerstein, 2004). Selon la division du travail, les pays industrialisés dits avancés importent et extraient des matières premières et des ressources naturelles dans les pays dits arriérés ; ils revendent les produits industriels finis transformés aux pays arriérés, produisant ainsi de fortes valeurs ajoutées. Un tel modèle d'échange renforce le développement à faible degré des pays « en retard », formant une relation de dépendance inégale entre le centre et la périphérie. Entre les deux, la semi- périphérie devient un intermédiaire qui absorbe les technologies et les industries dépassées du centre et importe des produits primaires dans les pays périphériques (Wallerstein, 2004).

La théorie de la modernisation, avec l'approche du vol d'oies sauvages d'une part, et celle de la dépendance avec la théorie du « système-monde » d'autre part, divise les pays en différents niveaux selon leur capacité nationale. La différence, cependant, est que la théorie de la modernisation pense avec optimisme que les « pays du niveau inférieur » (les oies de deuxième ou troisième rang) ont des possibilités de mise à niveau, tandis que la théorie de la dépendance estime avec pessimisme que les « pays du niveau inférieur » (la périphérie) sont condamnés à la pauvreté (Hout, 2016). Selon ces deux de vue différents, le développement de l'Amérique latine est conforme à la théorie de la dépendance, tandis que les pays d'Asie orientale, notamment des NPI « dragons », dont Taiwan fait partie, nourrissent la théorie de la modernisation en réalisant l'étape du « décollage » puis le « miracle asiatique » entre 1960 et 1990 (Guiheux, 2002).

Les progrès du « développement tardif » des pays d'Asie orientale deviennent alors un centre d'attention. On commence à penser que la culture traditionnelle et les organisations de production de l'Asie orientale permettent d'assurer le succès économique (McCord, 1989). Les théoriciens attribuent aux valeurs communautaires, à l'éthique confucéenne du travail, à l'accent mis sur l'éducation et l'équité, aux contrats relationnels à long terme et aux réseaux informels d'entreprises et ethniques, le mérite de favoriser un environnement culturel propice à une croissance économique rapide (Pei, 1998; McCord, 1989). En outre, la nature autoritaire des régimes politiques est également considérée comme un facteur important du développement des NPI (Fukuyama, 1992). Ces facteurs explicatifs soulignent l'importance de l'intervention de l'État, en particulier son rôle dans l'orientation du développement économique.

La croissance économique des NPI amène la Banque Mondiale à revoir son point de vue. Son rapport de septembre 1993, « East Asia Miracle », pointe l'importance du rôle de l'Etat dans « les pays d'Asie de haute performance économique[52] », alors que cette

[52] Les économies asiatiques performantes (HPAEs) dans le rapport de la Banque Mondiale font référence au Japon, aux quatre « dragons » (Hong Kong, Corée du Sud, Singapore et Taiwan) et aux nouvelles économies industrialisées d'Indonésie, de Malaisie et de Thaïlande (Rao, East Asian Economies: Growth within an International Context, 1998).

institution diffuse pourtant la doctrine du « *small state* ». Ce rapport fait état du pragmatisme, de la flexibilité et l'efficacité des gouvernements est-asiatiques, qui ont mis en œuvre des politiques industrielles ciblées, destinées à promouvoir le développement d'industries à haute intensité en capital ou en technologie (Judet, 1997). Par conséquent, le miracle économique des NPI est loin d'être le résultat du seul libre jeu des forces du marché ; il relève également de politiques sélectives et ciblées mises en œuvre par des gouvernements pragmatiques et compétents. L'intervention de l'État contribue à promouvoir la compétitivité internationale des entreprises nationales et finalement d'atteindre l'objectif national de « gouverner le marché » (Wade, 1988).

Les hautes performances économiques des NPI d'Asie orientale, stimulées par le Japon, deviennent au centre de la théorie du développement dans les années 1980, faisant émerger la notion d' « État développeur ». Selon Öniş, (1991 :110) [*traduit de l'anglais*] : « Le phénomène de "développement tardif" doit être compris comme un processus dans lequel les États ont joué un rôle stratégique en apprivoisant les forces du marché intérieur et international et en les exploitant à des fins nationales. L'accent mis sur l'industrialisation, par opposition à des considérations impliquant la maximisation de la rentabilité sur la base de l'avantage comparatif actuel, a été fondamental pour le développement de l'Asie orientale» [53] . Le marché est guidé par les responsables gouvernementaux selon un concept de rationalité à long terme pour l'investissement national. C'est la synergie entre l'Etat et le marché qui constitue la base d'une expérience de développement exceptionnelle.

[53] Traduit par l'auteure.

3 - Taiwan est-il un Etat développeur ?

La perspective institutionnelle, qui examine la capacité des États d'Asie orientale à mettre en œuvre des stratégies de développement efficaces et cohérentes, a fait ressortir le modèle de « l'État développeur ». Plusieurs auteurs catégorisent Taiwan comme Etat développeur au vu des performances économiques dont ce pays a fait preuve (Amsden A. , 1985; Johnson, 1987; Koo, 1987; Haggard, 1990; Manuel, 1992; Chen Y.-h., 1995 ; Pang, 1997; Woo-Cumings, 1999; Weiss, 2000). Cependant, un pouvoir politique exogène (le KMT) peut-il être à l'initiative d'une dynamique qui a pour objectif une croissance endogène ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de revenir sur l'élaboration du concept l'Etat développeur.

3.1 - Théorisation de l'Etat développeur

Le concept de « l'État développeur » a été employé pour la première fois par Chalmers Johnson en 1982 dans son ouvrage *« MITI and the Japanese Miracle : The Growth of Industral Policy* » pour analyser l'expérience de développement réussie du Japon. Selon Johnson, « la principale force réside dans la collaboration entre le gouvernement et les entreprises. Les fonctionnaires n'essaient pas d'obtenir un contrôle absolu sur les entreprises, mais cherchent à guider l'économie en utilisant ces entreprises comme des antennes : ils apprennent ce qui survient à la périphérie en observant de près les expériences des entreprises. La liberté du marché n'est pas un but en soi, mais l'un des nombreux instruments utilisés pour atteindre des buts prédéterminés et subordonnés à l'objectif de croissance industrielle » [54] (Johnson, 1982, p. 23).

[54] Traduit par l'auteure.

A la suite du travail de Johnson, un nombre croissant d'économistes commence à documenter l'efficacité des interventions étatiques en Asie orientale (Gold, 1986; Haggard, 1990; Wade, 1990; Evans, 1995 ; Woo-Cumings, 1999). Trois sujets principaux sont abordés. Le premier touche au rôle du gouvernement, en particulier dans la politique industrielle, le second porte sur les raisons pour lesquelles l'intervention étatique fonctionne relativement bien et le troisième concerne l'évolution des relations entre le gouvernement et les entreprises (Weiss, 1998, p. 41). A la lumière de ces caractéristiques distinctives, la politique industrielle est considérée comme un élément central de ces modèles de rattrapage par le biais d'arrangements institutionnels. Le modèle de l'Etat développeur relève d'abord d'une « rationalité de plan » se distinguant de la « rationalité de marché » et de « l'idéologie du plan » qui qualifiaient les deux modèles historiques d'État, respectivement celui des États-Unis et de l'URSS (Thurbon, 2014; Aveline-Dubach, 2017). Ensuite, son orientation est axée sur le développement plutôt que sur la réglementation. Et enfin, la politique industrielle prime sur la politique étrangère (Kim, 1993).

La notion d'« autonomie intégrée » (*embedded autonomy*) introduite par Evans (1995) insiste sur le fait que les organes d'élaboration des politiques productivistes des Etats développeurs jouissent d'une certaine autonomie qui les protège de la pression des lobbies et réseaux clientélistes. La réalisation de ce type d'autonomie est liée à trois caractéristiques essentielles à l'organisation interne des États d'Asie orientale. Elles comprennent, la qualité et le prestige des responsables économiques, une forte capacité interne de collecte d'informations et la nomination d'une agence de pilotage chargée de coordonner les mutations industrielles (Weiss, 1998).

En outre, les pays qui adoptent le modèle de l'Etat développeur dépendent à un degré élevé de la coopération public-privé entre l'administration et les gestionnaires des entreprises (Johnson, 1982). L'État ne donne pas d'ordres mais influence les entreprises par des recommandations et des encouragements. Ceux-ci ne sont de nature ni coercitive ni législative, mais sont informels, rarement écrits et parfois ambigus. Les entreprises qui répondent à ces signaux de l'administration obtiennent divers avantages, qui sont essentiels à leur croissance. Cela nécessite des contacts réguliers entre l'administration et

les entreprises. Les modalités de coopération et l'équilibre des pouvoirs entre l'Etat et le secteur privé sont cependant spécifiques à chaque pays (Chaponnière J., 1997).

Il est utile ici de comparer la situation de Taiwan avec celle des deux exemples classiques de l'État développeur que sont le Japon et la Corée (Tableau 23). Au Japon, le MITI (*Ministry of International Trade and Industry*) tient le rôle d'agence de pilotage économique et industriel. Des parallèles frappants avec le modèle japonais s'observent en Corée du Sud. Comme le MITI au Japon, le Conseil de planification économique (*Economic Planning Boards*, EPB) joue un rôle efficace de pilotage économique. Il combine les fonctions de planification, de gestion budgétaire et de gestion économique (Weiss, 1998). Ces agences pilotes présentent « un fort consensus, parmi les décideurs publics, sur la priorité de l'objectif de rattrapage et de compétitivité techno-industriels et sur la nécessité d'un soutien actif de l'État à la création, à la commercialisation, à la production et à l'exportation » (Thurbon, 2014, p. 68).

	Japon	Corée du Sud	Taiwan
Agence de pilote	MITI	EPB	CEPD
Principaux acteurs d'entreprise	Conglomérats industriels	Conglomérats familiaux (*chaebols*)	PME (petite et moyenne entreprise)
Relations entre l'État et les entreprises	Relation de partenariat et de coopération	Capitalisme politique	Subvention financière du gouvernement
La culture de gestion intra-entreprise	- Déterminée par la culture interne de chaque entreprise -contrôle par les pairs	-État confucianiste et gestion hiérarchique -contrôle fort et centralisé à haut niveau	-gestion de type familial -contrôle par des liens personnels
Stratégies de marché extra-entreprise	-R&D de haut niveau -fabrication et commercialisation de nouveaux produits	- Les *chaebols* investissent dans les industries à potentiel	-niveau faible en capital -R&D de bas niveau -fabrication des biens de consommation

Tableau 23 : Structure de l'entreprise et la relation entre l'État et les entreprises au Japon, en Corée du Sud et Taiwan

SOURCE : ADAPTE DE HAMILTON & BIGGART, 1992, P.207 ; LAURIDSEN, 1993, P.36

S'agissant de la relation entre l'Etat et les principaux acteurs économiques, au Japon, la coopération est organisée autour des grands groupes d'entreprises financés par le secteur bancaire. Ces conglomérats mettent ensuite en œuvre des stratégies de développement économique dirigées par des hauts fonctionnaires efficaces (Johnson, 1982). En Corée du Sud, l'activité économique est structurée autour de grands groupes d'entreprises familiales financées par l'Etat: les *chaebols*. Les liens étroits entre l'État et les *chaebols* permettent de réaliser des économies d'échelle (Amsden A. H., 1989).

Le système productiviste à Taiwan, en revanche, ne repose pas sur des grands groupes mais sur des PME[55]. Le KMT favorise le développement des PME par une série d'initiatives industrielles. En accordant des bonifications d'intérêts, le gouvernement encourage les petites et moyennes entreprises à investir dans des machines, des équipements et des usines et à leur fournir des terrains industriels à faible coût pour leur utilisation (Houssel, 1995). La plupart de ces entreprises suivent une logique « patrilinéaire » informelle, par laquelle les réseaux familiaux financent et réinvestissent dans les entreprises familiales (Biggart, 1991 ; Hamilton & Biggart, 1992). Ce système des PME familiales, qui passe d'un produit de base à un autre de manière flexible, devient dominant dans la production de biens de consommation de moyenne et bonne qualité, offrant une large gamme de produits (par exemple les vêtements, les petits articles ménagers, etc.) mais peu intensives en R&D (Régnier, 1998). Les PME sont d'importants employeurs, représentant plus de 50 % de la population active à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Leur part dans la valeur des exportations dépasse les 60 % entre 1981 et 1985 (Wu Y., 2004, p. 98).

En résumé, les trois pays présentent des caractéristiques de développement différentes. Le Japon dispose d'une élite de hauts fonctionnaires efficaces dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de développement économique (Johnson,

[55] Selon le Ministère des affaires économiques de ROC en 1994, les PME sont définies comme des entités diposant d'un capital inférieur à 60 millions de dollars taiwanais, ou un nombre d'employés en CDI inférieur à 200. Dans certains secteurs comme l'agriculture ou le commerce, ces critères passent respectivement à 80 millions de dollars et 50 employés (Wang J.-h., 2010, p. 11).

1982). La Corée du Sud peut tirer parti des avantages d'échelle pour établir une relation étroite entre le gouvernement et les groupes *chaebol* (Amsden A. H., 1989). A Taiwan, des politiques industrielles axées principalement sur le développement de parcs industriels, associées à une forte flexibilité du tissu industriel (constitué essentiellement de PME), ont présidé à la formation d'un modèle de développement unique.

3.2 - Positionnement de Taiwan

Tout comme en Corée du Sud, l'industrialisation de Taiwan s'est appuyée sur l'héritage de l'appareil industriel nippon et la pensée —également japonaise— selon laquelle la politique industrielle doit être opérée par une agence de pilotage. De la même manière qu'il existe le MITI au Japon et *l'EPB* en Corée du sud, le KMT créé deux institutions chargées d'élaborer et de mettre en œuvre la politique nationale de développement industriel : le Conseil pour la planification et le développement économiques, CEPD (*jingjian hui* 經建會) établi en 1948 et le Bureau du développement industriel, IDB (*gongye ju* 工業局) fondé en 1970. Le CEPD, anciennement connu sous le nom de Conseil de l'aide américaine, CUSA, est créé pour prendre en charge l'utilisation de l'aide américaine. Les États-Unis guident et influencent indirectement les plans de développement économique de Taiwan par l'intermédiaire de CUSA. Cet organisme change de nom en 1963 pour devenir le Conseil international de coordination économique, CIECD, sous la direction de Pouvoir Exclusif après la fin de l'aide américaine. En 1973, le CIECD est rebaptisé Conseil de la planification économique, EPC, et s'élargit pour inclure des unités de recherche d'autres ministères comme la Direction de la planification industrielle, la Direction de la planification agricole du ministère de l'économie et la Direction de la planification des transports du ministère des transports (Peng, 2005). Très vite, en 1978, le KMT renforce les pouvoirs de l'EPC par intégrer l'équipe financière du pouvoir exécutif et lui donner de nouveau le nom de CEPD. Avec l'aide d'experts en planification industrielle et en planification des transports et d'équipes financières nationales, le CEPD montre son autonomie en tant qu'agence de pilotage économique (Figure 17).

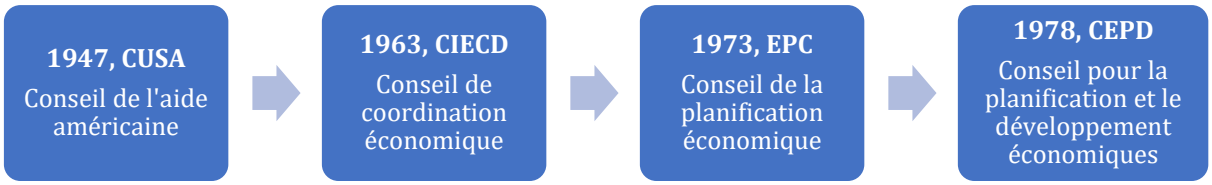


Figure 17 : Evolution de CEPD

SOURCE : L'AUTEURE

Selon les missions qu'il reçoit, le CEPD est chargé de l'élaboration des plans globaux de développement économique national de la ROC. Il évalue également les projets, propositions et programmes de développement soumis au pouvoir exécutif. Il coordonne encore aujourd'hui l'élaboration des politiques économiques des ministères ainsi que le suivi de la mise en œuvre des projets, mesures et programmes de développement. Par conséquent, même si le CEPD ne dispose d'aucune autorité administrative, l'expertise de ses 300 fonctionnaires est reconnue et leurs avis font autorité. Le CEPD joue un rôle consultatif auprès du gouvernement central dans la formulation des politiques économiques (Chaponnière J., 1997). A l'époque de l'aide américaine entre 1950 et 1965, sa mission principale est d'élaborer des plans de développement quadriennaux sous le conseil des États-Unis. Après la fin de l'aide américaine, le CEPD poursuit son rôle de pilotage du développement national.

Selon Jean Raphaël Chaponnière (1997 : 134) « Par rapport à la position du CEPD au niveau national, l'IDB, dans la direction du ministère des Affaires Economiques, est plus directement responsable de la politique industrielle au niveau régional. Plus proche des milieux industriels, ses attributions couvrent non seulement la politique industrielle, mais également la politique commerciale et la promotion des investissements. Il traduit les recommandations du CEPD en plans sectoriels et c'est à son niveau que s'élaborent les mesures de politique industrielle (incitations fiscales, contrôles, protection, prix). La Banque de Communications (qui a une fonction de banque de développement) sollicite également l'avis de l'IDB dont les prérogatives recouvrent la promotion des investissements étrangers et des exportations ». Ces deux organes de l'Etat sont des organes de pilotage économique distincts du gouvernement qui disposent d'importants pouvoirs et d'une grande compétence. Le CEPD propose des plans de développement

économique tandis que l'IDB les met en pratique et il joue le rôle principal pour diriger la création des parcs industriels depuis l'année 1970.

Les plans de développement quadriennaux du CEPD constituent le guide principal orientant le développement national de Taiwan. Les trois premiers plans entre 1953 et 1964 sont placés sous la direction des Etats-Unis puisqu'il s'agit de plans de dépenses de l'aide américaine. Le gouvernement du KMT n'autorise à importer que les matières premières ou les biens de production mais pas les biens de consommation. En revanche, le KMT encourage les entreprises locales à produire des biens de consommation pour le marché intérieur ou à produire des produits agricoles comme le sucre, le riz, le thé, le sel pour l'exportation. Sous la direction de la politique industrielle du CEPD, l'industrie légère de Taïwan est progressivement mise en place, ainsi que les exportations agricoles, qui jettent les bases de l'industrialisation future. L'efficacité des politiques industrielles est obtenue grâce à l'aide financière nationale. Seules les entreprises étatiques, contrôlées par le KMT, dans les domaines de la production électrique, du sucre et des engrais ainsi que certaines industries privées des produits sélectionnés par le CEPD, comme le textile et le plastique, peuvent bénéficier des aides américaines et maintenir leur productivité. Entre 1950 et 1963, l'aide américaine est notamment fournie aux secteurs de l'électricité (40%), de l'industrie et des mines (26%), du transport (17 %) et à la construction du réservoir de Shimen (6 %) (Foreign Trade Association, 2008, p. 264). Durant cette période, l'aide américaine aide non seulement à faire baisser l'inflation mais favorise aussi la croissance économique. Au cours de la décennie 1960, la moyenne annuelle du PIB s'élève à 7,6%.

Après la fin de la période de l'aide américaine, le CEPD continue à tenir son rôle de pilotage des plans de développement quadriennaux. Dans son troisième plan de 1961 à 1964, le CEPD souligne l'importance pour Taiwan d'être une île indépendante. Il propose un « statut pour l'encouragement de l'investissement » qui offre une préférence fiscale pour certaines industries naissantes telles que l'industrie manufacturière et les transports que l'État décide de développer. Cette politique contribue à transformation de Taiwan d'une société agricole à une société industrielle (Hsu, 2016; Bishai, 1991).

Dans son quatrième plan de développement de 1965 à 1968, le CEPD propose que l'Etat se concentre sur l'exportation et qu'il crée des parcs industriels. Selon son cinquième plan, de 1969 à 1972, outre l'objectif d'exportation, le CEPD recommande à l'État de développer l'industrie lourde. Sa proposition pour le sixième plan de 1973 à 1976 ne peut pas être mise en œuvre à cause du premier choc pétrolier qui débute en 1971. Cependant, à partir de 1976, le CEPD propose des plans économiques avec un objectif de taux de croissance économique fixé selon ses projections. Dans l'ensemble, les plans du CEPD reflètent l'orientation nationale de l'État qui contribue à développer l'économie de l'île. En outre, avant 2000, les taux de croissance économique de Taiwan étaient plus élevés que les prédictions du CEPD (Yu G.-q., 2013).

Par conséquent, le rôle de la CEPD et sa proposition de plans de développement semblent correspondre à l'exigence de l'Etat développeur, comme cela a été le cas au Japon (MITI) et en Corée du Sud (EPB). Cependant, la CEPD n'a jamais été autonome comme ce fut le cas pour les deux autres agences pilotes. Durant la période de l'aide américaine, c'est le gouvernement américain qui dirigeait le plan de développement économique de Taiwan ; après cela, ce sont les deux Chiang qui donnent officieusement les conseils. Malgré la planification de CEPD, toutes les décisions importantes en matière de politique économique sont prises par les deux Chiang (Chiang Kai-shek et Chiang Ching-kuo). Pour résumer, le CEPD ne peut prendre aucune décision sans l'accord du Président (Wu Y., 2004).

Malgré l'autonomie limitée du CEPD, Taiwan peut être considérée comme l'État développeur du fait de l'efficacité des plans de développement proposés par le CEPD. Selon Gold (1986), les hautes performances économiques de Taiwan doivent être attribuées au KMT qui a favorisé la stabilité sociale et économique. Wade (1990) insiste sur la politique corporatiste qui a permis le développement, en analysant les nombreux aspects de la croissance économique de Taiwan. Taiwan partage avec la Corée du Sud l'héritage de la colonisation japonaise, la culture confucéenne et l'aide américaine. Ces deux Etats voient leur autonomie renforcée vis-à-vis du secteur privé : la réforme agraire réduit l'influence des propriétaires fonciers, la modernisation pendant l'époque coloniale et l'aide américaine renforce le pourvoir des nouveaux gouvernements. Cette autonomie

consolide la position de l'Etat dans ses relations avec les milieux d'affaires et explique qu'il ait pu œuvrer pour l'intérêt général. La légitimité du KMT n'est pas venue des urnes mais d'une prospérité économique assez équitablement répartie. Cependant, les transformations qui ont accompagné la démocratisation et la libéralisation économique ont transformé les rapports entre l'Etat et les milieux d'affaires (Chaponnière J., 1997).

Conclusion

Durant cette période autoritaire, l'objectif national est l'industrialisation de l'île par la création des parcs industriels. Dans le cadre du plan de développement du CEPD, trois « zones franches industrielles pour l'exportation » sont créées en 1960 à Kaohsiung et à Taichung ; trente-cinq « zones industrielles » en majorité créées en 1970 et plus de quinze crées en 1980 dans la partie ouest de l'île ; ainsi que la construction d'un « parc scientifique » à Hsinchu à partir de l'année 1980. Ces politiques industrielles favorisent la croissance relativement libre de petites et moyennes entreprises manufacturières hautement compétitives à Taiwan, qui forment le tissu industriel spécifique de Taiwan ont ouvert la voie à un « miracle » économique.

Les mesures de modernisation pendant la colonisation nippone ont aidé le KMT en tant que parti exogène à dominer Taiwan. En premier lieu, la poursuite du système industriel mis en place par les japonais, l'existence de données détaillées de recensement et les plans d'urbanisme ont offert des bases pour le développement de Taiwan. Ensuite, tous les terrains des sucreries de la période japonaise ont été nationalisés après la guerre, et sont devenus les sites privilégiés d'implantation des parcs industriels. Enfin, au niveau de l'organisation territoriale, le KMT a poursuivi la stratégie de développement à distance des côtes mise en œuvre sous l'époque coloniale nippone. Il a achevé la construction du chemin de fer autour de l'île et développé le système autoroutier.

Durant l'après-guerre à Taiwan, le Japon joue toujours un rôle important. La division internationale du travail en Asie orientale, dirigée par le Japon, produit des

miracles économiques après-guerre dans les NPI. En même temps, la théorie de « l'Etat développeur » proposée selon le modèle économique japonais s'applique dans une large mesure au développement de Taiwan. De la même manière que le Japon a le MITI, Taiwan a le CEPD. Dans le cadre de ces agences pilotes, l'élite dirige et organise le développement industriel à l'échelle nationale par des politiques fiscales et économiques pour atteindre les objectifs de développement.

Les résultats positifs du miracle économique de Taiwan et les mesures prises par le KMT permettent à la plupart des spécialistes d'affirmer que Taiwan est un État développeur. Cependant, le faible intérêt du KMT dans le devenir de Taiwan, et la nature exogène de son gouvernement, posent la question de la qualification de l'Etat. Sous Chiang Kai-shek, Taiwan est en effet surtout conçue comme une base d'approvisionnement pour reconquérir la Chine continentale. Les ressources naturelles de l'île et les infrastructures construites par les Japonais sont mises sous le contrôle du KMT. Celui-ci agit comme un colonisateur bien plus que comme un Etat développeur (Chen T.-l., 2008; Wakabayashi, 2014).

L'année 1970 marque un tournant dans l'histoire du KMT, au cours duquel ce parti commence à se focaliser sur la valorisation du territoire taiwanais. La mort de Chiang Kai-shek en 1975 met fin au rêve de reprendre le pouvoir en Chine continentale, puis la mise en œuvre de nouveaux projets d'infrastructure nationaux montre l'intérêt porté par le KMT sur la croissance économique de Taiwan. C'est à partir de cette période que l'on peut véritablement considérer Taiwan comme un Etat développeur. Dans le chapitre suivant, nous examinerons l'applicabilité du modèle de l'État développeur à l'époque démocratique et les implications de la montée de la Chine pour le dispositif spatial de développement économique de Taiwan.

VI : Le régime démocratique (1987-2016)

Introduction

L'année 1987 marque un tournant majeur dans l'histoire de Taiwan. Le 15 juillet, le président Chiang Ching-kuo lève la loi martiale et met ainsi fin à « la plus longue loi martiale dans le monde », qui aura duré 38 ans (Mulvenon, 2003). Taiwan passe alors d'un régime sous loi martiale à un système démocratique. Entre-temps, le conflit de pouvoir entre le président de ROC et le gouverneur provincial de Taiwan devient apparent, car ils disposent tous deux d'un pouvoir exécutif équivalent. Au cours des années 1990, à la suite de plusieurs amendements constitutionnels, la République de Chine à Taiwan adopte un système de gouvernement semi-présidentiel (Duverger, 1970) semblable à celui de la France, qui attribue un pouvoir important au président de la république. Par le quatrième amendement de la Constitution, le président Lee Teng-hui supprime en 1997 le statut politique et administratif de la « province de Taiwan » (*Taiwan sheng* 台灣省), mettant fin à la fonction de gouverneur provincial.

La levée de la loi martiale confère aux Taiwanais le droit de créer des nouveaux partis politiques. A cette occasion, le Parti Démocrate Progressiste (DPP), dont l'objectif est de promouvoir l'indépendance de Taiwan, est officiellement reconnu par le gouvernement du KMT (Guiheux, 2001). Les continentaux sont autorisés à se rendre en Chine pour des visites familiales (Chang, 2018). Ces changements vont impulser une conscience nationale proprement taiwanaise, autrement dit une « taiwanisation » de la société (Makeham & Hsiau, 2005 ; Amae & Damm, 2011) et par là redéfinir les rapports entre Taiwan et la Chine.

L'essor de l'économie chinoise et l'ouverture des échanges dans le détroit deviennent les principales variables externes affectant le développement de Taiwan. Le fait d'être politiquement opposé à la Chine et d'en dépendre économiquement confronte la politique intérieure à des dilemmes.

Les élections démocratiques constituent désormais la norme dans la société taiwanaise. Cela affecte la manière dont le gouvernement prend ses décisions : le président propose des projets de développement national, et le budget de ces projets est examiné par le système parlementaire. Le mode de fonctionnement du gouvernement est très différent de ce qu'il était dans le passé, lorsque le régime autoritaire contrôlait les programmes de développement national. Cependant, dans la pratique de la politique industrielle, le gouvernement démocratique poursuit la stratégie modèle du KMT. Il tente de stimuler la croissance économique en développant des zones industrielles et en faisant progresser la production nationale dans la chaîne de valeur. Le modèle économique de « l'État développeur » subit des ajustements majeurs au cours de cette période.

En termes d'aménagement du territoire, le gouvernement démocratique poursuit également le même dispositif spatial que le gouvernement autoritaire, en renforçant le réseau ferroviaire et autoroutier. La première ligne de chemin de fer à grande vitesse et la deuxième route nationale sont construites dans la moitié ouest de l'île. En même temps, en réponse à la montée en puissance d'autres métropoles asiatiques, la « ville » est remplacée par la « métropole » afin de promouvoir la compétitivité urbaine. Cette planification territoriale est très similaire au périmètre administratif sous la colonisation japonaise. Le développement oriental du système de transport de l'île est suspendu pour des raisons environnementales. Le gouvernement démocratique décide, en se basant sur l'opinion publique, de préserver sa beauté naturelle intacte et d'accepter les différences de développement entre les parties orientale et occidentale de l'île.

La démocratisation et la délocalisation sont les deux questions les plus importantes qui touchent la société taiwanaise pendant la période démocratique. Pour les comprendre, ce chapitre traite de l'adaptation du modèle de l' « État développeur » de la fin de l'ère autoritaire à l'émergence du régime démocratique comme base d'explication. En outre, nous examinons dans quelle mesure les changements introduits par ce régime, à la fois en termes de processus de décision et de relations avec le voisin chinois, influencent l'organisation du territoire et la croissance urbaine à Taiwan.

1 - L'affaiblissement de l'État développeur : du miracle à la crise

1.1 - Démocratie politique et dépression économique

Le modèle de développement économique endogène a été mis en œuvre par le KMT en tant que gouvernement exogène à l'époque autoritaire. L'achèvement du rêve de Chiang Kai-shek de reconquérir la Chine a poussé le KMT à reconsidérer ses objectifs à Taiwan. Les hautes performances économiques des NPI d'Asie orientale, stimulées par le Japon dans l'après-guerre font émerger la notion d' « État développeur » (cf. Chapitre V, 3.-Taiwan est-il un État développeur ?). Dans les années 1970, ce modèle qui servait les objectifs globaux de développement économique de Taiwan était illustré par la création de parcs industriels et la mise à niveau industrielle (dans les secteurs manufacturier et de haute technologie) dans l'île. La prospérité économique à l'époque autoritaire a conduit les Taiwanais à rechercher une plus grande liberté politique. Avec l'arrivée au pouvoir de Chiang Ching-kuo en 1978, les mouvements sociaux anti-KMT (*tangwei* 黨外) se sont multipliés, avec par exemple l'incident de Formosa (*meilìdao shjian* 美麗島事件)[56], et le

[56] Des activistes anti-KMT fondèrent le magazine Formosa et organisèrent une manifestation appelant à la démocratie taiwanaise à Kaohsiung lors de la journée internationale des droits de l'Homme, le 10 décembre 1979. Le KMT utilisa cette protestation comme prétexte pour arrêter les principaux dirigeants de l'opposition politique. Cet incident à Kaohsiung est largement considéré comme un événement majeur dans l'histoire de l'après-guerre de Taiwan et comme le tournant des mouvements de démocratisation de Taiwan

régime autoritaire du KMT est devenu de plus en plus contesté. En raison de problèmes de santé et sans successeur héréditaire, Chiang Ching-kuo a mis fin à l'époque autoritaire du KMT et a levé la loi martiale en juillet 1987, quelques mois avant sa mort en janvier 1988. Taiwan est l'un des rares territoires à être passé d'un système autoritaire à un système démocratique sans révolution (Guiheux, 2001).

La consolidation du régime démocratique coïncide avec le décès de Chiang Ching-kuo, en 1988. A la tête du KMT lui succède un dirigeant qui dispose d'une légitimité aux yeux des populations locales : Lee Teng-hui, préalablement vice-président de la ROC. Bien que membre du KMT, Lee Teng-hui est originaire de Taiwan et avait été doté d'un nom japonais à l'époque coloniale, Iwasato Masao (*Yanli Zhengnan* 岩里政男), ce qui le distingue fortement des continentaux. Officiellement nommé huitième président de la ROC en 1990 par les députés de l'Assemblée Nationale, il prend immédiatement des mesures en faveur de la démocratie, mettant à la retraite les quelques 3 000 représentants des provinces chinoises qui siègent comme députés au « Parlement à durée indéterminée » depuis 1947 [57]. Grâce à la disposition du premier amendement constitutionnel prévoyant une base juridique pour les élections directes en 1990, la société taiwanaise passe rapidement d'un contrôle politique autoritaire à une culture électorale dynamique. Les élections nationales en suffrage direct sont devenues la norme à Taiwan58 (Tableau 24). En 1996, la première élection présidentielle au suffrage direct a lieu, lors de laquelle Lee Teng-hui est élu. Dès lors, le régime du KMT peut être considéré comme un régime endogène.

(Herb, 1980; Lee, 1987). La plupart de ces personnes sont ensuite devenues membres du DPP et continuent à influencer la société taiwanaise aujourd'hui.

[57] Au niveau parlementaire, l'Assemblée Nationale et le Yuan Législatif sont les deux organes centraux les plus importants. En 1969, à cause du problème des représentants du « parlement à durée indéterminée », le gouvernement du KMT avait adopté la méthode des « élections complémentaires » en permettant l'élection de Taiwanais en tant que députés à l'Assemblée Nationale ou comme législateurs au sein du Yuan Législatif , afin d'assurer le bon fonctionnement du système étatique. En 1991 et 1992, les représentants de ces deux organes sont élus au suffrage direct. Cependant, avec l'identité politique ambiguë de Taiwan et les élections présidentielles directes, l'« Assemblée Nationale » n'a plus besoin d'exister puisque sa mission initiale est de modifier la constitution et d'élire le président et le vice-président. Ses pouvoirs sont progressivement réduits par le président Lee Teng-hui et sont finalement suspendus en 2005. Le Yuan Législatif la remplace comme la plus importante législature nationale.

[58] Les élections locales comprennent les maires, les conseillers des comtés et les représentants des villages ou des quartiers par suffrage direct depuis 1950 et apportent un soutien à la démocratisation.

La suppression du poste de gouverneur provincial de Taiwan renforce l'importance du maire de Taipei. Les élections municipales dans la capitale deviennent, comme dans d'autres pays, des tremplins pour l'accession à la fonction présidentielle : c'est ainsi que le candidat du DPP, Chen Shui-bian (陳水扁) élu maire de Taipei en 1994 devient président en 2000. Son accession à la fonction suprême marque le déclin du KMT, sans toutefois inverser de façon durable l'équilibre entre les deux partis. Dans la même logique, Ma Ying-jeou (馬英九), candidat du KMT, succède à Chen Shui-bian (DPP) en tant que président. Ma était également maire de Taipei avant d'être élu président. L'alternance entre KMT et DDP qui caractérise la période actuelle est un signe de vitalité du régime démocratique taiwanais.

<table>
<tr><th>Grands événements électoraux</th><th>Lee, Teng-hui (KMT)</th><th>Chen, Shui-bian (DPP)</th><th>Ma, Ying-jeou (KMT)</th></tr>
<tr><td><u>Le contexte</u>
1987 Loi martiale est levée</td><td rowspan="2">Vice-président depuis 1984 (nommé par Chiang Ching-kuo)
Successeur du président en 1988</td><td>Conseiller municipal de Taipei (1981-1985) (suffrage direct)</td><td rowspan="3">des postes variés au sein du KMT ou du gouvernement depuis 1981</td></tr>
<tr><td>1988 Décès de Chiang Ching-kuo</td><td>Membre du DPP</td></tr>
<tr><td>1989 Les législateurs complémentaires et les conseillers municipaux sont élus au suffrage direct</td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>1990 Retrait des députés de l'Assemblée Nationale siégeant depuis 1947</td><td rowspan="6">Président (indirect, voté par les députés de l' Assemblée Nationale depuis 1947)</td><td rowspan="3">Législateur complémentaire du Yuan Législatif (suffrage direct)</td><td></td></tr>
<tr><td>1991 Les députés de l'Assemblée Nationale sont élus au suffrage direct</td><td rowspan="2">Député de l'Assemblée Nationale (recommandé par le KMT)</td></tr>
<tr><td>1992 Les législateurs du Yuan Législatif sont élus au suffrage direct</td></tr>
<tr><td>1993</td><td></td><td rowspan="5">Ministre de la justice</td></tr>
<tr><td>1994 Election au suffrage direct :
-les maires des municipalités
-le gouverneur provincial de Taiwan</td><td rowspan="4">Maire de Taipei (suffrage direct)
De 1994 à 1998</td></tr>
<tr><td>1995
Election au suffrage direct des législateurs</td></tr>
<tr><td>1996
Election au suffrage direct du président</td><td rowspan="4">Président (suffrage direct)</td></tr>
<tr><td>1997</td><td>Membre du Cabinet</td></tr>
<tr><td>1998 Election au suffrage direct des législateurs et du maire et conseillers municipaux</td><td></td></tr>
<tr><td>1999</td><td></td><td rowspan="9">Maire de Taipei (suffrage direct)
De 1998 à 2002
De 2002 à 2006</td></tr>
<tr><td>2000
Election au suffrage direct du président</td><td rowspan="8">Président (suffrage direct)
De 2000 à 2004
De 2004 à 2008</td></tr>
<tr><td>2001
Election au suffrage direct des législateurs</td></tr>
<tr><td>2002 Election au suffrage direct du maire et des conseillers des municipalités</td></tr>
<tr><td>2003</td></tr>
<tr><td>2004 Election au suffrage direct du président et des législateurs</td></tr>
<tr><td>2005</td></tr>
<tr><td>2006 Election au suffrage direct du maire et des conseillers des municipalités</td></tr>
<tr><td>2007</td><td></td></tr>
<tr><td>2008 Election au suffrage direct du président et des législateurs</td><td rowspan="9">Président
(suffrage direct)
De 2008 à 2012
De 2012 à 2016</td></tr>
<tr><td>2009</td></tr>
<tr><td>2010 Election au suffrage direct du maire et des conseillers des municipalités</td></tr>
<tr><td>2011</td></tr>
<tr><td>2012 Election au suffrage direct du président et des législateurs</td></tr>
<tr><td>2013</td></tr>
<tr><td>2014 Election au suffrage direct du maire et des conseillers des municipalités</td></tr>
<tr><td>2015</td></tr>
<tr><td>2016 Election au suffrage direct du président et des législateurs</td></tr>
</table>

Tableau 24 : Les élections nationales à l'époque démocratique

SOURCE : L'AUTEURE

La démocratisation de Taiwan s'accompagne cependant d'un déclin économique. Le succès du « *made in Taiwan* ». Le miracle économique de Taiwan, provoqué par la structure triangulaire du commerce (l'importation du Japon, la fabrication à Taiwan et l'exportation vers les Etats-Unis) à l'époque autoritaire, ne peut être maintenu. Sous la pression d'un excédent chronique avec les États-Unis, le dollar taiwanais (NTD) augmente fortement par rapport au dollar américain (USD) : de 1986 à 1987, le NTD s'apprécie de 37 % par rapport au USD et la conversion entre les deux monnaies passe de 40 NTD pour 1 USD à 25 NTD pour 1 USD. Avec la forte appréciation du NTD, les fabricants taiwanais, dont le principal mode d'activité est la transformation des exportations, connaissent une forte augmentation du taux du change. La délocalisation industrielle pour des bases de production à bas prix à l'étranger devient une caractéristique économique majeure de Taiwan pendant la période démocratique. La Chine est considérée comme étant le meilleur choix pour la délocalisation industrielle de Taiwan (Chung-hua Institution for Economic Research, 2012) car elle détient une offre abondante de main-d'œuvre bon marché, un vaste marché de consommation, des langues (mandarin) et cultures proches de Taiwan. Le gouvernement chinois propose également des politiques préférentielles visant spécifiquement les entreprises taiwanaises pour les inciter à s'installer en Chine.

La progression des délocalisations industrielles, à partir de 1988, affaiblit la croissance économique (Figure 15). Bien que les deux gouvernements de Lee Teng-hui (1988-2000) et Chen Shui-bian (2000-2008), tentent de limiter la délocalisation des industries taiwanaises vers la Chine par des politiques nationales, la situation reste inchangée. À partir de 1990, les premières industries à se délocaliser en Chine sont celles du secteur manufacturier à forte intensité de main-d'œuvre, comme l'industrie de la chaussure et du textile et celles du plastique et de l'alimentaire, dominées par les petites et moyennes entreprises (PME). En raison de leur petite taille, ces PME sont généralement associées à la notion d' « entrepreneurs taiwanais » (*tai shang* 台商) (Xia, 2004). A partir de 2000, les principales entreprises à forte intensité de capital et de technologie sont concernées à leur tour : l'industrie des pièces électroniques, des semis conducteurs, de l'optoélectronique et l'industrie informatique (Hsu, 2019).

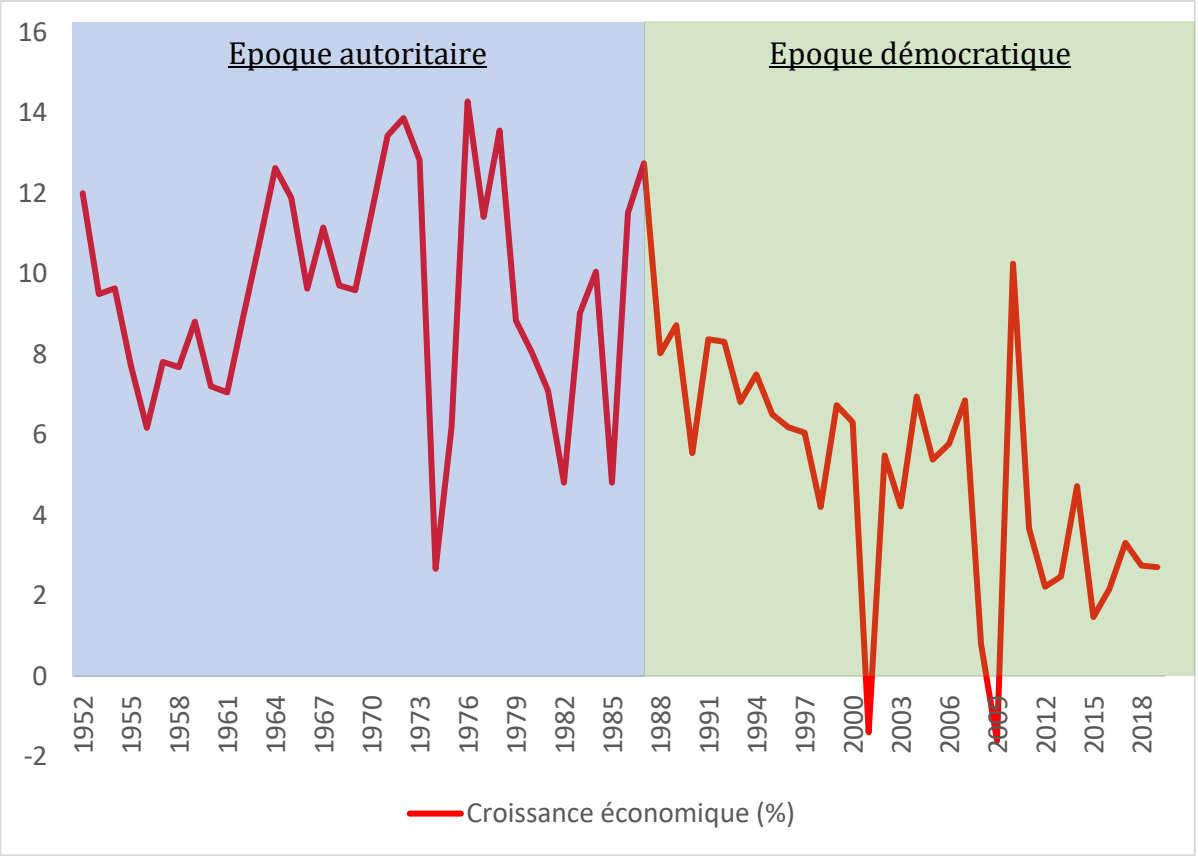


Figure 18 Taux de croissance économique de Taiwan entre 1952 et 2019

SOURCE : DIRECTORATE-GENERAL OF BUDGET, ACCOUNTING AND STATISTICS (ROC)

1.2 - L'ajustement du modèle de l'« Etat développeur »

Du point de vue de l'évolution historique de Taiwan, après le remplacement du système autoritaire par le système démocratique, des changements interviennent dans la planification, la formulation et la mise en œuvre des politiques industrielles, qui illustrent l'ajustement du modèle de l'État développeur. Comme l'a dit Öniş (1991, p. 115), au sujet des Etats développeurs : « les politiciens règnent tandis que les technocrates gouvernent ». Cependant, à Taiwan, la considération politique a été placée au-dessus de la technocratie. A l'époque démocratique, le CEPD n'existe plus comme agence pilote qui oriente le développement national de manière autonome.

Selon le modèle de l'État développeur, le CEPD, à l'instar du rôle du MITI au Japon et de l'EPB en Corée du Sud, est une agence pilote jouissant d'un degré d'autonomie élevé pour diriger et définir l'orientation du développement national, organiser la modernisation industrielle au niveau national au moyen de politiques financières et économiques (Peng, 2005). Depuis l'époque autoritaire du KMT, à partir de 1953, cette agence proposait et réalisait sans aucune difficulté les plans directeurs quadriennaux de développement. C'est à partir de l'année 1990, à l'époque de Lee Teng-hui, que le CEPD rencontre une première difficulté dans la mise en œuvre de son plan « Six ans de plan national de construction » (*guojia jianshe liu nian ji hua* 國家建設六年計畫) pour les prochaines années, de 1990 à 1996. En tant qu'opposition parlementaire, le Parti Démocrate Progressiste se positionne contre l'approbation du budget national pour ce plan, jugeant son coût trop important. Par rapport au coût des « *Ten Major Construction Projects* » de 300 millions de dollars taiwanais (NTD), ce plan de « Six ans de plan national de construction » coûte 8,2 milliards NTD et doit être financé par l'emprunt. Il est adopté par la majorité du KMT au Parlement, Yuan Législatif (*Li fayuan* 立法院), mais est suspendu après seulement trois ans en raison de la mauvaise situation financière du gouvernement et des difficultés à acquérir des terres (Research, Development and Evaluation Commission (ROC), 1993).

En 1995, le CEPD propose un nouveau plan de développement quadriennal concernant le « développement de Taiwan en tant que centre d'opérations régionales pour l'Asie-Pacifique » (*fazhan Taiwan chengwei yatai yingyun zhongxin* 發展台灣成為亞太營運中心). Puisqu'il s'agit d'un plan directeur important pour le développement national dans un proche avenir, le CEPD prend la conception de ce projet très au sérieux, et dépense même 1.5 millions de dollars taiwanais en faisant appel aux services du cabinet de consulting McKinsey & Company. Selon ce plan, l'idée principale est de faire de la Chine l'arrière-pays du développement économique de Taiwan et d'y intégrer Hong Kong, qui est rétrocédé à la Chine en 1997, afin de réaliser progressivement le concept d'un « cercle économique chinois » (Chang Y.-c., 2002). Cette planification rationnelle, qui s'efforce de prendre pour modèle l'Union Européenne, est rejetée par le président Lee Teng-hui en 1996 juste après son élection comme premier président de la ROC élu au suffrage universel. Avec le soutien de l'opinion publique, il peut maintenant montrer avec audace

son intention de prendre ses distances avec la Chine sans avoir à se soucier de l'image « pro-Chine » (*qin zhong* 親中) qu'il se doit de présenter en tant que représentant du KMT. Il propose alors trois restrictions à l'investissement en Chine : ne peuvent y être délocalisées les industries de haute technologie, les industries de base et les entreprises ayant une valeur supérieure à 50 millions de dollars américains (Xia, 1996, p. 89). En raison de ces contraintes, la délocalisation industrielle dans les années 1990 est principalement le fait de PME majoritairement du secteur manufacturier.

Le niveau d'importance du plan proposé par le CEPD n'est plus celui d'un plan directeur mais celui d'un rapport valant seulement comme référence. L'intérêt du plan passe d'une production par les élites fonctionnaires à une simple collection de rapports provenant de tous les ministères. En outre, les divers plans proposés rencontrent des difficultés pour obtenir les soutiens financiers nécessaires à leur mise en pratique (Wu & Lin, 2015). Pendant la période autoritaire, le plan national quadriennal n'avait pas besoin de se soumettre à un examen financier. Cependant, en période démocratique, le programme national proposé par le nouveau président doit être examiné par le corps législatif. Non seulement le calendrier de la proposition du programme est difficile à faire correspondre au calendrier de l'examen parlementaire, mais le budget requis pour le programme est également vulnérable au rejet ou à la suppression par le parlement (Wu & Lin, 2015). Alors que dans l'époque autoritaire, le plan de développement économique était dirigé par le CEPD en tant qu'une agence pilote, à l'époque démocratique, c'est le président qui propose la vision du développement, et ensuite le CEPD présente le plan de mise en œuvre. De ce fait, le CEPD, qui était une agence pilote pendant l'époque autoritaire, a perdu son autonomie pour piloter la politique industrielle.

Malgré l'affaiblissement de l'agence de pilotage, l'État continue de jouer un rôle de premier plan dans le développement économique. A partir de 2000, le gouvernement de Chen Shui-bian propose de nouvelles mises à niveau industrielles en réponse à la délocalisation croissante des industries manufacturières et de haute technologie. Ce gouvernement veut faire évoluer l'île d'un statut de fabricant d'équipements d'origine (OEM, *Original Equipment Manufacturer*) ou de producteur de concepts d'origine (ODM, *Original Design Manufacturer*) pour le matériel vers celui de développement de logiciels

et de services basés sur l'économie de la connaissance et de l'innovation. Un programme de développement national de « deux trillions et deux étoiles » (*liangzaào shuangxing* 兩兆雙星) est introduit. La signification des « deux trillions » représente les deux industries les plus avancées de Taiwan depuis l'époque autoritaire : l'industrie du circuit intégré et de l'optoélectronique. Le gouvernement de Chen Shui-bian espère qu'elles atteignent en 2008 une valeur de production de 1 000 milliards de dollars taiwanais. Au contraire, le gouvernement de Chen Shui-bian se concentre sur les « deux étoiles », l'industrie du contenu numérique et de la biotechnologie, pour la mise à niveau industrielle (Council for Economic Planning And Development, CEPD, 2002). Le gouvernement soutient activement ces deux industries en leur accordant des soutiens financiers et en créant des zones industrielles professionnelles. Pour ces quatre industries, au lieu de laisser la gestion au CEPD, le gouvernement crée des bureaux spéciaux pour chaque industrie sous la direction du Ministre de l'économie. On peut dire que le gouvernement de Chen Shui-bian continue la principale politique industrielle du KMT, à savoir la création de zones industrielles, mais il lui manque une agence pilote en charge de la coordination de la politique industrielle.

En réponse aux industries de « deux étoiles », de nombreuses nouvelles zones industrielles sont créées et d'autres sont agrandies. Le gouvernement de Chen Shui-bian prévoit de créer des zones industrielles spécifiques aux biotechnologies dans certains comtés agricoles tels que Nantou, Yunlin et Pingtung, et d'ajouter l'industrie du contenu numérique aux parcs scientifiques existants. En plus du parc scientifique existant à Hsinchu, le gouvernement du Chen Shui-bian ajoute jusqu'en 2007 un parc biomédical et un parc de design de circuit intégré à Hsinchu. Puis, basés sur les caractéristiques du développement local, un parc de biotechnologie florale à Nantou ou à Tainan, un parc biotechnologique agricole en un lieu à définir, et un parc technologique de recyclage, là aussi en un lieu non fixé. Il sélectionne également trois parcs industriels existants pour leur confier la mission du développement des biotechnologies : le parc scientifique central à Yunlin pour les projets de biotechnologie agricole, le parc scientifique de Tainan pour les tâches diverses et l'augmentation de la taille du parc biotechnologique de Nangang, basé dans le parc logiciel de Taipei (CEPD, 2002).

Toutefois, jusqu'en 2003, seulement le parc biotechnologique agricole de Pintung atteint les objectifs escomptés et un bon regroupement industriel. Ce parc est dirigé par l'État, il a donc un avantage en termes de financements et de planification par rapport aux autres parcs biotechnologiques dirigés par les gouvernements locaux. Il est bien équipé avec des usines aux standards biotechnologiques, des entrepôts d'importation et d'exportation et un centre de quarantaine animale et végétale. Les entreprises installées dans ce parc profitent d'avantages administratifs comme la simplification des procédures réglementaires, un soutien technique et marketing et un approvisionnement stable en matières premières (Concil of Agriculture, 2016). À part cela, aucun des parcs biotechnologiques mentionnés ci-dessus n'a eu de succès. A Hsinchu, le parc biomédical est encore en construction et celui de design de circuit intégré n'a jamais été à l'ordre du jour. Le parc de biotechnologie des fleurs devient le parc de biotechnologie des orchidées de Taiwan. Situé à Tainan depuis 2004, c'est un lieu d'exposition pour les orchidées, très peu utilisé à des fins industrielles. Le « parc technologique de recyclage », qui change de nom en « parc technologique environnemental de Hualien », est créé en 2008 mais n'a jamais attiré d'entreprises. De même, le parc scientifique central à Yunlin, réalisé en 2002 pour servir au développement biotechnologie agricole, attire peu d'entreprises. Ces deux parcs sont considérés comme « morts ». D'ailleurs, pour le parc biotechnologique de Nangang, son plan d'expansion n'est réalisé qu'en 2018 (NDC, 2003).

Le programme de développement national de « deux trillions et deux étoiles est considéré comme un échec par un rapport datant de 2007, réalisé par une institution de recherche officielle (Hsieh, 2007). Premièrement, malgré la valeur totale de la production de circuits intégrés qui atteint en 2004 l'objectif du trillion dollar taiwanais (environ 30 000 000 000 euros) et celle de l'optoélectronique qui l'atteint également en 2005 (Wang C.-h., 2010), leur valeur de production n'a pas bénéficié de manière significative à l'île à cause du modèle commercial de « commandes depuis Taiwan et productions en Chine » (Dong, 2015). Deuxièmement, à cause du manque d'efficacité de la plupart des parcs de biotechnologie et de la nature unique de l'industrie biotechnologique, leur valeur de production est restée très faible, même après avoir reçu le soutien financier de l'Etat. Le gouvernement de Chen Shui-bian suit les mêmes stratégies que celles du KMT dans les années 1980 sur la façon de soutenir les industries du circuit intégré et de

l'optoélectronique, mais ces stratégies ne sont pas valables pour ces deux industries émergentes (Wang C.-h., 2010). Contrairement aux industries manufacturières traditionnelles et aux industries de haute technologie, la biotechnologie nécessite un degré plus élevé de technique à incorporer dans la production technologique. Les entreprises doivent donc investir davantage dans la recherche et le développement et ont une forte demande de talents mais offrent peu de possibilités d'emploi. Cependant, cette industrie a un faible effet de regroupement à Taiwan et ne peut pas s'intégrer à d'autres industries (Wang C.-h., 2010). L'industrie du contenu numérique est confrontée aux mêmes difficultés : elle manque de spécialistes et de soutiens financiers suffisants pour la recherche et développement (R&D). L'échec de cette mise à niveau industriel, associé à la délocalisation des industries manufacturières vers la Chine dans les années 1990 et de haute technologie de l'information et de la communication dans les années 2000, conduit au déclin progressif du développement économique de Taiwan. L'île passe d'une croissance économique rapide d'après-guerre à une récession dans l'époque démocratique. L'efficacité des politiques industrielles est l'une des caractéristiques du modèle de l'« Etat développeur ». Cette efficacité est dénommée « capacité » étatique. A l'époque démocratique, les politiques industrielles ne sont plus efficaces, c'est-à-dire que la « capacité » de l'Etat développeur s'est affaiblie.

De toute façon, entre 2000 et 2008, sous le gouvernement de Chen Shui-bian, vingt nouvelles zones industrielles sont construites, et moins de dix zones industrielles sont ajoutées sous le gouvernement de Lee Teng-hui (1987-2000). Depuis la création de la première zone franche industrielle de Kaohsiung en 1966, jusqu'en 2011, presque quatre-vingts zones industrielles sont établies par l'Etat. Si nous ajoutons les zones industrielles construites par les gouvernements locaux et le secteur privé, le nombre total s'élève à deux cents (IDB, 2018). À l'époque du gouvernement de Ma Ying-jeou (2008-2016), aucune nouvelle zone industrielle n'est créée en raison de leur inefficacité et de l'échec de la mise à niveau industrielle. Ma Ying-jeou, qui appartient au KMT, fait reposer le développement économique de Taiwan sur la Chine, avec laquelle il cherche à établir un partenariat commercial plus étroit.

2 - Reconfiguration spatiale de l'appareil productif national

2.1 - Délocalisation des industries taiwanaises

Suite à la réforme et à l'ouverture de la Chine depuis 1978 et à la levée de la loi martiale à Taiwan en 1987, les échanges économiques entre les deux rives du détroit sont devenus plus fréquents et plus étroits. Dans le cadre de la division du travail en Asie de l'Est selon la théorie du « vol d'oies sauvages », Taiwan a connu une mise à niveau industrielle dans les années 1980. Le gouvernement autoritaire s'est détourné de l'industrie manufacturière pour se concentrer sur la haute technologie, ce qui a affecté petit à petit la survie de nombreuses PME. Pendant ce temps, la Chine, un pays émergent, modèle de l'Etat développeur (Baek, 2015), est devenue le territoire privilégié de la délocalisation de l'industrie manufacturière menée par les entrepreneurs et patrons de PME taiwanais. En 1988, le gouvernement chinois promulgue une « disposition visant à encourager les compatriotes taiwanais à investir » (*guanyu guli Taiwan tongbao touzi de guiding* 關於鼓勵台灣同胞投資的規定) sur le continent.

Le gouvernement de Lee Teng-hui répond en 1988 par un principe d'action dit « non gouvernemental, indirect, à sens unique, progressif et sécurisé » (*minjian, jianjie, danxiang, jianjin, anquan* 民間、間接、單向、漸進、安全) dans la politique d'investissement taiwanaise en Chine. Afin de contrôler les transferts industriels à grande échelle, l'Etat n'autorise plus les liaisons directes des navires et des avions de Taiwan vers la Chine, espérant freiner les échanges personnels et commerciaux de part et d'autre du détroit. Cependant, la coopération économique et commerciale de Taiwan avec la Chine est inévitable. Plus de 3000 projets d'investissements indirects en Chine sont autorisés en 1990 par le gouvernement taiwanais. Dans la même année, Taiwan devient le deuxième grand investisseur étranger direct en Chine, juste après Hong Kong et Macao. L'investissement et la délocalisation en Chine deviennent de plus en plus importants. En 1992, afin de poursuivre la coopération au niveau économique, les deux côtés parviennent à un consensus politique qui affirme que la Chine continentale et Taiwan

appartiennent à une seule Chine, bien qu'il puisse y avoir interprétation quant à la signification de ce terme (*jiu'er gongshi* 九二共識) (Chang W.-Y. , 2018). Avec ce vague consensus, en 1993, les deux côtés tiennent leur première discussion historique à Singapour depuis 1949. A partir de 1993, le gouvernement de Lee Teng-hui permet à certains grands projets manufacturiers d'investir en Chine. Les investissements taiwanais sur le continent poursuivent donc leur croissance (cf. Figure 20).

Lee Teng-hui, qui est élu président en 1996, amorce un changement de politique à l'égard de la Chine en essayant de réduire la dépendance économique de Taiwan vis-à-vis de cette dernière. En 1994, il propose une « politique du Sud » (*nanxiang zhengce* 南向政策) pour les PME, afin qu'elles déplacent leurs usines en Asie du Sud-Est plutôt qu'en Chine. Ensuite, il écarte le projet national de « centre d'opérations régionales pour l'Asie-Pacifique » prévu par le CEPD en 1995 pour se rapprocher économiquement de la Chine. Enfin, après son élection, il limite la délocalisation en Chine des industries de haute technologie, d'infrastructure et celles à forte capitalisation (Xia, 2006). Sous le contrôle du gouvernement de Lee Teng-hui (1987-2000), les investissements en Chine sont principalement orientés vers les PME et ne sont pas encore aussi importants que ceux des années 2000 (cf. Figure 20).

Pendant la période de Chen Shui-bian (2000-2008), puisque la Chine et Taiwan adhèrent respectivement à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 et 2002, l'Etat doit permettre aux entreprises taiwanaises d'investir directement en Chine. En 2002 sont autorisés des contacts unidirectionnels par bateau depuis les îles périphériques de Taiwan, Kinmen et Mazu vers Xiamen et Fuzhou dans la province continentale de Fujian, nommés les « Trois Petits Liens »[59] (*xiaosantong* 小三通) (Chen M.-t. , 2004). En 2003 est effectué le premier vol affrété directement entre la Chine et Taiwan, limité à la période du Nouvel An chinois. Entre 2003 et 2005, on autorise des vols aller-retour à Taiwan aux entrepreneurs taiwanais résidant en Chine et à leur famille. En

[59] Les autres deux liens comprennent : l'exchange direct des courriers à partir de 2001, et l'échange progressif d'affaires entre les deux côtés.

2006, le service est ouvert pour la première fois à tous les résidents de Taiwan et la période de validité de l'accord est étendue aux quatre grands festivals chinois : la journée des ancêtres (*qingming jie* 清明節), la fête des bateaux-dragons (*duanwu jie* 端午節), la fête de la lune (*zhongqiu jie* 中秋節) et au Nouvel An chinois (*chunjie* 春節) (Yu, 2008). Bien que le gouvernement de Chen Shui-bian ait supprimé trois restrictions sur les investissements taiwanais en Chine continentale, précédemment imposées par le gouvernement de Lee Teng-hui, il essaie de ralentir la délocalisation industrielle en utilisant des restrictions de circulation.

L'investissement de Taiwan en Chine augmente rapidement malgré des modalités de trafic peu pratiques (cf. Figure 20). A partir de 2000, la Chine remplace les Etats-Unis et devient le plus grand marché d'exportation de Taiwan. Les industries de haute technologie de Taiwan sont largement délocalisées en Chine, ce qui représente 84,1 % du fonds d'investissement accumulé, selon les données de 2011. La fabrication de composants électroniques (20,2%), celle de produits informatiques, électroniques et optiques (14,0%), de matériel électrique (8,0%), de produits métalliques (5,1%) et de produits en plastique (4,5%) sont les cinq premières concernées par l'investissement cumulé des entreprises taiwanaises (Chung-hua Institution for Economic Research, 2012, p. 21).

Ces entreprises ont leur siège à Taiwan, mais la majorité de leur activité de production est située à l'étranger, dont une proportion croissante en Chine. Le média et les rapports gouvernementaux nomment ce modèle « commandes depuis Taiwan et productions en Chine » (*Taiwan jie dan, Zhongguo shengchan* 台灣接單，中國生產) (Wu M.-z., 2018). En 2000, la proportion des commandes de Taiwan produites à l'étranger est de 50 %, la Chine représentant 30 %. En 2005, la Chine représente72% des commandes de Taiwan produites à l'étranger (Figure 19). En 2008, le volume des échanges commerciaux entre les deux côtés atteint plus de 10 millions USD (MOEAIC, 2016).

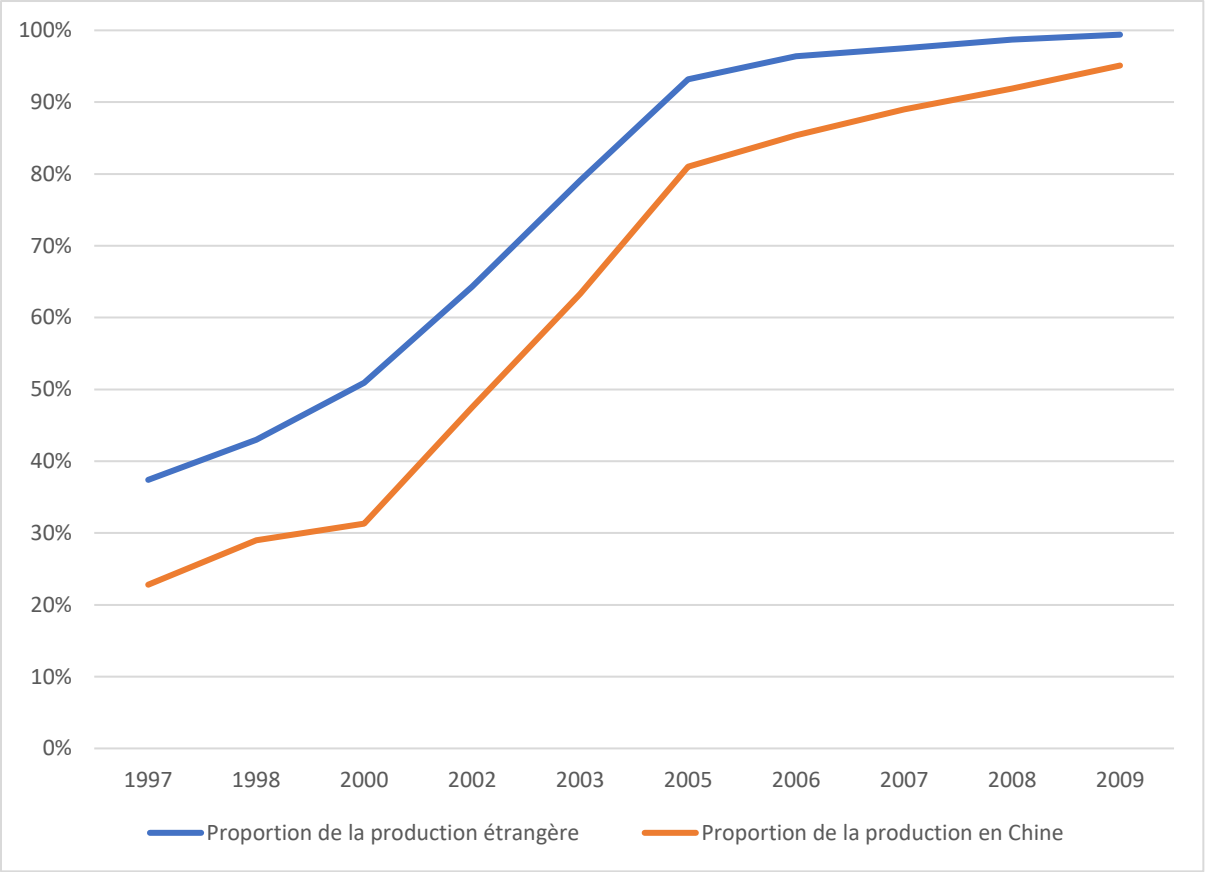


Figure 19: Proportion des commandes de Taiwan produites à l'étranger

SOURCE : WANG C.-H. , 2010, P. 107

Pendant les huit années de gouvernement de Chen Shui-bian (2000-2008), l'économie de Taiwan ne parvient pas à s'améliorer efficacement et les Taiwanais placent à nouveau leurs espoirs dans le KMT, qui a autrefois guidé avec succès le développement économique de Taiwan. L'objectif économique du gouvernement de Ma Ying-jeou est de relancer l'économie stagnante de Taiwan en collaborant avec la Chine continentale. Par conséquent, dès qu'il est élu en 2008, il lève toutes les restrictions de circulation entre Taiwan et la Chine en autorisant des vols directs entre les deux rives, puis des touristes Chinois se rendent à Taiwan (Yu, 2008). Très rapidement, en 2009, une ordonnance - les Mesures régissant le permis d'investissement en faveur des habitants de la zone continentale - (*dalu diqu renmin lai tai touzi xuke banfa* 大陸地區人民來臺投資許可辦法) est introduite pour permettre aux Chinois d'investir ou d'établir des sociétés à Taiwan (Xia, 2009). Le gouvernement de Ma Ying-jeou cherche à mener plus loin une intégration économique étroite entre Taiwan et la Chine. En 2010, un accord commercial préférentiel, « Accord-cadre de coopération économique entre la Chine et Taiwan , ECFA » (*haixia*

liang'an jingji hezuo jiagou xieyi 海峽兩岸經濟合作架構協議), est signé à Chongqing entre les deux côtés au niveau gouvernemental, visant à réduire les droits de douane et les barrières commerciales (Liu, 2010). Durant la même année, les investissements des entreprises taiwanaises en Chine atteignent leur apogée avec 15 millions USD (cf. Tableau 23).

L'ECFA est considéré comme l'accord commercial le plus important entre la Chine et Taiwan depuis 1949 (Liu 2010). Cependant, cet accord engendre des craintes chez la plupart des Taiwanais. Les opposants, comme le DPP et d'autres groupes indépendantistes, estiment que l'ECFA nuit à l'économie locale et finira par conduire Taiwan à l'unification avec la Chine continentale (Tang & Chao, 2011). La mise en œuvre concrète de cet accord sur les services et les biens est stoppée face à la protestation du peuple taiwanais. Cependant, selon le cadre ECFA déjà signé, les produits taiwanais ayant « des droits de douane élevés, un volume commercial élevé et un impact élevé » dans la liste des industries prioritaires (*zaoshou qingdan* 早收清單) telles que celles les produits pétrochimiques, textiles, machines et composants, bénéficiant encore du traitement tarifaire douanier préférentiel nul, commencent à être largement exportés vers la Chine. Les inquiétudes concernant l'invasion de la puissance chinoise dans l'économie taiwanaise demeurent aujourd'hui encore : le DPP remporte à nouveau l'élection présidentielle en 2016 (Wu & Liao, 2016) et en 2020.

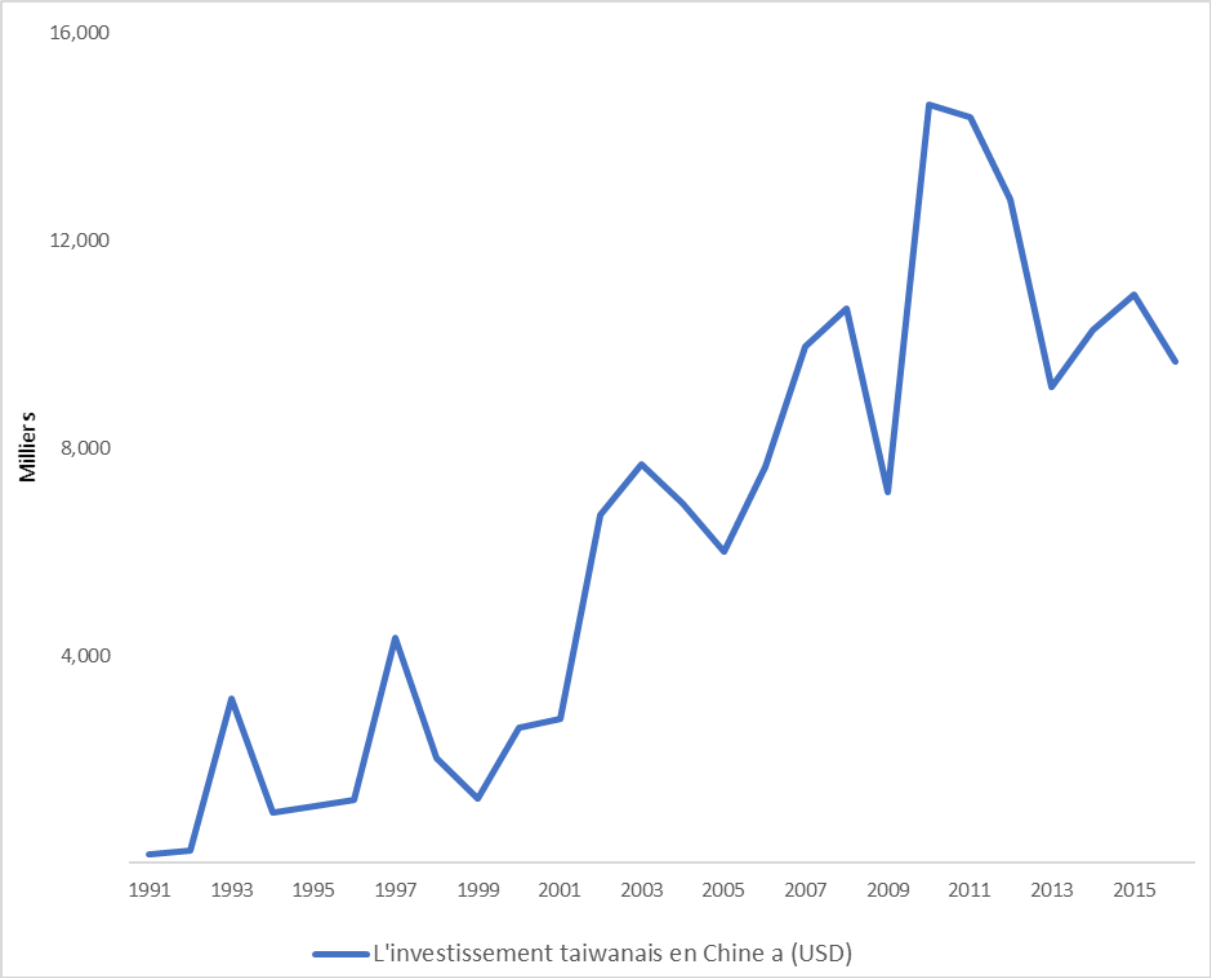


Figure 20 : L'investissement taiwanais en Chine (1991-2016)

SOURCE : (MOEAIC, 2016)

Du fait de sa proximité géographique avec Taiwan, la région du delta de la rivière des Perles (*Zhujiang sanjiaozhou* 珠江三角洲) est le principal espace du continent où les entrepreneurs taiwanais investissent dans les années 1990, principalement dans l'industrie manufacturière traditionnelle à forte intensité de main-d'œuvre. Depuis 2000, la plupart des activités de l'industrie électronique se situe dans la région du delta du fleuve Yangtze (*Changjiang sanjiaozhou* 長江三角洲), qui comprend la province du Jiangsu et la ville de Shanghai, les zones d'investissement les plus importantes. Après 2010, avec l'augmentation des salaires dans les zones côtières, le coût croissant du foncier et d'autres facteurs de production apparus au fil des ans, l'expansion de la demande intérieure en Chine continentale, ainsi que les mesures préférentielles en faveur des investisseurs chinois dans les régions du centre et de l'est, les entreprises taiwanaises des

zones côtières peuvent désormais s'implanter dans les provinces intérieures comme le Sichuan (Chengdu et Chongqing) (Tableau 23).

Année	2007	2008	2009	2010	2011
Montant (1000UD$)	9 961 542	10 691 390	7 142 593	14 617 872	14 376 624
Delta du fleuve Yangtze	**60.0%**	**61.2%**	**60.1%**	**56.0%**	**51.0%**
Delta de la rivière des Perles	**19.9%**	**14.1%**	**18.0%**	**17.9%**	**15.3%**
Pékin-Tianjin-Hebei	**4.4%**	**4.9%**	**5.8%**	4.0%	2.9%
Shandong	2.8%	1.5%	2.4%	2.6%	3.3%
Dongbei	1.2%	1.0%	2.0%	0.6%	**3.4%**
Chengdu et Chongqing	1.1%	1.9%	1.7%	5.6%	**9.6%**
Région de l'ouest	5.0%	5.9%	4.1%	5.2%	5.5%
Fujian	3.9%	7.6%	3.7%	**6.0%**	**6.4%**
Autres régions	1.8%	2.0%	2.2%	2.0%	2.7%

Unité : 1000 dollar américain

Tableau 25 : Montant des investissements des entrepreneurs taiwanais sur le continent

SOURCE : (MOEAIC, 2016, P. 14)

2.2 - Renforcer la construction du corridor économique occidental

Pendant la période autoritaire, le gouvernement américain dirige indirectement le programme de développement national de Taiwan, selon ses propres intérêts, en allouant des fonds d'aide. Par conséquent, Taiwan adopte le modèle américain d'aménagement du territoire, en développant un réseau d'autoroutes plutôt que de construire des infrastructures ferroviaires urbaines à l'instar des pays européens (Palen, 1997). Un réseau routier commode est d'une grande utilité pour la politique industrielle visant à établir des zones industrielles. Grâce au transport des véhicules, les produits des zones industrielles peuvent être exportés rapidement par les aéroports ou les ports, ce qui est bénéfique pour le développement de l'industrie. Le gouvernement démocratique poursuit donc la stratégie continentale et se concentre sur le développement de l'ouest de Taiwan.

Pendant la présidence de Lee Teng-hui, trois grands projets de transport sont planifiés (Carte 23)[60]: 1) La deuxième route nationale nord-sud, « l'Autoroute nationale 3 », conçue pour désengorger la circulation sur « l'Autoroute nationale 1 », est construite par étapes depuis 1993 et n'est pleinement opérationnelle qu'en 2004. 2) La planification de douze routes express est-ouest dans le couloir ouest, aménagées pour connecter des grandes villes et relier les deux autoroutes nationales. 3) Le projet d'une route express nord-sud le long de la côte est aussi prévu (Ministry of Transport, 1999). Le dispositif spatial de développement économique commence à s'élargir progressivement de l'intérieur vers le littoral.

En plus de l'amélioration du réseau routier, la mise en service du chemin de fer à grande vitesse (*Taiwan High Speed Railway*, THSR) en 2007 réduit considérablement la distance entre le nord et le sud de Taiwan (de Taipei à Kaohsiung), prolongeant ainsi le développement du corridor économique occidental. Dans le passé, il fallait quatre à cinq heures pour se rendre de Taipei à Kaohsiung, soit par la Ligne Ouest (1908), soit par l'Autoroute nationale 1 (1978), désormais il ne faut plus qu'une heure et demie. A travers cette ligne THSR, l'Etat entend promouvoir l'équilibre entre les grandes villes de l'ouest de l'île.

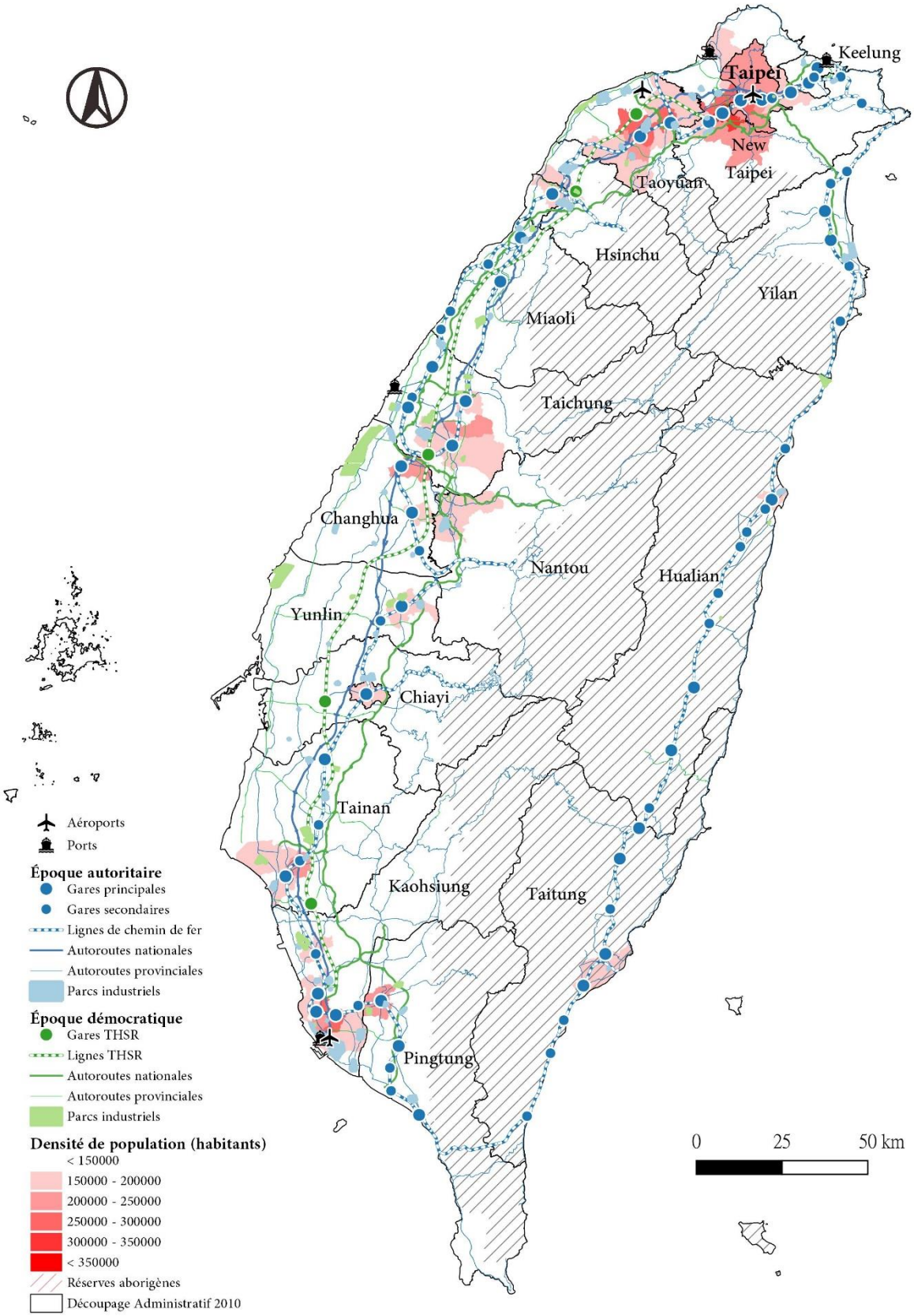
De plus, l'Etat cherche à accroître la puissance de ces grandes villes en les dotant de juridictions plus importantes et de pouvoirs plus étendus à travers la nouvelle division administrative de 2010 (Hsu J.-h., 2015). L'idée est de leur permettre d'accroître leur compétitivité en Asie, face à de grandes métropoles qui s'affirment dans les autres anciens NPI - Corée du Sud, Hong Kong et Singapour. Les quatre métropoles de New Taipei, Taoyuan, Taichung et Tainan, situées toutes à l'ouest, ont été élevées au même statut administratif de municipalités spéciales que la ville de Taipei et la ville de Kaohsiung. Ensemble, ces six municipalités spéciales regroupent presque 70% de la population nationale sur seulement 23% de la superficie de l'île. Taiwan s'oriente vers la

[60] Dans la numérotation des autoroutes nationales, les lignes longitudinales (nord-sud) sont numérotées avec des nombres impairs (1, 3, 5); les lignes horizontales (est-ouest) sont numérotées avec des nombres pairs (2, 4, 6 etc.).

consolidation métropolitaine comme fondement du développement (Ju, 2015). Cette nouvelle division administrative mène à l'apparition de trois zones métropolitaines plus importantes dans l'ouest de l'île : l'aire métropolitaine de Taipei, centrée sur la capitale, combine les deux municipalités spéciales de New Taipei et de Taoyuan dans le nord ; l'aire métropolitaine de Taichung avec Changhua dans le centre ; et la métropole de Kaohsiung avec Tainan dans le sud. Les trois zones métropolitaines disposent de ports commerciaux et d'aéroports internationaux et sont reliées aux principaux réseaux ferroviaires et autoroutiers (Carte 23).

L'accent mis sur le dispositif spatial des métropoles de l'ouest de l'île fait apparaître le problème des différences de développement. Il s'agit notamment de la décroissance urbaine, de l'écart de développement entre les zones urbaines et rurales et du retard du développement oriental.

Les deux grandes villes portuaires les plus importantes de l'époque coloniale nippone, Kaohsiung et Keelung, sont aujourd'hui toutes deux confrontées à un grave déclin urbain. Kaohsiung était la deuxième ville de Taiwan depuis 1942 et avait maintenu son avantage pendant l'époque autoritaire grâce au succès de la zone franche d'exportation et au développement de l'industrie lourde. Depuis 1980, la montée des industries de haute technologie dans le nord de l'île, en particulier à Hsinchu, et la délocalisation des industries manufacturières en Chine défavorisent cette ville industrielle. Le redécoupage administratif de 2010 n'est pas favorable au développement de Kaohsiung. Cette ville, qui est devenue une municipalité spéciale comme Taipei, connaît des difficultés de développement urbain après la fusion avec son voisin rural malgré l'augmentation de la population et de la superficie (Hsu J.-h., 2015). En 2017, Taichung dépasse Kaohsiung en termes de population pour devenir la deuxième plus grande ville de Taiwan.



Carte 23 : Dispositif spatial du développement urbain de Taiwan en 2019

SOURCE : ACADEMIC SINICA 2003

Pendant l'époque autoritaire, un corridor économique occidental avait vu le jour avec les villes de Taipei et Taoyuan, dotées d'un aéroport, et Hsinchu, où sont concentrées les industries de haute technologie. Cependant, Keelung est en dehors de ce couloir d'intégration. Cette ville est complètement marginalisée et a perdu de l'importance en tant que ville portuaire après la guerre. Au lieu de continuer à développer Keelung, l'Etat rouvre le port de Tamsui près de Taipei (renommé Port de Taipei) qui avait été aménagé sous la dynastie Qing (Chang Y.-z., 2017). De plus, dépourvue de station de THSR, Keelung devient également victime de l'« effet tunnel » (Offner, 1993) comme Changhua et Pingtung[61].

Le déclin de Kaohsiung et Keelung renforce indirectement l'importance de Taipei. Malgré son faible degré de macrocéphalie urbaine pendant l'époque coloniale nippone, la capitale a bénéficié de la politique de centralisation du KMT qui a renforcé ses ressources administratives et économiques dans l'après-guerre. Taipei cumule une variété d'avantages par rapport aux autres villes et comtés de Taiwan : tous les ministères et agences officielles, le siège de la plupart des médias nationaux, près de 80% des principales entreprises taiwanaises et 20 universités/collèges (près de 40% du total) sont localisés à Taipei (Wang C.-H., 2003). A partir de 1998, son budget annuel est deux fois plus élevé que celui de Kaohsiung, ce qui donne à la capitale plus de possibilités pour réaliser des projets urbains (Wang C.-H., 2003). Enfin, le système de métro, conçu en 1986 et mis en service en 1996, qui maille New Taipei, renforce son statut de ville-région. Dans ce contexte, l'aire de Taipei qui inclut New Taipei arbore un fort degré de la macrocéphalie urbaine après 1980 (Liu C.-y., 2019) (cf. Chapitre V, 3.4 - Macrocéphalie de la capitale).

Le renforcement du réseau de transport et la reconfiguration métropolitaine dans la partie ouest contrastent avec le retard de développement à l'est. Le transport dans la partie orientale de Taiwan dépend encore des chemins de fer construits à l'époque coloniale nippone. Contrairement aux tentatives du gouvernement du KMT d'exploiter la

[61] Changhua a ajouté une gare ferroviaire à grande vitesse en 2015. Pingtung a prévu de créer une station en 2019. Cependant, Keelung n'a jamais été considérée pour installer une station (Lee H.-h. , 2017).

moitié orientale, les gouvernements démocratiques choisissent de préserver les espaces naturels et à développer le tourisme et les loisirs agricoles (CEPD, 2007). Les écarts de développement entre les moitiés orientale et occidentale de Taiwan reflètent également la répartition des groupes ethniques : la moitié occidentale des plaines, habitée par les han chinois, est le centre du développement économique et démographique de Taiwan et la moitié orientale des montagnes, est habitée par les autochtones (cf. Carte 23). Cette répartition apparemment naturelle des groupes ethniques résulte de l'action des différents régimes politiques qui se sont succédés dans l'île.

Conclusion

Au cours de la période démocratique, les caractéristiques de l'État développeur se sont progressivement affaiblies. Sous le gouvernement de Lee Teng-hui, le CEPD a perdu son autonomie pour piloter la politique industrielle. Sous le gouvernement de Chen Shui-bian, l'échec de la mise à niveau industrielle de la haute technologie vers l'industrie biotechnologique a montré l'insuffisance de la capacité productiviste de l'Etat. En outre, l'affaiblissement de l'Etat développeur s'est accru avec la délocalisation de l'appareil industriel taiwanais vers la Chine, mettant en évidence le manque de contrôle du gouvernement sur les entreprises taiwanaises.

Par le développement de réseaux de transport en dehors de l'axe Taipei-Kaohsiung, les politiques d'aménagement du territoire ont visé à stimuler le développement régional, mais elles ont cherché en même temps à hisser l'économie taiwanaise dans la chaîne de valeur internationale et à renforcer la position de Taipei parmi les grandes métropoles asiatiques. La stratégie d'aménagement a donc accru de fait les décalages régionaux sur le territoire taiwanais en renforçant le corridor urbain existant avec la ligne grande vitesse et les autoroutes, et l'élargissement des périmètres métropolitains qui ont profité surtout à la capitale, générant un phénomène de macrocéphalie.

L'accent mis sur le dispositif spatial des métropoles de l'ouest a accentué les disparités de développement entre les moitiés orientale et occidentale de l'île. La recomposition des espaces métropolitains a affecté la compétitivité des villes, entraînant la marginalisation et le déclin pour certaines d'entre elles, comme Kaohsiung et Keelung.

Nous avons examiné les caractéristiques intrinsèques du modèle de l'Etat développeur (une agence pilote autonome et des politiques industrielles efficaces), mais deux conditions doivent être remplies pour que ce modèle soit couronné de succès : les possibilités d'emploi et les marchés d'exportation. A l'époque autoritaire, l'importante main-d'œuvre employée dans le secteur manufacturier et les débouchés d'exportation vers le marché américain ont concouru au succès du « *made in Taiwan* ». Cependant, Taiwan n'a pas conservé son rôle d'Etat développeur au cours de la période démocratique. L' « autonomie» étatique (manifestée par une agence pilote) et la « capacité » étatique (manifestée par des politiques industrielles efficaces) ont été affaiblies par les mécanismes de décision démocratiques et la délocalisation des industries manufacturières et technologiques. A l'heure où Taiwan ne peut plus compter sur le modèle de l'Etat développeur, son modèle de croissance doit être repensé, ce qui pourrait amener à une recomposition du dispositif spatial dont le régime démocratique a hérité.

Conclusion

Nous parvenons au terme de ce panorama historique des dynamiques d'urbanisation à Taiwan, un sujet qui n'avait guère attiré jusqu'ici l'attention de la recherche taiwanaise.

Aménagement du territoire par les différents régimes

Nous avons initialement émis l'hypothèse que l'organisation spatiale du territoire et les hiérarchies du système urbain s'étaient reconfigurées à chaque mode de gouvernement, de façon plus ou moins marquée. Cette hypothèse n'a été validée que partiellement. Les gouvernements ayant des caractéristiques coloniales ou exogènes ont développé, à Taiwan, des dispositifs spatiaux différents selon les objectifs qu'ils se fixaient. En revanche, ceux d'après la Seconde Guerre mondiale ont produit moins de changements dans la structure spatiale, se reposant sur l'aménagement du territoire mis en place par l'État colonial japonais.

Lors des Grandes découvertes, Taiwan devint l'un des nombreux comptoirs commerciaux des Pays-Bas. Grâce à son avantage géographique, cette île a joué un rôle de relais, grâce auquel les Pays-Bas ont pu commercer avec la Chine et le Japon. Pendant cette période, les Hollandais n'ont développé qu'une ville portuaire (Tayouan, aujourd'hui Tainan) dans le sud-ouest de Taiwan, qu'ils ont occupé pour profiter de sa proximité avec le sud-est de la Chine. Pendant la même période, les Espagnols ont également occupé le nord-est de Taiwan et avaient les mêmes aspirations que les Néerlandais : commercer avec la Chine et le Japon par l'intermédiaire de leurs bastions. Cependant, leurs implantations à Taiwan étaient loin de la Chine et plus proches du Japon. En raison de la politique isolationniste du Japon, l'Espagne n'a pu effectuer d'échanges commerciaux fructueux avec ce dernier. Il en a résulté une grande différence de stratégie d'aménagement du territoire entre les deux puissances. Les Néerlandais ont opté pour un développement urbain à grande échelle à Tainan, faisant de cet espace le premier lieu

urbanisé de Taiwan. A l'inverse, en raison du manque de débouchés commerciaux, les Espagnols n'ont utilisé que les bastions qu'ils occupaient à des fins militaires.

Suivant les pas du développement néerlandais à Tainan, le clan Zheng a continué à utiliser Tainan comme centre de son développement. En investissant sa puissance militaire dans la mise en valeur agricole, il a étendu progressivement sa sphère d'influence, et son contrôle a fini par englober la plaine du sud-ouest de Taiwan (cf. Chapitre III, Carte 5).

L'administration de Taiwan par la dynastie Qing a introduit une rupture avec la stratégie des régimes précédents. Cette dynastie a conservé l'approche sino-centrée des grands empires chinois et n'a pas prêté beaucoup d'attention à cette petite île frontalière. L'objectif de l'Etat était de maintenir la sécurité publique dans l'île et contrôler le détroit, et non de développer l'économie. En conséquence, les Qing ont restreint toutes les activités commerciales dans les ports taiwanais (sauf le port de Tainan, sous contrôle) et ont construits des cités fortifiées dans les zones peuplées par les han pour mieux contrôler ceux-ci. Pendant plus de deux cents ans d'administration Qing, le territoire occupé s'est étendu progressivement de la moitié de la côte occidentale vers l'intérieur, et du sud vers le nord (cf. Chapitre III, Carte 6). La dynastie Qing a conservé la moitié orientale des hautes montagnes inexplorées, en raison de sa faible capacité à administrer le territoire.

Le Japon a considéré ensuite Taiwan comme son appendice agricole et a tiré le meilleur parti de la valeur économique de l'île. Les Japonais ont construit un chemin de fer continental (la Ligne Ouest) pour relier les villes intérieures construites sous la dynastie Qing. Les deux extrémités se terminaient dans des villes portuaires (cf. Chapitre IV, Carte 16). Au nord, les Japonais ont développé le port de Keelung afin que les produits agricoles taïwanais puissent être exportés rapidement vers le Japon. Au sud, le port de Kaohsiung a été développé pour les échanges avec l'Asie du sud-est. Le centre du développement urbain et économique de Taiwan s'est déplacé alors progressivement du sud vers le nord. En raison de la proximité géographique du Japon, Taipei a remplacé Tainan comme capitale coloniale. Les Japonais ont achevé également le développement

de la moitié orientale des montagnes de l'île : c'est la première fois qu'un régime a pris le contrôle de la totalité du territoire de Taiwan.

Après la Seconde Guerre mondiale, le KMT s'est donné comme objectif principal de reconquérir la Chine continentale. Il a conçu Taiwan comme une base d'approvisionnement, sans se préoccuper de son développement. La mort de Chiang Kai-shek a marqué un tournant au cours duquel le KMT a commencé à se focaliser sur la valorisation du territoire taiwanais. Il a renforcé la stratégie de développement à distance des côtes amorcé à l'époque coloniale nippone en développant l'axe majeur de transport entre Taipei et Kaohsiung.

Le gouvernement démocratique a poursuivi la même politique en renforçant les infrastructures de transport dans la moitié occidentale de l'île. Il a construit une deuxième autoroute (l'Autoroute nationale 3) et un chemin de fer à grande vitesse (THSR) dans le même alignement que la Ligne Ouest et l'Autoroute nationale 1. Grâce à l'amélioration des réseaux ferroviaire et autoroutier, les trois zones métropolitaines de Taipei (au nord de l'île), Taichung (au centre) et Kaohsiung (au sud) ont été reliées pour former un « corridor économique occidental » complet de l'île (cf. Chapitre VI, Carte 23).

Particularité de l' « État développeur » à Taiwan

Le développement de Taiwan après la guerre s'est bien prêté à l'applicabilité du modèle de « l'État développeur ». Nous nous sommes interrogés sur le modèle de croissance économique mis en œuvre par le KMT en tant que gouvernement exogène, puis à l'évolution de ce modèle à l'époque démocratique. Sous la direction d'une agence pilote dotée d'autonomie et de capacités, le CEPD, le développement de parcs industriels et la mise à niveau industrielle (de l'industrie manufacturière à l'industrie de haute technologie) a été l'axe principal de la politique industrielle du KMT, et le principal facteur de la croissance économique de Taiwan dans l'après-guerre. Les sites de Kaohsiung et de Taichung ont été choisis par l'Etat en 1966 pour implanter des zones franches

industrielles d'exportation. Ces deux villes, équipées d'un chemin de fer, d'une autoroute nationale et d'un port ont favorisé le commerce d'exportation. En 1980, le KMT a implanté un parc scientifique à Hsinchu dans les domaines de haute technologie afin de mettre à niveau l'industrie traditionnelle intensive en travail et l'industrie technologique intensive en capital. En plus de ces parcs industriels relativement bien connus, de nombreuses zones industrielles ont été créées dans tout Taiwan au cours de cette période (cf. Chapitre V, Carte 22).

En lien avec les besoins des parcs industriels s'est constitué un regroupement des industries, entraînant un développement florissant des petites et moyennes entreprises (PME) manufacturières. Les parcs industriels ont transféré aux PME une partie des commandes étrangères qu'ils recevaient pour l'exécution des tâches et ont sous-traité le travail de montage à des opérateurs indépendants, généralement des usines familiales. Le développement de ces usines est devenu le reflet de l'industrialisation de l'époque et a ouvert la voie à une phase de haute croissance. Les résultats positifs du miracle économique de Taiwan et les mesures prises par le KMT ont permis à la plupart des spécialistes d'affirmer que Taiwan était un État développeur.

Toutefois, les caractéristiques de l'État développeur se sont progressivement affaiblies au cours de la période démocratique. Les gouvernements ont poursuivi la stratégie de croissance du KMT : développement de zones industrielles et mise à niveau industrielle (industrie à contenu numérique et biotechnologie notamment). Cependant, ils n'ont pas réussi à maintenir le taux de croissance économique élevé de la période autoritaire. L'inapplicabilité du modèle de l'État développeur s'est manifesté de trois façons. Premièrement, sous le gouvernement de Lee Ting-hui, le CEPD, qui était une agence pilote pendant l'époque autoritaire, a perdu son autonomie pour piloter la politique industrielle. Deuxièmement, le défaut de la mise à niveau industrielle sous le gouvernement de Chen Shui-bian a montré l'insuffisance de la capacité productiviste de l'Etat. Troisièmement, la délocalisation de l'appareil industriel taiwanais vers la Chine au cours de la période démocratique a mis en évidence le manque de contrôle du gouvernement sur les entreprises taiwanaises.

La comparaison entre les trajectoires de Taiwan et de la Corée du Sud permet de comprendre la stratégie productiviste de l'Etat développeur. L'héritage colonial du Japon et l'aide des États-Unis ont été déterminants dans l'émergence d'Etats développeurs dans ces deux pays. Un élément essentiel était la construction d'une infrastructure ferroviaire à distance du littoral, ayant structuré le réseau urbain et portuaire. Ces corridors urbains ont servi ensuite de base aux gouvernements postcoloniaux pour développer une stratégie productiviste. A cela s'est ajouté l'aide américaine (technique et financière) dans les plans de développement nationaux de ces deux pays, qui a conduit à une reprise et une croissance rapide de leurs économies. Ces deux pays ont établi une stratégie commerciale triangulaire avec les États-Unis et le Japon. Dans le cas de Taiwan, cela a débuté avec l'importation de matières premières du Japon, puis la transformation et la fabrication à Taiwan (le fameux « *made in Taiwan* ») et enfin l'exportation des produits finis vers les États-Unis. À ce stade, nous sommes en mesure d'expliquer pourquoi le modèle de l'État développeur n'a pas pu être appliqué à d'autres pays comme ceux d'Amérique latine.

Toutefois, les appareils productifs à Taiwan et en Corée du Sud ont eu des configurations très différentes. À Taiwan, la politique basée sur des parcs industriels a présidé au développement d'un tissu industriel flexible constitué de PME. En Corée du Sud, l'Etat a financé au contraire de grands groupes familiaux, les *chaebols*, pour réaliser des économies d'échelle. Bien que leur mode de production ait été différent, les deux pays sont parvenus à assurer une forte croissance économique dans l'après-guerre. À ce stade, nous avons conclu que l'État développeur n'a pas été dépendant d'un mode de production particulier. Cela explique pourquoi le gouvernement démocratique de Taiwan a adopté le même mode de production que le KMT par la création de parcs industriels et la mise à niveau industrielle, mais n'a pas réussi à obtenir les mêmes résultats économiques que pendant la période du KMT.

Finalement, il faut noter le paradoxe d'un État développeur fondé sur l'héritage d'un pouvoir colonial lequel, par définition, n'avait pas pour objectif de valoriser le territoire. Dans la même logique, l'État développeur s'est appuyé également sur l'aide américaine. Cependant, il n'y a pas de « déjeuner gratuit », et les raisons qui l'ont motivé étaient fondées sur les intérêts de ces deux grandes puissances : démontrer sa capacité

modernisatrice pour le Japon, et contrecarrer l'influence du communisme pour les Etats-Unis.

En raison de la forte appréciation du dollar taïwanais à la fin des années 1980, le succès du « *made in Taiwan* », réalisé par la structure triangulaire du commerce (l'importation du Japon, la fabrication à Taiwan et l'exportation vers les Etats-Unis), n'a plus pu être maintenu à l'ère de la démocratie. La délocalisation industrielle opérée par le modèle « commandes depuis Taiwan et productions en Chine » ont été la cause essentielle du déclin économique de Taiwan.

Stratégies spatiales des gouvernements coloniaux

Nous avions également formulé l'hypothèse que la stratégie spatiale de la colonisation japonaise différait de celles des autres puissances coloniales (occidentales) en Asie du sud-est. Cette hypothèse a été validée. Le Japon, en tant que premier et unique « pays colonial non blanc », a adopté une stratégie continentale à l'égard de ses colonies à la fin du 20ème siècle, contrairement à la stratégie maritime des puissances occidentales pratiquée en Asie du sud-est depuis la période des Grandes découvertes.

La construction d'un chemin de fer nord-sud à distance des côtes, associé à la création de ports à des fins d'exportation, a été un dispositif spatial typique dans les trois colonies que le Japon contrôlait (Taiwan, la Corée et la Mandchourie), ce qui a aidé au développement des ressources coloniales. L'exploitation de la Ligne Ouest en 1908 a permis de relier les plaines occidentales de l'île en développant l'urbanisation le long d'un axe situé à distance des côtes. A l'époque des Qing, il n'y avait pratiquement pas de routes à l'intérieur de l'île, les habitants devaient se déplacer par bateau. Cette Ligne Ouest a permis de relier les villes intérieures construites par les Qing et a réussi à attirer la population des villes portuaires côtières vers ces villes intérieures. Basé sur cet axe ferroviaire principal, le gouvernement a poursuivi la construction de lignes d'embranchement dans la plaine ouest de l'île. Ces dernières ont ainsi permis de faciliter la production et le transport des produits agricoles vers les lieux d'exportation. Le sucre

et d'autres types de produits agricoles, comme le riz et le bois, ont pu être transportés directement des zones de plantation vers les grandes villes, puis vers le port pour être exportés vers la métropole. Le même modèle a été appliqué aux importations étrangères.

Le dense réseau ferroviaire et autoroutier reliant de grandes villes a favorisé un développement équilibré dans l'ouest de l'île. Sous la planification du gouvernement colonial, chaque ville taiwanaise s'est vu confier une mission de production différente. Taipei a été rapidement modernisée, concentrant le gros des ressources et des investissements. La capitale a fonctionné non seulement comme un centre politique et administratif, mais aussi comme un symbole de la capacité des Japonais à gouverner en tant que puissance coloniale vis à vis des pays occidentaux. Ensuite, les villes de Keelung et Kaohsiung, situées aux extrémités nord et sud de l'île, ont été conçues comme des villes portuaires d'exportation. Puis, les villes de l'arrière-pays proches des zones de plantation comme Tainan et Chiayi sont devenues des centres agricoles de distribution. Enfin, Taichung était une nouvelle ville planifiée artificiellement, établie par le gouvernement colonial en raison de sa situation centrale dans l'île. Toutes ces villes ont bénéficié de projets d'urbanisme mettant l'accent sur l'amélioration des conditions sanitaires et la construction d'un réseau routier. La planification urbaine et la stratégie continentale de la période de domination japonaise ont jeté les bases du dispositif spatial de l'aménagement du territoire de l'après-guerre à Taiwan.

Cette situation contraste fortement avec le mode de développement urbain des gouvernements coloniaux occidentaux. Les puissances occidentales se sont concentrées principalement sur la stratégie maritime, ne développant que des villes portuaires coloniales sur les routes commerciales, et ont été indifférentes au développement de l'intérieur du territoire colonial. De nombreuses villes d'Asie du sud-est, à l'exception de Bangkok, sont nées de cet héritage colonial. Ces villes, qui étaient au départ de petits villages portuaires sélectionnés par les Occidentaux comme entrepôts à des fins commerciales, sont devenues alors des capitales coloniales. Dans le cadre de la stratégie maritime de colonisation, les puissances occidentales ont tenté d'associer ces capitales portuaires aux réseaux de transport internationaux et améliorer leurs infrastructures. Le but de ces capitales coloniales était avant tout de satisfaire les besoins des métropoles,

plutôt que de poursuivre le développement économique occidentales local. Elles sont devenues un « lien principal » avec l'Occident. Au contraire, les puissances occidentales qui ont colonisé l'Asie du sud-est n'avaient pas l'intention d'investir dans le système ferroviaire de leurs colonies. Les coûts de construction des lignes ferroviaires étaient en effet beaucoup plus élevés que ceux de développement des voies navigables intérieures, déjà très populaires. Les systèmes ferroviaires des pays d'Asie du sud-est n'ont jamais été développés comme artères de circulation importantes. Le développement moderne des villes portuaires et le sous-développement de l'arrière-pays ont généré un énorme écart entre le développement urbain et rural dans les pays de l'Asie du sud-est.

Particularité de la « macrocéphalie urbaine » à Taiwan

L'influence de la stratégie continentale du Japon s'est répercutée sur le degré de macrocéphalie urbaine à Taiwan. Au cours des années 1930-1940, les pays sud-est asiatiques ont connu un degré de macrocéphalie élevé en comparaison avec le faible taux constaté dans les colonies japonaises (Taiwan et la Corée). Le phénomène de « macrocéphalie » de l'Asie du sud-est a été le résultat d'une colonisation antérieure, où de tels centres urbains, construits à des fins commerciales et administratives avec d'autres pays, ont prospéré à mesure que l'économie mondiale se développait. Manille, Singapour et beaucoup d'autres métropoles ont représenté une forte proportion de la population urbaine totale et ont acquis une position dominante. A partir de la période postcoloniale jusqu'à aujourd'hui, ces déséquilibres en Asie du sud-est se sont même largement accrus par rapport à celui de la période coloniale. La disposition spatiale du contexte colonial a continué à exercer son importance en influençant le degré de macrocéphalie urbaine. Les gouvernements postcoloniaux d'Asie du sud-est ont hérité de la stratégie de développement urbain des puissances coloniales occidentales sur des villes portuaires déjà technologiquement avancées. En conséquence, les capitales de Jakarta, Kuala Lumpur et Manille ont un haut degré de macrocéphalie urbaine, jusqu'à s'imposer aujourd'hui comme pôles économiques nationaux de leur pays.

Au contraire, Taiwan et la Corée ont présenté un faible degré de macrocéphalie urbaine pendant la période coloniale. Les deux capitales, Taipei et Séoul, ont été qualifiées de villes macrocéphales depuis la période coloniale, mais leurs degrés de macrocéphalie urbaine se situaient à la norme minimale du degré de deux pendant et après la période coloniale, comparé à leurs deuxièmes villes les plus peuplées de Kaohsiung et Busan. Pendant la période postcoloniale, Taipei, a connu une croissance démographique et a maintenu un faible niveau de macrocéphalie urbaine, suite à la stratégie continentale mise en place par le KMT. A partir de l'époque démocratique, Taipei a présenté à nouveau un important degré de macrocéphalie, en s'agrégeant sous la forme d'une métropole avec la ville de New Taipei. Avec la création du pôle industriel de haute technologie en 1980, la mise en service du métro en 1996, le redécoupage administratif de l'aire du Grand Taipei en 2010, puis le déclin urbain de Kaohsiung après 1980, le Grand Taipei a connu un degré de macrocéphalie urbaine élevé. La population de Grand Taipei est désormais quatre fois plus nombreuse que celle de Kaohsiung.

Structure ethnique dans le cadre des dispositifs macro-régionaux

Dans notre dernière hypothèse, nous avons affirmé que la structure ethnique des populations avait joué un rôle fondamental dans la configuration de ces dispositifs macro-régionaux. Cette hypothèse a été validée. La population de Taiwan, composée d'aborigènes et d'immigrants han chinois, a été classée en sous-groupes ethniques par les différents régimes politiques pour faciliter le maintien du pouvoir et le contrôle de toute opposition.

`

Pendant l'époque néerlandaise, les colonisateurs ont mis en œuvre la première politique de ségrégation ethnique entre les aborigènes et les immigrants han chinois. Ils ont fait venir à Taiwan les premiers travailleurs manuels chinois pour aider à la construction. Ils ont été placés dans des villes spécifiques pour faciliter l'administration. Les Néerlandais, par contre, n'ont eu qu'un faible contrôle sur la population autochtone, qui était relativement importante et dispersée. Le clan Zheng a apporté sa propre armée

chinoise pour s'installer à Taiwan. En tant que classe dirigeante dotée d'une armée, il est parvenu à succéder aux Néerlandais à Taiwan. Pendant ces deux périodes, les Hollandais et le clan Zheng n'ont contrôlé qu'une petite partie des terres dans le sud-ouest de Taiwan. Les aborigènes, qui étaient environ 100 000, ont occupé une surface relativement importante. A cette période, les han chinois, en raison de leur petit nombre – estimé au maximum 30 000 personnes - étaient faciles à être gérer pour les dirigeants.

Sous la domination des Qing, l'Etat chinois a utilisé tous les moyens administratifs pour limiter le pouvoir des han chinois à Taiwan. Par une politique isolationniste, il a interdit l'immigration han à Taiwan et a restreint les activités de commerce extérieur depuis l'île. Toutefois, ces restrictions n'ont pas empêché la croissance de la population han. Au cours des deux cents ans, la population han a été multipliée par 25, passant de moins de 100 000 pendant l'époque du clan Zheng à 2 500 000 personnes, devenant ainsi la principale population de l'île. En comparaison avec l'augmentation de han, la population aborigène est resté aux alentours de 100 000 personnes. Pour des raisons de sécurité et de facilité d'administration, les Qing ont imposé une politique de ségrégation à l'égard des aborigènes. Les Qing les ont divisé en « sauvages cuits » et « sauvages crus » selon leur « docilité ». Les Qing ont utilisé l'octroi de droits fonciers aux sauvages cuits comme un moyen de maintenir le pouvoir des han chinois à distance. En raison de leurs droits fonciers, les sauvages cuits se sont mélangés avec les han dans la moitié ouest des plaines de l'île. Au contraire, les sauvages crus indisciplinés ont été confinés dans les zones montagneuses et n'étaient pas sous contrôle Qing. Les divisions spatiales entre les han et les aborigènes se sont dessinés au cours de cette période.

Durant les cinq décennies de la colonisation nippone, les populations han et aborigènes ont chacune doublé. Les han chinois sont passés de 2,5 millions à près de 6 millions, tandis que les aborigènes sont passés de 100 000 à près de 250 000. Les Japonais ont administré les Taiwanais par le biais du « colonialisme scientifique », avec un ordre juridique strict, un système de police répressif et un enregistrement d'état-civil détaillé. Après 1920, les forces japonaises ont pu pénétrer complètement dans les montagnes où vivaient les sauvages crus. C'était le premier régime à prendre le contrôle de la totalité du territoire de Taiwan. Avec la pacification des sauvages crus, les Japonais ont supprimé le terme « sauvage » attribué aux aborigènes, symbolisant ainsi l'obéissance des aborigènes aux règles coloniales. Dès lors, l'Etat colonial les a dénommés en fonction de leur localisation. Les « sauvages cuits » ont été rebaptisés « tribus des plaines », tandis que les « sauvages crus » ont été nommés « tribus de montagnes ». Suite à une étude anthropologique, les tribus de montagnes ont été réparties en neuf ethnies.

Le régime du KMT, dirigé par Chiang Kai-shek, a fait venir entre un et deux millions de han chinois à Taiwan entre 1945 et 1949. Leur arrivée a provoqué des tensions ethniques entre les « continentaux » et les « insulaires han » originaires de Taiwan (Taiwanais de souche). L'immigration des continentaux, combinée au baby-boom de l'après-guerre, a porté la population de Taiwan à 10 millions d'habitants vers 1960. En ce qui concerne les aborigènes, le KMT a utilisé les recensements pour traiter les tribus des plaines comme des han. Les aborigènes n'étaient donc plus désignés que sous la catégorie de tribus en montagnes. Leur importance a été presque négligeable car ils ont été classés après les continentaux et les Taiwanais avec l'appellation euphémisée de « compatriotes des montagnes ». Il y a toujours eu, dans l'histoire de Taiwan, des pratiques discriminatoires à l'égard des aborigènes, qui ont été largement ignorés par les dirigeants des différentes époques.

À l'époque démocratique, le gouvernement n'a plus besoin d'utiliser les conflits ethniques pour l'aider à gouverner l'île. La coopération ethnique est désormais promue pour renforcer la « conscience taiwanaise » des plus de 20 millions d'habitants de l'île. Il s'agit notamment de la réconciliation entre les han insulaires et les continentaux d'une part et du respect pour les aborigènes d'autre part. Avec la montée en puissance du DPP,

les han insulaires se sont approprié la position dominante que les continentaux avaient pendant la période autoritaire (Ho, 1999). En 1996, l'usage du terme de « compatriotes des montagnes » de l'époque autoritaire a remplacé par celui d'« aborigènes », mettant officiellement fin à la discrimination à leur égard et rétablissant leur statut de « premiers habitants de l'île ». En 2014, le gouvernement démocratique a reconnu l'existence de seize peuples autochtones parmi les neuf identifiés à l'origine pendant la colonisation nippone. Aujourd'hui, ils représentent moins de 3 % de la population totale, soit moins de 600 000 personnes.

Après trente ans de démocratie, les Taiwanais se sont approprié leur territoire et leur histoire complexe. Le problème le plus important auquel ils restent confrontés est la non-reconnaissance par la communauté internationale du statut de Taiwan comme Etat-nation. Son nom officiel, « République de Chine » porte à confusion. Aujourd'hui, le sort de Taiwan dépend donc toujours de l'attitude de la Chine et du reste du monde.

Bibliographie

Academia Sinica. (2003, Septembre). Système de cartes historiques et culturelles de Taiwan (I). Taipei.

Alam, S. M. (2012, March 29). *Colonialism and Industrialization: Empirical Results.* Récupéré sur SSRN: https://ssrn.com/abstract=2031131

Amae, Y., & Damm, J. (2011). "Whither Taiwanization?" State, Society and Cultural Production in the New Era. *Journal of Current Chinese Affairs*, 3-17.

Amsden, A. H. (1985). The State and Taiwan's Economic Development. Dans P. Evans, D. Rueschemeyer, & T. Skocpol, *Brining the State Back In* (pp. 78-106). Cambridge: Cambridge University Press.

Amsden, A. H. (1989). *Asia's Next Giant: South Korea and Late Industrialization.* New York: Oxford University Press.

Amsden, A. H., & Chu, W.-w. (2003). *Beyond late development: Taiwan's upgrading policies* . Cambridge, MA: The MIT Press.

Anderson, J. L. (1995). Piracy and World History: An Economic Perspective on Maritime Predation. *Journal of World History, 6*(2), 175-199.

Aseniero, G. (1994). South Korean and Taiwanese Development: The Transnational Context. *Review (Fernand Braudel Center), 17*(3), 275-336.

Aveline-Dubach, N. (1995). *La bulle foncière au Japon.* Paris: ADEF.

Aveline-Dubach, N. (2016). Cours du Master Governing the Large Metropolis. Sciences Po, mimeo.

Aveline-Dubach, N. (2017). La centralité du foncier dans le régime d'accumulation du capital en Chine. *Revue de la régulation*, 1-25.

Baek, S.-W. (2015). Does China follow "the East Asian development model"? *Journal of Contemporary Asia*, 485-498.

Barclay, G. W. (2015). *Colonial Development and Population in Taiwan.* Princeton, NJ: Princeton University Press.

Bellwood, P. (1991). The Austronesian Dispersal and the Origins of Languages. *Scientific American*, 88-93.

Bibliothèque nationale de Taiwan. (1992). *Solution pour la bibliographie de la littérature taiwanaise : Deuxième catégorie de cartes (I) [臺灣文獻書目解題 第二種地圖類（一）].* Taipei: Nantian.

Biggart, N. W. (1991). Explaining Asian Economic Organization: Towards a Weberian Institutional Perspective. *Theory and Society, 21*(20).

Bishai, M. F. (1991). The Development of Industrial Land in Taiwan: A Legal Framework for State Control. *The Journal of Developing Areas*, 53-64.

Black, J. (1997). *Maps and Politics.* London: Reaktion Books Ltd.

Bloch, M. (1952). *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien.* Paris: Librairie Armand Colin.

Blussé, L. (2013). Port cities of south east asia: 1400-1800. Dans P. Clark, *The oxford handbook of cities in world history* (pp. 346-363). Oxford: Oxford university press.

Blust, R. (1985). The Austronesian Homeland: A Linguistic Perspective. *Asian Perspective*, 45-67.

Booth, A. E. (2007). *Colonial Legacies: Economic and Social Development in East and Southeast Asia.* Honolulu: University of Hawaii Press.

Borao, E. J. (2009). *The Spanish Experience in Taiwan, 1626 - 1642: The Baroque Ending of a Renaissance Endeavour .* Hong Kong: Hong Kong University Press.

Boyer, R., Uemura, H., & Isogai, A. (2015). *Capitalismes asiatiques - Diversité et transformations.* Rennes: PU Rennes.

Bricabraque. (2009, Octobre 17). *Le modèle d'Akamatsu.* Consulté le Mars 26, 2018, sur Histoire et géographie au lycée Braque d'Argenteuil par J. Blottiere: http://bricabraque.unblog.fr/2009/10/17/le-modele-dakamatsu/

Chan, S.-c. (2008). La théorie de l'identité "sauvage cuits" - L'accent est mis sur l'enregistrement de l'identité pendant la règle japonaise [熟番身分論──以日治時期的身分登錄為中心]. *Séminaire sur la création culturelle et les pratiques sociales* (pp. 1-19). Taipe: Institute of Ethnology, Academia Sinica.

Chang, B.-y. (2015). *Place, Identity and National imagination in Postwar Taiwan.* New York: Routledge.

Chang, H.-y., & Myers, R. H. (1963). Jepanese Colonial Development Policy in Taiwan, 1895-1906: A Case of Bureaucratic Entrepeneurship. *Journal of Asian Studies*(22), 433-449.

Chang, J.-s. (1988). Les principaux paradigmes des études urbaines de l'après-guerre à Taiwan : un examen préliminaire [台灣戰後都市研究的主流範型：一個初步的回顧]. *Taiwan Social Research Quarterly, 1*(2/3), 9-31.

Chang, L.-c. (2009). Aperçu de l'histoire contemporaine de Taiwan [當代臺灣史學史論綱]. *Taiwan History Research*, 161-184.

Chang, S.-f. (2017). *Colonisation inachevée - Village d'immigrants japonais à Taïwan [未竟的殖民-日本在臺移民村].* New Taipei: Weicheng.

Chang, W.-y. (2018). Cross-Strait Relations Development, Risks and Challenges [兩岸關係發展、風險與挑戰]. *Perspectives et exploration*, 134-152.

Chang, Y.-c. (2002). *L'ouverture du marché politique [開放政治市場].* Taipei: Linking.

Chang, Y.-h. (1985). Évolution du système urbain de Taiwan depuis la fin de la dynastie Qing [清末以來臺灣都市體系之變遷]. Dans H.-y. Chu, & Y.-h. Chang, *Changements sociaux et culturels à Taiwan* (pp. 233-273). Taipei: Institute of Enthnology, Academia Sinica.

Chang, Y.-h. (1995). *La structure interne des villes Taiwanaises : une étude de l'écologie sociale et de l'histoire [台灣都市的內部結構：社會生態的與歷史的探討].* Taipei: Juliu.

Chang, Y.-h. (1997). Le système urbain à Taïwan - De Qing à la domination japonaise [台灣的都市體系－從清到日治]. Dans Y.-m. Tsai, & Y.-h. Chang, *La société urbaine à Taiwan* (pp. 33-60). Taipei: Chuliu.

Chang, Y.-z. (2017). Étoile de demain - Port de Taipei [明日之星-台北港]. *Scientific Development*, 64-69.

Chao, J.-c. (1985). *Utilisation de l'aide américaine [美援的運用].* Taipei: Linking.

Chaponnière, J. (1997). La politique induestrielle des tards-venus: Analyse comparative de la Corée, de Taiwan, de la Malasie et de la Thaïlande. Dans GIS-GEMDEV, *Etats, politiques publiques et dévéloppement en Asie de l'Est* (pp. 23-55). Paris: Karthala.

Chaponnière, J.-R. (2014, 1-3). Le modèle de développement de l'Asie de l'Est. *Recherches Internationales*(98), pp. 121-146.

Chen, B.-s. (1993). *Histoire du peuple de Taiwan [台灣人民歷史].* Taipei: Renjian.

Chen, C., & Liu, S.-f. (1997). Migration into and out of Taiwan, 1895-1944. *Journal of Population Studies* (18), 39-66.

Chen, D.-s. (1992). *Excité ! L'histoire de Taïwan : une compréhension taïwanaise de leur propre pays [激動！台灣的歷史：台灣人的自國認識].* Taipei: Avanguard.

Chen, L.-h., & Shih, H.-c. (2010). Land use planning in Taiwan: A history. Dans R. Bristow, *Planning in Taiwan: Spatila planning in the twenty-first century. A history* (pp. 19-50). New York: Rouledge.

Chen, M.-t. (2004). Les trois liens directs à travers le détroit de Taiwan et l'avenir de la sécurité du détroit de Taiwan [兩岸三通與台海安全的前瞻]. *New Century Think Tank Forum*, 8-10.

Chen, Q.-l. (1980). Recherche anthropologique à Taiwan. 台灣的人類學研究] . *Chinese Cultural Renaissance Monthly*.

Chen, S.-c. (2015). *70 ans d'histoire taiwanaise de l'après-guerre (1945-2015) [戰後 70 年臺灣史(1945-2015)].* Taipei: Time publication.

Chen, S.-x. (1964). *Répertoire de la province de Taïwan - Population [臺灣省通志稿-人口篇].* Taipei: Taiwan Provincial Documentation Committee.

Chen, S.-y., Wen, Z.-h., Dai, B.-c., & Wu, W.-x. (1996). *Histoire du développement de Taiwan [台灣開發史].* Taipei: NOU.

Chen, T.-l. (2008). *La résistance et l'identité taiwanaises [台灣人的抵抗與認同].* Taipei: Yuanliu.

Chen, Y.-h. (1995). The East Asian NICs: A State-led Path to the Developed Word. Dans B. Stallings, *Global Change, Regional Response: The New International Context of Development* (pp. 199-238). Cambridge, MA: Cambridge University Press.

Chen, Z.-r. (2005). *La montagne de Keelung et l'océan Tamsui : une étude des mers d'Asie orientale et de l'histoire de Taïwan 雞籠山與淡水洋：東亞海域與台灣史研究 (1400-1700)].* Taipei: Linking.

Cheng, C.-r. (1983). Revue de recherche historique et de sensibilisation à l'histoire de Taïwan [臺灣史研究與歷史意識之檢討]. *Taiwan Culture and Arts*, 7-17.

Cheng, W.-c. (2014). *Inō Kanori: Lancement de l'histoire ethnique de Taiwan [伊能嘉矩：臺灣歷史民族誌的展開].* Taipei: NTU Press.

Cheng, Z.-c. (2009, Septembre 24). *Enquête sur les anciennes pratiques [舊慣調查].* Consulté le Avril 24, 2019, sur Encyclopédie de Taïwan: http://nrch.culture.tw/twpedia.aspx?id=3820

Chosen Government Railway. (1934, July). *Chosen Government Railway.* Consulté le Avril 21, 2018, sur Wikipedia: https://en.wikipedia.org/wiki/Chosen_Government_Railway

Chou, W.-y. (2002). Le mouvement de Kominka à Taiwan et en Corée d'un point de vue comparatif (1937-1945) [從比較的觀點看臺灣與韓國的皇民化運動 (1937-1945)]. *New Historiography, 6*(1), 33-76.

Chou, W.-y. (2016). *Nouvelle histoire illustrée de Taiwan [臺灣歷史圖說]* (éd. 3rd). Taipei: Linking.

Chu, W.-w. (2017). *Les origines du développement économique de l'après-guerre à Taiwan - le pourquoi et le comment d'un développement plus tardif [台灣戰後經濟發展的起源-後進發展的為何與如何].* Taipei: Linking.

Chung-hua Institution for Economic Research. (2012). *Les entrepreneurs taiwanais de la Chine continentale se modernisent et se transforment et leur rôle dans le développement économique de Taiwan [中國大陸台商升級轉型及其在台灣經濟發展中的角色探討].* Taipei: Ministry of Economic Affairs (ROC).

Concil of Agriculture. (2016). *Parc de biotechnologie agricole [農業生物科技園區].* Consulté le March 4, 2020, sur Introduction au parc: https://www.pabp.gov.tw/CHT/cl010101.aspx

Corcuff, S. (2000). Les « Continentaux » de Taiwan [Une catégorie identitaire récente]. *Perspectives chinoises*, 74-84.

Council for Economic Planning And Development, CEPD. (2002). *Plan national des priorités de développement du Défi 2008 (2002-2007) [挑戰 2008：國家發展重點計畫（2002 —2007）].* Taipei: Executive Yuan (ROC).

Council for Economic Planning And Development, CEPD. (2007). *Plan-cadre pour le développement durable de la partie orientale [東部永續發展綱要計畫].* Taipei: Executive Yuan (ROC).

Cypher, J. M., & Dietz, J. L. (2009). *The process of economic development.* London & New York: Routledge.

Dai, B.-c. (2008). "La littérature taiwanaise" et l'étude de l'ère de la domination japonaise : une étude d'orientation historique [«臺灣文獻» 與日治時代研究：研究史面向的考察]. *Taiwan Literature*, 48-74.

Dai, B.-c. T.-h. (2010). *Le chemin de fer llongitudinal autour de l'île de Taiwan [縱貫環島・臺灣鐵道].* Taipei: Yakai.

Dai, Z.-y. (2014). *Illustration.Histoire de l'ancienne ville de Taiwan [圖說.臺灣古城史:烽火三百年的臺灣築城歷史與砲臺滄桑].* New Taipei: Hiking Culture.

Davidson, J. W. (2014). *Le passé et le présent de l'île de Formose [福爾摩沙島的過去與現在].* Tainan: National Museum of Taiwan History.

Dept. of Accounting (ROC). (2016). *Rapport annuel sur les statistiques financières de ROC [中華民國財政統計年報].* Taipei: Minstry of Finance (ROC).

Dept. of Household Registration Affairs (ROC). (2012). *Données démographiques du centenaire [百年人口歷年資料].* Consulté le 5 16, 2019, sur Données démographiques: https://www.ris.gov.tw/app/portal/346

Deyo, F. (1987). *The Political Economy of the New Asian Industrialism.* NY: Cornell University Press.

Dick, H., & Rimmer, P. J. (2003). *Cities, Transport and Communications. The Integration of Southeast Asia since 1850.* New York: Palgrave Macmillan.

Ding, W.-y., & Hu, Z.-y. (2012). *Histoire de l'Association des agriculteurs de Taiwan - La période de la domination japonaise [台灣農會史-日治時期溯源]* (Vol. I). Taipei: Association de formation commune des organisations d'agriculteurs (ROC).

Directorate-General of Budget, Accounting and Statistics (ROC). (s.d.). *Taux de croissance économique de Taiwan [台灣經濟成長率].* Consulté le Novembre 15, 2019, sur Directorate-General of Budget, Accounting and Statistics (ROC): https://www.dgbas.gov.tw/point.asp?index=1

Dong, A.-c. (2015). Transformation des industries taïwanaises dans le cadre de la mondialisation - vider ou moderniser ? [全球化下台灣產業的轉型－空洞化抑或升級？]. Dans C. Lee, D.-j. Xiao, Z.-s. Wu, & J.-q. Wang, *Academician Yu Tsung-hsien and Taiwan's Economic Development Policy* (pp. 227-269). Taipei: Dept. of Economic, Academia Sinica.

Duverger, M. (1970). *Le Système Politique Français.* Paris: PUF.

Evans, P. (1995). *Embedded Autonomy: States and Industrial Transformation.* Princeton, NJ: Princeton University Press.

Fan, Y.-j., & Liao, X.-m. (2008). Mise en place et développement historique des SIG [歷史地理資訊系統建立與發展]. *Système d'information géographique (SIG)*, 23-30.

Fang, Z.-z. (2003). Les relations commerciales entre Taïwan et les Philippines à l'époque de Ming Cheng - centrées sur les registres des douanes de Manille [明鄭時代台灣與菲律賓的貿易關係—以馬尼拉海關紀錄為中心]. *Taiwan Literature*, 59-105.

Federation of Agricultural Land and Water Associations. (2005). *Irrigation de Chianan et Yoichi Hatta [嘉南大圳與八田與一].* Taipei: Concil of Agriculture (ROC).

Femme, G. S. (2003). *The Dutch East India Company: Expansion and Decline.* Zutphen: Walburg Pers.

Foreign Trade Association. (2008). *Histoire du commerce de Taiwan [台灣貿易史].* Taipei: Foreign Trade Association.

Fryer, D. W. (1953). The "Million City" in Southeast Asia. *Geographical Review, 43*(4), 474-494.

Fukuyama, F. (1992). *The End of History and the Last Man.* New York: Free Press.

Furuoka, F. (2005). Japan and the 'Flying Geese' Pattern of East Asian Integration. *Journal of Contemporary Eastern Asia*, 1-7.

Gao, X.-z. (1977). *Les 300 ans d'histoire de Taïwan [台灣三百年史].* Taipei: Gouting Bookstore.

Ginsburg, N. S. (1955). The Great City in Southeast Asia. *American Journal of Sociology, 60*(5), 455-462.

Goddard, W. G. (1983). *Formosa, A Study in Chinese History.* Macmillan.

Gold, T. B. (1986). *State and Society in the Miracle.* New York: M.E. Sharpe, Inc.

Gou, H.-w. (2018). Le rôle de Taiwan dans le commerce entre les Pays-Bas et le Japon au XVIIe siècle [十七世紀荷日貿易中台灣所扮演的角色]. *Economic Essays Series*, 209 - 234.

Grabowski , R. (2002). East Asia, Land Reform and Economic Development. *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 105-126.

Gregory, I. N., & Healey, R. G. (2007). Historical GIS: Structuring, mapping and analysing geographies of the past. *Progress in Human Geography*, 638-653.

Groll, C., Alphen, W., Kat, H., Meekerk, H., & Wevers, L. (2002). *Dutch overseas: architectural survey: mutual heritage of four centuries in three continents.* Waanders.

Guiheux, G. (2001). Taiwan, les richesses d'une nation. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 13-24.

Guiheux, G. (2002). *Les grands entrepreneurs privés à Taiwan : La main visible de la prospérité.* Paris: CNRS Editions.

Gunn, G. C. (2011). *History Without Borders: The Making of an Asian World Region, 1000-1800.* Hong Kong: Hong Kong University Press.

Guo, T.-y. (1954). *Un aperçu de l'histoire de Taiwan [台灣史事概說].* Taipei: Zhengzhong Bookstore.

Guo, T.-y. (2018). Ligne de chemin de fer côtière et développement régional 海線鐵路與區域發展]. *Taiwan Study Newletter*, 20-21.

Haggard, S. (1990). *Pathways from the Periphery: The Politics of Growth in the Newly Industrializing Countries.* Ithaca: Cornell University Press.

Hakka Affairs Council (ROC). (2016). *Enquête et recherche nationales sur les données de base relatives à la population et à la langue hakka 2016 [105 年度 全國客家人口暨語言基礎資料調查研究].* Taipei: Hakka Affairs Council (ROC).

Hamilton, G. G., & Biggart, N. W. (1992). Market, Culture and Authority: A Comparative Analysis of Management and Organization in the Far East. Dans Granvoetter, & Svedberg, *The Sociology of Economic Life.* Boulder, San Francisco, and Oxford: Westview Press.

Hang, X. (2015). *Conflict and Commerce in Maritime East Asia: The Zheng Family and the Shaping of the Modern World, c. 1620-1720.* Cambridge: Cambridge University Press.

Hannah, M. (2000). *Governmentality and the Mastery of Territory in Nineteenth-Century America.* NY: Cambridge University Press.

Hartshorne, R. (1939). *The Nature of Geography.* Lancaster, Penn.: Association of American Geographers.

Hauser, P. M. (1957). *Urbanization in Asia and the Far East.* Calcutta: UNESCO.

Heé, N. (2014). Taiwan under Japanese Rule. Showpiece of a Model Colony? Historiographical Tendencies in Narrating Colonialism. *History Compass*, 632-641.

Heé, N., & Schaper, U. (2009). Introduction: Approaching Different Colonial Settings. Dans S. Conrad, N. Heé, & U. Schaper, *Ordering the Colonial World Around the 20th*

Century Global and Comparative Perspectives (pp. 7-17). Leipzig: Leipziger Universitätsverlag.

Hein, C. (2013). Port Cities. Dans P. Clark, *The Oxford Handbook of Cities in World History* (pp. 809-827). Oxford: Oxford University Press.

Hellyer, R. I. (2009). *Defining Engagement: Japan and Global Contexts, 1640-1868.* Cambridge, MA: Harvard University.

Heyns, P. (2000). Relations économiques entre la Compagnie néerlandaise des Indes orientales et les Chinois dans la région du Taoyuan (1625-1640) [荷蘭東印度公司與中國人在大員一帶的經濟關係(1625-1640)]. *Études chinoises, 18*(1), 129-152.

Ho, K., & Hsiao, H.-h. M. (2006). Globalization and Asia-Pacific capital cities: primacy and diversity. In K. Ho, & H.-h. M. Hsiao, *Capital cities in Asia-Pacific: primacy and diversity* (pp. 3-26). Taipei: CAPAS, Academia Sinica.

Ho, S. P. (1978). *Economic Development of Taiwan, 1860-1970.* New Haven: Yale University Press.

Ho, S. P. (1992). Dans G. Ranis, *Taiwan : from developing to mature economy* (p. 454). Boulder, Colo.: Westview Press.

Hori, K. (1994). East Asia between the Two World Wars-Industrialization of Japan and its Ex-Colonies. *Kyoto University Economic Review*, 1-22.

Houssel, J.-P. (1995). Made in Taiwan ou l'industrie à la campagne. *Revue de géographie de Lyon*, 61-75.

Hout, W. (2016). Classical approaches to development: Modernisation and dependency. Dans J. Grugel, & D. Hammett, *The Palgrave Handbook of International Development* (pp. 21-39). Basingstoke: Palgrave Macmillan.

Hsia, C.-j. (2000). Building Colonial Modernity: Rewriting Histories of Architecture and Urbanism in the Colonial Taiwan. Taiwan: A Radical Quaterly in Social Studies, 47-82.

Hsiao, H.-h. M. (1996). *L'État et la société de Taiwan [臺灣的國家與社會].* Taipei: Sanmin.

Hsieh, M.-j. (2007, November 15). *Explorer les problèmes du Project Challenge 2008 [挑戰 2008 計畫的問題之探討]*. Récupéré sur NPF Resarch Report: https://www.npf.org.tw/2/3577

Hsu, J.-d. (1996). *Histoire du développement moderne de Taiwan [台灣近代發展史].* Taipei: Cianwei.

Hsu, J.-h. (2015). Explorer la relation entre les finances centrales et locales après les Six Villes [六都後中央與地方財政關係的探討]. *Fiscal Studies*, 1-15.

Hsu, P.-t. (2019). *Witness to the Storm in Taiwan (Traité politique - Volume 2) [臺灣風雲見證錄（政論篇• 下冊）].* Taipei: Songhua.

Hsu, S.-j. (2016). *Justice foncière : de la réforme agraire à l'acquisition de terres, une histoire qui a été dissimulée et jouée encore et encore [土地正義：從土地改革到土地徵收，一段被掩蓋、一再上演的歷史].* Taipei: Hiking Culture.

Hsueh, H.-y. (2012). Introduction [導言]. Dans H.-y. Hsueh, *Le développement et le système de l'empire : une étude de l'histoire économique du Japon et de Taiwan* (pp. 7-36). Taipei: NTU Press.

Huang, C.-c. (2013, June 21). *Répartition des villages militaires à Taïwan [國軍眷村分布].* Récupéré sur Studio des cartes-hqq: https://blog.xuite.net/hqq.hqq/blog/78335139-%E5%9C%8B%E8%BB%8D%E7%9C%B7%E6%9D%91%E5%88%86%E5%B8%83

Huang, J.-j. (2006). *La transformation de Taiwan de l'après-guerre et ses perspectives [戰後臺灣的轉型及其展望].* Taipei: NTU Press.

Huang, J.-m. (2011). Construction urbaine à Taipei pendant la période de domination japonaise [日治時期臺北的城市建設]. *Newsletter of Taiwan Studies*, 10-11.

Huang, T.-l. (2005, May 20). *White Terror exhibit unveils part of the truth.* Consulté le October 23, 2018, sur Taipei Times: http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2005/05/20/2003255840

Huang, W.-d. (2000). *Sur les traces de l'histoire urbaine : composition de la "ville moderne" à Taipei [追尋都市史之足跡: 臺北「近代都市」之構成].* Taipei: Comité de littérature.

Huang, W.-y., Chen, Z.-w., & Chen, A.-n. (1981). *Analyse démographique de la diaspora chinoise à Bar City sous la Compagnie néerlandaise des Indes orientales [荷属东印度公司统治时期吧城华侨人口分析].* Xiamen: Nanyang Institute, Xiamen University.

Huang, Y., & Huang, Y.-y. (2018). *Carte historique de Taiwan [臺灣歷史地圖].* Taipei: Yuan-Liou.

Huang, Y.-m., Pan, S.-c., Wu, C.-y., & Wang, M.-h. (2017). *Les classiques de la capitale taïwanaise : Visites guidées et excursions [臺灣府城經典：導覽·逍遙遊].* Tainan: New Wenjing.

Huang, Z.-s., Chang, S.-y., & Wu, W.-x. (1997). *Comprendre Taiwan (Histoire) [認識台灣(歷史篇)].* Taipei: National Institute for Compilation and Translation.

Human Rights Digital Exhibition. (2006, 3 6). *Formosa After the War*. Récupéré sur Reflection on the 228 Event-The first gunshot: https://web.archive.org/web/20060306231303/http://www.2003hr.net/English/cul_xb0101.php

Industrial Development Bureau, IDB. (2018). *Réseau d'information sur l'approvisionnement en terrains industriels et les services à Taiwan [台灣工業用地供給與服務資訊網]*. Consulté le Avril 17, 2020, sur Industrial Development Bureau, Ministry of Economic Affairs (ROC): https://idbpark.moeaidb.gov.tw/Environ/agency_quantity

Inō, K. (2017). *Revue culturelle de Taiwan (trois vol.) [臺灣文化志（共三卷）].* Taipei: Dajia Publishing.

Itô, K. (1994). *Taiwan : quatre cents ans d'histoire et de perspectives [台灣：四百年的歷史與展望].* Taipei: Far East Bookstore.

Jan de Vries, & Ad van der Woude. (1997). *The First Modern Economy: Success, Failure, and Perseverance of the Dutch Economy, 1500-1815.* Cambridge: Cambridge University Press.

Jian, H.-c. (2000). Gouvernance négative de Taïwan au début de la dynastie des Qing [清朝早期消極治臺]. Dans H.-c. Jian, *La légende de Formose - L'histoire de Taïwan* (pp. 138-147). Taipei: Culture and Heritage Committee (ROC).

Johnson, C. (1982). *MITI and the Japanese Miracle: The Growth of Industrial Policy, 1925-1975.* Redwood: Stanford University Press.

Johnson, C. (1987). Political institutions and economic performance: the governement business relationship in Japan, South Korea and Taiwan. Dans F. C. Deyo, *The Political Economy of the New Asian Industrialism* (pp. 136-164). London: Cornell University Press.

Johnston, R. J. (1983). *Philosophy and Human Geography: An Introduction to Contemporary Approaches .* London: Edward Arnold.

Jolly, D., & Chaponnière, J.-R. (1989). Le « modèle » Taiwanais. *La Nouvelle Asie Industrielle*, 29-40.

Ju, C.-c. (2015). Financial Issues and Strategies in Taiwan: Comparison between Municipality and County/City [臺灣的地方財政問題與對策：直轄市與縣（市）比較分析]. *China Local Autonomy*, 3-27.

Judet, P. (1997). Le développement en Asie: L'Etat et le marché. Dans GIS-GEMDEV, *Etats, politiques publiques et développement en Asie de l'Est* (pp. 15-22). Paris: Karthala.

Ka, C.-m. (2001). *Le propriétaire aborigène : politique ethnique et droits fonciers des autochtones sous les Qing, Taiwan [番頭家：清代臺灣族群政治與熟番地權].* Taipei: Academia Sinca.

Ka, C.-m. (2003). *Conflit sur le sucre de riz - Développement et subordination à Taïwan sous le colonialisme japonais [米糖相剋-日本殖民主義下台灣的發展與從屬].* Taipei: Socio Publishing.

Kang, M.-g. (1998). Understanding Urban Problems in Korea: continuty and Change. *Development and Society, 27*(1), 99-120.

Kang, P.-d. (2016). Koxinga and His Maritime Regime in the Popular Historical Wrigings of Post-Cold War Taiwan. Dans T. Andrade, & X. Hang, *Sea Rovers, Silver, and Samurai: Maritime East Asia in Global History, 1550-1700* (pp. 335-352). Honoluou: University of Hawaii Press.

Kang, P.-d. (2016). *Imagination coloniale et variations locales : La Compagnie hollandaise des Indes orientales et les Austronésiens de Formose [殖民想像與地方流變—荷蘭東印度公司與臺灣原住民].* Taipei: Linking.

Kasahara, S. (2013). *The Asian Developmental State and the Flying Geese Paradigm.* United Nations.

Kim, E. (1993). Contradictions and Limits of a Developmental State: With Illustrations from the South Korean Case. *Social Problems*, 228-249.

Kim, K. (2006). *The Development of Modern South Korea: State Formation, Capitalist Development and National Identity.* London: Routledge.

Koo, H. (1987). The interplay of state, social class, and world system in East Asian development: The cases of South Korea and Taiwan. Dans F. C. Deyo, *The interplay of state, social class, and world system in East Asian development: The cases of South Korea and Taiwan* (pp. 165-181). London: Cornell University Press.

Lancret, N., & Tiry-Ono, C. (2015). Introduction. Dans N. Lancret, & C. Tiry-Ono, *Architectures et villes de l'Asie contemporaine: Héritages et projets* (pp. 11-16). Liège: Mardaga.

Latour, B. (1987). *Science in Action.* NY: Cambridge University Press.

Laux, C. (2015, March 17). *Le « port colonial », un concept opératoire pour les historiens des périodes moderne et contemporaine ?* Récupéré sur LAMenparle: https://lamenparle.hypotheses.org/214#identifier_2_214

Lee, G.-d., & Liu, S.-f. (2005). *Li Guo Ding : Mon expérience à Taiwan : Lee Guo Ding sur la prise de décision et la réflexion financières à Taiwan [李國鼎：我的台灣經驗：李國鼎談台灣財經決策的制定與思考].* Taipei: Yuanliu.

Lee, H.-f. (1987). *Quarante ans de mouvement démocratique à Taiwan [台灣民主運動四十年].* Taipei: Independent Evening News.

Lee, H.-f., & Liu, F.-s. (1998). *Chronologie historique de Taiwan [臺灣歷史閱覽].* Taipei: Independent Evening Post.

Lee, L.-y. (2008). Les coopératives industrielles et l'économie rurale de la région de Taoyuan pendant l'occupation japonaise (1913-1939) [日治時期桃園地區的產業組合與農村經濟 (1913-1939)]. Dans M.-h. Lin, *L'amour de Taoyuan - Série de recherches sur la littérature et l'histoire de Taoyuan* (pp. 33-62). Taoyuan: Wannen University.

Lee, Z.-x., & Gu, Y.-w. (2014). Bilan et perspectives des applications SIG historiques au cours des 20 dernières années : une étude de cas sur l'histoire régionale à Taiwan [近二十年來應用歷史地理資訊系統的回顧與展望: 以臺灣區域史研究為例]. *Taiwan Historical Research*, 167-196.

Li, J.-k., Tsang, C.-h., & Hua, Y.-k. (1995). *Austronesian Studies Relating to Taiwan.* Taipei: Institute of History and Philology, Academia Sinica.

Liao, H.-y. (2008). *Projet d'archives numériques de Taïwan [台灣數位典藏計畫].* Taipei: Academia Sinica.

Liao, H.-y. (2013). Migration, villes coloniales et processus de modernisation - Le développement de la ville moderne de Taipei sous la dynastie Qing et les Japonais [移民、殖民城市与现代化过程－清代与日据下的近代台北城市发展历程]. *China History and Geography Series*, 48-55.

Lim, L. Y. (1983). Singapore's Success: The Myth of the Free Market Economy. *Asian Survey*, 752-764.

Lin, C.-h. (2012). Introduction à l'histoire de la langue néerlandaise à Taiwan- Un compte rendu concis des documents historiques néerlandais cités dans l'ouvrage de Tsao Yonghe "A Study of the Deerskin Trade in Modern Taiwan [有關臺灣的荷文史料介紹–兼述曹永和著《近世臺灣鹿皮貿易考》引用之荷文史料. *Taiwan Study Reserche*, 73-96.

Lin, H.-x. (1973). *Brève histoire de Taïwan [台灣史略].* Taipei: Chingwen.

Lin, M.-h. (1979, 7). Commerce et changements économiques et sociaux à Taiwan à la fin de la dynastie Qing, 1860-1895 [貿易與清末臺灣的經濟社會變遷，1860-1895]. *Shih-Huo Monthly, 9*(4), pp. 18-32.

Lin, P.-h. (2012). *Illustration de l'histoire de Taiwan [圖解臺灣史].* Taipei: Wunan.

Lin, Q.-h. (2006). *Traitement économique différencié de la nationalité provinciale et de la structure ethnique du régime KMT [國民黨政權在經濟上的省籍差別待遇體制與族群建構].* Kaohsiung: Graduate Institute of National Development, NSYSU.

Lin, R.-y. (2012). Des ports privates aux petits ports: L'ouverture des ports régionaux de Taiwan au commerce extérieur à la fin de la dynastie Qing [由私口到小口：晚清臺灣地域性港口對外貿易的開放]. Dans R.-y. Lin, *La tradition commerciale de Taiwan dans une perspective comparative* (pp. 135-167). Taipei: Institute of Taiwan History, Academia Sinica.

Lin, T.-f. (2018). Flux de population en provenance et à destination de Taiwan au début de l'après-guerre et jusque dans les années 1950 [戰後初期到 1950 年代 臺灣人口移出與移入]. *Taiwan Study Newletter*(103), 4-7.

Lin, Y.-l., & Lee, Y.-z. (2004). *Studies in the History of Postwar Taiwan: 1945-2000 Volume VII: History of Taiwan [戰後臺灣的歷史學研究：1945-2000 第七冊：臺灣史].* Taipei: NTU Press.

Lin, Y.-r. (2000). Subordination et sécession : le double mécanisme commercial des villes portuaires de Taïwan au milieu du XIXe siècle [從屬與分立：十九世紀中葉臺灣港口城市的雙重貿易機制]. *Taiwan History Research*, 1-37.

Lin, Z.-f. (1994). *Histoire du développement de Taïwan [台灣開發史].* Taipei: Sanmin.

Liu, C.-y. (2019). The distinctive features of urban primacy in Taiwan from Japanese colonial context till early KMT authority regime. *Monde Chinois, Nouvelle Asie, 2*(58), 27-40.

Liu, W.-j., Wang, W.-j., & Yang, S.-h. (2003). *100 ans de chemin de fer à Taiwan [百年台灣鐵道].* Taipei: Fruit Publishing.

Liu, X.-r. (2010). Évaluation de l'efficacité de l'ECFA sur le développement de Taïwan [論兩岸經濟合作架構協議（ECFA）對臺灣發展之效益評估]. *Perspectives et exploration*, 90-107.

Liu, Y.-h. (2004). *Histoire du développement urbain à Taiwan [台灣都市發展史].* Nantou: Taiwan Provincial Government.

Low, L. (2001). The Singapore developmental state in the new economy and polity. *The Pacific Review*, 411-441.

Lu, F.-s. (2012). *Une histoire du développement de la République de Chine au cours des 60 dernières années (Volume 1) [中華民國近六十年發展史(第一卷)].* Taipei: National History Museum.

Luedde-Neurath, R. (1988). State Intervention and Export-oriented Development in South Korea. In G. White, *Developmental States in East Asia* (pp. 68-112). Switzerland: Springer.

Maddison, A. (2010, March). *Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD.* Consulté le May 24, 2019, sur Maddison Historical Statistics: http://www.ggdc.net/maddison/oriindex.htm

Makeham, J., & Hsiau, A.-c. (2005). *Cultural, Ethnic, and Political Nationalism in Contemporary Taiwan: Bentuhua.* Palgrave Macmillan US.

Manuel, C. (1992). Four Asian Tigers with a Dragon Head: A Comparative Analysis of the State, Economy and Society in the Asian Pacific Rim. Dans R. Appelbaum, & J. Henderson, *States and Development in the Asian Pacific Rim* (pp. 33-70). London: Sage.

Map of the railway network of Manchukuo. (2014, Février 25). Consulté le Avril 21, 2018, sur Wikipedia: https://zh.wikipedia.org/wiki/%E6%BB%A1%E6%B4%B2%E5%9B%BD%E5%9B%BD%E6%9C%89%E9%93%81%E9%81%93

Mazrui, A. A. (1968). Social Darwinism to Current Theories of Modernization: A Tradition of Analysis. *World Politics*, 69-83.

McCord, W. (1989). Explaining the East Asian "Miracle". *The National Interest*, 74-82.

Metcalf, T. R. (2013). Coloinal cities. Dans P. Clark, *The Oxford Handbook of Cities in World History* (pp. 942-962). Oxford: Oxford University Press.

Metzler, J. J. (2017). *Taiwan's transformation: 1895 to the present.* New York: Palgrave Macmillan.

Ministry of Transport. (1999). *Planification globale des transports régionaux de Taiwan: autoroutes (Phase 3) [第三期台灣地區整體運輸規劃: 公路篇].* Taipei: Ministry of Transport (ROC).

Mizoguchi, T. (1979). Economic Growth of Korea under the Japanese Occupation - Background of Industrialization of Korea 1911-1940. *Hitotsubashi Journal of Economics, 20*(1), 1-19.

Mizoguchi, T., & Nojima, N. (1988). National accounting statistics. Dans M. Unemura, & T. Mizoguchi, *Basic economic statistics of former Japanese colonies, 1895-1938: Estimates and finding.* Tokyo: Toyo Keizai Shimposha.

MOEAIC. (2016). *Investissements en Chine continentale [對中國大陸投資]*. Consulté le March 27, 2020, sur https://www.moeaic.gov.tw/business_category.view?seq=3&lang=ch

Morier-Genoud, D. (2010). L'historiographie de Taiwan. À la recherche d'une « histoire savante native ». *Perspectives Chinoise*, 86-98.

Mulvenon, J. C. (2003). *A Poverty of riches: new challenges and opportunities in PLA research.* Santa Monica, CA: Rand Corporation.

National Development Concil, NDC. (2003). *Description générale de l'examen du Plan national des priorités de développement du Défi 2008 [「挑戰2008：國家發展重點計畫」檢討總說明].* Taipei: National Development Concil (ROC).

National Palace Museum (ROC). (s.d.). *Base de données des archives du palais de la dynastie Qing et des archives du département des avions militaires [清代宮中檔及軍機處檔摺件資料庫]*. Récupéré sur National Palace Museum (ROC): http://npmhost.npm.gov.tw/tts/npmmeta/GC/indexcg.html

Ng, C.-t. (2013). *Bureau du gouverneur de Taiwan [台灣總督府].* (Y.-z. Huang, Trad.) Taipei: Avanguard.

Offner, J.-M. (1993). Les « effets structurants » du transport : mythe politique, mystification scientifique. *Espace géographique*, 233-242.

Om, P. (1998). The Trading World of India and Southeast Asia in the Early Modern Period. *Archipel, 56*, 31-42.

Ong, I.-t. (2018). *Taiwan: Une histoire d'agonies [台灣,苦悶的歷史].* Taipei: Avanguard.

Ou, S.-y. (2012). *Héritage et innovation : le redémarrage de l'université de Taïwan au début de l'après-guerre [傳承與創新：戰後初期臺灣大學的再出發].* Taipei: Taiwan Bookstore.

Palen, J. J. (1997). La métropole de Taiwan vue par les sociologues urbains américains - Une comparaison avec les États-Unis [美國都市社會學家眼中的台灣都市——與

美國的對照]. Dans Y.-m. Tsai, & Y.-H. Chang, Urban Society in Taiwan (Y.-H. Chang, Trad., pp. 517-522). Taipei: Juliu.

Pang, C.-k. (1997). The Role ofthe 'State' in the Economic Transformation in East Asia. In K. Law, & C. Wong, *Behind the Miracle: Deconstructing the East Asia Modernization.* HK: Oxford University Press.

Pang, C.-k. (2005). *Théorie du développement national L'expérience de développement de Taiwan [國家發展理論－兼論台灣發展經驗].* Taipei: Juliu.

Pei, M. (1998). Constructing the political foundations of an economic miracle. Dans H. S. Rowen, *Behind East Asian Growth: The political and social foundations of prosperity* (pp. 39-59). London: Routledge.

Peng, H.-e. (2005). *Développement politique et démocratisation à Taiwan [台灣政治發展與民主化].* Taipei: Fongyun.

Phillips, S. E. (2003). *Between Assimilation and Independence: The Taiwanese Encounter Nationalist China, 1945-1950.* Stanford: Stanford University Press.

Pryaltonian. (2006, December 6). *File:ROC Administrative and Claims.jpg*. Consulté le Febrary 12, 2020, sur Wikimedia Commons: https://commons.wikimedia.org/wiki/File:ROC_Administrative_and_Claims.jpg

Rao, V. V. (1998). East Asian Economies: Growth within an International Context. *Economic and Political Weekly*, 291-296.

Reed, R. R. (1972). The primate city in southeast asia: conceptual definitions and colonial origins. *Asian Studies, 10*(3), 284-320.

Régnier, P. (1998). Les capacités technologiques des quatre nouveaux pays industrialisés asiatiques. *Annales des Mines*, 53-58.

Régnier, P. (1998). Réformes agraires postcoloniales et amorces du développement en Corée du Sud et à Taiwan. Dans C. Auroi, & J.-L. Maurer, *Tradition et Modernisation des Economies rurales: Asie-Afrique-Amérique Latine* (pp. 151-166). Genève: Graduate Institute Publications.

Renaud, B. (1974). The Evolution of the Urban System in Korea 1910-1970: An Economic Interpretation. *Bulletin of the Population and Development Studies Cente*, 1-34.

Research, Development and Evaluation Commission (ROC). (1993). *Aperçu administratif de ROC (1994) [中華民國行政概況〔八十三年版〕].* Taipei: Executive Yuan (ROC).

Sen, Q.-x., Wang, S.-r., & Kao, S.-f. (1977). *L'histoire de Taiwan [台灣史].* Taipei: Zongwen.

Shepherd, J. R. (2016). *Statecraft and political economy on the Taiwan frontier, 1600-1800.* (偉. 林, Trad.) Stanford University Press.

Shih, C.-w. (1999). Questions de mise en scène dans le manuel "Histoire générale de Taiwan [「臺灣通史」教材中的分期問題]. *History Education*, 5-24.

Shih, T.-f. (2000). Composition de la lignée des villages taiwanaises traditionnelles : les méthodes de recherche au centre [台灣傳統聚落的血緣構成：以研究方法為中心]. *Yilan Literature*(47), 3-37.

Siddiqui, K. (2016). A Study of Singapore as a Developmental State. In Y.-C. Kim, *Chinese Global Production Networks in ASEAN* (pp. 157-188). Switzerland: Springer.

Song, Z.-z. (1980). *Journal de la reconquête de Taïwan [台灣撫墾志].* Taichung: Documentation Committee of Taiwan Province.

Stolojan, V. (2017). Transitional Justice and Collective Memory in Taiwan ». *China Perspectives*, 27-35.

Su, B. (2014). *400 ans d'histoire taiwanaise [台灣人四百年史].* Taipei: Nantian.

Su, S.-b. (2005). *Taipei invisible et visible : changements dans le modèle d'exploitation spatiale du pouvoir à Taipei, de la fin de la dynastie Qing à la période de la domination japonaise [看不見與看得見的臺北:清末至日治時期臺北空間權力運作模式的變遷].* Taipei: Rive Gauche Culture.

Su, X. (1993). *Taiwan en colère [憤怒的台灣].* 台北: 前衛.

Suemitsu, K. (2007). *Histoire de Taïwan - Taïwan à l'époque coloniale japonaise [台湾の歴史 - 日本統治時代の台湾].* (如. 辛, & 泉. 高, Trads.) Taipei: Zhiliang.

Sun, Y.-l. (1998). Cheng Chenggong a développé Taïwan et les noms de lieux de Taïwan [鄭成功開發台灣及台灣開發地名]. *Taiwan Origin*, 62-67.

Tadao, Y. (2014). *Taïwan sous l'impérialisme japonais [日本帝國主義下之臺灣].* Taipei: Wu Sanlian Fondation historique de Taïwan.

Taillard, C. (2004). *Intégrations régionales en Asie orientale.* Paris: Les Indes savantes.

Taiwan Database for Empirical Legal Studies, TaDELS (2008, 11). *Base de données statistiques de la période japonaise à Taiwan [臺灣日治時期統計資料庫].* Récupéré sur Taiwan Database for Empirical Legal Studies: http://tcsd.lib.ntu.edu.tw/info_about/about_database_1.php

Tang, C.-m. (2005). La "réforme urbaine" à Taiwan pendant l'ère japonaise et son impact sur les modèles de développement urbain [日据时期台湾的“市区改正”及其对城镇发展形态的影响]. *Journal de la recherche de Taiwan*, 58-64.

Tang, J.-t. (2001). *Première rencontre : Taiwan au 17ème siècle [前進福爾摩沙：十七世紀大航海年代的台灣].* Taipei: Owl Publishing.

Tang, Y.-l., & Chao, C.-y. (2011). Analyse des travaux du Parti communiste chinois sur Taïwan pendant la période de l'ECFA [ECFA 時期中共對臺工作重點研析]. *Perspectives and Explorations*, 78-98.

Thurbon, E. (2014). L'état développeur: Défense du concept. *Critique internationale*, 59-75.

Time Magazine. (1946, 6 10). *Foreign News: This Is the Shame*. Récupéré sur Time: http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,792979,00.html

Trejaut, J. A., Poloni, E. S., Yen, J.-C., Lai, Y.-H., Loo, J.-H., Lee, C.-L., . . . Lin, M. (2014). Taiwan Y-chromosomal DNA variation and its relationship with Island Southeast Asia. *BMC Genetics*, 77-100.

Tsai. (2005). *Une étude sur le commerce de Taïwan avec le Japon pendant la période de Cheng [鄭氏時期台灣對日本貿易之研究].* Tainan: NCKU.

Tsai, B.-l. (2012). *La roue géante de l'époque : les chemins de fer nationaux de Taiwan à l'époque mi-japonaise (1910-1936) [推動時代的巨輪：日治中期的臺灣國有鐵路(1910-1936)].* Taipei: Taiwan Bookstore.

Tsai, H.-y. C. (2008). *Taiwan in Japan's Empire-Building: An Institutional Approach to Colonial Engineering.* London: Routledge.

Tsai, S.-s. (2011). *Taiwan océanique - Le lien historique avec avec l'Est et l'Ouest [海洋臺灣—歷史上與東西洋的交接].* Taipei: Linking.

Tsai, S.-s. H. (2009). *Maritime Taiwan: Historical Encounters with the East and the West.* Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe.

Tsai, X.-m. (2015). Les aides du réseau colonial - le commissariat de police et le régiment des baojia et stalwarts [殖民統治網的尖兵—派出所與保甲、壯丁團]. *Taiwan Study Newsletter*, 15-17.

Tsai, Y.-w. (2008). *Réflexion sur les perspectives de l'après-guerre en matière d'urbanisme à Taïwan [克難城市-戰後台灣都市規劃視野的反省].* Hsinchu: NTHU.

Tsao, Y.-h. (1977). *Les débuts de l'histoire de Taiwan [台灣早期歷史研究].* Taipei: Linking.

Tsao, Y.-h. (1996). Une autre approche de la recherche sur l'histoire de Taiwan - Le concept d'"histoire de l'île de Taiwan [台灣史研究的另一個途徑—「台灣島史」概念]. *Taiwan History and Field Research Newsletter*, 7-8.

Tsao, Y.-h. (2001). TaIwan comme station de transit en Asie de l'Est au 17e siècle [十七世紀作為東亞轉運站的臺灣]. Dans Z.-r. Chen, & L.-p. Chen, *Une suite à l'étude de l'histoire ancienne de Taiwan* (pp. 113-148). Taipei: Linking.

Tseng, X.-x. (2011). La période de la domination japonaise, de la reforme urbaine à la planification urbaine[日治時期 市區改正到都市計畫]. *The Newsletter of Taiwan Studies*, 6-7.

Tu, C.-y. (1992). *Taiwan sous l'empire japonais. [日本帝國主義下的台灣].* (M.-j. Lee, Trad.) Taipei: Renjian.

Wade, R. (1988). State Intervention in 'Outward-looking' Development: Neoclassical Theory and Taiwanese Practice. Dans G. White, *Developmental States in East Asia* (pp. 30-67). New York: St, Martin's Press.

Wade, R. (1990). *Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization* (2003 ed.). Princeton University Press.

Wakabayashi, M. (1998). *Chiang, Ching-kuo et Lee Teng-hui.* (x.-y. Lai, Trad.) Taipei: Yuanliu.

Wakabayashi, M. (2006). A perspective on studies of Taiwanese political history: Reconsidering the Postwar Japanese Historiography of Japanese Colonial Rule in Taiwan. In P.-h. Liao, & D.-w. D. Wang, *Taiwan Under Japanese Colonial Rule 1895-1945 History, Culture, Memory* (pp. 19-36). New York: Columbia University Press.

Wakabayashi, M. (2014). *Histoire politique du Taïwan d'après-guerre[戰後臺灣政治史].* Taipei: NTU Press.

Wallerstein, I. (2004). *World-Systems Analysis: An Introduction.* Duke University Press.

Wang, C.-h. (2003). Taipei as a Global City: A Theoretical and Empirical Examination. *Urban Studies, 40*(2), pp. 309-334.

Wang, C.-h. (2010). *La limite du rattrapage : la transformation économique et l'innovation à Taiwan [追趕的極限：台灣的經濟轉型與創新].* Taipei: Juliu.

Wang, E. Q.-j. (2002). Taiwan's Search for National History: a Trend in Historiography. *East Asian History*, 93-116.

Wang, J.-h., & Chien, H.-s. (2016). Aperçu de la recherche pour le développement : développement de la théorie et méthodes de recherche [發展研究概述：理論發展與研究方法]. Dans H.-s. Chien, & J.-h. Wang, *Development Studies and Contemporary Taiwan Society* (pp. 1-27). Taipei: Juliu.

Wang, J.-h., & Chiu, H.-y. (1999). *Sociologie et société Taiwanaise [社會學與台灣社會].* Taipei: Juliu.

Wang, P.-c. (2005). De "province chinoise" à "ethinie taiwanais" : une analyse de l'évolution des catégories de nationalité dans le recensement [由「中國省籍」到「臺灣族群」：戶口普查籍別類屬轉變之分析]. *Taiwan Sociology*, 59-117.

Watanabe, S.-i. J. (2008). Comparative Planning History of Japan, Taiwan and Korea: Challenges from 'Machizukuri' (Community Building). *the 13th International Planning History Conference*, (p. 16). Chicago.

Wei, D.-w., Gao, C.-q., Lin, C.-y., & Huang, C.-c. (2008). *Mesurer Taiwan - Cartographie de Taiwan pendant la période japonaise 1895-1945 [測量台灣—日治時期繪製臺灣相關地圖 1895-1945].* Taipei: Nantian.

Weiss, L. (1998). *The Myth of the Powerless State: Governing the Economy in a Global Era.* New York: Cornell University Press.

Weiss, L. (2000). Developmental states in transition: Adapting, dismantling, innovating, not 'normalizing'. *The Pacific Review, 13*(1), 21-55.

Wen, Z.-h. (2012). Statistiques d'enquête et gouvernance coloniale au Japon-Age Taiwan [日治時期臺灣調查統計與殖民治理]. *Taiwan Studies Newsletter*, 2-3.

White, G., & Wade, R. (1988). Developmental States and Markets in East Asia: An Introduction. In W. Gordon (Ed.). New York: St, Martin Press.

Wong, J.-x., Pan, H.-z., & Cheng, B.-w. (2016). Caractéristiques et effets de la politique d'industrialisation militaire de Taïwan à la fin de l'occupqtion du Japon (1931~1945) [日據末期台灣軍需工業化政策之特色及其影響(1931~1945)]. *Journal de l'Asie du Sud*, 187-204.

Woo-Cumings, M. (1999). Introduction: Chalmers Johnson and the Politics of Nationalism and Development. Dans M. Woo-Cumings, *The Developmental State* (pp. 1-31). Ithaca, NY: Cornell University Press.

Woo-Cumings, M. (1999). *The Developmental State.* Ithaca, NY: Cornell University Press.

World Bank. (1993). *The East Asia Miracle: Economic Growth and Public Policy.* New York: Oxford University¨Press.

Wu, J.-m., & Liao, M. (2016). Possession, rupture de la proposition [占領，打破命定論]. Dans J.-j. Wu, & H.-H. Lin, *Illuminated Break: Amplitude of Sunflower Motion. Depth and Field of View* (pp. 117-163). Taipei: Rive Gauche Culture.

Wu, J.-x., & Lin, S.-y. (2015). Le passé, le présent et l'avenir du plan de développement national [國家發展計畫的過去、現在與未來]. *Public Governance Quarterly*, 81-87.

Wu, M.-c. (2014). La construction historique de la "culture taiwanaise" - un test préliminaire [「台灣文化」的歷史建構─一個初步的試論]. *Taiwan International Studies Quarterly*, 1-22.

Wu, M.-z. (2018). *Une étude sur la dépendance économique entre les deux rives du détroit [兩岸經濟依賴度之研究].* Taipei: China Economic Research Institute.

Wu, Y. (2004). Rethinking the Taiwanese Developmental State. *The China Quarterly*, 91-114.

Wu, Y.-l., & Yeh, K.-C. (1978). Taiwan's External Relations. *Contemporary Asian Studies, 15*(3), pp. 173-216.

Xia, L.-s. (1996). L'évolution et l'impact des politiques économiques et commerciales en Chine [論大陸經貿政策演變及影響]. *Perspectives and Explorations, 4*(3), 86-101.

Xia, L.-s. (2004). La situation des hommes d'affaires taïwanais qui investissent en Chine continentale et son impact sur l'économie taiwanaise [臺商赴大陸投資現況及其對臺灣經濟之影響]. *Perspectives et exploration*, 23-40.

Xia, L.-s. (2006). Développement et impact de la politique économique et commerciale à l'égard de la Chine continent [論大陸經貿政策演變及影響]. *Perspectives et exploration*, 86-101.

Xia, L.-s. (2009). La situation actuelle et le développement futur des entreprises chinoises qui investissent à Taiwan [論陸企來臺投資現況及未來發展]. *Perspectives and Explorations*, 105-119.

Xie, S.-z., & Furuno, N. (1995). *Affaires de Taiwan [台灣代誌].* Taipei: Creative Press.

Xu, X.-j. (2007). Le professeur Yun-Ping Yang et la recherche sur l'histoire de Taiwan [楊雲萍教授與臺灣史研究]. *Journal d'histoire de NTU*, 1-75.

Xue, H.-y. (1999). *Histoire du développement de Taiwan [台灣開發史].* Taipei: Sanmin.

Xue, H.-y. (2016). L'après-guerre de 70 ans - La mémoire de l'histoire de Taïwan et son importance historique pendant l'occupation japonaise [戰後七〇年回顧--日治時期台灣歷史的記憶及其歷史意義]. *National reserch review*, 1-20.

Yang, B.-c. (1997). *Dictionnaire historique de Taiwan [台灣歷史詞典].* Taipei: Cianwei.

Yang, Y.-j. (2000). *Histoire de Taïwan pendant l'occupation néerlandaise [荷據時代台灣史].* Taipei: Linking.

Yao, J.-t. (2006). The Jeapanese Colonial State and its Form of Knowledge in Taiwan. Dans P.-h. Liao, & D.-w. D. Wang, *Taiwan Under Japanese Colonial Rule, 1895–1945 History, Culture, Memory* (pp. 37-61). NY: Columbia University Press.

Yap, K.-h. (2013). Exclure ? Ou abandonner ? Identification des compatriotes de la montagne et tribus des plaines. [排除? 還是放棄? 平埔族與山胞身分認定]. *Recherche sur l'histoire de Taiwan*, 177-206.

Yu, G.-q. (2013, December 22). *Année après année, l'objectif de la construction n'est pas atteint [經建目標年年落空].* Consulté le March 15, 2020, sur Business Times (Journal): https://www.chinatimes.com/newspapers/20131222000158-260209?chdtv

Yu, G.-y. (2006). *Zones franches d'exportation et développement économique [加工出口區與經濟發展].* Taipei: Showwe Information Co., Ltd.

Yu, Y.-l. (2008). *L'évolution et les changements des relations entre les deux rives du détroit au cours des deux dernières décennies [近二十年兩岸關係的發展與變遷].* Taipei: Straits Exchange Foundation.

Zhou, D.-e. (2010). Catégories et ethnicité des populations indigènes de Taiwan [台湾原住民的类别与族称述论]. *Journal of South China Agricultural University*, 115-121.

Table des figures

Figure 1 : Utilisation du SIG historique ..... - 28 -
Figure 2 : L'évolution des ports en Asie ..... - 70 -
Figure 3 : Schéma du commerce maritime des Zheng ..... - 88 -
Figure 4 : Valeur commerciale nette des ports de Kaohsiung et de Tamsui ..... - 105 -
Figure 5 : classification ethnique de Taiwan par le gouvernement colonial japonais en 1905 ..... - 127 -
Figure 6 : classification ethnique de Taiwan par le gouvernement colonial japonais en 1935 ..... - 127 -
Figure 7 : Recettes douanières des principaux ports de Taiwan pendant la période coloniale du Japon - 143 -
Figure 8 : Exportation du sucre à l'étranger et au Japon entre 1894 et 1941 ..... - 147 -
Figure 9 : Produit net des produits agricoles rapportés aux biens industriels ..... - 153 -
Figure 10 : Croissance démographique dans les trois plus grandes villes taiwanaises (1875-1971) ..... - 162 -
Figure 11 : La catégorisation des populations par le KMT (recensements de 1956 et 1966) ..... - 175 -
Figure 12 : Evolution de la structure démographique taiwanaise entre 1942 et 1956 ..... - 177 -
Figure 13 : Evolution du rapport entre les des propriétaires fonciers et les métayers de 1945 à 1987 - 183 -
Figure 14 : Impact de la création des ZFIE sur la structure des produits d'exportation de Taiwan (1952-1972) ..... - 189 -
Figure 15 : PIB par habitant des pays de l'Asie orientale avec forte économique entre 1950 et 1990 ... - 192 -
Figure 16 : La pratique du « vol d'oies sauvages » en Asie orientale ..... - 193 -
Figure 17 : Evolution de CEPD ..... - 203 -
Figure 18 Taux de croissance économique de Taiwan entre 1952 et 2019 ..... - 215 -
Figure 19: Proportion des commandes de Taiwan produites à l'étranger ..... - 224 -
Figure 20 : L'investissement taiwanais en Chine (1991-2016) ..... - 226 -

Table des cartes

Carte 1 : Le commerce maritime de comptoir des pays européens en Asie au milieu du 17ème siècle .....- 62 -
Carte 2 : Réseau de commerce de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales en XVIIe siècle .....- 65 -
Carte 3 : Répartition des forteresses néerlandaises et espagnoles à Taiwan .....- 67 -
Carte 4 : L'influence du clan Zheng sur la côte sud-est de la Chine et la côte sud-ouest de Taiwan.....- 82 -
Carte 5 : Le périmètre contrôlé par le clan Zheng à Taiwan.....- 86 -
Carte 6 : Evolution des divisions administratives sous la dynastie Qing.....- 94 -
Carte 7 : Réseau commercial à Taiwan pendant la dynastie des Qing (1684-1783) .....- 101 -
Carte 8 : Les ports commerciaux maritimes entre Taiwan et la Chine sous la dynastie des Qing (1784-1860) .....- 103 -
Carte 9 : Dispositif spatial des villes portuaires et des cités fortifiées à l'époque des Qing .....- 108 -
Carte 10 : Distribution spatiale des sanctuaires shinto et des petits postes de police .....- 116 -
Carte 11 : L'évolution des divisions administratives sous la colonisation nippone .....- 125 -
Carte 12 : La croissance de Taipei en 1907, 1921 et 1935 .....- 135 -
Carte 13 : Les deux directions commerciales à l'époque des Qing et du Japon.....- 138 -
Carte 14 : Schéma récapitulatif des échanges de Taiwan .....- 139 -
Carte 15 : Le chemin de fer continental construit par le Japon en Corée et en Mandchourie .....- 140 -
Carte 16 : Dispositif spatial des industries sucrières à Taiwan pendant la période coloniale nippone..- 146 -
Carte 17 : Répartition de la production de sucre et de riz en 1945 .....- 149 -
Carte 18: Macrocéphalie urbaine en Asie du Sud-Est et à Taiwan pendant la période coloniale, 1941 .- 158 -
Carte 19: Macrocéphalie urbaine en Asie du Sud-Est et à Taiwan pendant la période postcoloniale.....- 158 -
Carte 20 : Les « villages militaires » pour continentaux.....- 173 -
Carte 21 : L'imaginaire national de la ROC et la place de Taiwan à l'époque autoritaire (1951-2005)..- 179 -
Carte 22 : L'organisation du territoire et les directions commerciales sous le régime autoritaire du KMT.....- 187 -
Carte 23 : Dispositif spatial du développement urbain de Taiwan en 2019 .....- 230 -

Table des tableaux

Tableau 1 : Histoire de Taiwan rapportée par un historien japonais de l'époque coloniale nipponne .....- 36 -
Tableau 2 : Histoire de Taiwan racontée par le KMT à l'époque autoritaire .....- 37 -
Tableau 3 : Histoire de Taiwan vue par les insulaires à l'époque autoritaire.....- 39 -
Tableau 4 : Histoire de Taiwan vue par les insulaires à l'époque démocratique .....- 40 -
Tableau 5 : Histoire de Taiwan vue par un historien occidental sous l'époque coloniale japonaise .....- 42 -
Tableau 6 : Histoire de Taiwan avec la vue française .....- 43 -
Tableau 7 : Histoire de Taiwan vue par un historien chinois contemporain .....- 44 -
Tableau 8 : Ouvrages et documents historiques sur Taiwan pendant la période des comptoirs coloniaux.....- 47 -
Tableau 9 : Ouvrages sur Taiwan durant la période de tutelle chinoise .....- 50 -
Tableau 10 : Livres et statistiques sur Taiwan pendant la colonisation nippone .....- 53 -
Tableau 11 : Ouvrages économiques sur l'époque autoritaire et l'époque démocratique .....- 58 -
Tableau 12 : Situation des régimes politiques en Chine et à Taiwan à l'échelle mondiale entre le XVème et le XIXème siècle .....- 79 -
Tableau 13 : Evolution de la « prohibition maritime » pendant l'époque des Qing .....- 99 -
Tableau 14 : Evolution des politiques coloniales du Japon à Taiwan .....- 113 -
Tableau 15 : Répartition en pourcentage des populations coloniales par origine ethnique .....- 131 -
Tableau 16 : Dépenses du gouvernement japonais pour ses colonies de Taiwan et Corée.....- 150 -
Tableau 17 : Production des industries manufacturières par industrie .....- 153 -
Tableau 18 : Puissance électrique dans les colonies de l'Asie de Sud-est, à Taiwan et en Corée (fin de l'année 1930) .....- 154 -
Tableau 19 : Taux de croissance des dépenses intérieures brutes réelles .....- 155 -
Tableau 20 : Historique du développement et indice de macrocéphalie urbaine de Taipei .....- 161 -
Tableau 21 : Les réseaux ferroviaires dans les colonies de l'Asie de Sud-est, à Taiwan et en Corée (fin de l'année 1930) .....- 163 -
Tableau 22 : Croissance annuelle moyenne (%) des principaux indicateurs économiques entre 1951 et 1980 .....- 194 -
Tableau 23 : Structure de l'entreprise et la relation entre l'État et les entreprises au Japon, en Corée du Sud et Taiwan .....- 200 -
Tableau 24 : Les élections nationales à l'époque démocratique.....- 213 -
Tableau 25 : Montant des investissements des entrepreneurs taiwanais sur le continent .....- 227 -